

le poing la rose

10, rue de Solferino, Paris

- Organe du Parti Socialiste -

Mensuel -

N° 112. Mai 1985 - 6 F

Congrès de Toulouse

11, 12 et 13 octobre 1985

Contributions au débat



CONGRÈS DE TOULOUSE

SOMMAIRE

CONTRIBUTIONS NATIONALES

- Pour préparer la victoire, réussir le congrès de Toulouse présentée par Lionel Jospin... 3 à 7
- Les conditions de la confiance présentée par Michel Rocard 8 à 12
- Socialisme et réalités présentée par Pierre Mauroy... 13 à 16
- Un projet contre le déclin : indépendance, croissance, démocratie présentée par Christian Bataille... 17 à 20
- Pour transformer la société la gauche au pouvoir, c'est la gauche à sa place présentée par Marie-Noëlle Lienemann... 21 à 26

CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

- Conquérir la démocratie économique présentée par Jean-Paul Bachy 27 à 28
- 1986, année de tous les dangers ? Pour gagner avec la jeunesse ! présentée par Alain Barrau... 28 à 31
- Quelques réflexions présentée par Tony Briançon... 31 à 33
- Faut-il encore parler des femmes ? présentée par Martine Buron... 33 à 35
- Clarté et vérité présentée par Pierre Carassus... 35 à 37
- Les jeunes présentée par Jean-Baptiste Castilla... 37 à 38
- Le rôle du Parti présentée par Lucien Chaudagne... 38 à 39
- Citoyens à part entière présentée par Annette Chepy-Léger... 39 à 42
- Les systèmes de communication : un enjeu mondial présentée par Alain Coquard 42
- Ethique médicale et société présentée par Michel Debout 43
- Préparation au congrès P.S. d'octobre 1985 présentée par Bernard Derosier... 44 à 45
- Le jeunesse n'est plus ce qu'elle était présentée par Patrice Finel... 45 à 46
- Nouvelles donnees, nouveaux engagements présentée par Patrice Finel... 47 à 51
- Relever collectivement le défi du « Vivre ensemble » présentée par Philippe Farine... 51 à 52
- Immigrés : dialoguer et comprendre présentée par Françoise Gaspard 52 à 53
- Gagner en 1986 présentée par Robert Gilly 53 à 55
- Réfléchir et décider : ensemble présentée par Jean-Pierre Joseph... 55 à 56

- Politique sanitaire et sociale : plus loin dans la solidarité présentée par Françoise Laurant... 56 à 58
- Contribution inter-D.O.M. présentée par Robert Le Foll... 58
- Le consensus post-moderne présentée par Philippe Lentschener... 58 à 59
- Combattre l'extrême droite présentée par Gérard Lindeperg... 59 à 60
- Confronter l'ambition de nos projets de santé avec l'acquis des réalisations présentée par Suzanne Martin 60 à 62
- Communication et parti de masse présentée par Christiane Mora 63
- La crise du travail, levier du changement : une voie « écologiste » vers le socialisme ? présentée par Bernard Morin... 64 à 67
- Le Parti socialiste parti de l'Union de la gauche présentée par Marie-Thérèse Mutin 68 à 69
- Solidarité et indépendance présentée par Jean Natiez... 69 à 70
- Trois questions présentée par Arthur Notebart... 71 à 72
- Câblés ? présentée par Jean-Claude Petit-Demange... 72 à 74
- Associations : un nouvel élan présentée par Michel Pezet... 74 à 75
- Des institutions et de l'exercice du Pouvoir d'Etat présentée par Jacques Piette... 75
- Agir demain présentée par Sylvain Renard 76 à 78
- Changer la gestion sociale du logement présentée par Bernard Roman... 79 à 80
- Quatre ans de gouvernement de gauche : les bases d'une nouvelle politique agricole présentée par Bernard Thureau... 80 à 81

CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES

- Alpes Maritimes... 82 à 83
- Charente-Maritime... 84
- Finistère... 84 à 85
- Loiret... 85 à 87
- Maine-et-Loire... 87 à 89
- Haute-Marne... 89
- Nièvre... 89 à 90
- Sarthe... 90
- Haute-Pyrénées... 90 à 92
- Haute-Vienne... 92
- Tarn... 92
- Tarn-et-Garonne... 93
- Haute-Savoie... 93
- Essonne... 94 à 95

PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES 96

LISTE DES CONTRIBUTIONS NON PUBLIÉES 81

Pour préparer la victoire, réussir le congrès de Toulouse

Contribution présentée par Lionel JOSPIN

Jean-Marc AYRAULT, Jean-Paul BACHY, Alain BARRAU, André BILLARDON, Alain BUSNEL, Marcel DEBARGE, Bertrand DELANOË, Gérard DELFAU, Jean-Pierre DESTRADE, Claude ESTIER, Claude GERMON, Christian GOUX, Jacques HUNTZINGER, Jean-Louis JOSEPH, André LAIGNEL, André MERIC, Louis MERMAZ, Christiane MORA, Véronique NEIERTZ, Michel PEZET, Jean POPPEREN, Jean-Jack QUEYRANNE, Henri SABY, Françoise SELIGMANN, Luc SOUBRE, Dominique STRAUSS-KAHN, Bernard THAREAU et Anne TREGOUET.

Les 11, 12, 13 octobre 1985, les socialistes tiendront leur congrès à Toulouse, après un débat de plusieurs mois qui s'engage aujourd'hui. Ils désigneront leurs instances de direction, au niveau des sections, des fédérations, au niveau national. Congrès du « chemin parcouru », puisque se situant quatre ans après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République et l'arrivée d'une majorité de députés socialistes à l'Assemblée nationale, le congrès de Toulouse sera aussi le congrès de l'avenir proche puisqu'il se tiendra très près des élections législatives et à deux ans de la fin du septennat.

Ce congrès aura deux tâches : fixer la ligne politique des socialistes pour les années 1985-1987 ; proposer un nouveau contrat au pays pour la législature 1986-1991. Nous devons donc en faire un congrès pour les socialistes et un congrès pour les citoyens.

Regard sur le passé : que voulions-nous faire ? Qu'avons-nous changé ?

En 1981, après l'élection de François Mitterrand, le Parti Socialiste accède au pouvoir pour la première fois depuis 25 ans. Il a un programme, sur lequel il a été élu. Il l'applique, exemple sans précédent, mais qui pourtant chagrine quelques observateurs et, semble-t-il, certains des nôtres. Fidèle à sa stratégie, il propose aux communistes de gouverner avec lui et de s'engager dans la transformation progressive mais aussi dans la gestion du pays. Il réalise plusieurs grandes réformes, et redonne espoir à des millions de travailleurs. Cette première étape, décisive, parce que sans elle nous n'aurions peut-être pas résisté à la pression ultérieure de la droite, reste celle qui marque les esprits.

Nous nous heurtons rapidement à des réalités que nous avons mal évaluées : la dureté du contexte international, la permanence de la crise économique, le délabrement de l'outil de production, la résistance des milieux dirigeants. Les marges pour agir se révèlent plus étroites que nous le pensions. Le gouvernement dès lors ralentit le rythme des réformes, s'attelle à la restauration des grands équilibres, se consacre à la gestion et à la préparation de l'avenir (effort de recherche, modernisation). Nous restons fidèles à nos principes et à nos objectifs historiques de justice et de mieux-être mais nous adaptons notre politique aux réalités et aux contraintes rencontrées.

Les salariés ont-ils gagné à notre présence au pouvoir ?

Pour des millions de gens, vivre en France en 1985 n'est pas aisé. Mais la vie des travailleurs dans les pays communistes est plus rude encore avec la liberté en moins. Quant à la gestion des conservateurs dans les autres pays capitalistes, elle pousse très loin la régression sociale. Nous acceptons le jugement de notre peuple

sur notre politique mais certainement pas les leçons de la direction du Parti Communiste et de la droite française.

En réalité, les quatre premières années du septennat de François Mitterrand ont permis d'amortir les conséquences de la crise économique mondiale pour le monde du travail, pas de changer sa vie. L'amorce de réduction des inégalités (augmentation du S.M.I.C., des allocations familiales, du minimum vieillesse ou de l'allocation pour les handicapés), les premières mesures de justice fiscale (impôt sur la grande fortune, exonération de l'impôt sur le revenu pour 500 000 contribuables, protection de l'épargne populaire) ont permis de préserver sur la période le pouvoir d'achat des salariés, pas de faire plus.

Si en matière d'emploi nous restons loin du compte, là encore la volonté politique des gouvernements de Pierre Mauroy et Laurent Fabius a évité beaucoup de sacrifices aux plus menacés des salariés. L'augmentation trop forte mais contenue de la courbe du chômage a résulté d'efforts et de décisions concrètes : embauches dans le secteur public, préretraites, contrats de solidarité, stages de formation, aide à l'investissement productif, travaux d'utilité collective. Faire plus était très difficile sans la croissance.

L'on comprend que les salariés ne puissent se satisfaire du niveau d'emploi actuel ni de leur pouvoir d'achat et d'ailleurs ils nous le font savoir. Mais sans la présence socialiste au pouvoir, les travailleurs de notre pays auraient connu l'augmentation brutale des chômeurs et l'amputation massive du pouvoir d'achat : les 3,5 millions de chômeurs britanniques et les 35 millions de pauvres aux Etats-Unis en sont la preuve. Sans parler des coups contre la Sécurité sociale, le droit du travail, l'École publique qu'aurait portés la droite française, si elle était restée au pouvoir. Voilà le bilan, honnêtement tracé.

La vie des citoyens a-t-elle commencé à changer à partir de 1981 ?

Dans ce domaine, qui touche au quotidien et aux mœurs, nos ambitions étaient grandes et les attentes des gens plus contradictoires que nous le pensions. Et combien il est difficile d'apprécier ce que les gens ressentent comme une amélioration ! La diminution de la durée hebdomadaire du travail, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans sont autant de réformes pour mieux vivre. La décentralisation, la liberté nouvelle d'émettre sur les ondes, l'abolition de la peine de mort et des juridictions d'exception, les progrès de l'égalité entre les hommes et les femmes, les nouveaux droits des travailleurs, les mesures pour le mouvement associatif, l'effort en faveur de la culture, sont autant d'espaces de liberté ouverts. En somme des droits ou des moyens nouveaux sont là mais ils ne touchent pas encore suffisamment la masse.

Quelle place a pris le Parti Socialiste ?

Pendant ces quatre ans, on a beaucoup glosé sur les rapports parti-gouvernement. On nous reproche contradictoirement d'être trop éloignés de la pratique gouvernementale et d'être trop suivistes. Pour ceux que n'intéressent pas les



procès d'intention, la réalité est différente. C'est celle d'une délibération et d'une action permanentes des instances de direction du P.S. vers l'opinion mais aussi vers le gouvernement. Tout n'a pas abouti, certes. Ce qui a abouti n'a pas toujours été proclamé par nous. Mais sur plusieurs dossiers – mesures de justice fiscale, contributions sociales, remboursement de l'I.V.G., création d'un ministère regroupant tous les services du travail, fonctionnement des entreprises publiques, chômeurs en fin de droits, solutions concrètes sur le terrain à des problèmes industriels, efforts de recherche, la flexibilité, questions de politique internationale, l'influence du parti a été importante et positive.

Cette période 1981-1985 doit donc être examinée par nous sans complaisance ni masochisme. L'excès d'illusion entretenu sur la signification de notre victoire, la sous-estimation de la capacité offensive de l'opposition et des milieux dirigeants, une certaine dispersion des prises de position de certains responsables socialistes auraient dû être redressés plus tôt, c'est vrai. Mais qui mérite le plus le reproche ?

Notre plus grande préoccupation doit être le décalage qui subsiste entre nous et l'opinion. Partisans d'une transformation progressive de la société, nous ne pouvons compter que sur l'adhésion de la majorité du peuple à nos propositions pour changer les rapports de force et avancer. L'énergie que nous consacrons à l'action gouvernementale et parlementaire et locale est indispensable. Mais n'oublions pas – les mésaventures sur l'École l'ont montré – le dialogue avec le peuple.

Le Parti Socialiste et l'opinion publique

Le Parti Socialiste a constamment progressé entre 1971 et 1981, en nombre de militants comme en suffrages. Mais il faut se souvenir qu'il n'obtient avec F. Mitterrand que 25,8 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Son score des législatives, 37 %, est un score exceptionnel. Premier parti de France, il l'est sans doute, parti dominant, il ne l'est pas.

Perdant rapidement la capacité d'attraction exceptionnelle qu'ils s'étaient donnée en 1981, les socialistes n'ont pu compenser, au plan électoral, l'affaïssement du P.C. La raison principale de cette érosion tient bien entendu à notre situation de parti majoritaire soutenant sans défaillance une politique de rigueur nécessaire mais impopulaire. On n'est pas aisément parti de gouvernement en temps de crise. Et puis, si nous avons beaucoup réalisé, nous n'avons pas tout réussi, notamment sur le front de l'emploi. D'où une déception de nos soutiens qu'il serait vain de nier.

D'autant que la société française, sous l'effet des difficultés économiques et de la tension internationale – et passée la vague d'enthousiasme imprécise de mai-juin 1981 – a rapidement retrouvé, dans nombre de ses secteurs, son vieux fonds de conservatisme, exacerbé par une droite violemment hostile et attisant les intérêts catégoriels et les réflexes individualistes. La mode étant aujourd'hui au libéralisme économique contre la solidarité, à l'idéologie sécuritaire contre les idées de tolérance, les socialistes sont parfois à contre-courant quand ils parlent de justice, de réduction des inégalités ou d'intervention de l'État. Les axes d'une politique de gauche ne bénéficient plus de la même faveur qu'autrefois. Les Français s'interrogent : quel est aujourd'hui le message des socialistes ? Ont-ils changé ? Renoncent-ils à une partie de leurs orientations ? Les gens attendent de nous une clarification.

La phase historique dans laquelle nous sommes

Alors que s'achève bientôt la première législature de gauche que la France ait connue, peut-on essayer de caractériser la phase dans laquelle nous sommes ?

A bien des égards, la période actuelle rappelle les débuts de la III^e République, quand il s'est agi de construire, contre les forces réactionnaires, un consensus autour de la modernisation économique, sociale, institutionnelle et politique du pays. Ce fut l'œuvre des pères fondateurs de la République, des « républicains de gouvernement ».

Aujourd'hui, la France, pour des raisons où l'évolution du monde extérieur joue un plus grand rôle, est confrontée à des problèmes d'une égale ampleur. La direction du P.C.F. se dérobe devant ce défi historique, laissant désarmé tout un électoralat de gauche. La droite, elle, propose d'entrer dans l'avenir à reculons. Chez elle, la pensée réactionnaire a supplanté le conservatisme éclairé.

Les socialistes assument donc seuls, comme force politique, ce défi de la modernisation. A nos difficultés objectives, s'ajoute un handicap : il nous faut en peu de temps passer d'une culture d'opposition, devenue comme la seconde nature de la Gauche française, à une démarche de parti de gouvernement et d'un parti qui est désormais le seul soutien clair du président de la République élu par la Gauche en

1981. Comment être des « socialistes de gouvernement » sans renoncer à incarner l'identité profonde du socialisme ? Telle est la vraie question. Rassembler largement mais sur des valeurs, voilà qui fera ou non de nous la génération des « fondateurs du socialisme ».

La crise, le changement, nos valeurs

Le poids et l'écho des générations formées par la Deuxième Guerre mondiale, dans la Résistance, puis dans la « guerre froide », la détente et la période de forte croissance économique se réduisent. Une partie de l'industrie disparaît dans la crise, entraînant dans sa chute de larges secteurs du salariat, affaiblissant les organisations représentatives du monde du travail. La classe ouvrière tend à se partager entre ceux qui ont un emploi et ceux qui vivent l'insécurité morale et financière du chômage. Il en résulte une atomisation croissante du corps social, des signes de décomposition du paysage social et humain des décennies 50 et 60. Les grandes idéologies ou les grandes ambitions réformatrices semblent avoir perdu leur attrait. Le changement – ce mot des années 1980-1981 – semble faire peur.

Pourtant, les mutations s'avancent et il nous faut repérer ce qui, dans les profondeurs, se prépare et fera la France de demain. Au sein de notre société encore trop intolérante, chaotique, dure aux plus démunis, surgissent de nouveaux rapports sociaux, émergent de nouveaux styles de vie, se réactualisent des valeurs anciennes qu'on croyait disparues. Les formes mêmes de l'engagement changent : si l'adhésion à un parti ou à un syndicat – ces forces irremplaçables dans le combat de la Gauche – est actuellement moins fréquente, nombre d'hommes et de femmes mènent des actions concrètes, limitées, de transformation sociale ou de solidarité.

Au Parti Socialiste de donner une perspective politique à ce foisonnement. Par ailleurs, face à ceux qui cherchent à dévaloriser la notion de parti, il faut rappeler son rôle irremplaçable dans notre démocratie : il concourt à l'expression du pluralisme des opinions ; en son sein s'élaborent les grandes orientations et les projets globaux de société proposés ensuite en toute clarté et en toute responsabilité au choix des électeurs. C'est cette conception de la fonction des formations politiques que les socialistes entendent promouvoir et qu'ils appliquent d'ailleurs au sein de leur propre parti. Aux socialistes de faire en sorte que les réalités du rassemblement, de la modernisation soient plus fortes que celles de l'éclatement et de la régression !

La droite française a abandonné ses anciennes velléités réformatrices, elle a radicalisé ses positions, s'est alignée sur des thèses extrêmes, et tend à refuser le jeu institutionnel, que ce soit en Nouvelle-Calédonie ou par rapport à l'autorité de la fonction présidentielle. Elle a créé le terreau sur lequel a prospéré l'extrême-droite et intégré à sa pensée ses théories inégalitaires qui, dans le passé et sous une forme extrême, ont égaré les peuples européens. L'opposition aura du mal à lever l'hypothèque que l'extrême-droite fait peser sur elle, sur la République et ses valeurs.

Valeurs républicaines et valeurs du socialisme

Que veulent les socialistes ? Ils veulent le changement par étapes, le progrès du pays, dans la paix civile et la justice. Ils se méfient du volontarisme, se refusent à tout esprit de démission, mais sont animés d'une claire volonté politique. Ils partent des faits, mesurent l'inertie d'une partie du corps social et la capacité de blocage des forces adverses. Ils sont aux côtés du président de la République, François Mitterrand, pour mener une politique qui soit à la fois de rigueur et de progrès social, d'esprit d'entreprise et de solidarité. Ils veulent préparer la société de l'an 2 000, à partir des formidables innovations d'aujourd'hui mais autour de valeurs dans lesquelles les Français puissent avoir confiance.

Le socialisme français ne saurait être réduit à un républicanisme. La lutte contre l'exploitation économique et les excès de la propriété privée, l'émancipation du mouvement ouvrier, la justice sociale, les droits collectifs, la solidarité internationale et une conception laïque du droit à l'éducation sont parmi les principaux apports du socialisme. Nous n'avons pas l'intention d'y renoncer. Ces valeurs restent au centre du combat que mènent les socialistes contre les forces du conservatisme politique et social. A l'heure où certains confondent les libertés avec les privilèges, partent en guerre contre l'idée d'égalité et les valeurs de fraternité, il est vrai que nous devons agir pour actualiser et faire revivre dans la conscience des Français, les idéaux républicains.

Défendre la liberté, donner un contenu concret à l'égalité, faire vivre la fraternité, plus nécessaire que jamais pour bâtir, en travaillant patiemment et courageusement à l'insertion des travailleurs immigrés, une France multiraciale et pluriculturelle, c'est à la fois défendre les valeurs républicaines menacées et les actualiser dans un sens



socialiste. Aller plus loin dans la prise de responsabilité des citoyens et des travailleurs en faisant vivre la décentralisation et la démocratisation des entreprises est aussi indispensable. Comment en effet, la France mènerait-elle la bataille économique pour le progrès social, si elle n'était pas rassemblée, solidaire et responsable ?

L'économie est-elle sortie de la crise ?

Les bons résultats des États-Unis en 1983-1984 servent volontiers d'argument à ceux qui prétendent que le monde est sorti de la crise. Mais sans un déficit budgétaire et un déficit extérieur considérables financés par le reste du monde, la reprise économique aux États-Unis n'aurait pu s'accomplir, malgré le dynamisme de certains de ses secteurs. On voit qu'une telle politique dément les schémas de la Droite française.

Loin de contribuer à sortir l'économie mondiale de la crise, la stratégie américaine a renforcé les déséquilibres internationaux :

- Les nouveaux pays industrialisés, dans le tiers monde, ont vu le service de leur dette s'alourdir massivement
- Le fossé continue à se creuser entre le tiers-monde et les pays industrialisés, l'Afrique, elle, s'enfonçant dans la misère ;
- Hormis le Japon, la reprise américaine n'a profité que faiblement aux pays d'industrialisation ancienne. La C.E.E. a accru ses échanges en raison d'un dollar élevé. Mais elle a vu également ses capitaux s'investir massivement aux États-Unis, aux dépens de son propre développement.

La logique néo-libérale produit ses effets à l'échelle de la planète : en cherchant à réduire les coûts unitaires de production, elle réduit la demande mondiale et ne crée pas les conditions d'une croissance durable et équitablement répartie.

La France et l'Europe commencent-elles à rattraper leur retard ?

Alors que les États-Unis et le Japon s'engageaient dès le début des années 70 sur la voie de l'adaptation de leur économie aux mutations de l'économie mondiale et aux bouleversements technologiques, l'Europe et surtout la France ont tardé à faire cet effort. Les mauvais choix des dirigeants politiques français de l'époque, la pusillanimité de certains chefs d'entreprise ont aggravé les faiblesses structurelles de notre économie. Ils nous a fallu du temps pour mesurer pleinement la gravité de la situation et pour mettre en œuvre les moyens d'y remédier. Malgré ces difficultés, l'économie française s'est redressée. Au cours de la période 1981-1985, la France s'est située en tête de la C.E.E. pour la croissance et le pouvoir d'achat, même si les performances sont très moyennes. Surtout nous nous sommes attelés sérieusement à la préparation de l'avenir : recherche, formation, modernisation de l'appareil productif. Mais la France ne peut réussir seule. La construction d'une Europe forte est une des conditions de notre succès. Car s'il y a un défi américain ou japonais, c'est moins celui de la technique ou de la ressource intellectuelle – l'Europe peut rivaliser – que celui de la volonté de créer les conditions permettant de fabriquer et vendre, grâce à des entreprises puissantes et efficaces.

Quelles sont les marges de manœuvre ?

Les premiers résultats de notre politique sont réels. Ils montrent que, contrairement à ce que prétend la Droite et à ce que disent certaines voix dans le parti, la politique menée en 1981 et 1982 n'a pas engagé la France dans une voie dangereuse. Aurions-nous – sur la législation – la même performance de croissance et de pouvoir d'achat, la même amorce de réduction des inégalités, une inflation réduite et un commerce extérieur en voie d'équilibre, aurions-nous d'ailleurs résisté aux poussées les plus vives de la Droite, si nous avions dès le début mené une politique économique et sociale plus restrictive et renoncé aux principales réformes du programme socialiste ? Pour nous, la réponse est non.

Toutefois, il convient aujourd'hui de se poser quatre questions :

- Le mouvement de baisse de l'inflation est-il durable ? Nous pouvons aujourd'hui répondre que oui ;
- Comment financer l'effort d'investissement considérable qu'implique la modernisation de l'industrie ? Maintenant que la pression fiscale sur les entreprises s'est stabilisée et que leurs marges se sont reconstituées, on ne peut exiger des salariés

un effort supplémentaire. A l'avenir, les gains de productivité doivent être partagés équitablement entre le profit (pour l'investissement), les salaires et la durée du travail ;

– Sera-t-il possible d'obtenir une croissance plus rapide sans déséquilibre extérieur ? Si le redressement de l'investissement industriel constaté en 1984 se poursuit en 1985, il est possible d'obtenir dans les trois années qui viennent, une croissance voisine de la moyenne de nos partenaires européens. L'objectif de politique économique des socialistes doit être de rechercher la croissance la plus forte possible avec l'équilibre extérieur ;

– Cette croissance suffira-t-elle à améliorer la situation de l'emploi ? Elle ne permettra pas de résorber le chômage. Compte tenu de l'arrivée sur le marché du travail d'un nombre d'hommes et de femmes supérieur à ceux qui partent et des gains de productivité à attendre dans les prochaines années, les taux de croissance qu'il faudrait obtenir pour résorber le chômage sont très supérieurs à ce que notre économie peut espérer. La question du partage du travail doit donc être à nouveau posée. Mais il faut promouvoir des modalités qui, sans nuire à l'efficacité, soient porteuses d'emplois et ne tombent pas dans le piège de la flexibilité telle que l'entend le patronat. Pour que l'emploi soit aussi le fruit de la solidarité, il faut que celle-ci résulte d'actions menées en commun par les pays européens. Quant à la France, elle doit accentuer son effort de formation afin de déboucher sur une structure d'emplois qui soit celle d'un pays pleinement développé.

Nos marges de manœuvre ont commencé à se reconstituer. Mais assurer la modernisation de l'appareil de production, sans perte de pouvoir d'achat et dans l'équilibre extérieur est un exercice d'autant plus difficile qu'il se heurte à une forte résistance, au sein du patronat comme dans l'appareil d'État.

Dans quelles directions devons-nous avancer ?

Les socialistes ne peuvent se satisfaire d'être les gestionnaires en progrès d'une économie mixte. Il nous faut, dans plusieurs domaines, donner à voir la société que nous voulons demain.

– Soulignons d'abord le rôle que nous voulons voir jouer à l'État dans notre économie. La droite alimente une suspicion généralisée à l'égard de l'État et se voit parfois relayée par certains à gauche. Cet « air du temps » est inconséquent et dangereux. Dans un monde où les mutations technologiques et sociales imposent aux nations des changements à des rythmes de plus en plus rapides, le rôle de l'État est décisif. Qu'est-ce que l'initiative spatiale américaine (SDI) sinon la reconnaissance éclatante du rôle décisif de l'État pour la recherche et le développement industriel ? Le projet socialiste n'est pas celui de l'étatisation, nous ne voulons pas d'une bureaucratie arbitraire et tatillonne mais d'un État qui crée les conditions d'un essor aussi large que possible des initiatives dans tous les domaines de la création. D'un État qui soit au service de tous et d'abord des plus défavorisés.

Notre réponse aux défis économiques passe par le bon fonctionnement d'une économie mixte, où les règles du jeu entre partenaires sont clairement fixées et respectées. C'est un pacte de croissance, compromis social pour la période qui s'ouvre, qu'il nous faut proposer. Et celui-ci suppose une planification réhabilitée.

– Il faut aussi préparer l'évolution de notre **système de protection sociale**. Sous prétexte de stimuler l'initiative, la Droite veut réduire l'État-Providence, remettre en cause la Sécurité sociale. En réalité, l'apparition de nouveaux risques conduit à étendre le système. En France, les travailleurs ont conquis par leurs luttes, un haut degré de protection sociale. Il est absurde de croire que c'est en réduisant leur protection qu'on les conduira à mieux accepter les risques nouveaux liés aux mutations technologiques. Si les travailleurs doivent désormais connaître deux ou trois métiers dans leur vie, les difficultés liées à ces changements doivent être assumées par la collectivité. Après la prise en compte des risques liés à la maladie, l'accident ou la vieillesse, il faut inventer les modalités d'une couverture des risques liés à la mobilité ! Faute de quoi, cette mobilité n'aura pas lieu et la société française manquera son adaptation au nouveau mode de produire.

– La société de demain sera **très différente**. Pour la jeunesse d'aujourd'hui, nous devons offrir aux Français un schéma d'adaptation et de maîtrise des changements qu'ils vivent. Qu'il s'agisse des changements qui concernent la famille et la place de la femme ; des changements introduits dans la conception même de la vie humaine et liés aux évolutions profondes de la biologie ; de ceux qui concernent l'évolution des savoirs et des qualifications entraînant d'importantes modifications du système éducatif conduits par le service public de l'Éducation nationale ; de ceux introduits dans le travail par la robotisation et les nouvelles formes d'organisation ; de ceux qui



touchent la consommation et qui, par l'apparition de nouveaux produits, peuvent provoquer de nouvelles ségrégations sociales ; de ceux encore qui concernent notre acception des libertés, à cause du développement, par exemple, de l'informatique ; de ceux enfin qui touchent à une conception plus exigeante encore de la démocratie et de la vie politique auxquelles les citoyens doivent pouvoir participer de très près : c'est le sens que nous donnons aux mesures novatrices que sont : la décentralisation, l'élection au suffrage universel des assemblées régionales, l'élection à la proportionnelle, mode de scrutin simple et équitable. Nous devons dire quel monde nous voulons construire.

— Enfin, **quelle solidarité** voulons-nous ? Des pas ont été faits depuis 1981 mais beaucoup restent à faire. Pour la fiscalité d'État, et surtout locale et les cotisations sociales, il faut que le système d'imposition tienne mieux compte des ressources. La réduction des inégalités, comme toute modification de structure, ne peut s'apprécier que sur le long terme. Mais le sens de l'action doit être, lui, sans ambiguïté. C'est dans cette perspective que nous devons inscrire notre plate-forme pour 1986, notre **nouveau contrat** pour la prochaine législature. En tout cas si nous voulons avoir avec nous nos soutiens naturels.

Quelles forces sociales ? Pour quelle stratégie ?

Le changement, l'évolution de la société, résultent de l'action des hommes eux-mêmes et en particulier des forces sociales qui y sont le plus directement intéressées. Notre société est très largement diversifiée. Nous l'avons déjà dit : nous vivons un moment où certaines structures s'affaiblissent, où des repères s'estompent, où il peut sembler que le corps social et les valeurs se délitent. La crise n'est pas seulement économique mais de société. Avec les mutations, l'individu s'inquiète et s'interroge.

Mais de nouvelles lignes de force s'esquissent et nous ne pouvons conduire notre politique sans essayer de les dégager. Le salariat, aujourd'hui largement majoritaire dans tous les pays développés, reste la force la plus intéressée au changement.

Le « corps central » du salariat, imposant, rassemble les ouvriers de forte qualification, les employés, les techniciens, les travailleurs de la Fonction publique. Certes, la Droite ou le patronat peuvent espérer enfoncer un coin entre ceux qui ont la garantie de l'emploi et ceux qui ne l'ont pas. Mais cette partie des salariés, que rapprochent les conditions de vie et les valeurs, qui sont plus disponibles pour l'engagement syndical ou politique, constituent l'essentiel des soutiens naturels des partis de gauche, et donc du Parti Socialiste.

Cependant les mutations économiques et la crise ont accentué les différenciations des niveaux de revenus, des modes de vie entre deux groupes salariaux distincts : d'une part, les cadres supérieurs et une partie des cadres moyens ; d'autre part, les couches les plus défavorisées du salariat, dans de nombreuses petites et moyennes entreprises, chez les travailleurs immigrés et parmi les chômeurs de longue durée. Le premier groupe, très important dans le processus productif, s'interroge sur sa place dans la société et hésite sur le plan politique entre les socialistes et la Droite modérée. Le second, trop souvent marginalisé ou passif dans le jeu social, obéit souvent à des réflexes protestataires.

La question est de savoir si la logique de dispersion, voire d'opposition, l'emportera au sein du salariat ou si, au contraire, prévaudra la volonté unitaire de rassemblement, la dynamique qui conduira au soutien de la politique de changement que nous conduisons. L'attitude des socialistes et du gouvernement pèsera sur cette évolution. Nous couper des cadres serait néfaste sur le plan économique et nous couper des couches défavorisées serait dangereux sur le plan politique et social. Mais la détérioration des rapports entre le « corps central » du salariat et le gouvernement casserait toute chance de dynamique.

La réponse qu'attend de nous la majorité du salariat, c'est notre capacité à lier progrès économique et progrès social. Or l'une des leçons essentielles des quatre années écoulées est que la Droite refuse de céder sur les privilèges et a durci son combat contre la Gauche.

Constater ce combat entre la Gauche et la Droite n'est pas céder au manichéisme. Il existe d'ailleurs, sous des formes spécifiques, dans les autres pays démocratiques. Il y a la Droite, la Droite de toujours, hostile aux progrès et aux changements sauf s'ils renforcent son pouvoir, la Droite qui croit que le moteur de l'évolution est l'inégalité sociale, la Droite qui est soutenue par les puissances

d'argent et le leur rend bien, la Droite qui veut dominer et non partager. Il y a la Gauche, dont les idées sont les moteurs du progrès social et parfois du progrès des connaissances et qui, par nature, s'appuie sur le salariat. Entre ces deux familles de pensée, dont l'opposition est aussi claire aujourd'hui qu'hier (surtout avec la radicalisation de la Droite), il y a une masse d'individus indécis, hésitants, peu organisés, tiraillés entre des aspirations contradictoires. L'enjeu des élections, c'est naturellement de les convaincre. Peut-il y avoir de stratégie efficace pour le Parti Socialiste qui ne s'inscrive dans cette donnée de base historique : le dualisme de notre vie politique ? Nous ne le croyons pas, même s'il nous faut en même temps rassembler.

Faut-il, comme on nous en presse, changer de stratégie politique ?

Unir la Gauche, rassembler tous ceux qui ont intérêt au changement : notre choix n'était pas de circonstance. Il tenait à la réalité politique française et à la nature de notre parti, parti populaire et de transformation sociale. Faudrait-il changer, parce que la direction du P.C. nous a encore une fois tourné le dos et parce que le Parti Communiste s'est considérablement affaibli ? Nous n'avons jamais donné en exemple, encore moins approuvé ou imité les pays de l'Est. Le refus du communisme totalitaire est absolu chez les socialistes. Mais nous constatons que dans notre pays, des ouvriers, des travailleurs sont communistes et nous sommes un parti du salariat. D'où notre refus du communisme et notre stratégie d'union avec le Parti Communiste. Notre attitude avant 1981 comme la pratique gouvernementale montrent que nous n'avons pas cédé sur ces principes. D'où les tiraillements constants avec la direction du Parti Communiste. Son hésitation à rompre avec le modèle soviétique, sa difficulté à prendre en compte les évolutions de notre société, ses oscillations depuis 10 ans entre une politique d'union et une politique de division, son incapacité à continuer à assumer avec nous les responsabilités du pouvoir ont provoqué le déclin du Parti Communiste.

Nous ne savons pas si l'union entre le Parti Communiste et nous pourra revivre demain et quelles formes prendrait une nouvelle alliance dans cette hypothèse. Mais nous n'avons pas l'intention, pour aujourd'hui, de nous résigner à ce que des forces puissantes, hier encore influencées par le Parti Communiste, soient perdues pour la Gauche. Nous devons dire aux militants et aux électeurs communistes : nous n'avons rien abandonné de nos engagements et de nos choix. Il nous faudra du temps ; donnez-nous ce temps qui a toujours manqué à la Gauche dans l'histoire. Oui, nous voulons regagner au combat de la Gauche les forces disponibles mais désorientées par le comportement des dirigeants du P.C.F. Ce qui exige de nous une attitude ouverte, offensive, unitaire.

Le Parti Socialiste ne saurait faire dépendre sa stratégie des spéculations conduites par les uns et les autres sur la question de savoir s'il aura ou non la majorité avec la Gauche en 1986. Si nous n'avions pas la majorité, nous serions dans l'opposition. Nous ne ferions pas l'alliance avec la Droite que certains craignent et dont d'autres rêvent. Nous n'arbitrerions pas entre l'une ou l'autre Droite. Mais nous combattrions pour les valeurs et les propositions qui sont les nôtres, dans l'opposition, mais aux côtés du président de la République, pour préparer les nouvelles échéances politiques. Les militants socialistes, les gens de gauche doivent savoir que tel est notre choix.

Pour que la Gauche gagne, le P.S. doit être le pôle de rassemblement des forces populaires. Cette responsabilité découle du déclin du P.C.F., de la rupture de l'accord de gouvernement par les dirigeants de ce parti et de nos propres progrès. La nouvelle configuration politique de la Gauche française nous rapproche d'une situation qui est celle de la plupart des pays d'Europe démocratique : la prépondérance à gauche d'un grand Parti Socialiste (ou en certains cas social-démocrate) à vocation majoritaire.

Le Parti Socialiste ne doit pas ignorer les autres composantes d'une Gauche française qui est diverse et multiple. Il devra, dans les prochains mois, appeler à agir avec lui les formations, groupes ou personnalités qui se sont engagés dans le combat de la Gauche et plus généralement, dans le combat pour la liberté, la justice, le progrès. Mais il est clair en même temps que la campagne des législatives, les combats politiques des prochaines années ne pourront être gagnés qu'au tour du Parti Socialiste. Qu'il s'ouvre et rassemble, oui. Qu'il se dissolve dans une construction politique fabriquée pour les besoins d'un moment, non. On ne peut créer une grande force politique qu'en l'inscrivant dans un grand courant historique. Le nôtre s'appelle socialisme.



ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Depuis 1981, nous avons exercé le pouvoir dans un contexte international rendu difficile par la crise économique, la nouvelle guerre froide entre l'Est et l'Ouest et l'accroissement des crises régionales.

Le principal problème de la politique française dans le monde pour les prochaines années est celui du pouvoir de la France d'agir pour transformer la société internationale dans le sens des principes qui sont les nôtres : égalité des États, liberté des peuples, droits de l'homme, droit au développement, justice sociale.

La volonté de transformation de la société internationale que nous portons – et que nous partageons d'ailleurs avec d'autres à l'extérieur –, se heurte aux politiques et aux pressions des grandes puissances, aux contradictions de comportement de nos partenaires européens ainsi qu'aux limites de nos moyens d'action stratégiques, économiques et financiers. Sans renoncer à nos principes et à nos objectifs, dans plusieurs domaines nous avons dû infléchir notre action ou réduire nos ambitions. La France pourra de moins en moins agir seule, si elle veut vraiment modifier les relations internationales, agir pour un nouvel internationalisme.

Faire de l'Europe un levier

La France doit chercher à bâtir avec ses partenaires une vraie entité européenne, de façon à ce que l'Europe occidentale s'affirme sur la scène internationale. La préservation de notre indépendance, de notre rayonnement et l'action pour nos principes nous commandent une telle option. Après avoir réussi la négociation de l'Elargissement, c'est-à-dire le rééquilibrage de la C.E.E. vers le sud, il nous faut approfondir l'Europe dans les domaines de la technologie, de la coopération industrielle, de la monnaie, de l'Education. Aller vers l'Union européenne, vers l'Europe confédérale, c'est faire franchir à celle-ci un seuil qualitatif, politique et institutionnel. De même est-il indispensable, compte tenu de la puissance soviétique et de l'évolution des conceptions stratégiques des États-Unis, de renforcer la coopération européenne en matière de sécurité et de défense.

Favoriser une évolution des relations Est-Ouest

Entre l'Amérique démocratique, notre alliée et l'Union soviétique, au régime non démocratique, nous ne sommes pas neutres. Mais la compétition brutale engagée par les deux grandes puissances, décidées l'une et l'autre à préserver leurs avantages, leurs intérêts, leurs zones d'influence pèse sur beaucoup de peuples.

C'est pourquoi, dans le respect des alliances, des amitiés et des intérêts de la France, il nous faut affirmer notre conception de la sécurité collective et de l'Alliance atlantique, qui doit reposer, selon nous, sur l'équilibre des forces au plus bas niveau et la dissuasion nucléaire et conventionnelle. C'est pourquoi nous ne pouvons accepter le projet américain I.D.S. de défense antinucléaire, un projet qui relancerait la course aux armements, n'assurerait pas la protection des populations civiles et affaiblirait sensiblement la sécurité de l'Europe. Il nous faut donc agir pour renforcer l'identité européenne et sa coopération en matière de sécurité et de défense, ce qui passe par une plus grande coopération avec l'Allemagne.

Enfin, il faut poursuivre une politique à l'Est qui concilie sécurité des États, équilibre des forces et progrès vers la liberté des peuples, dans le sens d'un dépassement progressif de Yalta. Pour nous, la solidarité avec le peuple polonais ne va pas contre l'esprit de détente mais vise à le restaurer.

Reconstruire un nouvel ordre international

La France, avec l'Europe communautaire, doit agir pour sauvegarder ou restaurer des règles, des mécanismes de coopération internationale. Agir ainsi, c'est vouloir améliorer l'efficacité des organisations internationales (O.N.U., U.N.E.S.C.O., B.I.T.), un plan d'urgence pour les pays les moins avancés, des mesures spécifiques contre

l'endettement des pays en voie de développement ; c'est maintenir nos propositions pour la réforme monétaire internationale et lier négociations commerciales et négociations monétaires ; c'est accroître notre action en matière de sécurité collective.

Agir pour le développement du Tiers Monde

Le Tiers Monde se diversifie de plus en plus, les modèles y éclatent. Mais l'expérience montre que, dans ces pays, les liens sont étroits entre le développement économique, la sécurité régionale et la démocratie. Il nous faut faire tous les efforts, malgré les difficultés budgétaires, pour maintenir une grande politique d'aide et de coopération, contribuer, chaque fois que nous le pouvons, à des solutions politiques négociées dans les conflits et les crises (Moyen-Orient, Sahara, Amérique centrale, Cambodge, Afghanistan, Afrique australe). Il nous faut démontrer, de façon pragmatique mais réelle, notre souci de voir se développer la vie démocratique dans ces pays. Certes, il faut, face aux famines ou aux risques de disette, fournir l'aide d'urgence sur les programmes de coopération agricole qui permettent aux hommes et aux femmes de se nourrir. Mais les autres droits de la personne humaine, la liberté religieuse, le pluralisme politique, les conquêtes sociales ne sauraient longtemps, sans danger pour l'équilibre de la planète, rester un luxe pour pays développés. C'est cela aussi le message universel du socialisme démocratique.

Conclusion

1986, c'est dans moins d'un an. De toutes parts, on nous dit que ce sera difficile. Nous le savons. Nous connaissons l'écart entre la Droite et la Gauche, les insatisfactions des gens, la puissance des forces adverses, l'hostilité de la direction communiste. Mais la Droite est divisée et sans projet, le Parti Communiste sans avenir sur sa ligne actuelle, les Français capables de comprendre les efforts que nous faisons et ce qu'ils auraient à craindre avec le retour de Giscard, Chirac et Barre. C'est pour eux que nous voulons gagner.

Les outils de la politique de l'emploi

« S'en servir pour réussir »



PARTI SOCIALISTE
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07

Secrétariat National aux Entreprises
Secrétariat National à l'Information des Militants



Les conditions de la confiance

Contribution présentée par Michel ROCARD

« Savoir au juste la quantité d'avenir qu'on peut introduire dans le présent, c'est là tout le secret d'un grand gouvernement. »

Victor Hugo

Je crois aux chances du Parti Socialiste

Contre les apparences, je crois aux chances du Parti Socialiste. On n'est jamais battu d'avance, sauf si on accepte en son for intérieur l'idée de la défaite.

J'ose même avancer que le Parti Socialiste est aujourd'hui bien placé pour constituer vraiment et demeurer durablement le pôle dominant de la société française.

Jusqu'en 1981, que fut la Gauche au pouvoir ? Un passage de peu de mois, sans doute marqué de réformes généreuses et qui comptèrent pour les générations qui vécurent le Front populaire, la Libération, le Mendésisme, le Front républicain, mais ce fut au bout du compte l'échec, dans la plupart des cas, devant des difficultés économiques. Quelques mois, le temps d'une expérience – Léon Blum parlait en 1936 d'une « embellie ».

Et voici que, servis par une Constitution qui assure au Président de la République et au gouvernement la stabilité, le soutien parlementaire et la durée nécessaires à leur action, nous sommes en train d'apporter la preuve que les socialistes sont capables de gérer et de moderniser le pays pour construire son avenir.

L'inflation est inférieure de moitié à ce qu'elle était du temps de M. Barre, le commerce extérieur voit son déficit réduit des trois quarts par rapport à ce qu'il était en 1982, le franc demeure à peu près stable. Il y a même des chances raisonnables pour que ces évolutions se confirment.

Certes, on sait de quel poids pèse le chômage dans la défaveur de l'opinion. Mais les Français savent, au fond d'eux-mêmes, qu'il n'y a pas d'alternative, ni d'un côté ni de l'autre, à une politique économique qui tienne compte des contraintes fondamentales.

Aussi, et malgré l'importance des résultats économiques, c'est – contrairement à nos devanciers – plus sur des obstacles politiques que nous avons trébuché et essuyé, parfois, de redoutables revers : enseignement privé, loi sur la presse, référendum, et plus gravement encore, incapacité à expliquer le changement de politique économique.

Nous payons cher le décalage entre les discours et les actes

Nous avons mis en route la décentralisation, encouragé la vie associative, créé les conditions de la démocratisation de la vie interne des entreprises, reconnu et développé l'autonomie de gestion des entreprises publiques, et pourtant, le soupçon d'étatisme, de bureaucratie et de collectivisme pèse toujours sur le moindre de nos actes.

Nous avons aboli la peine de mort, supprimé les juridictions d'exception, assuré la liberté d'expression de centaines de radios locales privées, créé une autorité arbitrale dans le domaine de l'audiovisuel. D'où vient alors que l'on nous cherche en permanence des intentions liberticides ?

D'où vient que de tels procès trouvent des échos dans l'opinion, jusques et y compris dans des milieux qui nous sont d'ordinaire ou qui nous ont été favorables ?

Est-ce la faute de la presse, des médias ? Nous étaient-ils plus favorables en 1981 ? Cela nous a-t-il empêché de gagner les élections présidentielles et législatives ?

Est-ce la faute de la Droite ? N'était-elle pas en 1981 bien plus forte qu'elle n'est aujourd'hui dans l'appareil institutionnel et économique ?

Non, ma conviction est que nous n'aurions pas subi de tels échecs s'ils n'avaient été alimentés par un décalage ressenti comme profond par nos concitoyens entre les discours et les actes.

Comment croire au « compromis social » dont parlait la motion de notre congrès de Valence quand, dans les discours, il était trop question de dénonciation, de mises à l'index, d'épuration ?

Comment croire à notre volonté de « rassembler pour moderniser » après avoir entendu tel d'entre nous expliquer à d'autres « qu'ils avaient juridiquement tort parce qu'ils étaient politiquement minoritaires » ?

Même dans le domaine économique, j'ai la conviction que les Français nous reprochent moins la politique que nous menons – parce qu'ils savent que nul ne pourra les dispenser de l'effort qu'elle représente – que le décalage qu'il y a entre notre politique actuelle et le caractère excessif de certaines promesses électorales qui ont entraîné certaines erreurs de gestion de 1981 et 1982.

La première a été de refuser une nécessaire dévaluation initiale qui aurait augmenté nos marges de liberté. La principale a été de réaliser en douze mois des mesures sociales attendues, mais que notre appareil de production n'aurait pu supporter sans dommage qu'en trois ans. Dommages que nous payons aujourd'hui sur les terrains de l'impôt, de la croissance et de l'emploi. Une autre est d'avoir traité l'abaissement de la durée du travail à 39 heures dans des conditions qui ont pratiquement amputé tout effet sur l'emploi. Comment enfin ne pas s'interroger sur le coût inutilement excessif qu'il a fallu payer pour des nationalisations à 100 % ?

Collectivisme et libéralisme sont des références dépassées

Dans une société troublée, inquiète, incertaine de son avenir, un tel décalage est d'autant plus redoutable que les batailles électorales se résument toujours, en fin de compte, au vieil affrontement entre « collectivisme » et « libéralisme », alors que chacun sait bien qu'il est profondément dépassé dans les faits.

Pour réaliser ce dépassement, il faut rendre compte de l'impuissance de ces deux références et définir les axes de nouvelles orientations. Cela ne peut se faire que dans la clarté.

Après un temps de gouvernement, les socialistes ont commencé de mettre de l'ordre dans leurs réflexions et leur pensée. Ils ont donné la priorité à la reconnaissance de l'entreprise comme unité de production, à la modernisation de l'appareil productif, à la préservation des grands équilibres économiques sans lesquels il n'est pas d'économie saine. Ils ont intégré le fait que la mainmise de l'État sur la fonction de production entraîne l'inefficacité définitive du système productif.

A l'inverse, on ne peut pas dire que la Droite ait su mettre à profit son retour à l'opposition pour moderniser la doctrine et l'adapter aux réalités d'une société profondément transformée. Elle a eu une attitude de revanche allant jusqu'à l'incitation à la fuite de capitaux. Elle continue à entretenir, sous le nom de « libéralisme », une intolérable confusion.

S'il s'agit du libéralisme politique, c'est-à-dire d'un système institutionnel et social reconnaissant la diversité des opinions, leur droit d'organisation et d'expression, les libertés publiques et privées, qui n'y souscrirait ? Parce qu'ils ont été les premiers dans le combat pour les libertés, les socialistes sont politiquement des libéraux.

Mais, nous dit la Droite, si l'on est pour la liberté dans le domaine politique, comment peut-on chercher à la brimer dans l'ordre économique ? C'est là que réside la supercherie de la Droite et qu'il faut retourner la question à nos adversaires : car le libéralisme politique n'a jamais signifié la renonciation à l'existence de la police pour contenir et de la justice pour réprimer les abus. Curieusement, l'idée selon laquelle la liberté des uns peut nuire à autrui disparaît aux yeux de la Droite, dès lors que le libéralisme aborde le champ économique. Pourtant, le code de la route ne supprime pas la liberté d'aller et de venir : il l'organise, il la canalise pour qu'elle se fasse en sécurité pour chacun et pour tous. Faut de cette régulation par l'État, le libéralisme économique absolu serait la jungle.



I. LES FAITS ONT TRANCHÉ. NOUS AVONS CHANGÉ. OSONS LE DIRE

En politique, il ne suffit pas d'avoir raison. Il ne suffit même pas de réussir, sur le plan de la gestion. La confiance est une matière insaisissable et volatile. On en sait peu de chose sinon qu'elle ne supporte durablement ni le flou, ni l'ambiguïté, ni l'incohérence. Nous vivons dans une civilisation de l'image : les choses ne se regardent que nettes.

Écartés du pouvoir pendant vingt-trois ans, nous avons, sous l'effet des réalités et des responsabilités gouvernementales, beaucoup appris, nous avons changé. Pourquoi ne pas le dire ?

Des réalités se sont imposées

Il nous arrivait de nous quereller avant 1981 sur ce que serait la croissance du salaire lorsque la Gauche arriverait au pouvoir. Si le S.M.I.C. a beaucoup progressé depuis 1981, le gouvernement a cependant dû imposer en 1982 le blocage des salaires, la désindexation des salaires par rapport à l'inflation et depuis 1983, pour l'essentiel des salariés, une baisse du pouvoir d'achat.

Le prétexte de la rupture choisi par le Parti Communiste en 1977 touchait à notre refus d'accepter la nationalisation de toutes les filiales des entreprises dont le Programme commun avait prévu qu'elles seraient intégrées au secteur public. Aujourd'hui, c'est sans guère de débat et en tout cas sans complexe que des filiales de Saint-Gobain, de Thomson ou de la C.G.E. sont partiellement replacées dans le secteur privé. Il a même fallu parler de « respiration du secteur public », comme si la nationalisation était un carcan étouffant.

Nous avons promis la création de 200 000 emplois dans le secteur public. Ils ont été créés. Mais depuis 1983, les instructions budgétaires imposent à la plupart des ministres de supprimer chaque année 1 % des effectifs de leur administration, en s'efforçant de mieux adapter les emplois de la fonction publique aux besoins des usagers.

Hier, il n'était pas question de « gérer la crise ». Aujourd'hui, nous faisons campagne en affichant nos meilleurs indices économiques. Il fallait faire rendre gorge aux patrons ; désormais, les chefs d'entreprises qui investissent ont bien mérité de la Patrie. Le profit était suspect ; maintenant, le rétablissement des marges des entreprises est mis au nombre de nos succès.

Il n'était question que de rompre avec le capitalisme – nous avons d'ailleurs des affrontements de congrès pour savoir en combien de temps : cent jours, davantage ?

Aujourd'hui, on ne parle plus que de modernisation.

Qui peut prétendre que ces changements n'ont pas eu lieu ?

Ce sont les faits qui ont tranché et qui, du même coup, règlent nos anciennes querelles et les font apparaître lointaines et dérisoires. Nous avons changé, parce que nous avons appris. Et donc, nous avons bien fait de changer.

Faire ce que l'on dit, dire ce que l'on fait

Ceux qui en doutaient ont appris que l'on ne peut distribuer que ce que l'on produit. Qu'un emploi n'est durable que s'il est économiquement productif. Que l'inflation reprend – et au-delà – aux citoyens ce que la générosité d'un moment a pu concéder. Que l'on ne peut longtemps et impunément importer plus que l'on n'exporte.

Que gagner de l'argent n'est pas en soi répréhensible et qu'appuyée sur une économie dynamique et sur une fiscalité moderne, l'initiative individuelle nourrit le profit collectif.

Il est aussi devenu évident que, nationalisée à 100 % ou à 51 %, une entreprise publique reste une entreprise. En tout cas, nous avons vérifié que l'économie mixte est en toutes circonstances préférable à l'économie administrée, car entre le plan et le marché, s'ils ne vont pas de concert, il n'y a pas grand-chose...

Pourquoi refuser le bénéfice de ce que l'expérience gouvernementale nous a fait comprendre et surtout pourquoi entretenir dans l'opinion des Français un flou et une confusion incompatibles avec une confiance solide et durable ?

Osons donc reconnaître ces changements ! Osons les assumer, pour ne pas réduire le socialisme à la seule répétition de formules dépassées et confiner la Gauche au pouvoir dans la gestion au jour le jour de l'ordre des choses.

Il s'agit maintenant de rendre compte, de faire un constat, une mise à jour. En politique il faut faire ce que l'on dit et dire ce que l'on fait. Y aura-t-il encore quelque chose pour soutenir que les contraintes n'existent que par éclipses et que par conséquent le réalisme puisse n'être qu'une « parenthèse » ? Certains apprentissages, certaines prises de conscience ont été difficiles. Qu'au moins, ils nous soient bénéfiques.

Sinon, qu'aurions-nous à dire aux Français, qui soit susceptible de les rassembler et de nous assurer leur confiance ? Hier, en effet, les programmes de la Gauche se construisaient par addition de ce qu'il fallait réaliser en plus de ce que la Gauche avait apporté durant son précédent passage au pouvoir : plus de nationalisations, plus d'emplois publics, plus de prestations sociales, de temps libre et de congés payés, plus de ... plus de quoi ?

Et maintenant, que pourrions-nous mettre en plus dans notre programme : plus de rigueur ? Plus d'équilibres macro-économiques ? Plus de restauration des marges des entreprises ?

Non, visiblement, le problème est ailleurs.

Le socialisme étatique, nous le savons, a épuisé ses attraits et atteint ses limites. Ce n'est d'ailleurs pas propre à la France. En l'avouant ouvertement, la Gauche n'y perdra pas son âme. Elle peut même y puiser une chance inespérée de retrouver son authenticité au-delà des impératifs gestionnaires.

Ce n'est pas en se débarrassant du socialisme qu'on modernisera la France. C'est au contraire en modernisant le socialisme qu'on fera gagner la France.

II. AFFIRMONS NOS PRINCIPES

Si l'apprentissage du pouvoir que nous avons fait a été douloureux pour les militants, c'est parce que nous avons découvert que la société était plus complexe que nous ne l'imaginions souvent.

Notre socialisme se fonde sur un certain nombre de principes fondamentaux, ils ne sont pas en cause et ne sauraient donc changer.

Mais nous pensions qu'il suffisait, pour les mettre en œuvre, d'arbitrer simplement entre des groupes sociaux aux intérêts contradictoires. En fait, ces principes déchirent plus profondément la société française et passent parfois même à travers chacun de ces groupes sociaux.

Ainsi, les Français ont-ils été gagnés, dans leur majorité, par un mouvement qui a atteint toutes les sociétés occidentales et qui a entraîné une mise en cause de l'État providence. Nos concitoyens manifestent un refus croissant de l'emprise de l'État sur la vie économique et sur la société civile, au nom de l'autonomie... Mais ce même principe d'autonomie les rend de moins en moins solidaires les uns à l'égard des autres, ce qui exige davantage de services collectifs et une intégration sociale plus poussée.

Ils font preuve d'intolérance grandissante à l'égard de l'impôt et des prélèvements obligatoires, mais ne sont prêts à renoncer ni à leur défense, ni à la formation des enfants, ni à leur protection sociale. Mieux : ils souhaitent qu'elles se développent.

Ils sont favorables à l'autonomie des entreprises publiques, mais considèrent la nationalisation comme un quasi-statut de la fonction publique. Ils sont pour la concurrence et contre la mobilité.

Chacune de ces exigences est parfaitement respectable en elle-même. Toutes ensemble, elles sont antagoniques et leurs affrontements divisent le mouvement social, leurs tensions menacent en permanence la stabilité et l'équilibre interne du pays.

Devant ce constat, deux attitudes ont été observées.

La première a été la fuite en avant devant les mouvements d'opinion, accentuant les passions malsaines à l'œuvre dans le tissu social. « Je suis leur chef donc je les suis » a été le réflexe de certains dirigeants de la Droite qui ont ainsi légitimé le racisme et la xénophobie, flatté l'inquiétude sécuritaire, développé le rejet de l'État



CONTRIBUTIONS NATIONALES

et la volonté de dénationaliser. La concurrence entre la Droite et l'Extrême-Droite n'a fait qu'accentuer cette dérive.

D'autres ont choisi l'anesthésie : ne rien dire sur le fond des problèmes économiques et sociaux. D'où la tentation de déplacer le débat vers le terrain institutionnel. Quel autre sens pourraient bien avoir les querelles surréalistes à propos de la cohabitation ?

Ni l'une ni l'autre de ces deux attitudes n'est à même de sortir la France et les Français de la crise.

Nous avons devant nous une société fragmentée et contradictoire. Ce d'autant plus qu'elle est inquiète de son avenir, traversée de conflits entre les classes, les groupes sociaux, les catégories d'intérêts ; il faut la reconnaître comme telle. Il ne faut pas prétendre supprimer ces conflits par des exclusives, ni les diluer dans un unanimisme artificiel : tôt ou tard, ils finiraient par resurgir et par exploser.

Conduire notre société d'une façon moderne et soucieuse de progrès, c'est au contraire faire en sorte que ces conflits d'intérêts s'expriment et qu'ils soient surmontés dans un compromis dynamique qui préserve les marges d'initiatives individuelles et collectives. Entre des exigences contradictoires : justice et concurrence, sécurité et liberté, autonomie et réciprocité, qui irait fixer des bornes intangibles, a priori et de manière absolue ?

Les idéologues du libéralisme et du collectivisme ne s'en privent pourtant pas. Mais cela n'a jamais marché réellement nulle part, sinon au prix de la dictature. En fait, ce conflit entre des exigences également dignes de respect ne peut être tranché qu'en recherchant le compromis le plus équilibré possible pour le progrès de la société.

Est-ce à dire que seuls le pragmatisme et l'appréciation du moment peuvent nous guider ? Certainement pas, car ce serait vite retomber dans l'attitude immobiliste, dans le parti-pris d'anesthésie.

Parce qu'au contraire nous avons des principes, que nous y croyons et que nous y tenons, notre effort doit tendre à montrer aux Français que ce sont ces principes qui sont les plus efficaces pour résoudre les conflits et surmonter les contradictions qui, s'ils ne sont pas traités, paralysent la vie sociale.

Ainsi, en période de crise, quand l'inquiétude est grande, entre la sécurité et la liberté, les opinions publiques ont vite fait de choisir la sécurité, ou ce qu'elles croient être la sécurité, c'est-à-dire le rejet et l'isolement de tout ce qui est différent : étranger, jeune, hors des normes. L'attitude de fuite en avant consiste à en rajouter et aggrave le phénomène, toujours au détriment des libertés. L'attitude d'esquive consiste à nier le conflit ou le problème, jusqu'au jour où, explosant, il s'impose à tous.

Traiter de manière positive le conflit entre le besoin de sécurité et le désir de liberté consiste à montrer qu'il n'y a pas de vraie sécurité sans solidarité. Là est le principe socialiste. C'est vrai à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières. La véritable sécurité du monde qui se dit libre ne passe pas par la course aux armements ou le splendide isolement à l'égard des pays du Tiers-Monde, car demain, la famine sera un facteur de guerre des plus redoutables : la solidarité avec les pays du Sud est aussi affaire de sécurité bien comprise.

De la même façon, la crise avive les tensions entre le souhait d'une plus grande égalité et le repli sur soi. Les uns ne supportent pas que tout le monde soit logé à la même enseigne, et refusent de confondre égalité et égalitarisme ; d'autres estiment que les choses sont assez difficiles pour ne pas penser d'abord à soi ; d'autres enfin se réfugient dans la revendication égalitaire pour accéder à certains privilèges ou les conserver plus sûrement.

Surmonter le conflit entre le besoin d'égalité et le désir de concurrence, c'est montrer qu'il n'y a pas d'égalité véritable sans liberté, et que la concurrence disparaît vite si quelques règles de justice ne la garantissent pas. Là sont les principes socialistes.

On pourrait multiplier les exemples. Je suis convaincu que nous aurions été moins désarmés devant les contradictions et soubresauts de la crise si nous avions su nous défendre au plus vite de quelques dogmes qui nous empêchaient de voir le monde réel. Aujourd'hui plus que jamais, ce sont les principes fondamentaux du socialisme : solidarité, liberté, justice, qui font sa force.

Ce sont eux qui doivent éclairer notre méthode politique et nous permettre de proposer des perspectives pour la France.

III. POUR OFFRIR DES PERSPECTIVES, PROPOSONS D'ABORD UNE MÉTHODE

Nous devons d'abord nous appliquer à moderniser la vie politique de notre pays.

Redonner une vision d'avenir

Aujourd'hui, au milieu des contradictions qui paralysent l'action publique, non seulement dans notre pays, mais dans l'ensemble des démocraties occidentales, les responsables élus de ces démocraties semblent gouverner sans vision d'avenir.

La politique se réduit trop souvent à la tactique et au court terme. Les actes qu'exige l'évolution du pays s'opposent trop fréquemment aux discours qu'il faut produire pour être élu ou réélu. De telles contradictions engendrent l'impuissance ; elles nourrissent le discrédit politique dans l'opinion.

Redonner une vision d'avenir est pour la France comme pour les autres démocraties une exigence de survie. C'est répondre aux attentes des générations nouvelles, profondément perturbées par la crise de l'emploi, en tentant de leur fournir des perspectives et un dessein mobilisateur, à travers un socialisme renoué.

C'est aussi une condition indispensable pour mieux maîtriser le fonctionnement de la machine gouvernementale. Trop d'entre nous ont cherché à imputer à l'administration les échecs ou les difficultés rencontrés dans l'exercice du pouvoir.

Les fonctionnaires de notre pays ont une grande tradition de loyauté républicaine et de discipline, mais pour exécuter correctement et intelligemment, l'administration a besoin de connaître les intentions à moyen et à long terme du gouvernement.

N'est-ce pas entre autres à cela que devrait servir le Plan ? On ne fait pas fonctionner la machine gouvernementale en impulsant son action au seul rythme de l'annualité budgétaire. Il reste manifestement beaucoup à faire pour faire entrer dans la pratique l'attachement des socialistes à la planification : c'est en tout cas une condition essentielle pour que la volonté de transformation sociale d'un gouvernement prenne corps à travers une vision d'avenir.

Savoir communiquer

Moderniser la politique, c'est aussi assainir les rapports de la vie publique avec son commentaire. Sans jeu de mots, on peut dire que les socialistes n'ont pas bonne presse. En tout cas, leurs relations avec les médias ne sont pas bonnes.

Du coup, certains en viennent à souhaiter une presse servile ou maugréent contre l'indépendance de la Haute Autorité de l'audiovisuel.

C'est faire bon marché de nos propres faiblesses dans ce domaine et en particulier de l'oubli que tout acte ou tout discours public ne se comprend que par rapport à trois critères :

- le premier est celui de l'action, de l'efficacité, et par conséquent du rapport entre l'acte et le discours ;
- le second est celui du temps, de la continuité, de la cohérence entre les actes et les discours successifs ;
- le troisième, enfin, est celui de l'instant et de l'image, c'est-à-dire bien souvent celui de la compétition électorale.

Or, bien souvent, le commentaire de la vie politique se limite à ce troisième aspect ; la vie politique est commentée comme les courses à Auteuil. Il n'est question que de la forme des partants, de la place d'untel à la corde, du handicap ou de l'avantage de tel autre.

Mais qu'avons-nous fait pour qu'il en soit autrement ? Au nom de quelles références, au nom de quelle cohérence pouvons-nous être questionnés par les journalistes ou jugés par l'opinion ? Bien souvent, la logique et les perspectives qui guident aujourd'hui l'action gouvernementale sont contradictoires avec nos textes et nos références antérieures.

Nous ne pouvons espérer gagner sans nous faire comprendre. Nous ne pouvons espérer nous faire comprendre sans mettre de l'ordre et de la cohérence entre ce que nous faisons et ce que nous disons. Les Français ont besoin d'espoir et pas seulement de réalisme, mais ils ont aussi besoin que cet espoir s'ancre solidement



dans la réalité. Seul le Parti peut, à travers son discours collectif, rendre compte de la logique et des perspectives où se place l'action gouvernementale.

Un Parti actif

Moderniser la politique, c'est donc aussi donner plus de sens à l'action des socialistes dans leur parti, leur donner les moyens d'agir et, aux autres, le goût de les rejoindre.

Nous n'y parviendrons que dans le respect de nos différences et de notre démocratie interne.

Allons-nous nous entredéchirer ? Qui d'entre nous ne souhaite un congrès unanime ? Mais s'il y a de la compétition dans nos rangs, c'est qu'il y a de la vie, et par là même la possibilité de restaurer nos chances collectives de victoire. Le respect de nos différences n'appelle que deux vertus : le courage et la reconnaissance de l'autre.

Le respect de notre démocratie interne suppose d'autres qualités :

– **retrouver notre capacité de débat.** Par respect pour les contraintes que rencontraient le gouvernement, et que nous avions sous-estimées, peut-être aussi parce que le gouvernement ne tenait pas assez compte du Parti Socialiste, nous avons estompé le débat parmi nous. La vie des sections s'en ressent. L'action militante y perd une de ses raisons d'être ;

– **choisir directement nos dirigeants et nos candidats aux élections :** les règles de désignation des dirigeants en vigueur dans le Parti depuis 1971 ont développé des pratiques de cooptation au sommet. Peut-être cela a-t-il été nécessaire pour rassembler les socialistes. Aujourd'hui, c'est un facteur de démobilisation parce qu'une fonction militante essentielle n'est plus assumée. Pouvons-nous courir le risque d'une même dérive du fait du mode de scrutin retenu, pour le choix des candidats aux élections législatives ou régionales ? Les candidats aux élections politiques doivent continuer à être désignés « par l'ensemble des adhérents de la circonscription électorale », conformément à l'article 49 de nos statuts et aux dispositions du règlement intérieur des 25 et 26 novembre 1978 ;

– **enfin, redonner une audience à nos idées :** aujourd'hui, que peut faire le Parti Socialiste, si ce n'est diffuser les idées du gouvernement ? Les institutions ne permettent sans doute pas qu'il en soit autrement pour ce qui est des projets à court terme. Mais faut-il pour autant renoncer à proposer notre propre vision de l'avenir mise en cohérence avec les réalités de la société ? C'est la seule façon de rendre aux militants motivation et espérance.

Les institutions modernisées

Moderniser la politique, c'est aussi traiter la question des institutions. Depuis une dizaine d'années, et après bien des querelles, les institutions ont été à la fois un facteur de large consensus entre les Français et de stabilité pour l'action gouvernementale.

Le choix qui a été fait du mode de scrutin proportionnel est à mes yeux, on le sait, de nature à remettre en cause ce consensus et cette stabilité. Quoi qu'il en soit, ce choix appelle nécessairement des changements institutionnels, notamment pour ce qui concerne les rapports entre l'exécutif et le législatif.

Si l'on ne veut pas retomber dans les anciens travers où la durée et les conditions de fonctionnement des gouvernements étaient l'enjeu de négociations perpétuelles entre groupes parlementaires, le droit de dissolution de l'Assemblée Nationale par le chef de l'État doit être absolument préservé. Pour lui conserver son efficacité et sa force, il est souhaitable que tout accord politique aboutissant à la composition d'un gouvernement se traduise par un contrat de législature, emportant dissolution si la coalition gouvernementale venait à se dissocier.

Parallèlement, l'équilibre des pouvoirs et le souci de la démocratie ont besoin d'une restauration de l'autorité du Parlement. Pour que celle-ci se renforce autrement qu'en dérivant vers la pente dangereuse des gouvernements d'assemblée, c'est du côté des moyens de contrôle de l'exécutif, du fonctionnement des commissions d'enquête, de la sanction des grands débats de politique générale sur des sujets intéressants l'avenir de la société qu'il faut rechercher des solutions.

Pour réduire le chômage : quatre champs d'action

Redonner une vision d'avenir, assainir les rapports de la vie publique avec son commentaire, redonner une place plus active au Parti Socialiste, moderniser les institutions ne sont que des conditions pour que nous puissions nous attaquer efficacement et avec force à ce qui constitue aujourd'hui pour la France la priorité numéro un : le chômage.

On ne peut lutter avec succès contre le fléau du chômage avec une balance des paiements détériorée et une inflation excessive. J'ai donc soutenu sans réserve tout ce qui contribuait, fût-ce au prix d'une grande rigueur, à retrouver des marges de manœuvre économiques. Les résultats acquis sont toujours fragiles et je suis de ceux qui persistent et signent pour dire que tout ce qui irait dans le sens d'une remise en cause de cette rigueur serait très rapidement une catastrophe pour l'emploi.

Il reste que les travailleurs ne pourraient comprendre une action gouvernementale qui se satisferait de réaliser de grands équilibres abstraits quand deux millions et demi de personnes sont au chômage. Il reste que l'indispensable assainissement ne saurait se faire comme si les hommes étaient au service de l'économie, alors que la volonté socialiste a toujours proclamé le contraire. Il reste que le chômage entraîne une perte irréversible de dignité, parfois de qualification, pour d'innombrables travailleurs, que des formes nouvelles de pauvreté apparaissent, notamment chez les chômeurs en fin de droits, que les jeunes trouvent toujours aussi difficilement leur insertion dans la société, que des régions entières dans le nord et dans l'est du pays vivent des sinistres industriels massifs, et la désespérance. Notre plus ancienne ressource énergétique, le charbon, devient une malédiction avant même qu'on ait pu tirer le meilleur parti de ses utilisations chimiques modernes.

Notre parti passerait à côté de l'attente du pays s'il n'était pas capable d'ouvrir sur ce point de nouvelles perspectives. Pour ma part, je vois au moins quatre champs d'action prioritaire :

1) Le plus urgent est celui qui consiste à éviter la marginalisation des chômeurs dans notre société, à empêcher que ne s'accroissent les fossés d'une société duale. C'est une question de solidarité nationale. Il faut certainement un partage un peu moins inégal des revenus entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas. Cela passe par l'instauration d'un minimum social garanti. Mais la loi ou le décret ne sont pas en mesure de répondre directement à un tel enjeu, qui appelle d'abord une négociation en profondeur entre les partenaires sociaux.

2) Le deuxième champ est celui de la création de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises, dans l'équilibre économique actuel caractérisé par une croissance lente. Il y faut une action publique déterminée à moduler les cotisations sociales dans un sens moins défavorable à l'emploi, à alléger les réglementations, les démarches administratives au-delà de ce qui a déjà été fait, à aménager la fiscalité de manière à ne pas avantager systématiquement la mécanisation et le capital par rapport au travail. Entre la modernisation nécessaire de notre économie et l'immense danger d'éclatement du tissu social du pays, il faut trouver un meilleur équilibre.

Il reste que ce sont les patrons qui embauchent et non le gouvernement. Là aussi, le compromis social s'impose. Encore faut-il le provoquer et l'orienter. Avons-nous vraiment renoncé, comme nous en donnons l'apparence, à aller plus loin dans la diminution du temps de travail, parce que nous avons découvert qu'un autre partage du travail n'était possible qu'avec un autre partage du revenu ? Si oui, ou surtout si nous ne nous donnons pas les moyens de progrès significatifs dans cette direction, alors il ne faudra pas s'étonner de voir le nombre des chômeurs rester dramatiquement élevé.

3) Le troisième champ d'action est celui de la croissance économique, et c'est à terme, assurément, le plus décisif. J'ai déjà énoncé les contraintes incontournables qui pèsent sur nous : balance des paiements et inflation, et qui empêchent à ce jour une croissance plus soutenue. Mais le constat de ces contraintes n'en appelle pas moins trois questions :

a) à l'intérieur de la C.E.E. dix pays, monétairement autonomes mais liés par le libre échange, se protègent les uns contre les autres, en organisant la déflation interne. Une avancée plus rapide vers l'unification économique européenne, notamment en faisant de l'Écu une vraie monnaie communautaire, nous redonnerait des marges de manœuvre sans doute limitées, mais assurément bonnes à prendre pour nous soulager sur le terrain de l'emploi. Faisons-nous vraiment tout ce qui est possible dans ce sens ? Que l'Europe serve à appuyer l'expansion et pas seulement à résorber les surplus agricoles, elle n'en sera que plus mobilisatrice !

b) Sommes-nous sûrs d'avoir fait tout ce qui était possible pour favoriser la création d'emplois dans des secteurs dont l'activité nous permet soit d'exporter plus, soit d'importer moins – comme par exemple les économies d'énergie ? Voilà des investissements qui n'aggravent pas nos déséquilibres, au contraire !

c) Traitons-nous vraiment la somme des contraintes qui s'imposent à nous : inflation, balance des paiements et emploi, avec les outils appropriés ?

Ce que nous avons appelé « politique de rigueur » n'a pas consisté jusqu'ici à autre chose qu'à organiser la rareté de la monnaie, donc de la demande et du pouvoir d'achat. Sommes-nous sûrs d'avoir été jusqu'au bout du possible pour que la concurrence joue pleinement ses effets, pour faire baisser – même légèrement – nos taux d'intérêt qui sont parmi les plus élevés du monde, pour utiliser davantage



CONTRIBUTIONS NATIONALES

la fiscalité dans un sens favorable à l'investissement, à la commercialisation et à la recherche ?

4) Le quatrième champ d'action pour l'emploi est celui de la formation : l'effort est déjà considérable en quantité mais l'orientation et la qualité des formations peuvent encore être améliorées, notamment dans le sens des formations en alternance ou des séquences pédagogiques en alternance. Assurément, il faudra que le processus de formation soit pédagogiquement contrôlé. Mais c'est encore un enjeu décisif de négociations entre partenaires sociaux que l'État peut provoquer et impulser.

Des conditions pour vivre ensemble

Au-dedans

Débloquer les perspectives nouvelles sur le terrain de l'emploi n'est pas seulement essentiel pour retrouver la confiance des Français ; c'est aussi une des conditions majeures de la décrispation interne dont notre pays a un immense besoin.

Notre système de protection sociale a besoin d'une refonte, son coût devenant insupportable, mais les Français s'y sont attachés. Ils ne seront prêts à accepter des modifications importantes qu'après avoir acquis la certitude qu'elles vont dans le bon sens. C'est donc expérimentalement, et en accord avec les institutions concernées, qu'il faut développer les retraites complémentaires proposées par les mutuelles ou même les compagnies d'assurance et les encourager fiscalement. Il faut multiplier les formes de médecines non hospitalières visant la prévention comme les soins. Médecine debout et médecine couchée doivent avoir les mêmes payeurs et les mêmes responsables. Il faut les laisser innover.

Notre système scolaire, après bien des chocs, doit retrouver son rayonnement. Il était nécessaire, sans doute, de rappeler à son sujet quelques vérités d'évidence sans lesquelles il n'est pas de transmission des connaissances. Mais il reste que pour mieux assurer l'égalité des chances, l'école doit aussi mieux comprendre ses élèves, y compris dans leurs différences, tenir compte de leur langage et de leur découverte du monde par l'image, se relier plus étroitement avec l'appareil de production pour délivrer des formations adaptées au monde de demain.

Longtemps très accueillante à l'immigration, la France aujourd'hui la craint. S'il faut, certes, limiter à l'extrême les nouvelles arrivées, il faut aussi faire comprendre aux Français que personne ne vole le travail d'autrui. Au contraire, de nombreux secteurs de notre économie ne pourraient pas se passer de la main-d'œuvre immigrée, et c'est toujours le travail qui a créé le travail. Encore faut-il offrir à tous les travailleurs des conditions de logement, de travail et de vie décentes. L'action des collectivités locales est sur ce point beaucoup plus directement influente que celle de l'État. C'est sur les conditions de ces convergences qu'il faut tracer de nouvelles pistes.

L'accueil des jeunes dans la société est une des clés de l'équilibre social du pays dans les années qui viennent. Ce que veulent les jeunes, c'est d'abord leur autonomie. A qui saura la reconnaître, lui donner des conditions d'épanouissement et d'expression, les jeunes apporteront en retour la richesse de leurs capacités d'innovation et de générosité.

Toute autre politique est génératrice de violence : l'exemple de Dreux l'illustre hélas tristement, où la petite délinquance a augmenté de plus de moitié depuis que le Front National est entré à la mairie, alors qu'elle régresse là où les jeunes en difficulté savent que leurs problèmes sont entendus et traités.

Au dehors

Le jeu mondial s'organise actuellement autour de la contradiction suivante. L'équilibre stratégique, devant le surarmement soviétique, dépend de la solidité de l'Alliance atlantique, c'est-à-dire à la fois de la fidélité des alliés européens, dont la France, à cette alliance, et de la capacité des Etats-Unis à comprendre les inquiétudes stratégiques des autres, et notamment les problèmes de la sécurité européenne.

Mais en même temps, l'égoïsme de la politique économique et financière américaine bloque le développement du Tiers Monde, aggrave les crises des balances des paiements et le chômage chez les autres, nous compris.

Dans cette situation, une nation comme la France doit peser fortement pour infléchir les évolutions.

La poursuite accélérée de l'édification européenne reste malgré ses grandes difficultés le plus important des moyens de cette politique, par le contrepoids qu'elle apporterait à la toute-puissance américaine. Le développement technologique mené en commun, l'extension du rôle de l'Écu dont j'ai déjà parlé et la volonté de prendre collectivement en compte les problèmes de sécurité en sont les clés actuelles. Les incertitudes allemandes doivent nous conduire à intensifier le débat devant l'opinion.

La recherche d'une sécurité mieux assurée par la négociation internationale est le deuxième axe de cette politique. La question de savoir s'il ne serait pas temps que la France signe le traité de non-prolifération nucléaire de manière à en renforcer l'efficacité et à en infléchir l'orientation dans un sens plus favorable aux grands pays du Tiers Monde, correspondant à la situation actuelle des perspectives de l'énergie nucléaire civile, devrait maintenant être examinée par le Parti.

Enfin, dans cette paix précaire due à l'équilibre de la terreur, les dangers les plus réels viennent de l'instabilité du Tiers Monde et des échecs de son développement. La crise du développement tient, certes, aux insuffisances de nombreux gouvernements d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, mais elle tient aussi beaucoup aux règles du jeu impitoyable que l'Occident impose aux autres. C'est sur ce point décisif que l'action d'une France socialiste est irremplaçable et attendue partout dans le Tiers Monde, qu'elle s'exerce directement ou par l'intermédiaire de la Communauté européenne tout entière. L'intensification de l'action gouvernementale, notamment par le relais des forces politiques, est aujourd'hui indispensable. Le Parti doit y prendre sa part.

CONCLUSION

Je crois aux chances du Parti Socialiste ; je me suis efforcé de définir des conditions qui lui permettront de retrouver pleinement une confiance qui, depuis 1981, lui a été de plus en plus comptée.

Pourrons-nous encore les remplir ? C'est l'enjeu du congrès de Toulouse et plus encore des mois de débat qui le précéderont.

Il ne s'agit pas tellement de refaire un programme politique. Je crois que l'opinion se méfie des programmes, parce qu'elle a compris que l'art de gouverner s'applique davantage à répondre aux situations nouvelles qui surgissent, qu'à réaliser un programme conçu comme un ensemble immuable dans un monde immobile où la seule variable serait l'action du gouvernement !

Ce qu'attend l'opinion, c'est bien davantage de savoir quels sont les critères de choix, quels seront les principes, quelle sera la méthode de conduite de l'action publique de ceux qui sollicitent sa confiance.

Le mode de scrutin qui a été retenu pose à l'évidence le problème des alliances, ou plutôt de savoir s'il se trouvera une majorité pour gouverner, et dans quelle direction, au lendemain des élections législatives de 1986 ? Prétendre le contraire, c'est à la fois se ridiculiser aux yeux des électeurs et se moquer des militants.

En effet, on ne peut pas tout à la fois :

- assurer que le Parti Socialiste sera dans l'opposition s'il ne parvient pas à réunir une majorité de rassemblement autour de ses propositions ;
- affirmer que la réforme du mode de scrutin a pour but de permettre au Président de la République de terminer ce qu'il a entrepris et d'empêcher la Droite d'avoir une majorité absolue au Parlement ;
- et constater qu'une large fraction de la Droite refuse d'envisager de former un gouvernement sous l'autorité du Président de la République.

Sauf à jouer la politique du pire et la crise de régime, ces trois raisonnements ne peuvent pas être tenus simultanément.

Quant à la question de savoir s'il y aura une majorité pour gouverner en 1986, sur quelles bases et avec qui, c'est une vraie question. Je crois cependant qu'il est effectivement trop tôt pour y répondre. Ce que nous pouvons dire en revanche, et même ce que devra énoncer notre congrès, ce seront les critères et les conditions qui détermineront les choix du Parti Socialiste.

Pouvons-nous par exemple envisager de gouverner avec des forces politiques qui ne seraient pas au moins d'accord sur les termes d'un contrat de législature s'inspirant des perspectives que j'ai essayé de définir plus haut, notamment en ce qui concerne la lutte contre le chômage ?

Pour ma part, je m'y refuserai. Si des camarades pensent le contraire, ils doivent le dire. En toute hypothèse, le congrès devra se prononcer sur ce point.

Nous savons aussi qu'il existe, en dehors du Parti Socialiste, des femmes et des hommes, organisés ou non, qui sont d'accord sur nos perspectives d'ensemble. Serait-il raisonnable et juste de ne pas essayer de les associer à notre effort ? L'exclusive, à coup sûr, ne serait pas une preuve de confiance en nous-mêmes.

Je suis convaincu que ces objectifs peuvent rassembler les socialistes, que des querelles qui n'avaient pas encore subi l'épreuve des faits ont pu diviser.

Des réponses que le congrès apportera à ces questions dépend notre capacité à retrouver la confiance du peuple français. Je suis convaincu que la tâche est à notre portée, si nous savons à la fois mettre de l'ordre dans nos idées en fonction de ce que nous avons appris l'expérience gouvernementale, et au-delà du pragmatisme, redonner des perspectives au pays à partir des principes de solidarité, de justice et de liberté qui sont les nôtres.



Socialisme et réalités

Pierre MAUROY, Guy ALLOUCHE, Germain AUTHIE, Jacques BADET, Jean-Pierre BALLIGAND, Marie BASSET, Serge BELTRAME, Jacques BIALSKI, Gilbert BONNEMAISON, Nicole BOUYALA, Martine BURON, Denise CACHEUX, Jacques CARAT, Alain CHENARD, William CHERVY, Gérard COLLOMB, Pierre DASSONVILLE, Marcel DEGHOUX, Lucien DELMAS, Albert DENVERS, Bernard DEROSIER, Jean-Claude DESSEIN, Geneviève DOMENACH-CHICH, Guy DURBEC, Pierre ESTEVE, Roger FAJARDIE, Léon FATOUS, Alain FAUGARET, Jacques FLEURY, René GAILLARD, Marcel GARROUSTE, Françoise GASPARD, Hubert GOUZE, Roland GRIMALDI, Alain HAUTECOEUR, Roland HUGUET, Noël JOSEPHE, Philippe LENTSCHENER, Charles-Emile LOO, Paul LOUBET, Roger MAS, Jacques MELLICK, Marcel MOCOEUR, Paul MOREAU, Michel MOREIGNE, Alain NERI, Louis PERREIN, Rodolphe PESCE, Christian PIERRET, Joseph PINARD, Robert PONTILLON, Pierre PROUVOST, Jacques ROGER-MACHART, Bernard ROMAN, Jean-Michel ROSENFELD, Frédéric ROSMINI, Gisèle SAINT-LAURENT, Michel SAINTE-MARIE, Pierre TABANOU, Michel THAUVIN, Hervé VOUILLOT, Lucien WEYGAND.

La gauche est en situation difficile, c'est vrai. Les forces de la revanche sont mobilisées. La direction du Parti Communiste a changé une nouvelle fois de stratégie et elle a rompu la solidarité des forces de gauche. Les socialistes assument pratiquement seuls l'essentiel du combat qui s'engage. Raison de plus pour qu'ils se rassemblent et pour que leur parti retrouve son dynamisme. Raison de plus pour confirmer notre ancrage à gauche.

I - Le bilan des socialistes

Pour la première fois dans l'histoire de la gauche, les socialistes achèvent une législature en ayant, de bout en bout, assumé les responsabilités de l'action gouvernementale. En sachant allier la volonté de réforme et la rigueur de la gestion ils ont su s'installer dans la durée. Ils ont ainsi prouvé non seulement leur capacité à gérer l'économie d'un pays hautement industrialisé, mais aussi leur aptitude à ouvrir une voie démocratique au socialisme. Il s'agit là d'un fait majeur de notre histoire contemporaine.

Au terme de cette législature, et plus fondamentalement au terme des 20 années qui vont de 1965 et de la première candidature de François Mitterrand à la présidence de la République à 1985, les socialistes ont remporté deux victoires historiques.

1) Il ont gagné le pari de Léon Blum au soir du congrès de Tours. En cette fin de siècle il apparaît clairement que la voie démocratique au socialisme l'a emporté sur le raccourci révolutionnaire imaginé par le P.C.

2) Pour la première fois, la gauche est parvenue à s'installer dans la durée. C'est capital, car seule la durée peut lui donner la légitimité que la droite lui refuse encore.

En réponse à la volonté exprimée par le parti et aux engagements pris devant le pays, une relance sélective et prudente de l'activité économique (proposition n° 14) fut engagée dès l'arrivée des socialistes au pouvoir. Cette politique était non seulement conforme à ce que nous avions souhaité, mais aussi indispensable pour assurer une relance de la consommation populaire et stabiliser le chômage. Sans cette phase de relance, serions-nous parvenus à obtenir une désinflation sans déflation, c'est-à-dire sans amputation sévère du pouvoir d'achat ? Il est vrai que nous avions sous-estimé l'inadaptation de notre appareil productif et sa capacité d'accompagner une dynamique, pourtant maîtrisée, de la consommation. En outre, la mise en œuvre chez notre principal partenaire – la République fédérale d'Allemagne – d'une sévère politique de déflation n'était pas sans conséquence sur les équilibres économiques français.

Les réformes, la relance, la rigueur, constituent les différentes facettes de notre politique. Elles ne sont pas dissociables.

Aujourd'hui, alors qu'approchent les échéances électorales, le gouvernement de Laurent Fabius s'applique à consolider et à élargir les acquis tout en sachant calmer le jeu. Car, s'il y a un temps pour la réforme, il faut aussi savoir utiliser l'écoulement du temps. Les Français ont besoin d'un délai, d'une pause, pour comprendre tous ces bouleversements, pour apprivoiser les réformes.

La prochaine campagne des élections régionales et législatives sera l'occasion de détailler ce bilan. Au-delà des différentes phases de l'action et du détail des mesures, ce qui est le plus important c'est l'avancée historique réalisée et la base d'appui qu'elle représente pour l'avenir, de la gauche bien sûr, mais aussi du pays.

L'obstacle sur lequel la gauche avait toujours buté est bien connu : sa difficulté à maîtriser les leviers économiques. Cette difficulté ne résultait pas tant d'une ignorance – même si une certaine méconnaissance a parfois existé – que d'une hésitation à gérer une société marchande, une société capitaliste. Après un an d'exercice du pouvoir, nous avons été confrontés au même problème. Ce fut l'objet du débat du printemps et de l'été 1982.

Cet obstacle a été surmonté grâce à la politique dite « de rigueur » et à la détermination des principaux responsables de l'État. Cette politique découlait d'un choix essentiel, effectué par Pierre Mauroy et approuvé par le Président de la République, dès le 21 mai 1981 : agir en économie ouverte. La fausse solution d'un protectionnisme plus ou moins avoué n'aurait donné que des marges de manœuvres illusoires et aurait fait courir au pays les plus grands risques.

Le marché a clairement démontré qu'il est l'une des voies de la liberté. Les socialistes doivent prendre en compte cette réalité. Ils doivent accepter le marché, comme nous l'avons fait, mais en plaçant des contrepoids : le plan, les nationalisations, les droits des travailleurs dans l'entreprise, la réhabilitation de la notion de service public. Tel a été le sens de l'action menée.

Pour réussir la mutation vitale à laquelle nous sommes confrontés, il convient que les Européens s'engagent non seulement dans une politique industrielle commune mais aussi dans une harmonisation de leurs politiques sociales. La Communauté européenne ne pourra plus continuer de se limiter, comme aujourd'hui, à sa politique agricole et à sa politique commerciale.

Il est devenu non seulement indispensable, mais aussi urgent que l'Europe s'impose de manière autonome sur la scène mondiale. Son ancrage démocratique, son goût de la liberté, sa tradition d'accueil peuvent en faire une puissance généreuse et non menaçante.

Cette Europe multipolaire est devenue, pour la France, le moyen de garantir son indépendance nationale. Encore, faut-il que les Européens fassent l'effort de sortir du cadre qui leur est imposé par les deux grandes puissances. Menacées par une domination militaire à l'Est, les Européens ne peuvent pour autant, accepter passivement de voir leurs originalités culturelles, leur autonomie de recherche et de création laminée inexorablement par le modèle américain. Ce serait d'autant plus grave que l'évolution démographique au cours du prochain demi-siècle jouera en faveur du bloc des langues latines.

C'est parce qu'il est vital d'affirmer l'identité européenne que nous devons refuser le piège qui consiste à analyser toutes les situations sur la planète à travers le prisme déformant de la confrontation Est-Ouest.

L'intérêt bien compris de toutes les nations du monde consisterait à faire baisser la tension en favorisant, par une sorte de « plan Marshall » à l'échelle du tiers monde, le retour à la croissance économique. Tel devrait être l'objectif de l'indispensable dialogue Nord-Sud. Hélas !, les réponses actuellement proposées vont en sens inverse. Des menaces américaines sur le Nicaragua à la permanence de l'engagement militaire soviétique en Afghanistan, les deux principales puissances préfèrent jouer la carte de la force plutôt que celle du dialogue, de la démocratie et du développement.

Le nouveau débat de stratégie militaire qui s'engage autour du concept de « guerre des étoiles » s'inscrit dans cette logique. Chacun voit bien comment il reviendrait à établir dans sa solitude hautaine le face-à-face des États-Unis et de



l'Union soviétique en rendant obsolètes les systèmes de défense des autres puissances. Là encore, il est important et urgent que les Européens réagissent. Le jour s'approche où ils se trouveront confrontés à la nécessité de prendre eux-mêmes en main leur sécurité.

II - Une stratégie pour les socialistes

Si en profondeur, l'installation de la gauche dans la durée s'est traduite par l'acceptation des nécessités de la gestion économique, cette attitude a été permise et facilitée par les institutions. Or le débat sur ces institutions a été relancé par la réforme du mode de scrutin.

L'échéance législative de 1986 sera en effet marquée par un élément nouveau et fondamental : l'instauration de la représentation en proportionnelle.

Si les choix stratégiques du Parti Socialiste ne sont pas liés, de manière formelle, au mode de scrutin dont procède l'élection des députés, il n'en est pas moins évident que les équilibres de la V^e République vont évoluer. Le rôle du Parlement devrait se trouver accru conformément à ce que nous n'avons cessé de préconiser depuis des décennies.

Ceux qui aujourd'hui parlent de régime plus « présidentiel » entendent-ils remettre en cause cette caution démocratique du régime parlementaire et notamment cette notion de contrôle de l'exécutif qui se traduit par le pouvoir qu'ont les parlementaires de renverser un gouvernement ?

Ce que nous devons rechercher, c'est de faire vivre la notion de compromis nécessaire entre le Président de la République et le Parlement. Bien sûr la stabilité des institutions et la continuité de l'action engagée seraient d'abord assurées par la reconduction d'une large majorité socialiste. Mais en toute hypothèse, il importe aujourd'hui d'imposer à la droite le respect de normes institutionnelles qu'elle a, elle-même, voulues et codifiées. Elle doit donc, par exemple, accepter l'éventualité de cohabiter avec le Président de la République. Le chef de l'État est le garant des institutions et il doit pouvoir tenir ce rôle jusqu'au terme de son mandat, s'il en décide ainsi.

Derrière ce débat qui divise la droite, s'en cache en réalité un autre, plus fondamental encore : le rythme de l'alternance dans la démocratie française.

La gauche doit imposer le respect des échéances constitutionnelles à la fois pour imposer sa légitimité et pour préserver l'essentiel de son bilan.

Si notre Parti doit se fixer l'objectif d'aider le Président de la République à mener son mandat à son terme, la plus grosse erreur que nous pourrions commettre serait d'assimiler le rôle du Chef de l'État à celui de notre formation.

Le Parti Socialiste ne doit pas prendre le risque de chercher à sauver une majorité au prix de ses convictions. Ce serait un marché de dupe. Les logiques institutionnelles sont une chose, les choix politiques en sont une autre. Les Français diront, en mars 1986, si les socialistes doivent, avec François Mitterrand, poursuivre leur œuvre et consolider les acquis.

Si, par hypothèse, le verdict des urnes était contraire, il appartiendrait au Chef de l'État d'appeler un représentant de la nouvelle majorité à Matignon. La Parti Socialiste et son groupe parlementaire devraient alors, tout en soutenant l'action du Chef de l'État, demeurer fidèles à leurs choix et animer l'opposition.

Depuis le congrès d'Épinay, nous ne cessons d'affirmer le fait dominant socialiste. Nous devons traduire cette réalité en faisant du P.S. le parti dominant, point de rassemblement de tous ceux qui se reconnaissent dans la voie démocratique au socialisme.

Là encore nous ne serons ce pôle de rassemblement que dans la clarté des choix politiques affirmés. Trop tentante semble aujourd'hui, pour certains, la confusion entre le rôle du Parti dominant et le mythe du Parti centriste autrefois appelé troisième force.

Il importe donc de savoir quels seront les partenaires qui seront associés au Parti Socialiste, d'une part pour mieux rassembler autour d'un projet mobilisateur, d'autre part, après le vote populaire, pour assurer une majorité de gouvernement.

Il faut être clair : pour les socialistes, la proportionnelle ne saurait signifier le retour à une quelconque stratégie de troisième force ou de recentrage. L'objectif reste celui du rassemblement de toutes les forces de gauche et de progrès pour assurer, dans un premier temps, la majorité parlementaire nécessaire aux nouvelles avancées économiques, sociales et culturelles dont la France a besoin, puis, dans un second temps, pour permettre une victoire de la gauche lors de l'élection présidentielle de 1988.

Parce que l'instauration de la représentation proportionnelle rend plus de souplesse au jeu des forces sociales, nous devons être particulièrement attentifs à leur mobilisation et à leur regroupement. Nous avons vocation à organiser l'ensemble des exploités dont le nombre ne diminue pas avec la nouvelle révolution industrielle. Nous devons également lutter contre toutes les formes d'exclusion sociale, contre la marginalisation qui guette des pans entiers de notre société, notamment parmi les jeunes.

Ce rassemblement doit être préparé dès la phase d'élaboration du projet par un dialogue constructif et ouvert avec toutes les forces populaires : les organisations syndicales bien sûr, mais également les diverses composantes de la vie associative

qui, chacune dans leur domaine propre, ont des choses à dire sur le projet que les socialistes peuvent proposer aux Français.

C'est avec elles aussi que le Parti doit donner toute leur ampleur à des réformes que nous avons votées mais qui sont insuffisamment passées dans la pratique sociale : les nouveaux droits des travailleurs (lois Auroux), la démocratisation du secteur public, la décentralisation et les nouvelles compétences des collectivités locales, etc.

Car la relance de notre dynamique ne saurait valablement résulter d'une discussion entre seuls militants politiques, aussi dévoués et sincères fussent-ils.

Le rassemblement autour des socialistes devra aussi concerner les organisations politiques qui ont participé ou soutenu notre action comme le Mouvement des Radicaux de Gauche ou les écologistes qui ne peuvent prétendre accéder seules à une représentation nationale dans le cadre de la proportionnelle départementale à la plus forte moyenne. Des places peuvent leur être offertes sur nos listes législatives ou régionales. L'apport qu'elles peuvent constituer ne doit pas être négligé.

Enfin, parce que l'apport des chrétiens a été décisif dans le renouveau socialiste depuis 1971, il nous semble important que le parti engage une réflexion sur les évolutions actuelles et reprenne le dialogue engagé en 1972.

Une fois acquis le résultat du scrutin et si la gauche est majoritaire, il nous appartiendra de proposer au Parti Communiste – voire à ceux des députés qui l'accepteraient – de s'engager sur un contrat de législature ou, pour le moins, un contrat pour les deux années de législature de 1986-1988 qui nous sépareront de l'élection présidentielle.

Si le mode de scrutin législatif semble rendre moins indispensables les alliances de blocs, ne nous méprenons pas. La clé de voûte reste l'élection présidentielle qui impose que deux seuls candidats se retrouvent au second tour. La logique de l'affrontement entre droite et gauche est ainsi inscrite dans notre loi fondamentale. Même si le Parti Communiste devait demeurer entre 10 et 15 % des suffrages, ce pourcentage resterait indispensable pour élire un président de gauche, pour constituer une majorité dans le pays.

L'attitude de fuite adoptée par la direction du Parti Communiste ne peut constituer une réponse durable à la crise qui affecte cette formation. Aucun courant politique ne peut ignorer les réalités. Or, il est incontestable qu'en termes électoraux le Parti Communiste subit une érosion depuis les années qui suivirent la Libération.

Pourtant, aussi décevante que puisse être l'attitude de la direction du Parti Communiste, il n'en demeure pas moins qu'une fraction de la classe ouvrière continue de se reconnaître dans cette formation. Il serait présomptueux pour les socialistes de prétendre, à eux seuls, organiser l'ensemble de la base sociale de la gauche.

La plus importante aujourd'hui consiste donc à recréer les conditions du rassemblement des forces populaires. Car l'Union de la gauche constitue une nécessité à plusieurs titres :

Une nécessité d'abord historique. C'est en effet par son regroupement que depuis plus d'un siècle, la gauche conquiert la confiance de la population. Elle y puise sa force.

La stratégie unitaire n'est pas simplement une nécessité inscrite dans l'histoire même de la gauche française. Elle correspond également à nos engagements moraux. Les partis politiques ne sont pas que des instruments de conquête du pouvoir. Ils sont aussi l'expression de forces sociales et les porteurs d'un projet de société. L'Union de la gauche n'est que la traduction politique de la volonté de transformation qui anime, dans nos sociétés, les exclus des sphères de décision, les victimes des mutations, les laissés-pour-compte de la connaissance comme de la consommation.

Cette volonté de transformation sociale, nous devons la respecter et donc la prendre en charge. Seul le rassemblement de toute la gauche peut le permettre.

Nous devons dans cet esprit, pour éviter les risques liés à la nouvelle situation créée par le changement de mode de scrutin législatif, sans cesse nous référer à deux mots d'ordre qui pourraient ouvrir les travaux de notre prochain Congrès : identité et unité.

III – Un projet pour les socialistes

Cette analyse ne signifie pas que rien ne doit changer à gauche, tant en matière de programme politique que dans le fonctionnement des organisations. Nous devons tirer des enseignements aussi bien de notre expérience récente que de l'observation de l'évolution de la société française. Nous ne devons pas nous laisser enfermer dans des dogmes.

Pour prendre un exemple, il serait concevable, après les importantes nationalisations de 1981, de dire que le poids du secteur public est aujourd'hui suffisant.

Il faut laisser le temps faire son œuvre et les mesures prises en 1981 entrer effectivement dans la vie quotidienne. La nationalisation ne doit pas être une provocation. Elle doit demeurer l'un des moyens de la modernisation et de la maîtrise de l'économie par la collectivité en faisant prévaloir la logique du développement industriel sur celle des profits individuels.



Mais si, comme nos adversaires cherchent à l'accréditer, le débat devait nous conduire à renoncer à nos options fondamentales, aux caractéristiques qui fondent l'engagement socialiste, il y aurait pour le coup problème grave.

La dénationalisation totale ou partielle des principaux groupes nationalisés, préconisée par de nombreux représentants de l'opposition, dévoile une perspective plus idéologique qu'économique et industrielle.

Dans cette affaire, il convient de distinguer deux aspects importants. En premier lieu, le mouvement de filiation qui a marqué les grands groupes aujourd'hui nationalisés durant les dix dernières années. Il a provoqué dans de nombreux cas, une combinaison de capitaux publics et privés au sein d'une même entité.

Il arrive que le partage entre les différents actionnaires évolue, ou que l'arrivée d'un nouveau partenaire soit décidée. Ainsi le veut la dure loi de la compétition industrielle. Rien ne serait plus dangereux que de figer les réseaux dont sont composés ces grands ensembles à la fois industriels et financiers. C'est pourquoi il importe que la « loi de respiration » du secteur public et nationalisé puisse être votée rapidement. Il n'est pas utile d'ajouter un faux débat aux vrais problèmes qui se posent déjà.

Le second aspect consisterait à remettre au secteur privé tout ou partie du capital des holdings. Pour le coup, il s'agirait effectivement de dénationaliser ou de priver ces holdings du contrôle majoritaire sur les filiales. Sur ce point, nous ne pouvons qu'être hostiles à ce qui serait un abandon de pans entiers du secteur public. Nous n'en voyons du reste l'avantage ni pour la collectivité nationale, ni pour les intérêts privés.

A l'inverse de l'attitude de la droite aujourd'hui, la gauche, pour sa part, a su ne pas s'enfermer dans des schémas figés. Elle s'est attachée à permettre aux entreprises d'investir afin que soit réalisée l'indispensable modernisation de la France.

Moderniser la France, passe donc par la reconnaissance de l'entreprise et plus particulièrement de l'entreprise industrielle. De ce point de vue, les socialistes doivent prendre en compte, dans leurs analyses, l'attitude qu'ils ont adoptée à l'égard de l'entreprise dans leur politique gouvernementale. Mais que l'on ne se y trompe pas ! Reconnaître l'entreprise, c'est d'abord reconnaître ceux qui y travaillent. Historiquement entre les socialistes et l'entreprise, le contentieux a été sérieux.

Pendant les « Trente Glorieuses », c'est-à-dire les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, la production et la commercialisation des biens produits avait pu sembler une donnée naturelle. Les socialistes ont donc prêté attention davantage aux conditions de la répartition plutôt qu'aux moyens de la production. La crise économique a remis en lumière cette vérité crue : là où l'on n'arrive plus à produire, ou plus exactement là où l'on n'arrive plus à vendre ce qu'on a produit, il n'y a plus rien à répartir.

D'où l'adaptation de l'attitude des socialistes. Jusqu'alors surtout sensibles à la dimension sociale de l'entreprise, ils ont pris en compte la nécessité de demeurer compétitif, de dégager des bénéfices pour investir, de contenir les coûts de production. Bref, de la seule revendication, les socialistes sont passés à la gestion.

Cette mutation illustre en réalité la transformation du P.S. de parti d'opposition en un parti à vocation majoritaire. Si le P.S. veut assumer sa fonction de parti de gouvernement, il est urgent pour lui de redéfinir ses rapports à l'entreprise. Cela passe notamment par une dénonciation des mythes qui ont trop souvent été véhiculés au sein de la gauche. A commencer par celui qui tendrait à laisser croire qu'il existe, dans les entreprises, une sorte de trésor caché, accaparé par le patronat ou des actionnaires oisifs et qui, s'il était restitué aux travailleurs, permettrait d'un coup d'élever sensiblement le niveau des salariés. C'est l'idée selon laquelle toujours et partout « les patrons peuvent payer », idée qui, hélas !, n'a pas d'adeptes qu'au seul P.C.F.

La gauche ne saurait continuer, dans une période où la difficulté des temps fait redécouvrir à chacun l'étroitesse des marges des entreprises, à n'évoquer cette dernière qu'en termes de revendications, sans, en même temps, prendre en compte les nécessités de la gestion. Elle doit, forte de sa reconnaissance du rôle du marché, organiser une société dans laquelle il ne revient pas à l'État de produire. C'est le rôle des entreprises. L'État doit définir les grandes priorités économiques à travers le plan et se préoccuper des formes de la redistribution de la richesse collective.

Il nous faut prendre appui sur la crise pour définir de nouvelles perspectives. Du fait de la réduction des marges de manœuvre des entreprises, le compromis qui liait tacitement le patronat et les salariés depuis la fin de la guerre et qui consistait à échanger du pouvoir d'achat contre un abandon total de la gestion des entreprises au patronat ne peut plus, de fait, perdurer.

De deux choses l'une : ou bien le patronat essaie de réduire les acquis salariaux, non seulement de la classe ouvrière, mais même plus généralement de l'ensemble des salariés sans autre monnaie d'échange, et nous entrions dans une période d'affrontement qui ne sera pas sans conséquence sur l'activité économique du pays. Ou bien on essaie de définir les termes d'une nouvelle relation qui permette aux uns et aux autres d'y trouver leur avantage et qui garantisse ainsi la stabilité du pays.

Cette relation, il appartient au Parti Socialiste d'en définir les contours. Il est le seul à pouvoir le faire.

L'entreprise de demain nécessitera de plus en plus une mobilisation active des salariés sur le plan de la production. Or, on est d'autant mieux mobilisé qu'on a participé à la prise de décision au niveau de la gestion des entreprises. C'est pourquoi les lois Auroux ne sont pas le fardeau si souvent invoqué par le patronat qui ne veut les comprendre qu'en termes de charges supplémentaires. Elles sont au contraire, le point d'appui indispensable à l'instauration d'un dialogue social vrai, qui conditionne lui-même le développement économique des entreprises.

Ainsi se trouvera ancré ce système d'économie mixte évoqué par le Président de la République et dont la vérité oblige à dire que les socialistes n'ont fait qu'en compléter les données qui leur étaient très largement préexistantes : un fort secteur public à côté duquel coexiste – et sur lequel éventuellement puisse venir s'appuyer – un secteur privé dont il faut s'efforcer, par le compromis de modernisation économique et sociale esquissé, de renforcer encore la compétitivité.

Avec, pour compléter le système économique constitué par les entreprises publiques et les entreprises privées, le développement d'un tiers secteur : mouvement coopératif, mouvement associatif.

Partout dans le monde, la crise économique multiplie ses effets désagrégeants : montée du chômage, de la pauvreté, des situations de précarité avec le risque de voir s'instaurer durablement une société à deux vitesses où, à côté des secteurs pleinement productifs, s'étendrait le monde des travaux de seconde zone, des petits boulots plus ou moins marginaux.

Pour lutter contre ce risque de désagrégation sociale, il convient de faire d'avantage appel à la solidarité de ceux qui ont la chance de se trouver dans les secteurs en expansion et qui, globalement, continuent à bénéficier d'une croissance de revenus sensiblement égale à celle d'avant la crise.

Mais c'est compter sans les effets dévastateurs que cette dernière a accompli sur les esprits. A l'heure où l'on a repris conscience de la rareté des richesses, l'égoïsme revient en force. Il est même théorisé par la droite qui retrouve, avec l'exaltation du libéralisme, sa tradition du repli sur soi et de l'individualisme.

Trop nombreux sont, en France, tous ceux qui mesurent avec une âpreté sans cesse accentuée les bienfaits de l'État providence, qui comparent pour savoir si le voisin ne bénéficierait pas davantage des libéralités publiques et qui s'émeuvent si la redistribution profite à d'autres, aux immigrés par exemple.

Ainsi s'enclenche le cycle des mécontentements exacerbé par le discours xénophobe et raciste de l'extrême droite certes, mais aussi d'un parti de la droite conservatrice. Car la radicalisation d'une fraction de l'opposition est d'abord la conséquence de l'attitude adoptée depuis 1981 par l'opposition parlementaire.

Devant cette vague réactionnaire venue des États-Unis et qui menace de balayer les démocraties occidentales, il est essentiel de donner aux Français les éléments d'information nécessaires pour qu'ils puissent trancher en toute connaissance de cause, au-delà des affirmations polémiques ou des dénonciations caricaturales.

1) Les prélèvements obligatoires : mythes et réalités

Trop d'impôts, trop de cotisations sociales : c'est la question de ce qu'il est convenu d'appeler les prélèvements obligatoires qui se trouve bien évidemment au cœur des débats.

La discussion serait plus claire, pour l'ensemble des Français, si étaient distingués d'une part les besoins de l'État et ceux de la protection sociale, d'autre part, les prélèvements permanents et ceux que l'on peut qualifier de conjoncturels car nés de la crise et devant disparaître avec elle.

A cette première remarque s'en ajoute une seconde. Quand on parle des prélèvements obligatoires, on omet souvent de dire que la plus grande masse de l'argent ainsi perçue est ensuite redistribuée. C'est vrai de l'essentiel des budgets sociaux, la part des frais de fonctionnement étant relativement faible. Mais c'est vrai également du budget de l'État.

Enfin, la fiscalité d'État est stabilisée depuis une décennie. Elle oscille autour de 18 % du P.I.B. total. Ce qui a augmenté ces dernières années, ce sont les prélèvements sociaux. La part relativement stable et pratiquement incompressible des besoins de l'État étant ainsi fixée, la discussion devrait se développer en liant, comme c'est le cas en réalité, le niveau des prélèvements et celui de la couverture sociale. Aux citoyens de choisir, au Parlement de trancher.

Nous devons tendre vers un système où chacun se trouverait participer au financement de l'action sociale au prorata de son revenu. Un tel système aurait le double mérite de la justice et de la clarté. Il permettrait d'alléger les charges des entreprises tout en progressant vers l'équité.

2) La priorité de l'emploi

Certes, une relance concertée de l'ensemble des pays européens pourrait nous permettre de retrouver une croissance forte sans risque de dérapage économique.



CONTRIBUTIONS NATIONALES

Nous devons donc tout faire pour la proposer à nos partenaires. Mais, on voit bien que le choix d'une telle solution ne nous appartient pas en propre. Aussi, faute de pouvoir maîtriser pleinement notre taux de croissance, nous faut-il recourir à tous les autres moyens en notre possession pour lutter contre le chômage.

Il nous faut d'abord reprendre l'idée de la réduction et de l'aménagement du temps de travail qui peut être source de créations d'emplois à la condition qu'elle ne se réalise pas au détriment de la productivité des entreprises. Ce qui suppose une reprise des négociations sur la réduction et l'aménagement du temps de travail non pas au niveau national, mais au niveau des entreprises ou des branches industrielles.

Il nous faut aussi encourager le retour au dialogue sur les problèmes de flexibilité du travail avec le double souci d'éviter tout ce qui se traduirait par la mise en pièces de pans entiers du code du travail, mais aussi de rechercher tous les moyens susceptibles de favoriser l'emploi et en particulier l'emploi des jeunes.

Nous devons rechercher un système de couverture sociale pour les périodes de rupture d'activité. Un système qui n'implique plus une gestion globale, et donc nécessairement anonyme, des demandeurs d'emplois, mais une protection individualisée.

Chaque individu devrait à la société un certain nombre d'annuités de travail, qui pourrait être variable en fonction de la pénibilité. En échange d'un certain nombre d'années consacrées à la production, la collectivité contribue à l'éducation et à la retraite de chaque individu, elle assume les frais de santé et les périodes d'interruption de travail, qu'elles résultent d'un choix ou d'une nécessité.

Un tel fonctionnement de notre système de protection sociale permettrait une plus grande souplesse et instaurerait une distinction entre ceux qui entrent jeunes dans la production et, à l'inverse, les professions qui exigent de longues études.

Quant au chômage, il devient un risque parmi d'autres, prévu et couvert par l'organisation sociale. Sa conséquence est d'amener le chômeur à prolonger son activité professionnelle en fin de carrière d'une période équivalente à celle de l'interruption d'activité. Les temps de formation pourraient d'ailleurs être décomptés de la période de non-activité.

3) Le refus de toute massification

Au fur et à mesure que nos sociétés progressent, elles deviennent de plus en plus complexes. C'est vrai des mécanismes de production mais c'est aussi de plus en plus vrai des comportements sociaux. Au-delà de l'apparente uniformité de la société française et de sa vaste classe moyenne, au-delà de l'atténuation des particularismes culturels des différentes catégories sociales, les comportements individuels tendent à se diversifier. En tous les cas, tel est le souhait des Français. Le rôle des gouvernements consiste donc à favoriser cet épanouissement personnel, à lutter contre toutes les formes de massification. Ce n'est pas ce qu'il y a de plus facile à réaliser.

Les socialistes avaient inscrit dans leur programme un changement de la vie quotidienne. Ils avaient aussi inscrit toute une série de réformes de structure dont les effets sur la vie de tous les jours n'étaient pas immédiatement évidents.

Or, les éléments nécessaires à cette transformation de la vie quotidienne existent. Des organismes comme les commissions Pesce, Schwartz, et Bonnemaison dans lesquelles les associations volontaires de citoyens ont toutes leur place correspondent à ce socialisme du quotidien qui est au cœur des aspirations des couches populaires qu'il nous faut reconquérir. Mettons-les au centre de l'action gouvernementale des derniers mois précédant les élections législatives et nous pourrions faire de leur poursuite un des enjeux de 1986.

• **La ville** : s'attacher à rendre un caractère humain à ces cités sans âme, nées des besoins de construction massifs des années 60, doit constituer une des priorités des socialistes.

• **La sécurité** : chacun comprend bien que la lutte pour assurer la sécurité ne peut plus se cantonner à la seule fonction répressive de la police d'État, ou alors il faudrait doubler ou tripler les effectifs de la police, ce qui n'est ni financièrement possible, ni même socialement souhaitable. D'où l'importance des actions de prévention qui nécessitent la coordination de tous ceux qui, au niveau du terrain sont acteurs de la vie sociale.

• **L'école** : sur le plan de la promotion de l'école, Jean-Pierre Chevènement a incontestablement réussi une opération psychologique importante ; reste à faire entrer ce renouveau de l'école publique dans les faits. Il y faudra plus que des formules. Et là, le gouvernement aurait tort de rompre avec la politique de rénovation en profondeur de l'école entreprise par Alain Savary. L'école de demain ne peut se construire par simple retour à celle d'hier.

IV - Le parti des socialistes

Mener la modernisation économique et sociale de la France, maintenir et développer une politique de solidarité nationale contre le chômage, promouvoir un socialisme du quotidien, tel est notre projet pour les années qui viennent.

Autour d'un tel programme qui définit en fait le compromis social nécessaire à la construction de la société française de l'an 2000, les socialistes peuvent espérer constituer un front très large réunissant à la fois les salariés sensibles à la modernisation sociale, les techniciens et les cadres soucieux de la mutation économique du pays, les couches les plus populaires enfin, hier dans la mouvance du Parti Communiste, aujourd'hui en déshérence et que le Parti Socialiste peut remobiliser par la transformation concrète de leur cadre de vie.

Pour réaliser de telles convergences, pour animer une telle politique, il nous faut un Parti Socialiste authentique et non un simple comité électoral capable de se mobiliser autour de l'élection d'un candidat à la présidence de la République ou lors des élections législatives.

Pour prendre en charge ce projet, les socialistes ont besoin d'un parti rassemblé et actif, d'un parti vivant, capable de conduire les débats et permettant aux militants de les sanctionner par des votes. Nos échanges sur le projet comme sur la stratégie doivent toujours tendre à renforcer le parti et non à en faire le bouc émissaire.

Un écart trop important s'est creusé entre les responsables directs de la gestion du Parti et l'ensemble des parlementaires et un écart plus grand encore entre ceux-ci et la masse des militants. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle recoupe le décalage existant entre ce dont avaient rêvé nombre d'électeurs de gauche et ce que le gouvernement de la gauche a réalisé, cela, bien qu'il ait pourtant beaucoup réalisé. Les militants socialistes sont désorientés.

A cet égard, il est regrettable que, depuis 1979, il n'existe plus de lien direct entre les adhérents et la direction du Parti. Un « Poing et la Rose » régulier, destiné à tous les militants, apparaît indispensable. D'autant qu'un très important effort de formation des militants est nécessaire alors même que les valeurs conservatrices effectuent un formidable retour en force.

De même, pour que les véritables débats puissent se dérouler dans le Parti également, il convient d'associer davantage les militants présents au gouvernement à l'activité des organismes dirigeants. La suggestion avancée par Pierre Mauroy, dès le mois d'avril 1982 et reprise avant le congrès de Bourg-en-Bresse, de faire siéger quelques membres du gouvernement au sein des instances exécutives du P.S. devrait être retenue. D'autant que rien dans nos statuts ne s'y oppose.

La réhabilitation du débat, le respect du rôle des militants doivent trouver leur illustration aussi bien dans la préparation du congrès de Toulouse que dans la désignation des candidats aux élections législatives et régionales.

Nous proposons donc que les militants puissent se prononcer à bulletin secret pour la désignation des candidats aux élections législatives et régionales sur la base d'une liste adoptée préalablement par les Commissions exécutives fédérales. En cas de désaccords, il appartiendrait à la Convention nationale de trancher dans les formes prévues par nos statuts.

Parmi les différents critères qui doivent être pris en compte dans l'établissement de listes de candidatures, il nous semble essentiel de faire respecter les règles dont se sont dotés les socialistes en matière de cumul des mandats.

Socialisme et réalités

La conclusion de la démarche proposée dans cette contribution est simple : osons montrer ce que nous sommes.

Disons tout net qu'un partage des rôles qui reposerait sur le couple pervers : pragmatisme gouvernemental et orthodoxie du Parti, serait suicidaire. Un tel schéma interdirait au Parti de tirer les leçons d'une pratique gouvernementale unique dans son histoire. Notre engagement est fondé sur des principes. Notre conviction demeure intacte : les injustices suscitées par le système capitaliste ne peuvent être la loi définitive du destin des hommes.

Notre objectif reste la libération de chaque individu des servitudes sociales, économiques et psychologiques qui pèsent sur lui et dont l'effort collectif peut seul avoir raison. Notre action quotidienne n'a de sens que si elle se situe dans cet axe.

Le Parti Socialiste doit donc demeurer dans la période à venir, à la fois la grande force de la gauche et un Parti de gouvernement.

Si nous souhaitons que le Parti Socialiste adapte le socialisme à la réalité, nous ne sommes pas de ceux qui pensent que la prise en compte des réalités doit faire oublier le socialisme. Nous devons clairement situer notre action dans la voie du socialisme en n'oubliant jamais ni d'où nous venons, ni où nous souhaitons aller, ni qui sont les couches sociales que nous avons vocation à représenter. Aujourd'hui, nous nous mobilisons pour gagner les élections de mars 1986. Notre ambition est de poursuivre l'exercice du pouvoir qui n'a de sens que dans la perspective historique du socialisme.



Un projet contre le déclin : indépendance, croissance, démocratie

Contribution présentée par Christian BATAILLE, Nicole BRICQ, Pierre CARASSUS, Michel CHARZAT, Michel COFFINEAU, Didier MOTCHANE, Jean NATIEZ, Georges SARRE.

Le monde est neuf. L'Asie, l'Amérique latine, des continents s'éveillent. L'explosion des techniques – énergies nouvelles, nouveaux matériaux, biotechnologies, électronique et informatique avancées – révolutionne les manières de produire, de travailler. Sur les deux rives du Pacifique, l'activité se développe sur un rythme impétueux. Pendant ce temps, la majorité des pays du Tiers-Monde s'enfoncent. L'Europe se racornit. Depuis 10 ans, la croissance y est en berne. Enjeu des rivalités croisées des deux superpuissances militaires (les États-Unis et l'Union soviétique) et des deux superpuissances technologiques (les États-Unis et le Japon), l'Europe s'enferme dans un déclin qui fait par ailleurs le confort de ses classes dirigeantes. Sur tous les plans (démographique, économique, militaire, technologique et culturel), son essoufflement la conduit à renoncer à rester l'acteur de son destin. L'initiative stratégique et de défense (« guerre des étoiles ») du président Reagan risque désormais de la placer devant un redoutable fait accompli.

La société française craque sous les coups de boutoir de restructurations trop souvent commandées par la logique d'une division internationale du travail qui ne tient pas compte des intérêts à long terme de la France et de l'Europe.

L'identité culturelle de notre pays n'a jamais été aussi menacée qu'aujourd'hui par l'uniformisation du monde. Le mondialisme du capital – ce démantèlement par le haut – et un individualisme sans principes – cette désintégration par le bas – conjuguent leurs effets pour brouiller le sens de l'avenir et exténuent toute volonté collective.

Le dogmatisme libéral triomphe insolemment, au moment même où la recherche de boucs émissaires fait à nouveau planer sur la civilisation la menace d'une régression dans la barbarie.

Conduire ou subir le changement, tel est donc, plus que jamais, l'enjeu du combat de la démocratie. Celui qui départagera dans les années qui viennent les socialistes et les libéraux.

Une période s'achève

Nul n'a dans sa poche la clef de ces immenses problèmes. Mais les socialistes doivent savoir qu'ils ont le moyen de la forger. Quatre ans après leur venue au pouvoir en France, les avancées déjà acquises et les chantiers ouverts commencent à redonner à notre peuple le sens de l'avenir. Le retour d'une Droite sans mémoire et sans projet constituerait pour le pays, chacun le pressent, un formidable danger de régression.

L'alternance qui a fonctionné pour la première fois depuis vingt-trois ans a permis de faire sauter des blocages anciens dans les structures comme dans les mentalités. De nouveaux responsables, issus de jeunes générations et se reconnaissant dans la Gauche, ont été formés. La priorité à la recherche, à la formation professionnelle et à l'industrie a été reconnue. La revalorisation de l'école publique est désormais engagée. Elle fera de la génération qui vient la mieux formée de notre histoire. La modernisation de l'appareil productif est en cours, grâce notamment aux nationalisations. La décentralisation, les lois Auroux, les lois de démocratisation du secteur public ouvrent de nouveaux espaces de responsabilité. Bref, les bases de la rénovation et du développement sont en train d'être fondées.

Mais il est nécessaire et possible de faire mieux et davantage. La modernisation de l'industrie appelle une croissance plus rapide. Cette croissance est indispensable pour délivrer la France du fléau du chômage et de cette « société duale » qui, au fur et à mesure qu'elle s'installe, marginalise les masses de laissés-pour-compte. Une France forte et indépendante doit peser davantage pour affirmer l'identité européenne face aux superpuissances et à la domination technologique américano-japonaise et, par là même, aider les peuples du Tiers-Monde à trouver la voie du progrès dans la liberté.

Les insuffisances constatées depuis quatre ans ne nous feront pas renoncer. Mais elles doivent être corrigées. Aussi bien leurs causes n'ont rien de mystérieux :

éloignement de la Gauche – pendant vingt-trois ans – des responsabilités du pouvoir ; tendance des nouvelles couches salariées, démunies d'expérience historique, à prendre leurs désirs pour des réalités ; poids de l'idéologie dominante qui incite les socialistes à voir la réalité avec les yeux des autres ; les hésitations et les contradictions qui ont marqué la démarche du gouvernement de la Gauche illustrent à la fois les difficultés rencontrées par le Parti à mettre l'État au service d'un projet politique, à mobiliser les masses et, d'une manière générale, à aller à contre-courant de la colonisation avancée de l'Europe, France comprise, que l'on constate aussi bien sur le plan économique que sur le plan culturel.

Nous avons à plusieurs reprises fortement mis l'accent sur les obstacles qui nous attendaient après la victoire électorale. En face de nouvelles échéances, nous n'en sommes que plus à l'aise pour appeler aujourd'hui à un ressaisissement intellectuel et moral. Dès lors qu'on sait en tirer les leçons, les déceptions sont faites pour être surmontées, pour autant qu'on veuille en prendre les moyens.

Quelles que soient les difficultés de l'heure, le succès reste à notre portée. A une double condition : que nous sachions prendre la mesure de l'immense conflit où nous sommes engagés (« penser juste aujourd'hui, c'est penser mondial » – Régis Debray, *Les Empires contre l'Europe*) ; que nous sachions inscrire notre démarche dans la durée, car la bataille de mars 1986 – qui pourrait en douter dans le contexte d'une crise « interminable » ? – ne réglera pas le sort de la patrie.

Inscrire notre démarche dans le temps, c'est d'abord prendre conscience qu'une **période s'achève irrémédiablement**. Si la victoire de 1981 fut bien celle de la ligne d'Épinay contre la Droite installée au pouvoir, mais aussi contre la politique sectaire menée depuis 1977 par la direction communiste, force nous est bien de constater aujourd'hui l'épuisement de la dynamique lancée en 1971.

Le projet que nous avons conçu au début des années soixante – bâtir un grand Parti Socialiste pour faire l'union de la Gauche sur la base d'un Programme commun et y rallier la majorité de la France – a subi l'épreuve de la réalité. Les deux grands partis de gauche n'ont pas su gérer ensemble le dépassement de leurs contradictions. Dans ces conditions, la rupture de l'Union n'aurait pas dû surprendre. Faute que les thèmes et les valeurs du Projet socialiste aient été expliqués et défendus avec suffisamment d'énergie, faute de s'être donné d'emblée des objectifs suffisamment ambitieux, accessibles et rassembleurs pour mobiliser le pays contre les forces acharnées à son déclin, celles-ci ont relevé la tête. Le dogmatisme libéral et l'alignement sur Reagan vertèbrent plus que jamais l'idéologie dominante.

Réduit à ses seules forces, le Parti Socialiste doit faire face à une puissante contre-offensive réactionnaire. Du choix de la proportionnelle, amplement favorisé par la rupture de l'Union de la gauche, il résulte que les socialistes peuvent difficilement s'attendre à redevenir majoritaires dans les prochaines assemblées nationales. Dès lors se trouve à nouveau et crûment posée la question de l'orientation stratégique de notre Parti.

N'hésitons pas à le dire : le problème de la survie et de l'avenir du Parti Socialiste est le principal enjeu du Congrès de Toulouse. La logique de la proportionnelle ne doit pas entraîner le retour à des combinaisons sans principe qui seraient mortelles pour la démocratie et d'abord pour le Parti Socialiste que nous avons fondé à Épinay. Nous n'avons pas, en effet, reconstitué celui-ci à partir de ce qu'en avaient laissé la S.F.I.O. et sa politique dite de « troisième force » sous la IV^e République, pour en faire l'aile gauche du libéralisme. Le Parti Socialiste doit être un recours et non une roue de secours.

Une période nouvelle

Dans la période qui s'ouvre, le Parti Socialiste n'a d'avenir que comme le pôle de rassemblement de toutes les forces de la France contre les forces du déclin qui tendent à ne faire d'elle qu'un simple compartiment du marché mondial, un pays de seconde zone. Nous entendons par forces du déclin tous ceux qui font passer leurs



CONTRIBUTIONS NATIONALES

intérêts particuliers, qui sont surtout des intérêts de classe, avant les intérêts du pays, ceux qui préfèrent la soumission au capitalisme des multinationales, la dissolution de la France, la vassalisation de l'Europe, à la construction patiente d'un espace croissant de liberté en France et en Europe.

Comme Franklin Roosevelt dans les années trente, nous pouvons dire que « la principale chose que nous ayons à craindre, c'est la crainte elle-même. » Il faut savoir anticiper hardiment sur la prochaine période historique. Dans les vingt années qui viennent, la question décisive, **la seule ligne de partage valable de la vie politique dans notre pays et en Europe consistera à savoir qui veut et qui ne veut pas construire un centre de décision indépendant sur notre continent**, ce qui implique une culture, une technologie, une défense propres.

Ce clivage ne peut pas être seulement une frontière intérieure entre les socialistes et ceux qui ne le sont pas, parce qu'il est la ligne de partage, tirée par le projet socialiste, entre ceux qui trouvent leur compte dans le déclin collectif et ceux qui, sans être socialistes, ne peuvent y trouver aucun avenir. Plus une société accepte la dépendance extérieure, plus elle se résigne à sa scission intérieure. La lutte pour l'indépendance, c'est aussi un combat contre la société duale et le chômage, le ressort du rassemblement qui peut seul rendre la Gauche hégémonique en France.

Sur cette base politique, le Parti Socialiste, s'affirmant comme le principal parti de la Gauche, pourra d'autant mieux rassembler les forces du redressement qu'il reste en cela fidèle aux aspirations du monde du travail et aux valeurs du Projet socialiste. Ce sera le rassemblement des forces populaires – et, bien sûr, des communistes dès lors qu'ils se montreraient prêts à prendre leur part de l'effort –, mais c'est aussi celui de tous les hommes de progrès qui font passer le souci de l'intérêt national avant tous les autres. Ceux qui, sans faire leur la perspective du socialisme, sont prêts à travailler à un projet d'indépendance, de croissance et de démocratie sociale.

L'INDÉPENDANCE NATIONALE

a) Pour apporter une réponse internationale solide aux défis de la crise et de la guerre économique, il faut **une France forte et indépendante**. Quiconque considère l'indépendance de la nation comme une « vieille lune », travaille, consciemment ou à son insu, au déclin du pays et à l'abaissement de la démocratie. L'indépendance ne représente en rien, pour nous, un fétiche, mais la possibilité concrète pour un peuple de « vivre, travailler et décider au pays ». Ce sont les mêmes forces – on ne le répètera jamais assez – qui sapent l'indépendance de la France et s'emploient à désagréger son tissu social. Et ce n'est pas simplement chez elle mais dans le monde entier qu'en renforçant son indépendance, la France sert la démocratie.

L'émancipation des peuples – et donc la remise en cause de la domination du Sud par le Nord – a besoin de pouvoir s'appuyer sur des pays industriellement avancés, capables par cela d'élargir leur marge de manœuvre entre les blocs. La France rencontrera dans cette entreprise la solidarité de nouvelles puissances du Tiers Monde, l'Inde, le Brésil, le Mexique, l'Algérie, l'Égypte, le Vietnam...

b) Mais **la force à venir de la France doit être aussi celle de l'Europe**. Alors qu'aujourd'hui le défi économique et technologique américano-japonais nous condamne à lutter ou à disparaître, une résistance efficace doit chercher des alliés – et d'abord européens. Airbus, Ariane, Esprit, Superphoenix ne sont encore que des premiers pas. Face à l'immensité du défi, les contre-exemples abondent (informatique, automobile, téléphone...). C'est dire l'enjeu que représente le projet Euréka de coopération technologique intensive entre les pays d'Europe.

Disons-le clairement : nous voulons aller vers une confédération européenne. Mais nous refusons les mirages d'une supranationalité qui dissoudrait la France sans faire exister l'Europe autrement que comme l'alibi de décisions prises ailleurs en fonction d'intérêts qui ne sont pas européens. Dans ce sens, la coopération franco-allemande, aussi difficile que décisive, sera le môle d'une véritable construction européenne.

L'Europe se fera avec les nations qui la composent parce que le capitalisme a dépassé la dimension européenne sans s'y arrêter et que la nation reste le seul cadre solide de la démocratie politique. Au nationalisme chauvin s'oppose le patriotisme comme l'affirmation des valeurs d'une république moderne qui fonde sur le rejet des dominations étrangères le véritable internationalisme. Le patriotisme français a la tâche de forger la conscience de la communauté de destin qui, seule, peut unir les peuples qui composent l'Europe.

c) **L'indépendance présente de la France comme l'indépendance à venir de l'Europe ont leur dimension militaire**. Notre force nationale de dissuasion doit être modernisée parce qu'elle constitue à la fois une clé de notre indépendance et la condition de la capacité de notre pays à s'opposer à la course au surarmement des grandes puissances.

Il s'agit donc de construire, dans le monde tel qu'il est, non pas dès aujourd'hui le socialisme, mais une république moderne pour la France de la fin du xx^e siècle. Une république conquérante, tendue vers les idéaux et les valeurs du socialisme. Qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas d'en appeler, au nom de la République, à une vague confluence sans âme et sans principe. Tout comme au congrès d'Épinay le « contenu de l'unité » était la question décisive, le « contenu de la République » est aujourd'hui cette question.

Une république moderne s'identifie, dans les prochaines années, à trois exigences :

- l'indépendance nationale ;
- la croissance économique ;
- la démocratie sociale.

Indépendance, croissance, démocratie sociale sont des enjeux liés. L'indépendance et la croissance qui sont les conditions de la démocratie sociale n'ont de sens que par celle-ci. Ici se noue l'avenir commun de la France, de la Gauche et du mouvement ouvrier.

Notre compromis historique est donc tout le contraire d'une démission historique. Au-delà des divisions qui l'affaiblissent, le mouvement syndical reconnaît l'intérêt vital qui s'attache pour lui à la réussite d'un tel projet. Face à la crise, le syndicalisme, menacé d'être définitivement dessaisi de son avenir par les forces puissantes qui font, depuis plus de dix ans, éclater la classe ouvrière, ne retrouvera pas sa dynamique sociale sans une perspective politique d'ensemble.

Le maintien du chômage au niveau qu'il a déjà atteint en Europe et la diminution du nombre d'emplois qu'il comporte atteignent les forces syndicales dans leur substance même. Une perte de maîtrise des filières technologiques ferait disparaître toute possibilité ultérieure de contrôle sur les conditions de travail. Une déqualification accélérée serait l'inévitable corollaire de cette dépossSESSION.

La coexistence, depuis la fin des années 50, des deux arsenaux nucléaires soviétique et américain, si elle a transformé les territoires des États-Unis et de l'Union soviétique en sanctuaires, expose le reste du monde, et donc le reste de l'Europe, au risque de devenir un champ de manœuvre ou un champ de bataille éventuel. Personne ne peut penser en effet qu'un président des États-Unis puisse prendre le risque de faire détruire Chicago et New York pour Paris ou Hambourg. Ce que l'on appelle le « découplage », c'est-à-dire le fait que le parapluie nucléaire américain ne protège effectivement que celui qui en tient le manche, est une réalité vieille de vingt-cinq ans.

L'évolution de la doctrine stratégique américaine, passant de la « riposte flexible » à la « bataille air-terre », consécutivement au développement des armes nucléaires de bataille (anti-forces et non pas anti-cités, à la différence des armes nucléaires de dissuasion), en apporte la démonstration. Les euromissiles qui permettent une frappe anti-forces sont une arme de bataille qui, par définition, ne peut concerner que le territoire européen. Toute dissuasion n'ayant de sens que massive et globale, le fait de raisonner en termes de « théâtre européen » et d'« équilibre » sur ce théâtre indique donc bien que la défense de l'Europe est déjà conçue séparément de celle de l'Amérique. Reste à savoir si les Européens sont capables de la concevoir et de la prendre en charge eux-mêmes.

S'il est absurde de rejeter indistinctement toutes les composantes du mouvement pacifiste dans le camp des complices de l'U.R.S.S., il ne l'est pas moins d'espérer que la France et l'Europe puissent échapper à l'asservissement politique sans une défense autonome. La dissuasion française joue ce rôle dans notre pays. Elle peut servir de point d'appui à une conception européenne de la défense de l'Europe dans la mesure où la coopération politique des États qui la composent progressera. Et c'est seulement dans la mesure où la France et l'Europe disposeront d'une telle défense qu'elles pourront prendre des initiatives effectives et non rhétoriques en matière de désarmement.

Ces constatations ne remettent pas en cause l'utilité actuelle de l'Alliance atlantique qui est une alliance régionale dont les engagements sont bien délimités, dans la mesure où la France ne laisse pas transformer cette alliance en un instrument d'intégration des alliés européens des États-Unis à leur stratégie mondiale, politique, économique et militaire.

Cette intégration serait précisément la conséquence infaillible d'une collaboration des pays européens à l'« initiative de défense stratégique », communément appelée « Guerre des étoiles », de M. Reagan, qui marque le passage de la doctrine stratégique américaine de la dissuasion nucléaire à la guerre nucléaire. Toute défense anti-nucléaire est offensive, puisque seule l'invulnérabilité de son territoire permet à



une puissance nucléaire de porter la guerre sur celui d'une autre. Une telle orientation non seulement relance de façon fantastique la course aux armements, mais ne peut, en mettant un terme à la dissuasion que rendre moins improbable l'éventualité d'une guerre.

La France doit donc définir une stratégie d'ensemble qui s'appuiera nécessairement sur le développement d'une capacité spatiale de l'Europe. C'est dans ce sens que vont les initiatives prises par François Mitterrand dans ce domaine et c'est le sens de la fermeté dont il a fait preuve au dernier sommet de Bonn.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

a) **Les moyens de l'indépendance sont aussi, sur le plan économique, les outils de la croissance.** Plusieurs années de stagnation ont achevé, semble-t-il, de convaincre les sceptiques de la nécessité d'une croissance soutenue. Face à des mondes en expansion, le défaitisme européen en matière de croissance est accablant.

« Si la croissance américaine continue à un rythme supérieur à 4 % pendant encore 3 ou 4 années, alors que l'Europe stagnerait entre 0 et 1 %, il n'y aurait plus à proprement parler d'industrie européenne. Quelques vestiges épars au milieu des grands mouvements de l'histoire et des plages pour touristes américains et japonais » (Jean Riboud, *Le Monde* du 26 février 1985). Encore faut-il – comment ne pas en revenir toujours là ? – savoir prendre les moyens de ses objectifs ; sans se laisser décerveler par une dogmatique libérale que ceux qui la professent sont les premiers à enfreindre. « Quand on analyse les succès économiques de cette décennie, ils sont tous le produit du volontarisme, de la conviction que la volonté des hommes peut agir sur le cours de l'histoire. La politique reaganienne est le contraire d'une politique libérale. C'est une politique presque traditionnellement keynésienne... Quant à la politique économique japonaise ou coréenne, l'histoire trouvera peu d'exemples d'une politique de croissance aussi systématiquement volontariste dans l'ordre monétaire, technologique, industriel » (idem).

Le primat de la croissance ne se dissocie pas de la priorité à l'emploi, qui doit vertébrer toute notre politique. Comme nous l'écrivions avant le Congrès de Bourgen-Bresse en 1983, « faire le choix de la croissance économique, c'est faire le choix de la jeunesse, de la créativité dans la société, de notre capacité à tracer l'avenir ». Pour ouvrir l'avenir à la jeunesse, créer plus d'emplois, la croissance – qui seule peut créer des emplois solides – doit passer avant toute autre considération, y compris le pouvoir d'achat (à partir de deux fois et demie le S.M.I.C.) de ceux qui ont déjà un emploi. C'est un choix difficile qu'il faut avoir le courage de faire. Le traitement social du chômage n'est qu'un palliatif. Le traitement économique seul est efficace et durable.

b) Il faut pour cela **une grande politique industrielle** mobilisant pleinement le secteur public et misant sur les ressources considérables du secteur privé.

Le secteur public français peut devenir l'une des bases essentielles d'un véritable espace industriel et technologique européen. De premiers effets ont déjà été produits par la nationalisation – entreprises sauvées de la faillite ou du démantèlement, efforts de recherche et d'investissements remarquables, redressement financier, fondation des bases d'une démocratisation. Mais une plus grande efficacité pourrait être donnée aux entreprises publiques, au service de l'intérêt national, sans remettre en cause leur dynamisme face à la concurrence internationale, dans le cadre d'une politique économique et sociale offensive (planification rénovée par une meilleure application des contrats de plan, intéressant notamment les banques, orientation de notre industrie vers des activités à plus forte valeur ajoutée).

Dès lors que son dynamisme au service de l'intérêt national et européen est assuré, le secteur public doit pouvoir s'adapter pour faire face à l'évolution des marchés, des techniques et des métiers. La « respiration » fait partie de la vie. L'équilibre atteint entre secteur public et privé, dans le cadre d'une société d'« économie mixte », n'exclut, ni que des actifs publics puissent dans des conditions contrôlées par le Parlement et dans le respect des principes de la loi de 1982, être transférés au secteur privé, ni que, lorsque cela apparaît utile, de nouvelles entreprises entrent dans le secteur public.

c) Il faut ensuite une **politique monétaire externe et interne pragmatique** qui traduise en actes les priorités générales d'une stratégie de redressement.

Contre les mouvements aberrants du dollar et contre la logique des blocs, l'indépendance de la France et celle de l'Europe vont de pair.

Le franc est de nouveau, notamment par rapport au mark, sensiblement surévalué. Notre industrie subit ce handicap monétaire et perd des points sur les marchés. Engagée dans l'avenir de l'ECU, la France se prononce en faveur de l'extension de son usage public et privé. Mais la connection de notre monnaie à une unité de compte supérieure devrait avoir pour contrepartie une rationalisation du S.M.E. En faisant en sorte que ce système prévoie un ajustement méthodique, objectif et régulier de ses parités internes pour permettre à chaque monnaie de s'établir facilement à son niveau de compétitivité.

d) Il faut enfin, pour élaborer une véritable **politique de la répartition et des revenus**, négociée avec les organisations syndicales et professionnelles, mener un débat véritable sur la répartition des richesses produites et sur la place relative que les socialistes entendent donner à l'action sur les revenus primaires et aux politi-

ques de redistribution. L'efficacité économique et la justice sociale convergent pour suggérer des réformes en profondeur de la fiscalité et du financement de la sécurité sociale, entendue au sens le plus large. Une politique de la répartition s'assignerait pour but de ramener l'inflation au niveau allemand, à défaut de quoi une coopération économique et technologique équilibrée avec la République fédérale, essentielle à la construction d'une Europe forte, peut difficilement se concevoir.

La véritable rigueur consiste à mettre en cohérence ces diverses exigences. Pour ce faire **il faut un plan**.

Ce n'est pas en nous abandonnant passivement aux « forces du marché », alors même que les grandes entreprises ont réhabilité depuis longtemps la notion du plan, que nous reconstruirons un tissu industriel cohérent, mais par une planification moderne et volontariste, visant le marché mondial et alliant au dialogue social la priorité à la recherche, à la formation et à l'innovation technologique.

La France doit valoriser son potentiel agro-alimentaire, ses capacités à bien travailler (automobile, industrie de la mode), ses technologies de pointe et d'abord la filière électronique. Rien n'est plus nécessaire que d'encourager la création, l'esprit d'initiative, l'esprit d'entreprise, y compris celui des travailleurs salariés auxquels il est encore trop peu fait appel.

Il faut, en effet, **travailler mieux en entreprise**. C'est là que réside l'essentiel des progrès de productivité et de compétitivité de l'économie française. Travailler mieux, c'est savoir utiliser toutes les ressources du progrès technique et de l'innovation, c'est mettre l'accent sur la créativité industrielle, sur la qualité du produit et du service après-vente.

Travailler mieux surtout c'est **travailler ensemble**. Et cela est vrai des entreprises entre elles, comme à l'intérieur de chacune d'elles. Un bon dialogue social est à la base du progrès économique. Dans cet esprit, pour surmonter les rigidités et maîtriser les mutations technologiques, l'adaptation du travail au dynamisme productif, la mobilité professionnelle interne doivent être négociées dans le cadre d'une politique contractuelle de grande ambition.

Si la réduction du temps de travail est toujours nécessaire aujourd'hui pour ceux qui ont les tâches les plus dures et doit donc être négociée, il faut parler clair : la question principale concernant le travail dans les années qui viennent, n'est pas la réduction de sa durée mais celle de son enrichissement qualitatif : élévation de sa qualification, renforcement de son intérêt, amélioration de l'insertion professionnelle dans l'entreprise. Il n'y a de solution qu'en avant. Le néo-malthusianisme qui sévit (apologie masochiste de l'austérité, croyance dans la vertu de la réduction du travail comme seule recette pour sortir de la crise) est une voie sans issue.

e) Pour maîtriser les technologies nouvelles, les jeunes français doivent réaliser **un véritable bond en avant de leur niveau de formation**. Nous n'avons pas assez d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers qualifiés, pas assez de chercheurs, de cadres et de vendeurs. Nous sommes loin derrière le Japon, les États-Unis et même l'Allemagne pour la proportion des jeunes qui atteignent le niveau du baccalauréat (respectivement 94 %, 85 %, 65 % pour chacun de ces trois pays et 45 % seulement pour la France). Pour permettre aux jeunes de faire face aux mutations technologiques et professionnelles qui les attendent, il faut leur donner une formation plus large, donc plus longue. Trop de jeunes sortent du système éducatif sans diplôme et sans véritable bagage. C'est une injustice et c'est un gaspillage. Mais pour que la France puisse avoir beaucoup plus de lycéens et d'étudiants, sans préjudice pour la qualité de l'enseignement, pour que 80 % d'une classe d'âge puisse atteindre en l'an 2000 le niveau du baccalauréat, il est indispensable de mettre l'accent sur la qualité de la formation de base, à l'école et au collège. **Lorsque l'école instruit mal, les injustices sociales font la différence.** La revalorisation de l'enseignement technique, qui doit devenir une véritable filière de réussite professionnelle, constitue un élément clef de cette ambition politique de promotion des jeunes. C'est notre responsabilité vis-à-vis d'eux que de consentir un effort substantiellement accru en faveur de l'investissement éducatif.

Un pays qui dévalorise son école et ses enseignants se suicide. C'est le rôle des socialistes de mobiliser pour une école publique de qualité. C'est la chance de la France car la matière grise est notre principale richesse. De même nous avons su depuis 1981 mettre la recherche au premier rang des priorités, nous devons organiser le grand bond en avant de la formation. Les valeurs de la connaissance ont toujours été au cœur de la démarche de la gauche et du combat laïque. Et la lutte pour la connaissance à travers une école publique rénovée et redynamisée est plus actuelle que jamais. Car la connaissance est le meilleur atout de la France pour gagner. **La République des citoyens a besoin d'une école qui apprenne à penser par soi-même. En instruisant, l'école publique éduque à la liberté.**



CONTRIBUTIONS NATIONALES

LA DÉMOCRATIE SOCIALE

a) Pour résoudre les immenses problèmes auxquels elle est confrontée, la France a besoin d'un gouvernement qui s'appuie sur une volonté et une légitimité populaires incontestables. **Il n'y a de démocratie que si le citoyen peut peser directement sur ses choix.** Dès lors que le mode de scrutin proportionnel est adopté pour les élections législatives, l'évolution vers un régime véritablement présidentiel comporterait l'avantage, tout en consacrant le rôle directeur de l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, de permettre, mieux qu'aujourd'hui, au Parlement d'exercer ses prérogatives essentielles : élaborer la loi, contrôler le gouvernement. Cette évolution pourrait commencer par la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, rythme normal des choix offerts au citoyen dans une démocratie moderne. Elle pourrait s'accompagner de la désuétude du droit de dissolution et serait définitivement consacrée dans les textes par l'abandon de la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale. Rappelons qu'un véritable régime présidentiel est, en effet, tout le contraire du présidentielisme.

b) Mais la démocratie ne saurait seulement procéder d'en haut. Il faut mettre les gens dans le coup, susciter leurs initiatives, leur apprendre à travailler ensemble.

L'entreprise historique de la décentralisation ne trouvera sa véritable portée que dans l'élargissement des possibilités de contrôle et d'intervention des citoyens, en particulier en matière d'urbanisme, qui doivent aller de pair avec celles des élus.

L'intégration sociale et culturelle de tous ceux des immigrés et de leurs familles qui choisissent de rester en France est une entreprise de longue haleine et porte sur plusieurs générations. Encore faut-il s'y employer activement. Une meilleure insertion des immigrés, en particulier ceux de la « deuxième génération » est la meilleure réponse qui soit à la démagogie xénophobe et raciste. Elle passe par des efforts constants de logement et d'urbanisme, d'instruction et d'éducation civique. A ce titre, le droit de vote aux élections municipales des immigrés devrait être reconnu par la loi.

c) Pour rassembler, il faut plus de justice sociale et de solidarité.

Nous refusons de liquider au nom du libéralisme les conquêtes sociales du monde du travail. Quand les temps sont durs, que chacun prenne sa part de l'effort ! Si celui-ci est justement réparti, il sera accepté.

Ainsi ne saurait-on trouver la voie d'un renforcement de la compétitivité globale de la société française dans une sorte de flexibilité « par le bas » qui ne résoudrait aucun problème de fond. Il faut bien au contraire passer à une conception offensive de la flexibilité « par le haut » : polyvalence accrue de la formation des travailleurs, amélioration de celle (sujet trop peu abordé) des dirigeants d'entreprise, développement des « ateliers flexibles ».

Le progrès technique ne peut trouver sa légitimité que par le dialogue social et une véritable citoyenneté dans l'entreprise. L'intervention des travailleurs sur la qualité des produits, les programmes de formation permanente et les processus de fabrication (à travers les « groupes d'expression » des lois Auroux) peut être un atout pour la compétitivité des entreprises sur le marché national comme sur les marchés extérieurs. Cette mutation des rapports sociaux exige, en tout cas, qu'au-delà de la croissance économique nécessaire – indispensable moyen d'un véritable compromis social – la France ne manque ni d'organisations syndicales fortes, ni d'entrepreneurs dignes de ce nom, capables de contribuer à une dynamique sociale positive.

Cette nouvelle dynamique sociale ne pourra se développer sans l'élargissement des droits des travailleurs. Il faut en particulier donner au comité d'entreprise une maîtrise partagée des plans collectifs de formation permanente qui laisse à chaque travailleur la maîtrise de son plan personnel.

Dans les entreprises publiques, dès l'instant où leur contrat de plan aura été clairement actualisé, il faut préparer l'élection des présidents par les conseils d'administration selon un calendrier progressif, afin de donner plus de force à une logique de démocratisation et de responsabilisation.

Disons-le clairement : nul n'est plus attaché que nous à mettre en accord les discours et les actes. C'est leur divorce que nous avons combattu dans l'ancienne S.F.I.O. Faut-il pour autant, aujourd'hui, renoncer au choix de société et aux valeurs morales qui sont ceux du projet socialiste : esprit de solidarité et de justice sociale, valeurs de la connaissance (le rationalisme), valeurs du travail et de la création (le refus du malthusianisme), sens de la responsabilité, de la démocratie et de la mémoire, toujours révolutionnaire, puisqu'il s'agit bien, aujourd'hui comme hier, de « redonner un sens à l'histoire de la France » ? Ce n'est pas le choix des socialistes. Nous dirons donc non à ceux qui, sous le prétexte d'un faux réalisme, voudraient passer d'un libéralisme plus ou moins honteux à un libéralisme proclamé.

Le réalisme ne consiste pas à renoncer à son ambition pour s'accommoder des réalités. Il consiste à se donner les moyens d'une ambition orientée, vers la même

direction, sur des objectifs accessibles : faire de l'indépendance française et de la croissance le ressort de l'Europe et de la démocratie sociale.

C'est en affirmant clairement un tel projet que le Parti Socialiste pourra se définir dans la prochaine période. Car pour lier le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas, il faut non seulement un parti puissant, actif, autonome, un travail patient d'organisation, d'implantation, de diffusion de nos idées. **Il faut d'abord un projet capable de fédérer les énergies.**

Le projet d'une République moderne n'est rien d'autre que le mariage du projet socialiste avec les réalités de la nouvelle période. C'est sur cette base là que nous pourrions mobiliser en 1986 notre électorat et, au-delà, les forces de progrès qui existent dans notre pays.

Aussi bien, quelle que soit l'issue de cette bataille, il y en aura d'autres. Le président de la République restera à l'Elysée jusqu'en 1988. Il pourra recourir au référendum ou dissoudre l'Assemblée nationale.

Nous entendons aider de toutes nos forces le président de la République à remplir son mandat, dans l'intérêt de la démocratie et dans l'intérêt de la France, et nous ne séparons pas cet objectif du maintien de la vocation historique du Parti que nous avons fondé à Epinay.

Pour mobiliser la Gauche un grand Parti Socialiste autonome et responsable porté par la confiance populaire reste une nécessité stratégique.

C'est pourquoi rien n'est plus important pour le Parti Socialiste que de proposer, dès aujourd'hui, au pays, un projet mobilisateur, et surtout de garder son cap. « Il n'y a pas de vents favorables pour celui qui ne connaît par le port » (Senèque).

Nous ne voulons pas d'un « Bad Godesberg à la française » qui ferait du Parti Socialiste l'alibi social du règne des multinationales sur une Europe vassalisée. La crise a périmé « le compromis social-démocrate ». Au contraire il nous appartient de trouver avec les grands partis de l'Internationale les conditions d'un dépassement de leurs problématiques traditionnelles.

Pour peser demain, dans une période nouvelle de notre histoire, restons fidèles à nos valeurs.

C'est parce ce que nous venons de loin que nous irons loin.

C'est le sens socialiste d'une République moderne.



PS info

LE POING ET LA ROSE/SPECIAL RESPONSABLES

Hebdomadaire officiel du Parti socialiste.

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Abonnement à prix réduit pour les membres des commissions administratives des sections : 60 F par an.

Les abonnements doivent être souscrits à « PS INFO », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07 (chèque à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'An 2000).

IMPORTANT : dans chaque section, le secrétaire de section, le responsable de l'Information des Militants et le responsable de la Propagande, ont, tous les trois, droit à un service gratuit de PS INFO. Leurs demandes doivent être adressées à leur fédération (en mentionnant pour chacun, le numéro d'adhérent) qui les regrouperont et les transmettront au National.



Pour transformer la société la gauche au pouvoir, c'est la gauche à sa place

Contribution présentée par Marie-Noëlle LIENEMANN, Marc CHESNOT, Patrice FINEL, Richard MASSON, Bernard MORIN, Alain RICHARD, Joseph MENGA, Jean-Pierre WORMS.

Pour permettre à tous les membres du Comité directeur qui le souhaitaient de publier leur contribution dans ce journal, le Bureau exécutif unanime a décidé le 17 avril 1985 de limiter à quinze pages toutes les contributions déposées par des membres du Comité directeur.

Seuls les signataires de ce texte ont refusé de se plier aux contraintes que cette décision impliquait. Avec leur accord, nous avons donc été dans l'obligation de choisir un caractère plus petit pour ce texte dont la longueur reste néanmoins supérieure à celle de tous les autres.

Françoise Seligmann

I - L'enjeu

- 1) Nous avons changé : continuons.
- 2) Les deux visages de la crise.
- 3) Osons parler de l'avenir.
- 4) Être de gauche en 1986, et après...
- 5) Inventer la troisième gauche.

II - Une société rassemblée et solidaire

- 1) L'emploi par le temps choisi et l'innovation.
- 2) Moderniser l'Éducation, la formation.
- 3) Rénover la protection sociale.
- 4) Fiscalité : de « la réforme » aux réformes.

III - Une société de création et d'initiative

- 1) Rigueur et dynamisme économique.
- 2) Clarifier l'intervention publique. Réformer l'État.

I - L'enjeu

1) Nous avons changé : continuons !

Pour la première fois de leur histoire, les socialistes ont gouverné la France pendant cinq ans. Ils ont réalisé des changements profonds dans la société française. Ils ont aussi prouvé qu'ils savaient, mieux que la droite, gérer la vie quotidienne du pays et le préparer à affronter la décennie à venir.

En apprenant à gouverner, le socialisme a changé. Combien de réformes réussies ! Mais combien aussi d'illusions laissées en route, combien de remises en cause, certaines assumées, mais d'autres refusées ou dissimulées !

La socialisme n'est plus ce qu'il était. Instruits par l'expérience, nous avons changé : disons-le. A cette condition seulement nous pourrions continuer à changer la France.

Car pour gagner en 1986, il ne suffit pas d'avoir un bilan, si positif soit-il. Il faut une espérance, des réalisations nouvelles à entreprendre à partir de nos valeurs. Mais un projet tout ficelé ne vaudrait rien s'il était d'avance trop rigide pour s'adapter aux réalités de la société et de l'exercice du pouvoir.

Nous gouvernons la France. Nous entendons continuer. La gauche au pouvoir, c'est la gauche à sa place. Mais pour tirer ainsi les conséquences intellectuelles et pragmatiques de cinq ans de gouvernement, le Parti a besoin aujourd'hui d'une révolution culturelle. Il ne peut se satisfaire en effet, de la stérile confrontation entre une conception figée du passage au socialisme et une pratique gouvernementale qui s'en est affranchie sans le dire, et navigue au plus près dans le cours nouveau de la modernisation.

On peut toujours couvrir ces virages du noble manteau de la République. Qui ne le respecte ? Mais la réactivation frénétique de l'idéologie républicaine ne saurait tenir lieu de renouvellement. Le socialisme contient la République : il est bon de s'en souvenir. Mais la République seule ne contient pas le socialisme. Tout est là.

Le gouvernement a réorienté son action, fort bien. Mais il n'a pas inscrit cette politique dans une perspective plus large. Si bien que la modernisation, nécessaire et juste mais insuffisante quand

3) Promouvoir l'entreprise, mais pas n'importe laquelle.

4) Renforcer les représentations collectives pour développer le contrat.

IV - Une société de citoyenneté et de responsabilité

- 1) Le temps libéré.
- 2) La crise urbaine - l'Environnement.
- 3) Vitaliser la vie associative.
- 4) Une société plurielle, multiraciale, mixte.
- 5) L'Europe plus que jamais.
- 6) Contre l'injustice Nord-Sud : le co-développement.

V - Une autre conception de la politique : le P.S., parti de la gauche tout entière.

- 1) Construire des convergences.
- 2) Un parti ouvert sur la société.
- 3) Rendre un rôle aux militants.

Conclusion.

elle n'est pas reliée à un projet social, est souvent entendue comme un mot d'ordre technocratique. Compétent, moderne, gestionnaire, réaliste, le socialisme doit l'être. Mais à n'être que cela, il perd son élan. Il est vrai que cette rénovation intellectuelle n'incombe pas au gouvernement, qui gère le quotidien. Elle incombe au Parti : engageons-la ensemble !...

Proposant ce travail collectif qui doit réunir tous les socialistes pour faire progresser le socialisme, les signataires de ce texte sont d'abord fidèles à eux-mêmes. A Bourg-en-Bresse, déjà, ils avaient suivi une double démarche : accepter la rigueur, mais rechercher aussi les voies nouvelles du changement social ; appuyer franchement le réalisme gouvernemental, mais rendre aussi l'initiative au Parti.

Est-il irrespectueux de le rappeler ? Nos réflexions ont été, pour la plupart, confirmées par la pratique du gouvernement, et nos propositions acceptées et mises en œuvre par certains de ceux qui les avaient combattues.

– la rigueur n'a pas été une parenthèse ; chacun admet aujourd'hui que la crise est profonde, durable, rebelle aux politiques toutes faites ; qu'elle est une vaste mutation qui affecte tous les domaines de la vie et ne peut se réduire à un essoufflement du capitalisme.

– La radicalisation politique, qu'on lisait en filigrane derrière les batailles – si mal conduites – de la loi sur la presse et de l'École privée, n'a mené à rien. En se raidissant, la gauche s'affaiblissait. Nous en sommes sortis... Mais sans rien régler.

– Pour combattre le chômage, nous ne pouvions continuer d'espérer la reprise mondiale, comme d'autres attendaient Godot. La croissance ne suffit pas : il faut aussi l'imagination et la volonté de justice.

– Pour accroître la compétitivité française, il faut jouer l'ouverture et non le repli. Le salut est dans l'offensive industrielle non dans la retraite protectionniste.

– L'État, dont nous avons tant surestimé le rôle, a perdu ses vertus magiques. Il n'est plus le seul moteur de la transformation sociale.

Bref, le socialisme n'est plus cette troisième voie miraculeuse qui s'élance magnifiquement entre la « trahison social-démocrate » et l'oppression soviétique. Le Parti aspire à mieux préciser son identité. Certaines bonnes âmes l'invitent à suivre patement la mode libérale, mais on ne retrouve pas une identité en prenant celle des autres.



2) Les deux visages de la crise

En durant, en s'approfondissant, la crise tend à creuser les divisions de la société française. La modernisation entraîne avec elle des millions de travailleurs, de cadres, d'intellectuels et de fonctionnaires dans des remises en cause à la fois difficiles et prometteuses. Mais elle laisse aussi sur le bord de la route une foule d'hommes et de femmes désarçonnés par les mutations, vaincus par le chômage, menacés de s'enfoncer dans la pauvreté et la marginalisation. Contre cette France inégalitaire, nous devons lutter en priorité.

Nous le pouvons ! Car dans ce vaste mouvement, désordonné et impérieux, qui bouleverse tous les secteurs de notre société, il y a aussi des réponses, des énergies nouvelles, des chances. Ce qui en fait une « crise », ce qui la dramatise, c'est la distance entre l'équilibre qui se rompt et l'avènement d'un nouvel équilibre. La vocation d'un parti du changement, dans cette période, c'est de réfléchir à ces coupures et de trouver des raccords plus rapides et plus justes que l'évolution au gré des rapports de force.

La crise transforme aussi les mentalités. Chez beaucoup, elle provoque l'inquiétude et le repli. Mais pour beaucoup d'autres, elle libère l'initiative. Toutes les institutions en font les frais. On se méfie des « appareils », on ne croit plus aux idées toutes faites. On veut agir, ici et maintenant. Les Français demandent toujours la solidarité, et jugent toujours indispensable l'orientation collective de la société. Ils ne croient pas au libéralisme des théoriciens, mais ils refusent la bureaucratie et l'économie administrée.

Paradoxe de crise : au moment où nous parlons le moins d'autogestion, les Français s'en rapprochent sans le dire. Ils reconnaissent l'entreprise, veulent voir la crise en face, adhérer au réalisme économique. Mais aussi et de plus en plus, ils veulent prendre leurs affaires en main. Autour de ce courant d'initiatives, qui ne nie pas la gauche mais ne lui est pas acquis d'avance, peuvent se réaliser les convergences des années à venir. A nous de relier cette chance avec notre volonté politique.

3) Osons parler de l'avenir

Le gouvernement s'adapte à la situation nouvelle, le Parti évite de le dire. Chaque jour, des ministres, à commencer par le premier d'entre eux, se démarquent des traditions ; mais l'expression du Parti contourne cette actualisation. « Notre politique est socialiste parce qu'elle est faite par des socialistes ». Passez muscade...

L'action serpente au fil du pragmatisme le plus avoué : l'essentiel est qu'on ne change pas une ligne à nos « droits acquis » doctrinaux. D'où cet étrange sentiment qui saisit les militants : celui d'appartenir à un Parti sans voix et sans influence, qui entérine les virages sans les analyser, répercute les mots d'ordre sans les élaborer. Beaucoup des nôtres, qui ont appris que le Parti doit être « l'intellectuel collectif » du socialisme, ne voient plus en lui que le muet du sérail.

Nous ne partageons pas cette sensation d'absence du Parti que nous entendons souvent évoquer par des camarades. Nous connaissons les efforts qui sont entrepris dans bien des secteurs pour élaborer de nouvelles analyses, poursuivre et amplifier les réflexions prospectives du gouvernement. Des commissions sont au travail, des colloques sont réunis. Ce n'est donc pas l'inertie qui explique ce sentiment de frustration. C'est plutôt que la tâche en cours ne part pas d'assez bas, et n'aboutit pas assez haut. Si des travaux d'adaptation sont engagés, ils sont réservés aux spécialistes et les questions décisives ne sont pas débattues dans les sections ; et si des mises à jour interviennent, elles ne donnent pas lieu à des prises de position offensives de nos porte-parole principaux.

A la seule exception de la Convention « Modernisation et progrès social », assurément positive mais dont le débat demeurerait forcément au niveau des généralités, nous n'avons pas saisi la période 83/85 pour réduire l'écart entre les analyses qu'on n'applique plus et une action qu'on n'analyse plus. Le risque est patent : retomber sans en avoir conscience dans cette ancienne césure entre programme à long terme et mesures immédiates. Ce risque d'un opportunisme prudent, voilé d'une doctrine immobile, le socialisme français l'a déjà connu à d'autres époques. Il n'est jamais trop tôt pour en refuser le retour.

4) Être de gauche en 1986, et après...

Trop longtemps, la gauche a confondu la fin et les moyens. Elle a construit son identité autour de méthodes d'action, de mesures gouvernementales, plus que sur des valeurs clairement définies.

Ces totems se sont brisés au contact des réalités du pouvoir. Pour avoir aliéné leur identité dans les outils, beaucoup de socialistes se retrouvent désorientés. Sans point d'ancrage, ils risquent d'accepter les compromissions que leur proposent certains néophytes du modernisme, qui défendent le réalisme publicitaire avec la même fougue qu'hier l'orthodoxie vermoûlée.

Or, si les moyens doivent changer, les fins sont les mêmes.

La mise à jour n'est pas le reniement. La gauche existe d'abord par ses valeurs, ensuite par ses programmes. C'est le point clé. Elle a des fondements philosophiques et moraux, qui sont le socle intangible du socialisme. Ces valeurs ont été trempées par l'histoire, qui atteste de la continuité fondamentale des luttes du socialisme. Pour cette raison, la division droite/gauche persiste, n'en déplaît à ceux qui rêvent d'un centre hypothétique et nébuleux.

Être de gauche, depuis toujours, c'est lutter contre les injustices et les inégalités. Ce n'est pas un ragoût d'idéologie froide, qui mélangerait les restes du marxisme, de l'anticapitalisme rhétorique, de nationalisme de papa et de la technocratie sans saveur. C'est une attitude morale, qui fait toujours choisir le camp des exclus, des déshérités, des opprimés. La gauche, c'est le refus du mépris, la coopération, c'est donc la solidarité entre citoyens, le partage des droits et des pouvoirs.

C'est aussi et par conséquent, la volonté de construire une société fondée sur le respect humain, les droits de l'homme et les savoirs partagés, la tolérance et l'efficacité économique, comme sur la réconciliation de l'homme et de son environnement. Eh oui, en dépit des obstacles, des épreuves et des sarcasmes, le vieux rêve est toujours vivant...

Mais à chaque période historique, depuis les débuts de la société industrielle, il a fallu adapter ces choix moraux aux évolutions du réel, tout en les maintenant. Avouons-le : aux retards que nous avons pris dans cette adaptation, nous devons beaucoup de nos déconvenues.

Dans ce processus séculaire, nous arrivons aujourd'hui à une nouvelle étape. La troisième révolution technologique, pour employer une expression trop simple mais commode, se combinant à une profonde crise urbaine nous oblige à adapter encore une fois nos analyses et nos moyens d'action. Pendant longtemps, le pouvoir a été fondé d'abord, sinon uniquement sur la propriété. Prolétaires contre propriétaires : plus d'un siècle de luttes se sont appuyés sur cette division fondamentale.

L'évolution des techniques, celles de l'économie et de la société ont compliqué cette opposition originelle : autant que la propriété, le savoir, la compétence sont aujourd'hui des facteurs de ségrégation qu'on a cent fois soulignés. Si le risque est grand de voir s'installer avant la fin du siècle cette société « duale », qui sépare sans appel ceux qui participent activement à la production et aux compromis sociaux par leur compétence, par leur pouvoir ou par leur tradition d'organisation et ceux qu'on exclura, parce qu'ils n'auront pas su ou pas pu s'accrocher au train de la modernisation. Qui peut nier que cette évolution se poursuive aujourd'hui, en dépit même des efforts du gouvernement ?

Dans cette optique, la crise urbaine concentre cette division dans l'espace, comme elle offre des leviers pour leur résolution. Résultat tangible de la grande mutation qui nous emporte, elle pose concrètement la question du temps libre, de la participation active du citoyen au pouvoir, du renouveau de la planification et des économies d'énergie.

5) Inventer la troisième gauche

On voit bien que la tâche qui nous attend est bien une « révolution culturelle » du socialisme, qui nous contraint à rénover l'ensemble de notre culture politique en révisant nos outils théoriques. Les défis qui nous attendent ruineront des anciens clivages internes du socialisme : il nous faut inventer la troisième gauche.

Nous n'y parviendrons pas par des méthodes rigides, par des interventions plaquées d'en haut, par la mise en œuvre de modèles uniformes. L'initiative, les différences, l'autonomie seront les maîtres-mots. L'État, si nécessaire, devra non pas tout faire et tout organiser, mais vouloir et orienter.

La troisième gauche est celle qui veut gouverner, et gouverne. Elle est celle qui vit dans la logique de l'alternance, et non dans cette quête éternelle, à la fois frustrante et confortable, d'un pouvoir qui lui échoit trois fois par siècle, l'espace d'une « expérience ». La gauche a vocation à construire, donc à gouverner. Le pouvoir politique ne saurait, certes, se substituer à la société pour résoudre ses problèmes. Mais sans lui, les exclus seront abandonnés. La gauche croit plus à la société et moins à l'État. Mais elle ne saurait renoncer à l'action volontaire. Et vouloir, c'est gouverner.

Nous voulons maîtriser et non subir cette période de profonds bouleversements. Nous nous appuyons dans ce but sur des aspirations vivantes dans le pays, qui rejoignent les valeurs essentielles du socialisme.

Retrouvant son ambition, le Parti doit proposer une nouvelle stratégie du changement, qui reposera sur 3 fondements :

- une société rassemblée et solidaire,
- une société de création et d'initiative,
- une société de citoyenneté et de responsabilité.

Le socialisme retrouve ainsi son ambition, qui va bien au-delà de la simple redistribution des fruits d'une croissance hypothétique.

II - Une société rassemblée et solidaire

1) L'emploi par le temps choisi et par l'innovation

La première des dignités, c'est le travail : être reconnu utile à la société, comme citoyen actif. Le chômage la refuse à des millions de personnes. La tentation est grande pour beaucoup de s'en remettre aux recettes apparemment efficaces des modèles américains ou japonais. Le socialisme résistera à ce mirage. Mais il ne peut s'en tenir à la tradition et au simple maintien des acquis. La défense des intérêts catégoriels, la résistance des corporatismes n'auraient qu'un seul effet : protéger plus ceux qui sont déjà protégés, mieux exclure ceux qui sont déjà à la traîne.

La récente baisse du nombre des demandeurs d'emploi (données corrigées) est encourageante. L'effort du gouvernement est utile, notamment en direction des jeunes. Mais il faut garder conscience que les plus gros écueils sont encore devant nous. D'une part la tendance économique dominante est à la réduction du nombre de postes de travail, entre 100 et 150 000 en moins par année, d'autre part les tentatives de court terme, décalant temporairement la courbe du chômage, ne valent guère d'être essayées si elles débouchent sur un retour plus ou moins rapide vers l'A.N.P.E.

La politique de l'emploi doit donc s'insérer dans une stratégie à long terme, cohérente et souple. Deux directions s'offrent à nous : la création de nouveaux emplois et le partage des emplois existants.



a) Utiliser au mieux nos marges économiques.

Si la croissance reste un mode décisif de création d'emplois, nous savons tous qu'elle restera limitée, qui peut croire le contraire ? Il faut donc s'atteler par tous les moyens à accroître la richesse en emplois de cette croissance.

Trois séries de mesures peuvent permettre de progresser :

- à l'image de ce qui se fait dans plusieurs pays européens, il doit être possible de rééquilibrer notre fiscalité dans un sens plus favorable à l'embauche. Ainsi, peut-on continuer à ruser avec la réforme de la taxe professionnelle ?

- Il convient ensuite de favoriser le plus largement possible la création d'entreprises, par un soutien bancaire accru, le développement du capital-risque, la création de banques de données et d'agences de conseils sur les créneaux porteurs, inoccupés ou à reconquérir.

- Il faudra enfin encourager toujours plus le développement d'un troisième secteur d'activités, pour faire la place à tous ceux qui veulent exercer leur créativité en dehors de l'économie de marché traditionnelle.

Utiliser au mieux les marges économiques suppose aussi une meilleure maîtrise du processus de modernisation. Les nouvelles technologies détruisent des emplois. Mais en ouvrant de nouveaux marchés, elles en créent d'autres. Le développement de ces technologies, ou encore celui des économies d'énergie est donc bien une priorité de l'heure. Tout freinage met en cause la compétitivité de l'économie, et à terme l'emploi.

Le progrès technique libère un pouvoir d'achat qui peut se déverser dans d'autres secteurs, notamment celui des services, privés ou collectifs. Personne ne peut se priver de ces postes nouveaux, d'autant que le chômage frappe souvent les travailleurs les moins qualifiés, pour qui ces emplois seront une planche de salut. La gauche devra par contre mettre tout en œuvre pour que ce transfert d'emplois – condition sine qua non de la modernisation et donc de la baisse du chômage – ne se traduise pas par un recul massif de la protection et des garanties sociales.

b) Le partage du travail

En France, comme dans le reste de l'Europe, des formes nouvelles, plus diversifiées et plus riches de fonctionnement du marché du travail s'organisent. Une « zone grise » apparaît entre le chômage et l'emploi salarié à temps complet. L'objet d'une véritable politique de l'emploi est de faire en sorte que cette zone grise permette de résorber progressivement une partie du chômage des jeunes et de s'attaquer au chômage de longue durée, en organisant une phase de transition vers des emplois durables.

- Le succès des T.U.C. montre qu'il ne s'agit pas seulement d'expédients. L'effort de formation et d'insertion des jeunes doit naturellement se poursuivre.

- Le temps partiel augmente partout en Europe. Il est nécessaire d'accompagner ce développement dans deux directions : mettre en place des mesures incitatives, mais veiller aussi à ce qu'il ne se réduise pas à un simple accroissement de la précarité.

- La réduction de la durée du travail mise en œuvre jusqu'à aujourd'hui par la gauche a consisté pour l'essentiel à avancer l'âge de la retraite ou de la préretraite pour les plus âgés et à reculer l'âge de l'entrée dans la vie active des plus jeunes. Ne vaudrait-il pas mieux chercher à répartir cette réduction du temps de travail tout au long de la vie active. N'est-il pas temps, au nom même de l'efficacité, de rompre avec cette division rigide de la vie : formation/travail/retraite. Pourquoi ne pas organiser une alternance des trois types d'occupation du temps, qui corresponde mieux aux désirs individuels et accroisse la souplesse du tissu social et du marché du travail ? Vie quotidienne libérée, meilleure utilisation des équipements, mobilité accrue : le temps choisi est l'horizon nécessaire de toute politique de l'emploi.

2) Moderniser l'éducation, la formation

La politique d'éducation et de formation est au cœur de tout projet de modernisation, d'accès du plus grand nombre à l'initiative et à la responsabilité.

Quels savoirs transmettre alors que la moitié des métiers qui seront exercés dans 10 ans n'existent pas encore aujourd'hui ? Comment inverser le découragement, la démobilité des jeunes et des enseignants, redresser les inégalités criantes qui montrent les faiblesses de notre système de formation.

Face à de telles incertitudes, il est tentant de sécuriser les enseignants et les parents d'élèves. Il est peut-être même politiquement habile, à court terme, de mettre en valeur les certitudes du passé qui ont fait le succès historique de l'école de la République. Mais le repli sur la transmission de savoirs immuables n'est pas en soi une réponse aux défis que lance à notre système de formation une société en pleine mutation. Il y aura une note salée à payer pour ces sonores discours ministériels qui ravissent tous les conformismes de l'institution scolaire en décourageant ceux qui œuvrent à sa rénovation.

Concernant les structures, il faudra nécessairement remettre en cause une gestion centralisée et uniforme des moyens, indifférente à la diversité des populations scolaires comme à la diversité des besoins de formation. La lutte contre les inégalités suppose une répartition inégalitaire des moyens. L'adaptation aux besoins de population scolaire ou d'adultes en formation suppose la gestion autonome par chaque établissement de son projet éducatif.

Cela implique l'ouverture de l'école et des centres de formation à tous les partenaires (parents, collectivités locales, entreprises) et surtout une gestion différente du temps de l'apprentissage initial et continu. « Décloisonner » est le maître-mot d'une politique des structures de l'Éducation et de la Formation.

S'il est évident que les langages de base doivent être acquis sans laxisme, on voit bien combien ils sont eux-mêmes évolutifs (à côté du français, du calcul, de l'histoire et de la géographie, ne

faut-il pas introduire désormais à l'école et dans tous les centres de formation une culture technique de base ?) et on ne peut ignorer non plus que l'accès à ces langages de base doit être différencié en fonction de la société, de la personnalité des élèves et usagers de la formation.

Les techniques modernes d'Éducation interdisent désormais les pédagogies uniformisées et impulsées d'en haut. Elles ouvrent des possibilités de formations négociées en fonction de la situation de chacun. Ce sont des voies nouvelles aussi exigeantes en effort, en rigueur et en conscience professionnelle que les anciennes, mais qui exigent d'autres méthodes d'évaluation. Les socialistes se doivent d'affronter cette nouvelle donne de l'éducation et de la formation qui rejoint leur lutte pour la diffusion des responsabilités.

3) Rénover la protection sociale

La crise affecte doublement notre système de protection sociale. D'ajouts en correctifs, les réponses aux problèmes temporaires ou catégoriels en ont fait un labyrinthe où tout le monde se perd. Pourtant les impasses de ce système se révèlent de plus en plus et accusent des problèmes d'iniquité et de rigidité de plus en plus sérieux.

La droite détient une réponse d'une simplicité reaganienne : « Moins d'État ». Elle assume la responsabilité, là comme ailleurs, d'une coupure du pays en deux, par l'exclusion des plus misérables.

Mais la gauche ne peut se réfugier dans un « toujours plus » aussi sommaire. La simple préservation des prestations aujourd'hui acquises est gravement compromise à moyen terme par des évolutions médicales et démographiques qui poussent, sauf changement de base du système, à des hausses massives. Or, pour nous, le débat sur le coût économique de la protection sociale est tranché. Il ne pourra être augmenté, et faiblement, que dans la mesure où les autres demandeurs de contributions obligatoires – l'État et les collectivités locales – auront réduit leurs impositions. Nous attendons avec intérêt l'affirmation d'une thèse opposée.

A long terme, les coûts médicaux pourraient être réduits par une action continue et déterminée sur les facteurs « producteurs de risques » (cadre et mode de vie, organisation et rythme du travail...) cette action toutefois est longue à produire ses effets et suppose une volonté politique claire de s'affronter à des pouvoirs et groupes d'intérêt puissants. Mais des choix à court terme vont s'imposer. Tout vaut mieux que l'attentisme qui laisserait approcher l'explosion. Car alors des remises en cause les plus irresponsables se déclencheraient.

Il faut réfléchir à une refonte globale du système de protection sociale obéissant à trois principes essentiels :

- ce système gère des budgets et donc opère des choix politiques entre diverses actions,
- il concerne l'ensemble de la collectivité et ne peut rester dans les cloisonnements socio-professionnels hérités de 1945,
- il a vocation à préserver et surtout à améliorer le niveau de solidarité existant entre les mieux protégés et les plus vulnérables.

On ne peut ici que définir quelques traits principaux du nouvel ensemble à construire. En matière de protection de la santé, l'essentiel est de faire apparaître une véritable capacité de choix des priorités. La réforme hospitalière vise cet objectif dans un domaine important. Mais il reste à mieux impliquer la représentation des usagers pour que les décisions prises sortent du dialogue gestionnaire-médecins. Les autres prestataires de santé (médecins de ville, associations gestionnaires de services ou d'équipements, pharmacies, analyses, radios, etc...) doivent être associés à la sélection de méthodes plus efficaces de soins et de prévention par une contractualisation des choix de santé.

D'une façon générale, il devient urgent d'introduire beaucoup plus de transparence dans notre système de protection sanitaire et sociale : qui paie ? Qui coûte ? Pourquoi faire et comment ? Seule cette transparence permettrait d'introduire des mécanismes de responsabilisation. Ne peut-on imaginer un système autorégulateur où les coûts de l'alcoolisme, du tabagisme, de l'insécurité routière seraient prioritairement supportés par ceux qui les provoquent ?

Les prestations sociales sont l'autre secteur où se posent des problèmes aigus de justice et de réalisme économique. A travers les 250 milliards que manient annuellement les allocations familiales et l'assurance chômage, il n'est pas possible de donner de quoi se nourrir à tous les exclus de la vie professionnelle. La seule voie qui reste ouverte, là encore en excluant la montée irrésistible des dépenses et le retour de la charité individuelle, c'est de reventiler à partir de choix de solidarité une partie importante de ces diverses prestations. Il faut parvenir à constituer un minimum social de subsistance, certes réduit pour prévenir l'enfoncement dans l'assistance, mais conférant une existence sociale à toute personne vivant en France quel que soit son statut.

4) La fiscalité : de « La » réforme aux réformes

La fiscalité est aussi le lieu de conflits politiques majeurs, qu'il nous faut affronter de manière concertée et planifiée. Toute option isolée, toute mesure catégorielle déclenche des réactions en chaîne, pas toujours contrôlables et rarement équitables.

A ce sujet, nous devons avoir la lucidité de traiter comme un ensemble les divers groupes de prélèvements, que leur produit revienne à l'État, aux collectivités locales ou aux organismes de protection sociale. La persistance du cloisonnement nous a déjà conduits à des erreurs comme l'inertie anormale face à toute réforme de la fiscalité locale sur les ménages.

La recherche de progressivité qui marque notre conception de la politique fiscale à remettre à l'honneur. Nous avons vocation à utiliser le système fiscal comme moyen de redresser les inégalités. Des étapes ont déjà été franchies dans ce sens, comme l'exonération d'impôts sur le revenu des « smicards », la limitation du quotient familial pour les hauts revenus, l'impôt sur les grandes fortunes et la majoration des droits sur les grosses successions. Soulignons tout de même que ces diverses mesures ne s'appliquent qu'aux impôts d'État sur le revenu et le patrimoine, qui ne font environ que 12 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires, il faut pousser notre réflexion plus loin !



Sur les impôts indirects, notamment, le temps est venu d'ouvrir une brèche dans la tradition suivant laquelle ils sont synonymes d'injustice. Un transfert massif entre la T.V.A. et l'impôt sur le revenu rencontrerait des résistances politiques dans toutes les couches de la population. Il est beaucoup plus utile d'analyser comment se servir des divers taux (qui vont de 5,5 à 33,3 %) pour rendre la T.V.A. relativement progressive avec le revenu.

De même, les cotisations sociales offrent des marges notables pour affirmer une politique de redistribution. La cotisation strictement proportionnelle sur les seuls revenus salariaux peut être remplacée progressivement par des formules plus conformes à nos objectifs. Nous ne pouvons nous satisfaire, à ce propos, de la suppression de la contribution sociale de 1 % lors du budget de 1985. C'était un début de prise en compte globale des revenus et la baisse des prélèvements sur les ménages aurait pu emprunter une autre voie.

Ouvrons aussi une réflexion sur l'impact des allègements fiscaux dans l'activité des entreprises et le développement de l'innovation. La multiplication de ces dispositifs débouche sur des contradictions et nuit à leur impact sur les décisions économiques réelles.

Continuons donc notre pression pour que le traitement fiscal des profits d'entreprise valorise toujours la part investie plutôt que le versement de dividendes.

III - Une société de création et d'initiative

1) Rigueur et dynamisme économique

L'industrie se redresse mais trop lentement.

En matière d'investissement, la France se situe dans la moyenne de la Communauté, mais ce niveau est insuffisant : on ne peut rattraper son retard sans aller plus vite que les autres.

Le solde commercial extérieur dans l'industrie ne s'améliore pas au début 1985, et les résultats de 1984 sont fragiles. Ils sont notamment liés pour un tiers aux ventes d'armes.

En fait, l'industrie française, en dépit des progrès accomplis, n'a pas réalisé sa mutation. Cela signifie que la contrainte extérieure reste encore menaçante. Si le dollar se maintenait à dix francs, la France enregistrerait un déficit égal à celui de l'an passé. La conclusion est claire : on ne peut donc s'affranchir de la politique de rigueur.

Mais cette politique doit annoncer son dynamisme et non se résumer à la mise en œuvre silencieuse du libéralisme le plus plat. Le débat plan/marché a été tranché par la réalité du pouvoir. Le rejet de la tentation dirigiste ne dispense pas d'une recherche de rationalisation de l'action sur la durée. Les grandes entreprises du secteur concurrentiel passent leur temps à établir des plans (et à les réviser). On ne peut se satisfaire de l'effacement actuel du ministère du Plan. Les socialistes doivent réouvrir un débat sur la planification.

Les mêmes paradoxes se retrouvent en matière de nationalisations. On doit se féliciter tous les jours des efforts de rigueur menés par les animateurs des grands groupes du secteur public. Loin d'être synonyme de gaspillage, les entreprises publiques sont un instrument de redressement économique au service du pays. Mais il nous semble aussi qu'on parlait jadis de s'en saisir pour promouvoir l'innovation sociale. La gauche n'a pas pour mission l'effacement systématique de toute différence de gestion entre les entreprises du secteur public et du secteur privé.

2) Clarifier l'intervention publique. Réformer l'État

Penser l'État autrement : voilà l'un des éléments essentiels de cette révolution culturelle, aujourd'hui si nécessaire. Négligeons ces idéologues de droite qui sautent sur leurs chaises en criant « Moins d'État, moins d'État ! ». Nous savons bien que la droite réelle aura vite fait de traduire le mot d'ordre par « régression sociale » qui reste son obsession.

Mais nous savons bien aussi que nos penchants étatistes, si justifiés quand la situation de la société l'exigeait, ne sont plus de mise aujourd'hui. L'État doit se concentrer sur ses missions essentielles de souveraineté. Et nombre de celles qu'il exerce gagneraient à être encore décentralisées et confiées à des instances plus représentatives de la société vivante.

A chaque pas, cette réduction progressive de la prise en charge étatique doit être compensée par un effort accru de justice sociale, par trois moyens :

- démocratiser le droit à l'initiative et à l'entreprise, soutenir résolument les prises de responsabilité civiques décentralisées, renforcer les structures collectives, syndicales ou associatives susceptibles de changer la société en profondeur par la négociation.

C'est dans ce sens, offensif et imaginaire, que doit se comprendre l'objectif de baisse des prélèvements obligatoires formulé par le Président de la République. Loin d'un repli tactique, cette décision porte en elle la double promesse d'une libération de la société et d'une réforme de l'État.

Dessinons l'État d'une démocratie ouverte, garant de la justice, mais aussi de l'initiative. Contrairement à ce que la droite crie partout, et à ce qu'un poujadisme modernisé accrédite, les fonctionnaires ne sont pas, dans leur masse, conservateurs. Beaucoup ont choisi, non pas la sécurité de l'emploi mais tout simplement le service public. C'est en les mobilisant autour d'un objectif de réforme que la gauche peut éviter la tarte à la crème du « plus ou moins d'État ».

Mettre le service public au service du public. Il n'y a pas de meilleur service que la gauche puisse rendre aux fonctionnaires et au pays.

Les moyens sont connus : accroître la mobilité, favoriser la transparence, combattre partout la bureaucratie et le corporatisme, calculer et améliorer la productivité, définir les objectifs de qualité, récompenser le mérite. A nous d'y mettre la volonté politique.

3) Promouvoir l'entreprise, mais pas n'importe laquelle

Notre attitude vis-à-vis de l'entreprise a aussi changé. Fustigée dans tant de motions – souvent à juste titre – comme le lieu de l'exploitation et de l'oppression sociale, l'entreprise est depuis un ou deux ans l'objet de toutes les sollicitudes. Elle ne mérite ni cet excès d'honneur, ni cette indignité !

Lieu de la lutte des classes, l'entreprise est aussi celui du compromis. Et surtout, les luttes sociales, l'évolution générale de l'économie l'ont fait évoluer. Produit des nécessités du marché et de la lutte sociale, l'entreprise devient aujourd'hui un lieu contradictoire mais positif. On y combat l'oppression, l'injustice. Mais on y élabore aussi de nouvelles valeurs, et on y cherche des méthodes concrètes de lutte contre la crise. La vie va plus vite que les idées : nous n'avons pas fait l'analyse, encore moins la théorie de la nouvelle entreprise, celle de l'économie post-fordienne, qui délaisse par nécessité le modèle militaire pour celui de la décentralisation, de la diffusion des responsabilités et des rapports négociés. Les socialistes doivent étudier les nouvelles formes du compromis social et de l'efficacité économique dans l'entreprise d'aujourd'hui, publique, privée ou coopérative.

Diffusion du pouvoir, partage plus équitable des revenus, libération de l'initiative, élaboration de « projets d'entreprises », introduction négociée des nouvelles technologies : partout de nouveaux compromis se négocient, partout les luttes sociales changent de formes, dans le secteur public, dans le « tiers secteur » mais aussi dans le privé. Les socialistes l'ont d'ailleurs justement senti en votant – contre les anathèmes de la droite et l'opposition du patronat conservateur – le dispositif si important des lois Auroux. En mettant en avant le mot d'ordre autogestionnaire, ils s'étaient depuis longtemps préparés à cette prise de responsabilité qu'on sent poindre ici et là. En soutenant constamment, malgré les critiques et les scepticismes, les initiatives du tiers secteur, mutualiste et coopératif, ils avaient aussi contribué à concrétiser cette philosophie émancipatrice des rapports sociaux. Il faut aujourd'hui aller plus loin : imaginer les modalités concrètes de la prise de responsabilité des travailleurs au sein de l'entreprise qui satisfassent à la fois nos valeurs et les impératifs de la lutte contre la crise.

4) Renforcer les représentations collectives pour développer le contrat

Pour une partie du patronat, cette évolution vers un nouveau compromis est l'occasion d'éliminer les organisations syndicales. Disons-le tout net : nous n'accepterons jamais de payer une quelconque modernisation par l'affaiblissement du syndicalisme. Son adaptation aux conditions de la société doit être l'œuvre des syndicats eux-mêmes et nous ne vendons pas de conseils. Les socialistes devront soutenir le renouvellement du langage et des méthodes, l'ouverture de nouveaux champs de négociations.

Chacun sait que demain, l'emploi se développera surtout dans les petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire dans celles où le syndicalisme est faible ou inexistant. Un compromis est possible : ces entreprises ne devraient recevoir d'aides qu'en échange de garanties de représentation pour les travailleurs. Deux idées devraient être approfondies :

- la reconnaissance des délégués syndicaux de site ;
- la possibilité de créer des sections syndicales après simple consultation des travailleurs, sur simple demande, à l'aide d'une procédure de référendum par exemple.

Les mutations actuelles comportent aussi des chances qu'il nous faut saisir.

L'ancien modèle hiérarchique, uniforme, para-militaire dans l'entreprise, rigide et conformiste dans la société, cède peu à peu la place à un mode de commandement et de relations plus souples, plus éclaté, où l'autonomie des groupes et des individus peut s'accroître. A nous d'en tirer parti.

Dans un pays marqué par des siècles de centralisation étatique et de conservatisme social, la véritable « révolution culturelle » consiste ainsi à promouvoir une société contractuelle, fondée sur des accords entre partenaires sociaux ou associatifs. Partout l'esprit de négociation doit prendre le pas sur l'esprit d'autorité et d'affrontement. Tout doit tendre surtout à réduire cette distinction gouvernés-gouvernants que les socialistes veulent à terme ramener à son strict minimum.

Il est possible d'illustrer ces idées par quelques exemples : bien des thèmes devraient donner du regain à des négociations sociales, le temps choisi, l'entrée des nouvelles technologies, la formation continue et les reconversions, une rénovation de la protection sociale.

La perspective autogestionnaire réside aussi dans la recherche de formes nouvelles de règlement des antagonismes et d'association aux décisions. La même logique doit prévaloir en dehors de la sphère économique et de l'entreprise avec un renouveau de la vie associative, une diversification des tâches électives et le non-cumul des mandats.

IV - Une société de citoyenneté et de responsabilité

On parle souvent de la montée de l'individualisme – beaucoup s'en inquiètent. Pourtant comme la crise, cette notion est à double visage. Les socialistes doivent favoriser l'autonomie, l'initiative, la liberté de chaque individu et combattre l'égoïsme, le repli frileux. C'est le parti de la citoyenneté active.

1) Le temps libéré

De tout temps, l'humanité combat pour réduire son temps de travail et gagner des espaces de liberté. Aussi devons-nous légitimer pleinement les aspirations au temps libre-loisir et à l'épanouissement personnel qui seront de toute façon, celles de la société de demain.



Dans cette valeur nouvelle, il y a en particulier une dynamique essentielle de la création sociale au sens large, qu'elle soit culturelle, civique, scientifique, etc.

En relation avec l'idée du partage du travail, il faut insister sur la notion toute simple, mais peu prise en compte dans nos traditions que le partage travail/loisir ne correspond pas à un clivage création/inactivité. Enormément de besoins diffus de notre société, que ce soit l'aide entre générations ou la régénération des milieux naturels créent de larges espaces non couverts qui peuvent demain être conquis par une aspiration collective à la réalisation.

2) La crise urbaine - l'environnement

La crise urbaine révèle bien des risques de notre société : émiettement social, solitude, intolérance, absence de communication et d'échange, insupportabilité de la vie collective, racisme.

Les conditions du vivre ensemble, là où elles se dégradent, secrètent peu à peu un refus de toutes les valeurs collectives. Alors le temps libre n'apporte aucune libéralisation concrète, aucun épanouissement vrai.

La revalorisation globale et la rénovation des quartiers urbains doit être poursuivie mais surtout amplifiée.

Des effets économiques positifs peuvent être attendus par la relance des travaux d'économie d'énergie, d'isolation acoustique, par le développement local d'initiatives et d'entreprises.

L'émergence d'un nouveau modèle de vie urbaine serait pour la gauche un acquis politique et culturel considérable. Changer la ville est une priorité.

Au-delà, partout en Europe monte une sourde inquiétude sur l'avenir de notre patrimoine naturel et un refus de la détérioration de l'environnement. Face à la crise, cessons de présenter la simple question « quand retrouverons-nous un taux de croissance suffisant » mais aussi quelle croissance, quelle production, quel type de développement ?

Si la défense de l'environnement est une exigence, elle n'est pas seulement une contrainte. Elle peut être facteur de modernisation, d'efficacité (éco-industrie, recherche, mutation de l'agriculture...). L'écologie doit être intégrée dans notre vision du monde. Pour remodeler la vie urbaine, améliorer l'environnement, les initiatives les plus variées peuvent et doivent s'exprimer.

3) Vitaliser le monde associatif

L'attente était grande en 1981 - la déception gagne les rangs. Les raisons sont multiples : difficultés financières, difficultés de militantisme. On retiendra particulièrement l'absence de reconnaissance effective, par les élus et les pouvoirs publics, des associations comme contre-pouvoirs et partenaires.

Un contre-pouvoir n'est pas une opposition systématique ni un lieu de stricte revendication. Être partenaires ne signifie ni allégeance, ni confusion des rôles.

L'absence d'annonce d'un projet de loi sur la participation des citoyens à la vie locale pourtant prévu dans le dispositif de décentralisation témoigne de cet embarras et n'est pas acceptable.

Bien sûr la plupart des associations connaissent un faible militantisme - les syndicats et les partis aussi - plutôt que de nous y résigner cherchons les actions que le P.S. peut promouvoir pour concourir à une reprise du dynamisme associatif.

On peut agir au niveau des collectivités en favorisant les initiatives associatives, la démocratie locale, une nouvelle forme de dialogue et de contractualisation.

On peut au niveau national prendre des dispositions financière et fiscale, introduire le statut de l'écu social, donner leur plein effet aux procédures d'enquêtes publiques, d'études d'impact, de consultation et de représentation des consommateurs.

On peut permettre plus largement à chaque citoyen d'affecter une part de ses impôts à la vie associative, on peut prolonger du titre associatif pour assurer des moyens financiers variés aux associations.

Notre contrat pour 1986 doit présenter un cadre rénové pour le développement de la vie associative. Nous avons agi pour la reconnaissance du droit syndical et les lois Auroux dans l'entreprise, trouvons une démarche comparable hors du monde du travail.

4) Une société mixte, plurielle, multiraciale

Il est important de réagir d'une part contre le racisme et d'autre part contre les tendances sécuritaires irrationnelles, tant par des décisions s'attaquant aux vrais problèmes que par un engagement aux côtés des associations.

Toutefois comme parti politique nous avons à proposer une vision de la société. Nous devons affirmer que la société française de demain sera plurielle, multiraciale, mixte. Que c'est une condition indispensable à notre dynamisme économique comme au respect de nos libertés. Nous devons réussir à développer un large consensus dans la population française et dans le monde politique vers cet objectif. Notons qu'aux Pays-Bas, c'est une très large majorité de l'Assemblée qui a voté l'attribution de la qualité d'électeur municipal aux étrangers présents depuis cinq ans.

Une société plurielle reconnaît la différence, mais celle qui est voulue, maîtrisée celle qui valorise pas celle qui installe dans l'inégalité. Une société multiraciale n'est pas une juxtaposition de ghettos mais une société en évolution, par interaction ouverte sur les problèmes.

Ainsi devient décisive une politique efficace et réelle d'intégration, la reconnaissance du droit de vote pour les municipales, du droit à vivre en famille dans notre pays, la résorption des ghettos (logement, école, travail...).

Dans le même esprit l'action de prévention contre la délinquance doit rester une priorité. L'action menée par le Conseil national de prévention de la délinquance, les conseils locaux doit être poursuivie d'autant que l'expérience démontre qu'elle est efficace.

D'une façon plus générale il est important de montrer que cet arbitrage en faveur d'une société plurielle, mixte n'est pas seulement réservé aux problèmes de l'immigration, il conditionne beaucoup d'autres choix (la vie urbaine, une politique d'aménagement du territoire, le fait régional, les choix de communication et d'information, l'économie mixte, la culture, l'école...). C'est aussi une part de la révolution culturelle de la gauche.

5) L'Europe plus que jamais

A chaque étape de l'histoire, l'économie-monde a trouvé un nouveau centre de gravité. Si rien ne vient contrecarrer les dérives actuelles, ce centre de gravité se trouvera, à l'orée du siècle prochain, à l'ouest de la Californie. Autour du Pacifique se construisent les industries du futur, les innovations de l'avenir.

Sur l'échiquier mondial, la non-Europe est lentement repoussée vers les marges. Coincée entre deux empires, la presqu'île fragile ne parvient pas à combler ses retards. Il y a urgence.

Elle est pourtant digne d'estime. Le temps est passé d'un certain masochisme européen alimenté par un tiers-mondisme mal compris. On s'en aperçoit aujourd'hui, l'Europe est l'œuvre de la gauche autant que celle du capital. Par la lutte politique, l'économie de marché y a été tempérée de garanties sociales enviées partout.

L'Europe attire par son mode de vie, l'œuvre de la gauche française au pouvoir en est un perfectionnement. Faute d'un sursaut, cette Europe risque de n'être plus dans une décennie que la terre dominée de l'art de vivre et du chômage.

A cela, un premier remède : l'unité. Sur plusieurs terrains, il faut avancer de concert : celui des politiques communes nouvelles comme la recherche et les nouvelles technologies (EUREKA), celui des démarches économiques convergentes avec l'écu, la construction d'un grand marché et le lancement de grandes infrastructures européennes, celui des institutions où la mise en place d'un traité d'union européenne inspiré par le plan Spinelli permettrait de sortir des blocages actuels, de rendre un rôle d'initiative à la commission et un pouvoir législatif réel au Parlement européen.

6) Contre l'injustice Nord/Sud : le co-développement

L'injustice est aussi internationale. La politique de co-développement, un des fondements de la stratégie internationale des socialistes mériterait à elle seule un très long texte. Nous nous contenterons de quelques propositions essentielles.

a) La simple distribution aux États demandeurs de moyens humains et matériels suscite trop souvent le gaspillage, la corruption et le despotisme des castes locales, traditionnelles ou récentes. La coopération « par projet » et par « pôle de développement » paraît plus souhaitable.

b) La communauté européenne joue un rôle décisif dans ce domaine. Il appartient au Parti de l'encourager dans cette voie par tous les moyens.

c) L'action n'est pas seulement le fait des gouvernements et des organisations internationales. Les « organismes non gouvernementaux » jouent aussi un rôle important. Le Parti doit resserrer ses liens avec elles.

d) La politique de coopération s'accompagne d'un souci de non-intervention dans les affaires intérieure des pays concernés. Mais on peut se demander si le développement de l'économie n'est pas conditionné aussi par celui de la démocratie et des droits de l'homme.

e) Le statut des coopérants devra également être revu. Trop d'inégalités subsistent entre les différentes catégories.

V - Une autre conception de la politique : le P.S., parti de la gauche tout entière

1) Construire des convergences

La lutte de classe a changé : les socialistes sont les héritiers d'une période où elle débouchait sur la violence. Une logique d'affrontements lourds a dominé depuis longtemps la vie politique française, largement voulue par la bourgeoisie de notre pays, elle a aussi marqué le mouvement ouvrier. Le P.S. a hérité de cette tradition mais aujourd'hui, le plus grand nombre la rejette.

Nous sortons de la guerre civile froide.

Nous avons d'ailleurs commencé d'en tirer les conséquences. Pour ne prendre qu'un seul exemple, les lois Auroux ont substitué dans l'entreprise la logique du dialogue à celle de l'affrontement. Dans toute la société, l'heure est au compromis, à la recherche de convergences.

Toujours, les antagonismes existent, toujours les luttes se justifient. La violence et le sectarisme seuls sont exclus. Le socialisme doit dès lors changer de langage et de stratégie. Une fois conquis, l'État reste le garant du dialogue, et non l'instrument d'un parti. Il a en charge « l'intérêt général » et non celui de la moitié de la France. Ce n'est pas exclure les choix politiques. C'est faire vivre la démocratie.

Les partis de majorité doivent en conséquences se montrer soucieux avant tout de rassembler. Parler d'abord à ses militants, c'est paraître sectaire. C'est aussi faire le jeu de l'opposition, qui prospère dans l'affrontement. La logique de la division sert l'opposition.



CONTRIBUTIONS NATIONALES

La majorité n'abandonne pas pour autant sa volonté ni ses idées. Elle cherche à les faire progresser par une succession de compromis positifs, qui apporte plus aux différentes parties qu'elle ne leur retire. Cela suppose la fixation d'échéances, la négociation ferme et une puissante volonté politique : le contraire du renoncement.

Les Français, devant l'incertitude des temps, n'ont pas trouvé les points d'ancrage et de consensus, ressorts de leur action collective. L'idéal républicain a joué ce rôle sous le III^e République, la « grandeur de la France » avec le gaullisme...

Aucun de ces thèmes, même s'ils ne doivent être rejetés, ne sauraient redevenir opérant aujourd'hui. De toute façon, plus ou moins de nouveaux terrains de convergences se dégageront de cette crise, il n'est pas indifférent que cela soit la droite ou la gauche qui les préparent et les impriment.

Parler de rassemblement sans présenter cette perspective plus large, serait seulement de circonstance.

C'est dans cet esprit que doit être abordé sans faux-fuyants le débat sur l'après 1986.

Deux hypothèses nous délivreraient de l'embaras : celle où la gauche retrouverait une majorité au Parlement ; celle où la droite classique disposerait d'un nombre suffisant de députés pour gouverner seule. Nous serions la majorité dans le premier cas, l'opposition dans le second. Ouf !

Mais c'est refuser de voir les évolutions que de s'en tenir là. Voulu par le Président de la République et le gouvernement, entérinée par le Parti, l'instauration de la proportionnelle départementale modifie le jeu politique. Il serait pour le moins paradoxal que les socialistes, promoteurs du projet de réforme du scrutin, soient les derniers à en tenir compte.

Que ferons-nous dans le cas où l'élection déboucherait sur une majorité incertaine ? Ni les militants, ni les travailleurs, ni le pays ne peuvent se satisfaire de réponses brumeuses ou dilatoires. Il y va de l'avenir du pays, et du sort des acquis jusqu'ici engrangés par le gouvernement. Le mutisme d'aujourd'hui, couvert ou non par ces vertueuses déclarations de principe auxquelles chacun souscrit, ne risque-t-il pas de nous conduire le jour venu à des ralliements de hasard, à des compromis bricolés, à des arrangements précipités et confus ?

« Nous gouvernerons seuls ou nous ne gouvernerons pas » n'est pas une réponse crédible et elle ne correspond pas à ce que les Français attendent de nous.

Ne vaudrait-il pas mieux, plutôt que de s'interroger vainement en coulisses sur de stériles hypothèses d'alliances ou de rapprochements, prendre le taureau par les cornes : définir clairement, dès aujourd'hui, le contenu de la politique qui nous paraîtrait la plus propre à rassembler les Français pour poursuivre la modernisation du pays dans la justice sociale ? Savoir ce que nous voulons faire : telle est l'urgence de l'heure. L'apparente rigidité des positions de principe, qui masque si mal le refus de réfléchir, risque de nous ramener à ces temps anciens où l'on refusait tout compromis à la tribune pour mieux accepter toutes les compromissions à la table de négociation. A refuser d'en débattre aujourd'hui, nous nous préparons les désillusions de demain. Sachons ce que nous voulons et annonçons clairement que nous serons prêts, à en discuter avec d'autres. Mais fixons par avance et publiquement les limites que nous ne franchirons pas dans une éventuelle recherche d'un compromis de gouvernement. Les motions soumises au vote des militants devront définir nettement ces limites.

2) Un Parti ouvert sur la société

Depuis longtemps, le Parti s'est orienté vers la conquête de l'État, condition nécessaire du changement social. L'action gouvernementale allait tout régler, d'où nos mécomptes.

Il faut renverser le courant. De la pièce de la gauche, les citoyens doivent devenir acteurs et non spectateurs. Le Parti doit s'ouvrir.

Il n'est pas question une seconde de rejoindre ici les critiques d'une certaine droite contre les partis politiques. Dans une société ouverte, les partis jouent un rôle irremplaçable d'expression et d'élaboration des opinions et des choix politiques. Remettre en question leur existence, leur légitimité, c'est remettre en question la démocratie. Les partis doivent néanmoins, comme toutes les autres institutions s'adapter. Il n'est ainsi plus possible pour un parti comme le nôtre de se satisfaire d'un seuil de 150 000 membres appartenant pour l'essentiel à un groupe social restreint et homogène. Il n'est pas normal que l'électorat de notre Parti reste aussi éloigné des choix de l'appareil. Il n'est pas sain, enfin, que les acteurs sociaux les plus dynamiques ne puissent ni ne veulent s'insérer dans la vie du Parti. Dans un environnement sociologique marqué par le renouveau de l'individualisme, par le désir d'action ici et maintenant, par l'indifférence à l'égard des idéologies fermées, par le désir de « voir le bout de ses actes », un parti rigide est voué à l'assèchement. Le citoyen moderne n'est plus ce fantassin sentimental des armées de la gauche qui, dans un grand mouvement de communion mystique et lyrique, se donnait corps et âme à l'organisation et à ses chefs. Le militantisme doit changer de nature. Il faut trouver un modèle d'action politique centré certes sur l'État et la collectivité, une action qui organise la conquête du pouvoir d'État, et participe aux tâches gouvernementales, mais une action branchée tout aussi fortement sur la société civile.

Les socialistes doivent laisser leur place à toutes les initiatives, toutes les expériences. Ils doivent faire de leur Parti un **carrefour** et non un **enclos**. Sans cette souplesse, cette ouverture, nous resterons au bord de la route dans une société où l'évolution de la technique comme celle des mentalités impose l'autonomie et la flexibilité. Le P.S. se réfère toujours à l'autogestion, qu'il ne l'oublie pas en pratique.

3) Rendre un rôle aux militants

Citons François Mitterrand : « L'homme ne pourra plus accepter de travailler sans créer ni participer aux décisions. » Les militants aussi sont des hommes.

Comme certaines planètes, le P.S. est un Parti à forte gravité, dans les relations entre la direction et la base tout descend et rien ne monte. Les propositions que nous faisons à Bourg restent de pleine actualité.

- La possibilité de consultation d'initiative militante.
- Le remodelage des sections à très gros effectif.
- La limitation du cumul des mandats en nombre et dans le temps.

Mais nous insisterons plus particulièrement sur deux propositions visant à combattre les effets négatifs du nouveau mode de scrutin qui peut déboucher sur une coupure entre l'appareil socialiste et l'électeur de gauche :

- Le P.S. décide de réserver des places sur ses listes, à tous les niveaux, à des militants syndicaux ou associatifs.
- Les mandats dans les congrès socialistes ne sont plus seulement fonction du nombre d'adhérents de la Fédération, mais pour moitié des adhérents et pour moitié des résultats électoraux législatifs précédents.

Il n'y a pas que les militants, il y a aussi les électeurs. Pourquoi l'absolu monopole des désignations de candidat serait-il réservé aux adhérents encartés ? Et souvent aux seuls responsables de l'appareil, alors que nos élus sont sensés représenter non seulement le Parti, mais surtout ses électeurs ! L'ouverture sur la société, c'est aussi l'ouverture vers l'électorat. Il est un système de désignation éprouvé qui organise démocratiquement cette ouverture, et qui a l'avantage supplémentaire de resserrer les liens entre le Parti et ses sympathisants : celui des primaires. Nous proposons donc sur ce thème une réflexion collective prudente et approfondie. Rien ne doit être écarté à l'avance pour faire progresser la démocratie.

Ces propositions sont évidemment loin d'être suffisantes, il y a nécessité de changement de mentalité au sein du P.S. Ainsi, construire un parti de masse cela suppose, dans la pratique quotidienne de nos sections, de ne pas rebuter les sympathisants de gauche. Ils s'attendent à trouver un parti ouvert à des débats et à des actions, liés à leur vie concrète.

Il faut accepter un recrutement large, au lieu de filtrer avec méfiance ; avoir l'ambition de transformer la société, c'est se donner les moyens de faire le parti de la gauche tout entière, et non un laboratoire permettant de dégager « une élite de cadres ».

On ne labour pas un pays en profondeur avec quelques chevaux de course soigneusement sélectionnés.

Le projet du partage et de l'initiative

La crise, comme facteur de rénovation a déjà franchi une étape... Nous sommes dans une période de reconstitution d'équilibres sociaux, culturels et économiques plus créatifs et plus exigeants. Cela ne conduit pas à une vision béate des adaptations, qui vont comporter des risques majeurs d'oppression et d'exclusion contre lesquels seul le socialisme offre une riposte.

Encore faut-il que ce socialisme, ait dégagé la route par un effort théorique et une exigence accrue de justice. La place réclamée par des individus en recherche de libertés créatives et la vigilance à l'égard de toutes nouvelles dominations et aliénations constituent les deux pôles de cette recherche. La permanence des valeurs émancipatrices et égalitaires nous trace la voie d'une alternative, antidote aux régressions libérales et étatistes... C'est le moment où les socialistes doivent rendre crédible et attractive leur propre révolution culturelle.

LE POING ET LA ROSE

Directeur politique : Lionel Jospin

Rédacteur en chef :
Françoise Seligmann

Administration : Société éditrice :
« Les Nouvelles Éditions l'An 2000 »
10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07
N° C.P.P. 53 321.

Imprimerie L'Avenir Graphique
Z.I. Torcy-Sud
77200 Torcy - Tél. : 005-92-05.

CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

Conquérir la démocratie économique

Contribution présentée par Jean-Paul BACHY

Ce n'est pas un hasard si la crise a porté les socialistes au pouvoir. L'opinion pense en effet que les socialistes sont plus aptes que d'autres à y apporter une réponse valable. Mais c'est vrai que la crise crée pour les socialistes un double problème. D'une part, les traumatismes qu'elle entraîne rendent plus aiguës et plus complexes les inégalités donc la pression des besoins sociaux et des revendications. D'autre part, elle rend plus difficile leur satisfaction immédiate. Car il est moins aisé de répartir généreusement les richesses en période de croissance faible qu'en période de forte expansion.

Pouvoir parlementaire, pouvoir d'État, pouvoir économique

Plus que quiconque, les socialistes qui choisissent de militer sur leur lieu de travail ressentent cette contradiction. Plus que quiconque, ils ont conscience du formidable enjeu que représente la bataille d'idées que la droite mène contre nous sur le terrain économique. La réalité telle que la majorité des salariés la perçoivent et la vivent se résume à peu près ainsi : les socialistes ont exercé depuis 81 une influence prépondérante au niveau du pouvoir parlementaire ; ils n'ont maîtrisé qu'en partie les rouages complexes du pouvoir d'État, où la résistance passive du conservatisme et des habitudes pèsent de tout leur poids ; ils restent en position de faiblesse relative face au pouvoir économique. La droite, battue politiquement en 1981, mobilise en effet sur ce terrain ses relais les plus actifs. Le patronat n'a certes pas intérêt à jouer la « politique du pire ». Les plus éclairés parmi les chefs d'entreprise le savent : le retour au pouvoir d'une droite revancharde qui n'a pour seul programme que de balayer trente ans d'acquis sociaux et pour seule ambition que d'agresser le monde du travail, présente un risque majeur de déstabilisation sociale. Or en quatre ans, la gauche a assuré une paix sociale sans équivalent depuis la guerre qui a, parmi d'autres facteurs, contribué au redressement de notre économie. Les socialistes de leur côté ne peuvent éviter de négocier des compromis avec le patronat. Personne n'a en effet démontré comment on pouvait créer des emplois en se passant d'entreprises rentables. Mais le compromis ne doit pas prendre figure de renoncement. Et il n'y a pas de compromis qui tienne sans un rapport de forces. D'où l'importance que les socialistes attachent à la mise en œuvre des instruments d'un rééquilibrage du pouvoir économique dont les droits nouveaux des travailleurs sont l'élément essentiel. Fidèles à la formule de François Mitterrand – « la droite vous avait confisqué le pouvoir, je veux vous le rendre » – les socialistes ont ouvert depuis 1981 de larges espaces de liberté et de négociation.

Faiblesse du front syndical

Force est bien de constater aujourd'hui que le changement des relations sociales au sein des entreprises n'est pas à la hauteur de l'espoir mis en ces moyens nouveaux. Cela tient d'abord à la fragilité extrême du front syndical. Qu'il s'agisse de la politique salariale, de la politique industrielle, de la réduction du temps de travail comme moyen de combattre le chômage, voire de la mise en œuvre des droits nouveaux eux-mêmes qui leur étaient consentis, les grandes confédérations sont en désaccord sur tout. C'est pour le gouvernement une grande difficulté. C'est pour les travailleurs l'explication essentielle de leur faible mobilisation. C'est pour le patronat et la droite un atout fantastique.

Il est d'autant plus remarquable, dans ce contexte, que le Parti Socialiste, et notamment ses militants en entreprises, qui appartiennent à toutes les confédérations syndicales, aient pu, eux, garder voir renforcer leur unité de pensée et d'action. En fait, le parti, mieux sans doute qu'aucune force a réussi depuis quatre ans à faire vivre cette synthèse permanente, difficile en période de crise, mais indispensable, entre les exigences sociales et la contrainte économique. C'est cela qui fonde l'originalité de notre réponse à la crise et la force de notre démarche politique.

Le Parti Socialiste a tenu bon

La droite voudrait nous faire croire que seule une remise en cause générale des acquis sociaux peut créer les conditions d'une relance de l'emploi. Le P.S., notamment par l'intermédiaire de son Premier secrétaire et de son secteur entreprises, a expliqué qu'il était non seulement injuste, mais totalement irréaliste de prétendre fonder le redressement économique sur les décombres du droit social. A la logique de la flexibilité, dont le risque est de déboucher sur une déstabilisation profonde des relations sociales, les socialistes opposent une perspective plus juste et plus réaliste sur le plan économique. Elle consiste à prendre pleinement en compte la nécessité de la mobilité. Mais elle suppose la mise en œuvre des instruments permettant de la gérer avec un égal souci d'efficacité industrielle et de prise en charge de ses conséquences sociales. D'où l'idée de renforcer et de regrouper au sein d'un même et grand ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation, tous les moyens de la politique active de l'emploi. Cette idée, que le P.S. a développée, est maintenant inscrite dans les faits. D'où l'importance des batailles qu'il reste aujourd'hui à gagner sur la généralisation des contrats formation/conversion, et la réinsertion des chômeurs en fin de droit.

Qu'il s'agisse de la solidarité vis-à-vis des travailleurs immigrés, face à la montée du racisme, ou de la défense du secteur public, face aux attaques de la droite, et aux campagnes d'intoxication sur une prétendue dénationalisation, le P.S. a tenu bon. Contre la droite et face au patronat, qui cherchaient à discréditer le pouvoir d'État, et à le contraindre au renoncement sur des points essentiels, le P.S. n'a jamais hésité à réaffirmer ses propres principes et à développer ses propres propositions. Il peut se féliciter d'en voir aujourd'hui de nombreuses rentrer dans la réalité.

Mais comment, dans les années qui viennent, rendre au monde du travail confiance dans ses propres forces ? Comment développer davantage sa capacité d'initiative ? Quelle peut être, sur ce plan, la contribution spécifique du Parti Socialiste ?

Démocratie économique et compétitivité

Aller plus avant vers la démocratie dans l'entreprise n'est ni une utopie, ni un handicap susceptible de retarder l'effort engagé pour redresser notre économie. Tout démontre qu'il existe une relation positive étroite entre la démocratisation de la gestion des entreprises et leur compétitivité. Les quatre ans écoulés ont été marqués par une prise de conscience très profonde chez les travailleurs des réalités et des contraintes économiques. Si les socialistes ont su adapter leur langage aux faits, ce n'est ni par opportunité, ni par renoncement à leurs propres choix. C'est parce que le monde du travail lui-même a connu une profonde évolution. A l'inverse, si les formules simplificatrices et démagogiques du P.C. ne passent plus, c'est que les travailleurs savent qu'elles sont inadaptées. Plus lucides pour comprendre l'ampleur de la crise, les salariés le sont aussi pour réagir face aux erreurs de gestion commises dans leur entreprise et formuler des propositions.

Ce potentiel fantastique de compétence et d'initiative, est malheureusement sous-utilisé. Car l'appareil d'État n'a pas changé fondamentalement son mode de fonctionnement. Les informations qui « filtrent vers le haut » et sur lesquelles se fondent beaucoup de décisions économiques, sont souvent celles que véhiculent les hiérarchies en place et les « corps intermédiaires » dont les pesanteurs idéologiques et les réflexes corporatifs sont autant de facteurs de blocage.

Les « informations qui filtrent vers le bas » sont données au compte-gouttes. Même s'il y a un progrès dans la concertation nécessaire entre le gouvernement et



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

le Parti, cela démoralise les militants les plus acquis aux thèses gouvernementales parce qu'ils ont le sentiment qu'on ne leur fait pas confiance.

Pour sortir de cette situation, l'effort doit être mené sur un triple front : politique, administratif et éducatif.

– Politique : par le développement massif, et à tous les niveaux, de campagnes d'information et d'explication sur les nouveaux droits des travailleurs.

– Administratif : par la mise en place systématique notamment dans les ministères stratégiques sur le plan économique et social (industrie et travail par exemple) de chargés de mission, issus du monde du travail et ayant pour fonction d'assurer une liaison et une information directe et permanente entre leur administration centrale et ce qui se passe sur le terrain. La nomination de J. Chérèque en Lorraine a plus apporté à cette région que tout le reste. Et ce type de décision représente aux yeux du monde ouvrier un symbole parce qu'il voit accéder l'un des siens aux responsabilités. Elle reste malheureusement l'exception.

– Éducatif : par le développement massif des instituts du travail et des centres d'éducation ouvrière, afin d'accroître le potentiel de connaissance et d'initiative des salariés et de leurs représentants sur le plan économique et juridique.

Le rôle du Parti

Dans son domaine propre, le Parti a aussi un rôle considérable à jouer.

– En proposant aux forces syndicales dans le respect le plus strict de leur autonomie, un projet économique et social susceptible de dégager entre elles le consensus suffisant pour offrir un front commun minimum face au patronat et à la droite.

– En clarifiant les termes du débat sur le rôle respectif de la négociation et de la loi dans le changement social et la conduite de la politique économique.

– En invitant sur le terrain syndical, mais aussi sur un plan plus général, ses militants à mener campagne et à peser en faveur de l'unité d'action. Fidèle à sa tradition unitaire réaffirmée à Épinay, le P.S., s'opposant à la politique de division délibérément voulue par la direction du P.C., peut ainsi contribuer sur les lieux de travail au rassemblement des forces populaires.

Dans une telle perspective, l'action du secteur entreprises dans le Parti revêt une importance plus décisive que jamais. Depuis deux ans, des étapes significatives et positives ont été franchies. La présence régulière des dirigeants du Parti, notamment du Premier secrétaire ainsi que des ministres ou de leurs représentants, lors des réunions du secteur ; la tenue de réunions communes du Bureau Exécutif et du bureau de la C.N.E. ; les efforts financiers faits par le Parti, pour promouvoir la diffusion des analyses du secteur à travers « Combat Socialiste » et les tracts mis au point par les G.S.E. nationaux ; l'appel fait aux fédérations par la direction du Parti

pour qu'un travail collectif plus suivi soit fait entre les militants « entreprises » et les élus, l'ouverture progressive du secteur entreprises aux contacts internationaux... tout cela va dans le bon sens.

Qu'il reste beaucoup et plus encore à faire, c'est évident.

C'est vrai d'abord sur le plan de la formation des militants. Il est vain de demander l'accès de militants « entreprise » plus nombreux aux responsabilités si des efforts plus importants ne sont pas faits pour leur en donner les moyens. C'est certes d'abord une question de disponibilités financières. Mais c'est aussi une question de contenu et de pédagogie. La décentralisation de stages pour mieux les adapter aux besoins du terrain, dans les fédérations, la part plus importante donnée aux actions de propagande et à l'apprentissage de la prise de parole, l'organisation de formations communes aux militants en entreprise et aux élus... Tout cela doit contribuer à mettre davantage en confiance les militants du Parti, issus des milieux populaires, et à valoriser leur propre expérience par rapport à d'autres types de militants.

Le Parti dans son ensemble doit aussi être plus vigilant encore que par le passé pour soutenir ses militants lorsqu'ils sont frappés par des actes de répression dans leur entreprise. Cette réalité est malheureusement bien présente. Il n'est pas suffisant de se défausser sur les organisations syndicales du soin de défendre des camarades qui sont victimes de pressions en raison de leur engagement politique.

La solidarité et les initiatives prises pour régler le cas de militants touchés par la répression ou des licenciements économiques ne doit pas être le fait de la seule direction du Parti. Elle doit être assumée par tout le Parti dans ses profondeurs, notamment grâce aux élus.

À cet égard, il convient de rappeler que la reconnaissance des libertés publiques dans leur ensemble au sein des entreprises, notamment le droit d'expression politique, sous la responsabilité des comités d'entreprise, reste une des exigences du Parti Socialiste.

Parti de gouvernement, le P.S. doit être capable de mener conjointement un double combat. « Citoyens dans l'entreprise pour gagner la bataille économique », tel est notre mot d'ordre. Gagner la bataille pour l'emploi et la bataille pour la démocratie, sont en effet deux impératifs conjoints. Ce n'est pas le point de vue de la droite qui a toujours opposé les impératifs de la croissance à ceux du progrès social. Mais la droite n'a jamais démontré comment le développement du travail précaire, la répression anti-syndicale et les abus de pouvoir permettaient d'améliorer la compétitivité des entreprises. Les socialistes savent que pour sortir de la crise, toutes les catégories sociales devront faire des efforts. Le monde du travail comprend le langage de la rigueur, encore faut-il qu'on lui ménage des contreparties. Mobiliser les forces productives n'est possible qu'avec un autre partage du revenu et du pouvoir.

Tel est le sens profond du combat des socialistes. C'est vrai aujourd'hui. Ce le sera demain.

1986, année de tous les dangers ? Pour gagner avec la jeunesse !

Contribution présentée par Alain BARRAU, Jean-Michel DU PLAA, Arnaud JUTIER, Marc BERTHOD, Fabienne BONO, Joël CARREIRAS, Thierry COURPIN, Erik DONFU, Claire DUFOUR, Jean-Luc ESTOURNEL, Didier FRANÇOIS, Pierre GUELMAN, David HABIB, Luc-Marie JOUANNEAU, Florence RIBARD.

PREMIÈRE PARTIE

Mai 1981 - mai 1985, entre ces deux dates la jeunesse a-t-elle changé de camp ?

Sondages, couvertures d'hebdomadaires, mouvements de mode, le nouveau « look » serait d'être à droite. Divine surprise pour les caciques de la droite, qui avaient perdu toute crédibilité chez les jeunes, comme le montre le rejet de leur politique et leur échec en 1981.

Peut-on dire que les jeunes soient désormais attirés par leur discours néo-libéral ou par l'attitude raciste et xénophobe de l'extrême droite, comme pourrait le laisser supposer l'analyse des derniers résultats électoraux ? En effet, les élections européennes et les élections cantonales, plus nettement que les élections municipales, montrent qu'une partie des jeunes qui avaient voté à gauche en 1981 s'abstiennent aujourd'hui et que, chez les jeunes qui n'étaient pas en âge de voter en 1981, la gauche est minoritaire. Ce mouvement affecte principalement le P.C.F., mais nous touche également, en particulier chez les plus jeunes et risque de mettre en cause le résultat de nos efforts.



Le bilan

Et pourtant **jamais autant n'a été fait** en direction des jeunes par un gouvernement que par le nôtre depuis 1981 : droit à la formation pour tous les jeunes, dispositif d'insertion sociale et professionnelle, droit à l'expression (radios locales, soutien aux jeunes créateurs, reconnaissance des pratiques culturelles des jeunes...), mesure contre les discriminations racistes et sexistes, statut des objecteurs de conscience, politique de prévention de la délinquance, défense des droits de l'homme et actions de solidarité avec le tiers-monde...

Ce bilan est considérable. Il concerne de très nombreux secteurs de l'activité gouvernementale : emploi-formation professionnelle, éducation, culture, droits des femmes, service national, habitat, cadre de vie, transports, loisirs, justice, délinquance... pour ne citer que les principaux.

Ce bilan met également en valeur diverses actions : celles **directement menées en direction des jeunes**, mais aussi **celles qui contribuent** depuis 1981 à **transformer** petit à petit des pans entiers de notre société, des radios locales à la lutte contre toutes les formes de discrimination. Il est significatif à cet égard que dans plusieurs sondages réalisés récemment, ce soit **l'abolition de la peine de mort** qui vienne chez les jeunes immédiatement avant les mesures d'insertion sociale et professionnelle pour caractériser les aspects positifs du changement apporté depuis 1981.

Enfin tout ce qui peut permettre à notre pays d'assumer pleinement sa place dans le monde, de remplir son rôle historique de patrie des droits de l'Homme, et de la Liberté, de contribuer à lutter contre la faim et le sous-développement, d'agir pour la recherche de la paix et de la sécurité, sont des valeurs qui mobilisent les énergies et la volonté des jeunes et suscitent leur participation.

Une adhésion insuffisante

Il nous faut cependant examiner les résultats de l'action entreprise par le gouvernement avec lucidité : la politique en direction de la jeunesse depuis quatre ans n'a pas, malgré l'ampleur des mesures adoptées, suscité de mouvement d'adhésion dans l'opinion et en tout premier lieu chez ceux auxquels elle était destinée en priorité : les jeunes.

● Le **chômage** est, de toute évidence, le problème le plus grave auquel nous ayons à faire face.

Malgré l'ampleur du dispositif d'insertion sociale et professionnelle et le développement d'initiatives de toutes sortes pour favoriser la création d'entreprises ou d'activités, les jeunes demeurent les principales victimes de la crise. Les conséquences sociales de cette situation (précarité, marginalisation) risquent d'être lourdes pour l'avenir en accentuant la démobilisation des jeunes :

● Malgré les progrès accomplis pour améliorer le contenu et les conditions de déroulement du **service national** et l'extension significative des libertés dans ce domaine, la question de la **durée** éludée depuis 1981 a certainement joué un rôle dans l'éloignement des jeunes à notre égard.

● La dureté des attaques menées contre **l'école publique**, la détermination de la droite d'annexer sur le terrain de l'école le thème de la liberté, nous ont mis en situation défensive, dans le même temps que les lenteurs de rénovation du système éducatif, courageusement entreprises, ne nous ont pas permis d'avancer aussi vite que nous le souhaitions vers les formations de qualité voulues par les jeunes.

● Le **cloisonnement** de l'action ministérielle, l'**absence de concertation** organisée avec les principaux acteurs de cette politique jeunesse, principalement le secteur associatif, et l'impuissance à maîtriser **les problèmes de communication** n'ont pas non plus contribué à faciliter cette adhésion des jeunes. Encore faut-il mettre en valeur des domaines où cette coordination et cette concertation sont déjà réalisées, comme c'est le cas pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et pour la prévention de la délinquance des jeunes.

Mais le Comité interministériel de la Jeunesse créé en 1982 par le Premier ministre et destiné à proposer au gouvernement toute mesure propre à améliorer les conditions de vie des jeunes n'a pratiquement pas fonctionné. Alors même que 1985 est l'année internationale de la Jeunesse, il ne s'est pas réuni depuis février 1984.

Mais, le Haut Comité de la Jeunesse, lieu de concertation entre les pouvoirs publics et les mouvements de jeunesse, symbole des combats menés par le mouvement associatif pour faire entendre sa voix dans les années soixante-dix ne s'est pas réuni depuis 1981.

Mais l'inextricable lacs des mesures et programmes adoptés et mis en œuvre en faveur des jeunes depuis 1981 n'a pas permis de donner l'image claire et perceptible de l'action du gouvernement en ce domaine.

Les tentatives n'ont certes pas manqué, mais souvent les occasions, elles, ont été manquées. Ainsi lancée en mai 1983 par le Premier ministre au cours du festival de la J.O.C., l'idée d'une table ronde des mouvements de jeunesse à l'instar des rencontres avec les partenaires sociaux, n'a pas abouti. La semaine dernière, l'ordre du jour du Conseil des ministres, le 9 mai, était entièrement consacré à d'importantes dispositions concernant les jeunes (Travaux d'Utilité Collective, politique culturelle, Été jeunes 85). L'écho suscité en a pourtant été des plus faibles.

A partir de cette analyse, que pouvons-nous proposer **qui amène les jeunes à se sentir de notre côté ?**

Pour une participation de tous les jeunes

Il faut tout d'abord aborder le problème avec sérénité, sans démagogie et sans surenchère ; ne pas réagir comme si tout était perdu en intériorisant une situation que la droite cherche à grossir à l'envie et se replier sous sa tente en annonçant que tout est fini puisque la jeunesse nous tourne le dos.

Au contraire, il faut s'appuyer sur les adhésions de nombreux jeunes à notre Parti, sur le développement de son organisation de jeunesse, le M.J.S., sur les phénomènes de mobilisation de masse avec nous – dans la lutte contre le racisme et les discriminations – ou à côté de nous – pour défendre cet espace de liberté nouveau créé par les socialistes que sont les radios locales : **les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas, comme on le dit trop souvent, plus « apolitiques » que leurs aînés.**

Ils sont peut-être différemment « politisés », mais là aussi il ne faut pas se tromper d'analyse : le militantisme au sein des partis politiques ne vient certes pas en tête des formes d'engagement prioritairement recherchées par les jeunes. En revanche « le militant », celui qui s'engage, celui qui se bat pour la cause à laquelle il croit, celui qui sait dire « non » à l'inacceptable a, tous les sondages récents le montrent, une image très positive chez les jeunes.

Ainsi les jeunes sont capables de se mobiliser pour défendre les droits de l'homme en France ou dans le monde, pour témoigner leur solidarité avec les peuples du tiers monde et pour aider concrètement les peuples d'Afrique victimes de la famine.

Il faut également améliorer comme nous l'avons vu tout à l'heure certains aspects de l'action gouvernementale et valoriser ce qui a déjà été réalisé en le situant par rapport à **un thème central** qui permettrait de clarifier l'image de l'action du gouvernement : la **participation des jeunes**.

Participation des jeunes dans la cité, à l'école, dans l'entreprise, participation et place des jeunes dans l'illustration et la défense des valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité qui, au-delà des socialistes, rassemblent tous ceux qui sont épris de justice et de solidarité.

Voilà pourquoi nous avons choisi ce thème de la participation des jeunes comme sujet de débats, de propositions et d'action pour la **3^e Conférence nationale Jeunesse du Parti et du M.J.S.** qui va se tenir à Pau les 17, 18 et 19 mai prochains.

Des enjeux pour les prochains mois

Dans les prochains mois, il faut aussi que l'action du gouvernement en direction des jeunes se rassemble autour des problèmes essentiels.

● **L'emploi** : en indiquant clairement que cette question de l'accès à un premier emploi est naturellement liée à la situation générale de l'emploi, mais que le gouvernement a déjà mis en œuvre **des mesures spécifiques** qui doivent être poursuivies et, si possible, amplifiées. Rien n'est en effet plus traumatisant pour les jeunes qui sortent du système scolaire, mais aussi pour leur famille, pour leur environnement, que la longue, pénible et incertaine recherche d'un premier emploi ; en particulier pour ceux qui arrivent sur le marché du travail sans qualification ou avec une faible qualification.

L'allongement du sas entre l'école et la vie active nous a conduit à imaginer de nouvelles formules d'insertion qui, précisément, font sauter le cloisonnement habituel entre formation, travail et emploi : **la mise en situation de travail est un outil déterminant pour l'insertion.** La formation en alternance et les T.U.C. relèvent, à cet égard, de la même logique.

Dans ce dispositif, les T.U.C. ont pris, par leur nombre et le succès qu'ils ont obtenus, une place importante. Comment peuvent-ils déboucher sur la création d'emplois ? Il faut s'efforcer de les inscrire dans une perspective de développement local, répondant à des besoins non satisfaits, révélant de nouveaux secteurs d'activité et permettant d'imaginer et de créer de nouveaux emplois.



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

Aujourd'hui, nous assistons à une véritable offensive de la droite et du patronat sur cette question de l'emploi des jeunes qui, s'appuyant sur la politique menée actuellement aux États-Unis, cherchent à faire croire que la solution au chômage des jeunes, c'est l'abaissement du coût salarial, au moyen de l'instauration du S.M.I.C. jeune.

Nous dénonçons cette politique qui, si d'aventure elle était mise en œuvre, renforcerait la marginalisation des jeunes dans notre économie en leur faisant supporter prioritairement le « prix à payer » pour sortir de la crise. Pour nous l'accès des jeunes **passé par la mise en œuvre de nouvelles solidarités**. C'est-à-dire par une nouvelle étape dans la réduction du temps de travail et par la création de nouveaux postes de travail pour les jeunes.

- **Le Service national** : en valorisant les réformes déjà entreprises et en veillant à leur application dans toutes les unités, mais aussi en indiquant quand et comment sera mise en œuvre la réduction du service militaire, en poursuivant sa transformation et en valorisant le sens de la conscription populaire.

- Le développement de la **politique de logement** pour les jeunes, de **réhabilitation des banlieues**, de **prévention de la délinquance**, en rappelant que ce sont là des conditions indispensables pour une meilleure insertion des jeunes dans notre société.

- La poursuite de la **politique de revalorisation de l'école publique**, en soulignant que ce serait une erreur d'opposer revalorisation et rénovation du système éducatif.

Enfin, nous devons redoubler d'efforts pour accroître **les possibilités de participation des jeunes** qui leur permettront de rompre avec l'exclusion qui les frappe trop souvent. Il nous faut créer dans l'opinion un climat favorable pour que des initiatives soient prises en ce domaine : référendum d'initiative populaire au niveau local, modernisation de la démocratie représentative (notamment par la limitation du cumul des mandats), incitation au plein exercice du droit de citoyenneté par les jeunes, en particulier pour les jeunes de la « deuxième génération », et introduction du droit de vote des immigrés aux élections locales.

*
* * *

Aujourd'hui, au moment où se déroule l'Année Internationale de la Jeunesse, il faut souligner qu'il **doit y avoir une place pour chaque jeune dans une société encore à transformer**. Tel sera l'enjeu du débat politique dans les prochains mois, car c'est à l'aune de la place qu'elle accorde à sa jeunesse que se mesure la capacité d'une société à se projeter dans l'avenir.

DEUXIÈME PARTIE

La détermination qui a caractérisé la participation des jeunes à la victoire du 10 mai 1981 nous a fait comprendre que rien ne pouvait se faire sans eux. Avec la crise, nombre d'espérances se sont trouvées confrontées à la dure réalité d'une situation qui comportait des obstacles et des résistances. Il faut désormais intégrer ceux-ci à notre démarche, en associant à notre action la jeunesse et l'ensemble des forces sociales qui nous avaient élus. Dans leurs comportements, les jeunes ont par eux-mêmes compris l'ampleur de la crise en rompant avec le scepticisme de la génération précédente pour trouver de nouvelles formes de solidarité.

La génération de la « Pote Politique »

Ne pouvant concevoir la jeunesse comme une force électorale d'appoint inéluctablement acquise à la gauche, nous devons, aujourd'hui plus que jamais, nous attarder sur la réalité d'un milieu qui sans cesse évolue et adapte ses comportements à la situation économique, politique et sociale du moment.

Dépourvue de mémoire collective, c'est bien souvent parallèlement aux valeurs du mouvement ouvrier, que la jeunesse tente de se forger une identité. Aussi, elle théorise le refus des dogmatismes et des organisations collectives, qu'elle considère légitimées par des combats d'arrière-garde. Ne pouvant s'appuyer sur des critères de classe, son unité se réalise sur des pratiques et des attitudes que nous nous devons de prendre en compte.

Unifiée par une résistance aux soumissions et aux tutelles de toute sorte dans les années 70, la génération de la prospérité économique refusait l'asservissement par l'argent et condamnait de ce fait la société de consommation. Par la suite, la crise économique s'aggravant de jour en jour, perturbait les références et engageait la jeunesse dans la voie de l'impuissance et de la stérilité culturelle ; on la caractérisait de « bof génération ».

L'issue proposée le 10 mai 1981 n'était pas celle du « grand soir ». Elle a cependant libéré les comportements et ouvert de tout nouveaux espaces. Cette date correspond à une nouvelle rupture. De l'état de résignation et de léthargie, on passait à la mise en chantier du changement.

Aujourd'hui invalidant le mythe de ses aînés, la jeunesse a choisi et décidé d'investir le présent. Face à la crise économique et les incertitudes qui l'accompagnent, la jeunesse se retrouve sur quelques pratiques culturelles centrales et un certain pragmatisme qui préfigure la vie quotidienne et sociale de demain. Elle est passée du refus résigné à la recherche de moyens pour s'accomplir socialement. C'est la victoire de la participation immédiate et concrète sur les illusions. C'est aussi l'émergence de nouvelles formes de solidarité qu'il convient très précisément d'éclairer à l'aune des solidarités de classe. Lorsqu'une radio privée fait descendre des milliers de jeunes dans la rue, lorsque le symbole « Touche pas à mon pote » est porté par des centaines de milliers de jeunes, félicitons-nous alors des capacités de réaction d'une jeunesse que l'on croyait moribonde.

Dans ces deux cas, une unité s'est réalisée mais elle ne doit pas masquer la situation sociale plus que précaire de milliers de jeunes sans emploi et sans formation. Ils sont les premières victimes de la crise. Loin de se satisfaire de propositions qui mettent en perspective la concrétisation de leurs attentes, ils veulent des garanties. Pragmatique, la jeunesse juge désormais la mise en conformité des actes aux intentions. Les formules incantatoires ne suffisent plus à obtenir son adhésion pleine et entière.

Le M.J.S. pour faire gagner la jeunesse

La prise en compte de cette attitude provoque de notre point de vue une analyse sur la forme et non plus seulement sur le fond. Aussi nous devons surtout veiller à l'intégrer dans une stratégie qui crédibilise notre fonction d'organisation collective. L'intégration de nouvelles formes d'expression doit s'accompagner d'une certaine vigilance quant aux dangers qui les jalonnent. La remise en cause du « grand discours » au profit du « vidéo-clip » ne peut signifier l'ébranlement des principes qui ont guidé l'évolution du mouvement ouvrier démocratique. Il nous revient de faire la liaison entre les valeurs de liberté et de progrès social et les nouvelles formes de solidarité de la jeunesse.

Nous devons parvenir à lier la permanence des valeurs d'organisation collective et les nouvelles formes de mobilisation de la jeunesse. La tendance des jeunes à surdéterminer la forme, que ce soit dans leur expression comme dans leurs engagements, amène le M.J.S. à s'adapter à leur comportement. Cette adaptation a pour fonction essentielle d'améliorer notre pouvoir de conviction, en s'appuyant dans le même temps sur ces pratiques nouvelles de la jeunesse.

Accroître ainsi notre capacité d'anticipation, c'est se donner les moyens concrets d'offrir un débouché positif aux aspirations, avant qu'elles puissent être exploitées et détournées par nos adversaires. Pour cela, le M.J.S. ne peut se réduire à être le relais d'expression de la jeunesse. Il doit avoir une fonction d'organisation et dégager des perspectives qui s'inscrivent dans le mouvement social : « Prétendre régler un problème avant qu'il n'ait mûri, c'est se condamner à aggraver les tensions. » L'anticipation des mouvements sociaux ou revendicatifs ne doit pas avoir pour objectif d'éviter toute mobilisation des forces qui nous soutiennent. Bien au contraire, les réformes doivent être portées par un large rassemblement des intéressés. En ce sens, le droit de vote aux scrutins locaux pour les immigrés constitue l'un des débouchés politiques à la massive mobilisation anti-raciste de la jeunesse. En tant qu'organisation de jeunesse, nous avons donc plus que jamais la responsabilité d'intervenir pour dynamiser cette mobilisation et en préparer l'issue politique.

La cohésion de la jeunesse se manifeste dans leur conception internationaliste de la culture. Les jeunes immigrés de la seconde génération constituent, y compris sur le plan culturel, un fer de lance pour une « France qui gagne ». C'est là un enjeu que les jeunes socialistes doivent saisir dès aujourd'hui, notamment pour l'inscription sur les listes électorales.

Si le M.J.S. doit s'appuyer sur le caractère unificateur des nouvelles pratiques de la jeunesse, il doit aussi dégager les revendications de fond sur lesquelles elle peut réaliser sa cohésion.

Il en est une qui relève d'un enjeu historique pour les socialistes, celle de l'accès au savoir. L'insertion sociale et professionnelle des jeunes conditionne les libertés de demain. Parce que le savoir conditionne la liberté de choisir et de maîtriser l'avenir, la qualification massive des jeunes est un véritable facteur de progrès social contre l'obscurantisme des élites éclairées. Il faut donc remédier au « gâchis social » que représentent les jeunes sans formation. Cet enjeu doit trouver sa réponse dans le cadre de l'enseignement public qui a pour fonction d'assurer la formation pour tous. En ce sens, il nous faut prendre appui sur ceux qui, étant scolarisés notamment à l'université, font vivre concrètement l'extraordinaire acquis social du droit à l'éducation pour tous. Étudier n'est pas un privilège, il s'agit d'un acquis qu'il convient de développer. Il n'y a pas d'intérêts contradictoires entre la jeunesse scolarisée et celle qui ne l'est pas.



La période qui s'ouvre va connaître une cristallisation politique dont la jeunesse ne sera pas exclue. Beaucoup de démarches démagogiques vont tenter de la séduire. Il s'agit donc pour nous de faire un travail en profondeur qui donne toute la place qui revient à une organisation de jeunesse telle que le M.J.S. Cela doit nous permettre de capitaliser pleinement les capacités qui se sont manifestées depuis le congrès de Valence.

La lente mais sûre maturation de notre mouvement a permis qu'il se dote d'un règlement intérieur qui constitue l'une des preuves d'un réel fonctionnement interne. L'augmentation significative des effectifs jeunes du Parti Socialiste et du Mouvement de la Jeunesse Socialiste (aujourd'hui vingt-deux mille adhérents de moins de 26 ans dans le Parti et le M.J.S. qui compte lui-même plus de onze mille jeunes organisés dans la quasi-totalité des fédérations départementales) constitue un autre des éléments de ce fonctionnement.

Ces pas en avant en appelleront d'autres. Il nous revient pour cela d'accroître notre capacité à organiser nos manifestations et nos débats, à crédibiliser toujours plus nos activités pour alimenter et peser dans les orientations du Parti lui-même. Nous devons notamment renforcer notre détermination à voir satisfaites les propositions du P.S. et du M.J.S. en direction des jeunes et en particulier celle d'un service national dont le contenu continuerait d'évoluer et qui serait ramené à 6 mois.

*
*

Les échéances de 1986 exigent de nous qu'un nouveau contrat pour la jeunesse soit mis en chantier. Par delà les nécessités programmatiques, les jeunes attendent de nous un discours qui les associe à la méthode que nous mettrons en œuvre pour les faire gagner à partir de leurs aspirations.

(1) Interview du Président de la République dans *L'Expansion* du 16.11.84.

Quelques réflexions

Contribution présentée par Tony BRIANÇON, Jean CARASSOU, Yvonne BOUIGUE, Christian LAVIGNE, Michel TEYCHENNE, Guy LAURENT.

La mutation qui affecte notre société et ses mécanismes, la confrontation à l'exercice du pouvoir entraînent inéluctablement les militants que nous sommes à une recherche d'approfondissement, d'apuration de nos convictions d'hommes de gauche, de socialistes.

Nous sommes conduits bon gré mal gré à redécouvrir un fondement essentiel et comme chaque fois dans ce cas là, par une sorte de triprioritaire, à nous dépouiller de concepts jugés secondaires ou inadéquats, pour retrouver une idée simple, solide, capable tout à la fois de nous stabiliser et de nous remobiliser.

Dans une telle évolution, au point où nous en sommes arrivés, que répondre à la question : « être de gauche aujourd'hui, qu'est-ce que cela veut dire ? »

Alors au bout de tous les raisonnements, la réponse qui nous vient est celle-ci : **Être de gauche, être socialiste, c'est vouloir lutter pour une toujours plus grande responsabilité de chaque femme, de chaque homme.**

En localisant sur l'accès à la responsabilité, ce principe ne s'enferme pas dans des références matérielles, mais va au-delà. Un objectif à références trop uniquement matérielles peut d'une part être facilement récupéré par une idéologie droitière, d'autre part, dans la situation actuelle renforcera la dérive individualiste ou corporatiste.

A l'inverse, la référence à la responsabilité, dans son caractère abrupt et sans concession vise à faire éclater les sphères de pouvoir, à appeler chacun à la maîtrise de sa vie et de son environnement. Cela demeure le véritable levier de l'action humaine, le véritable levier du progressisme, malgré des situations matérielles toujours masquées par l'inégalité.

Pourtant, guidé par cette idée, ne peut-on mieux analyser notre société, mieux définir ce que nous avons à proposer. Rupture ou compromis, trop d'État ou peu d'État, fonction publique ou initiative, structures et appareils ou autonomie et réseau.

C'est ainsi que l'on pourra mieux identifier les blocages essentiels contre lesquels nous avons à lutter, blocages dont l'ordre d'importance a changé avec l'évolution sociale.

Pendant des siècles, la possession du foncier a été le privilège majeur. Une fois celui-ci atténué, la possession du capital devint l'objectif des luttes.

Aujourd'hui, les enjeux portent d'abord sur le savoir, la connaissance, sur la maîtrise de l'information, afin d'établir une égalité de chance, une égalité de responsabilité.

Mais les freins à la responsabilité ce sont aussi le corporatisme, les avantages acquis, les rentes de situation, la recherche d'une assistance et d'une sécurité toujours renforcée.

Sur ce fondement de réflexion, examinons quelques orientations susceptibles de contribuer au débat du congrès.

- Initiative et personnalisme, ferments de la promotion collective.
- Le mythe de la compétence.
- Un champ d'application : la décentralisation.

Initiative, personnalisme, ferments de la promotion collective

Dans la ligne de son programme, mais aussi de sa tradition idéologique, la gauche au pouvoir a consacré une législature à mettre en place un ensemble fondamental de lois, de réformes.

Cela était indispensable. Ce que l'on a pu appeler le « socle du changement » devait être établi pour permettre que s'ouvre un champ nouveau de vie sociale.

Ce faisant, la gauche et son gouvernement ont traité de l'ensemble du corps social, du collectif sinon du communautaire.

Phase préalable nécessaire, mais non suffisante à poser durablement les bases du changement, car notre société est ainsi faite qu'elle ne réagit que très lentement aux mutations législatives et réglementaires quant elle ne s'arrange pas à sécréter des anticorps qui en feront des textes morts.

Ce phénomène est d'autant plus important qu'aujourd'hui se dessinent deux mouvements simultanés, apparemment contradictoires, que l'on peut grossièrement identifier ainsi :

1) Le traitement collectif structurel, global au niveau social, est perçu comme un renforcement de la sécurisation des individus reportant sur la collectivité, la responsabilité sociale dans le même temps où ils renforcent leur individualisme et corporatisme.

Modèle centralisé qui tend progressivement à l'immobilisme, avec accroissement de la réglementation.

2) Manifestation d'une autonomie individuelle ou de groupe qui prend des initiatives, vise à maîtriser son environnement, innove socialement et techniquement et de ce fait se heurte souvent à la règle, à la structure collective et à son caractère parfois figé.

Par nature, ce mouvement est hyper-décentralisé, modulable, s'organise en réseau, évolue de manière interactive avec son contexte. Il est de nature quasi-biologique et comme la vie elle-même, chacune de ses manifestations fut-elle la plus modeste, renferme en elle-même l'ambition d'une nouvelle organisation du groupe, d'une nouvelle solidarité, ou à tout le moins d'une nouvelle utilité sociale de l'individu.

Tenant compte des aspects particuliers de notre époque et grâce à la transformation du cadre collectif déjà réalisé, la deuxième phase que la gauche doit ouvrir c'est de fournir à ce mouvement les moyens de son épanouissement. C'est lui qui peut utiliser la base législative mise en place depuis 1981 pour modifier en profondeur notre pays.

Nous nous sommes attachés à modifier les cadres juridiques de la société souhaitant dégager un nouvel espace au niveau de chaque citoyen.

Allons au-delà, faisons de la personne et de son initiative le moteur premier du progrès, de l'appropriation de ces espaces, ouvrons le champ de la responsabilité



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

donc du risque, prenons le pari que de nouvelles réglementations autonomes elles aussi apparaîtront sans recourir au législateur.

Cette démarche, qui réintroduit le personnalisme en politique, se vivra beaucoup plus au quotidien de la vie. C'est l'appui à l'esprit d'entreprendre, à la solidarité active, à la négociation et au contrat entre groupes, à l'innovation de formes de vie sociales, dans la production, de loisir, l'habitat, etc.

Cela se fera moins par des réformes structurelles lourdes, verticales, qu'en s'attachant désormais à établir un nouveau fonctionnement des pouvoirs civils : administratif, économique et politique.

Le mythe de la compétence

La pression ambiante fait qu'il faut aujourd'hui être avant tout « compétent ». Le gouvernement doit être compétent, le Premier ministre, l'élu doit être compétent, chacun d'entre nous, les jeunes en formation doivent viser en priorité la compétence.

Tendance bénéfique en première analyse, mais qui peut poser question, si elle prend un tour de priorité exclusive et de critère primordial, notamment en matière politique.

Dans une société aussi structurée que la nôtre en corps, groupes, classes, appareils, la compétence prise en elle-même est un des secteurs privilégiés de l'autoreproduction de ses cadres et de ses schémas.

Paradoxalement, elle peut être un facteur de réduction, de fausse unification – par la confusion – des courants de pensée et des projets politiques et dans le même temps un facteur de renforcement d'une société inégalitaire et duale.

Nous devons nous attacher à remettre les facteurs dans l'ordre.

La compétence, notion éminemment relative et conjoncturelle ne peut en aucun cas être le critère premier, gommant, au niveau de l'individu d'autres dimensions autrement fondamentales, au niveau des groupes sociaux, finalité et objectifs qui sont leurs vraies raisons d'être.

Sur le plan politique – qui est le nôtre – ne poussons pas trop sur « l'élitisme républicain » et ramenons la compétence à sa bonne place à savoir celle d'un moyen – un des meilleurs certes – au service d'un projet. C'est la nature de celui-ci qui est essentielle et qui doit nous déterminer.

Un champ d'application : la décentralisation

Réforme essentielle du septennat, elle s'est traduite par le vote d'un ensemble de lois, l'édiction d'un ensemble de règlements et autres décrets.

Tout cela était indispensable pour jeter les bases de la mutation souhaitée.

Toutefois, cette étape formelle, légale et réglementaire ne peut en aucune façon être suffisante pour aller vers les objectifs qui sont les nôtres.

Pour l'instant, la décentralisation a été seulement pensée en termes juridiques, voire de réseau de pouvoir, elle n'a pas été pensée en termes fonctionnels.

Or, s'il est bien une réforme qui vise le quotidien de la vie, à interpellier le citoyen dans son activité personnelle et sociale, c'est la décentralisation.

Ce que nous devons éviter :

L'empilement de niveaux administratifs ou l'empilement de niveaux de pouvoir.

Or rien dans les textes de lois ne peut empêcher formellement une telle dérive qui ne ferait que séparer un peu plus les personnes de la gestion du pays.

A l'inverse, la décentralisation est la meilleure chance d'apprendre à harmoniser les nécessaires cadrages collectifs et la ferme volonté d'autonomie et d'initiative des individus et des groupes.

Cela, nous aurons à le gagner au niveau local, par les hommes auxquels nous délèguerons pour un temps des responsabilités, par les règles du jeu que ces hommes devront respecter. Nous avons à faire des propositions en ce sens, même si elles ne doivent concerner que les socialistes, la façon spécifique dont ils entendent témoigner, et non pas déboucher sur la contrainte d'une nouvelle loi.

Ainsi, chaque collectivité désormais installée, nous devons sortir très vite d'une phase « d'individualisme d'institution » génératrice de déperdition d'énergie et d'immagination dont on ne comprendrait pas la prolongation.

Mais au-delà, c'est peut-être une autre façon d'exercer les pouvoirs locaux que nous avons à mettre en œuvre.

Trop souvent encore l'action de la collectivité publique est faite de la combinaison, à dose variable selon les opportunités, de deux attitudes :

– une position quelque peu rigide de réponse à une demande de participation, de subventions,

– une volonté de « verrouillage » cherchant à accaparer à son seul profit toute action à laquelle elle participe – une espèce d'asservissement – sans toutefois, pouvoir en tirer toujours un bénéfice évident dans l'opinion.

Il faut aujourd'hui affirmer, que les collectivités notamment départementales et régionales, doivent :

– être à la pointe de l'initiative, une force d'entraînement, d'impulsion,

– jouer ce rôle en toute transparence, en mettant en scène ou en situation tous les relais – personne ou groupe – nécessaire à un plein épanouissement du projet. Plein épanouissement, c'est-à-dire la plus grande participation, la plus forte prise de responsabilité de la collectivité à l'occasion de la réalisation poursuivie.

Face aux pouvoirs locaux, les forces vives de la société ont tendance à s'organiser en réseau d'initiatives autonomes qui tiennent à leur identification.

Une tactique qui voudrait gommer à son profit ce mouvement, serait rejetée et vouée à l'échec.

Au contraire, c'est en s'immergeant dans ce courant, jouant à fond le jeu de la communication, armée de ses convictions, de sa compétence et de son dynamisme que toute collectivité répondra pleinement à sa vocation, et transposera pour le bien communautaire une puissance d'initiative qui, sans elle, resterait limitée et parcelaire.

Dans cette perspective, on peut souligner quelques mesures concrètes :

1) Faire de la région, un lieu de conception et d'orientation, très ouvert, une instance de débat et de définition d'objectifs à son échelle.

La région ne doit pas être forcément un opérateur de terrain, mais intégrer les initiatives départementales et locales en leur fournissant les rapports complémentaires en compatibilité avec une politique plus globale.

2) Ouvrir aux départements, communes, structures, intercommunales, des champs nouveaux d'interventions, rompant avec les pesanteurs d'assistanat qui marquent trop profondément encore leur politique.

3) Proposer une « conférence régionale » réunissant régulièrement exécutifs régional et exécutifs départementaux. Non pas pour délibérer mais pour harmoniser la mise en œuvre concrète des diverses politiques.

4) Le scrutin proportionnel est une saine mesure s'inscrivant tout à fait dans notre démarche politique.

Nous pourrions lui donner sa plénitude pour une meilleure identification et diffusion des responsabilités par quelques principes de non-cumuls allant dans le sens de ce que nous avons dit : reconnaissance de l'autonomie, répartition des responsabilités, rajeunissement des cadres, frein au « professionnalisme de représentation ».

5) Proposer une mesure législative faisant que le C.E.S. accède à une pleine autonomie de fonctionnement. Qu'il soit placé en tant qu'assemblée consultative auprès de l'exécutif régional, tout comme le Comité économique et Social national l'est auprès du Premier ministre et non pas de l'Assemblée nationale.

6) Au niveau du département, la définition d'une politique d'orientation basée sur la planification et la programmation devrait être mise en œuvre délaissant ainsi la « tradition droitiste » des conseils généraux qui jusqu'à présent n'ont eu comme ligne de force que la juxtaposition de démarches locales et cantonales la plupart du temps sans liens entre elles.

Conclusion

La décentralisation peut être un moyen de renforcer la responsabilité des citoyens et donc la démocratie.

Dans la perspective, demain des élections régionales à la proportionnelle et peut-être après-demain des départementales, notre congrès doit réfléchir à ces thèmes et proposer une série d'actions qui sous-tendront nos programmes régionaux.

Certes, la gauche avait le devoir de briser ce mythe tenace de l'incompétence dans la gestion économique, mythe qui sous-tendait le procès d'illégitimité qu'a tenté la droite. Mais la preuve ayant été faite, de façon incontestable, de la compétence, il faut réaffirmer que l'économique, de même que la technique, n'est qu'un moyen et non une fin. Il nous semble important de préciser cette idée parce que nous sentons exister une certaine fascination de la technicité et de la compétence, une certaine sacralisation de l'économique qui nous paraît dangereuse. Nous ne concevons pas, par exemple la société japonaise comme une référence. Nous tenons à redire que le socialisme est un humanisme et que l'objectif final est la liberté de l'individu responsable qui s'intègre de lui-même dans un processus social.

(1) Par ce texte, les signataires ont souhaité seulement faire part de leur réflexion sur certains problèmes, n'ayant comme ambition que d'apporter un éclairage et quelques idées dans le débat préparatoire au congrès.



remises en cause et les changements de comportement et de langage qu'implique cette présence. Une présence qui doit s'affirmer effectivement à tous les postes de responsabilité, et qui implique le respect de l'esprit du « quota » – non pas par la recherche hâtive d'une candidate quelconque à quelques semaines du congrès, mais par le souci permanent d'accueillir, de former, d'encourager des militantes à aller de l'avant.

De même, le Parti Socialiste porte une responsabilité particulière dans l'accès des femmes aux postes de décision politique. Qu'il s'agisse d'élaborer les lois de la nation, qu'il s'agisse de gérer des régions dotées par la décentralisation de pouvoirs accrus, les décisions prises concernent une population majoritairement composée de femmes ; il faut des femmes pour les prendre.

Conformément à l'engagement de la 47^e proposition du candidat François Mitterrand, le mode de scrutin proportionnel a été étendu, après les municipales, aux élections législatives et régionales. Cette même 47^e proposition prévoyait la présence obligatoire d'au moins 30 % de femmes sur les listes de candidats. Si une décision du Conseil constitutionnel a rendu impossible l'introduction d'une telle mesure dans la loi, le Parti Socialiste, en ce qui le concerne, a jusqu'à présent assuré cette présence de 30 % au moins de femmes régulièrement réparties, sur les listes de ces candidats à chaque élection au scrutin proportionnel (européennes de 79 et 84, municipales de 1983). Il se doit de continuer dans cette voie aux échéances prochaines, marquant ainsi sa volonté permanente de faire progresser dans tous les domaines la justice et la démocratie.

Clarté et vérité

FAIRE CONFIANCE AUX CAPACITÉS D'INITIATIVE DU MONDE DU TRAVAIL

Contribution présentée par Pierre CARASSUS

Pierre CARASSUS, Francis BORIE, Colette DAZY, Gilbert GOY, Alain JAUBERT, Michel JAUREY, Raymond LLANES, Olga MARTINS, Jean-Marie MARIANI, Sylvie MAULLION, François MEYER, Christian BEYRIERE, Alain BRON, Jean-Baptiste BOUIS, Philippe BRICQ, André CASSOU, Bernard COMONT, Pierre CHATEL, René DELMAS, Bernard FOURNOT, Alain GELY, Jean GIROUD, Marie-Claude GIRAUD, Sylvain HERCBERG, Pol JAFFEUX, Anne LABORDE, Joël LEQUATRE, Christiane L'HERONDELLE, Jacques MEHEUT, Reine MOINET, Patrick QUINQUETON, André ROSSEZ, Patrice SIARD, Gérard SEGOND, Jean-Pierre SOREL, Marcel VILLENEUVE, Jean-Pierre WELTERLIN, Eusèbe ZANDANEL.

Ce congrès n'est pas un congrès ordinaire.

Militants socialistes d'entreprises, nous savons qu'un problème crucial est posé à toute la gauche, et principalement au Parti Socialiste, dans notre relation avec le monde du travail, dans notre capacité à mobiliser et à rassembler, y compris les socialistes.

Nous le savons d'autant mieux que, si notre situation « privilégiée » sur le terrain de l'entreprise nous conduit à développer dans cette contribution des critiques qui s'expriment dans le monde du travail, elle nous suggère des propositions qui répondent à ses aspirations, à sa volonté de changement demeurée intacte dans cette crise dont il est le premier à subir les effets.

A quelques mois d'une échéance aussi décisive, le premier devoir du Parti Socialiste est de tout mettre en œuvre pour ne pas hypothéquer la victoire, certes très difficile, de 1986. Tout autre choix serait grave. Cet enjeu résume l'importance du congrès.

Evacuons d'emblée le faux débat de la cohabitation. Quelle qu'en soit la forme, elle revêt, à nos yeux, un double danger :

- elle jette par dessus bord l'histoire du Parti d'Epinais et dénature l'identité des socialistes ;
- elle crédibilise, avant même d'avoir engagé le combat, la défaite des socialistes et le retour de la droite aux affaires.

La stratégie du renoncement n'a pas droit de cité à un congrès socialiste. Le débat politique ne doit pas s'enliser dans des joutes politiciennes d'un autre âge et sans intérêt.

Qui pourrait nier qu'il y a urgence à regarder la réalité du Parti Socialiste en face, à poser le problème du rôle du Parti et de ses militants, de leurs possibilités à peser sur les principales orientations gouvernementales ?

Qui pourrait affirmer qu'il n'y a pas nécessité d'un large débat, d'abord entre socialistes, sans démagogie et sans arrière-pensées, sur le bilan de notre action gouvernementale, pour tirer clairement les enseignements de la période que nous venons de vivre ?

Comment les socialistes pourraient-ils éviter de se prononcer sur le « tournant » de 1982, qualifié à Bourg par certains avec beaucoup d'imprudence, de simple « parenthèse », toujours pas refermée ?

Les profondes et préoccupantes inflexions opérées sur le plan économique, social, idéologique, depuis 1982, marquent une inquiétante incohérence avec les choix politiques définis par le Parti depuis dix ans.

« Le courage », c'est selon l'expression de Jaurès, « de chercher sans complaisance la vérité et de la dire ». C'est tout le sens de cette contribution.

I - Le constat

Ce que nous voulions

Chaque militant socialiste a en mémoire les engagements de la gauche. Mais le premier enjeu se situait sur le terrain idéologique. Disposant du pouvoir politique, nous pouvions vaincre les obstacles. Il fallait pour cela affirmer avec force les valeurs qui fondent notre identité, afin d'instruire une dynamique, faire appel aux capacités d'initiative du monde du travail pour modifier en notre faveur le rapport de forces dans le pays.

Au contraire, nous avons chanté l'état de grâce nous refusant ainsi à créer les conditions de la mobilisation. Nous avons subi les coups de cette droite revancharde qui a monopolisé le terrain idéologique, et nous avons battu en retraite, incapables de reprendre l'offensive.

Notre devoir était d'ouvrir une voie nouvelle pour le pays, montrant ainsi la justesse de nos analyses.

- Non, la crise n'est pas une fatalité ;
- Non, les travailleurs ne sont pas condamnés au chômage, aux inégalités, à l'insécurité ;
- Oui, la jeunesse dispose d'une autre issue que celle du désarroi ;
- Oui, la France peut ouvrir une autre voie que celle de la dépendance et de la soumission ;
- Oui, l'Europe a un autre choix que celui du déclin ;
- Non, notre avenir n'est pas inscrit dans les rapports du F.M.I. Il dépend de l'effort, de la motivation, de la résistance d'un peuple majeur et responsable.

Ce que nous savions

Le délabrement industriel, le retard technologique, la domination du capitalisme multinational sur l'économie européenne, le refus d'investir observé depuis 1974, le taux d'inflation, la poussée du chômage, l'accroissement des inégalités... constituaient les handicaps auxquels nous étions confrontés et précipitaient notre pays dans le déclin.

Les réformes fondamentales effectuées en 1981-1982 étaient destinées à assurer le redressement national, nécessaire pour atteindre nos objectifs. Il est évident



— CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D. —

qu'une telle politique en rupture avec l'idéologie dominante, celle du renoncement et de la soumission, heurtait de plein fouet les intérêts de la bourgeoisie.

Nous savions aussi que le peuple ne serait pas spontanément acteur. Les Français connaissaient les difficultés. Ils n'attendaient pas de la gauche la politique du « tout et tout de suite ». Ils voulaient surtout que par une volonté, par des actes et par une détermination forte, nous éclairions leur avenir et celui du pays, refusant tout attentisme qui conduirait inévitablement à l'impasse.

Ce que nous avons fait

Fidèles à nos engagements, le gouvernement a mis en œuvre dès 1981, un ensemble de réformes qui constitue aujourd'hui la référence positive de notre action.

Depuis juin 1982, la pause ayant été décrétée, les inflexions opérées marquent un recul inquiétant dont la courbe du chômage est la première et grave conséquence. De plus, la gauche n'a pas réussi à stopper l'émiettement social, la marginalisation de parties importantes de la population, la décomposition du tissu social. Le choix fait a été celui de l'attentisme. Toute la politique décidée en 1982-1983 a eu pour principal objet d'espérer des autres, notamment des Etats-Unis, que les effets de leurs relances réactivent notre économie. L'affaiblissement syndical et politique, la décomposition sociale, l'abandon du combat idéologique ont consacré l'ensemble.

Une politique plus volontariste, dont le projet socialiste dessinait les grands axes, était nécessaire. Une politique basée sur la croissance comme moyen de développement, sur la reconquête du marché intérieur et des parts du marché extérieur, sur la planification démocratique, sur la priorité à l'investissement et à la recherche, fondée sur les valeurs de l'indépendance et de la démocratie, axée sur la mobilisation des forces vives et du monde du travail.

Mais l'histoire ne se refait pas. Cependant, il est décisif que le P.S. sache bien tirer, à l'occasion de son congrès, les leçons de cette période.

II - Agir autrement

Après ces quatre années de pouvoir, la preuve est faite que le vrai et seul problème qui est posé à la gauche est moins celui de la recherche de l'adhésion des travailleurs à une politique, que celui de déterminer les choix et les moyens pour que les travailleurs puissent s'approprier la politique. « Prendre le pouvoir pour vous le rendre », ce slogan de 1974 résume notre vraie ambition. Prenant en compte la réalité sociale, notre volonté était d'avancer progressivement dans cette voie. L'Etat de grâce aurait dû nous inquiéter. Il était tout aussi préoccupant que la désaffection qui lui a succédé, par le désengagement qu'il établissait.

Les événements ont prouvé la distanciation grandissante entre les décideurs politiques et ceux qui auraient dû en être les acteurs, et non les spectateurs.

Qui peut oublier que c'est dans l'entreprise que se gagne la bataille politique ?

Au-delà du projet social qui est au cœur de notre pensée, le véritable choix est celui de la reconnaissance du rôle de l'entreprise et de ses travailleurs comme pierre angulaire de l'économie globale.

L'irruption des travailleurs sur la scène de l'entreprise est un enjeu décisif. C'est l'intérêt économique même qui commande que s'établisse dans les faits la prise en compte de ce que peuvent apporter les travailleurs, à travers l'expérience acquise dans leur vécu au travail. La reconnaissance de ce rôle nouveau doit être au cœur même de notre démarche.

Des avancées légales ont été concrétisées avec les lois Auroux mais aussi dans la loi de démocratisation du secteur public. Il convient aujourd'hui de les faire vivre pleinement, en permettant aux travailleurs d'intervenir dans la répartition des gains de productivité. Cette exigence minimale, de ceux qui contribuent par leur travail et leurs efforts à donner naissance à ces gains, est légitime. Elle exprime aussi la volonté de ne plus livrer l'entreprise à la seule logique du capital, dont l'expérience récente est là pour rappeler qu'elle ne se confond pas avec celle de l'entreprise.

III - Clarifier l'enjeu

Cette volonté nous confronte au processus libéral. En effet, celui-ci instruit une menace grave sur la démocratie et les libertés, par la poussée de l'individualisme et des corporatismes, par l'affaiblissement des forces sociales, par la marginalisation accrue de certaines catégories sociales, par la montée des intolérances et la recrudescence des phénomènes de rejet.

La remise en cause plus ou moins larvée de toutes les garanties conquises par le monde du travail, prouve la force de l'offensive libérale. Cette offensive est à la fois

économique et culturelle comme nous l'enseigne l'actualité récente à travers la volonté de Reagan de mettre l'Europe sous le joug américain et au service des sociétés multinationales.

— S'opposer à une telle logique implique d'abord de ne pas modeler son discours sur celui de ses adversaires. Les socialistes doivent combattre ces affirmations erronées ; d'une croissance qui ne se décrète pas, du chômage comme mal nécessaire de la modernisation de notre économie, du trop d'Etat. Laisser dire cela, ce serait déjà s'inscrire dans la logique de la soumission et du renoncement.

— S'opposer à cette logique libérale d'une société duale implique aussi de prouver, par des actes concrets, notre volonté de conduire une politique sociale dynamique, basée sur la solidarité et la lutte contre les inégalités.

— S'opposer à une telle logique implique ensuite que s'unissent toutes celles et tous ceux qui refusent le déclin, afin que se réalise dans le pays et en Europe un large front de résistance face au libéralisme.

Ce combat doit être au centre des préoccupations du congrès de Toulouse si nous voulons que notre pays ne prenne durablement congé du socialisme.

Le devoir des socialistes est de créer les conditions de la réalisation urgente de ce large rassemblement, axé sur les valeurs de la République qui demeurent plus que jamais au cœur de notre projet.

La politique de la direction du Parti Communiste faite d'esprit de désunion et de contradictions inhérentes à ses blocages internes, ne nous détournera pas de notre volonté de reconstruire sur des bases plus solides, le rassemblement du 10 mai 1981 pour l'élargir à d'autres forces.

IV - Rassembler pour réussir

Reconnaissons-le, le Parti Socialiste s'est résigné depuis quatre ans à n'être que l'appendice du gouvernement. Nous ne sous-estimons pas l'activité déployée par les militants socialistes à tous les niveaux, mais il faut bien reconnaître que pour presque toutes les décisions arrêtées dans les structures du pouvoir, le rôle du Parti Socialiste s'est limité à être celui d'une chambre d'enregistrement. Devant une telle réalité, certains n'hésitent pas aujourd'hui de proposer aux socialistes d'être une simple courroie de transmission, tenant le discours de ses actes gouvernementaux. Une telle approche constitue une étrange déviation idéologique, en procédant à un paradoxal mélange des rôles respectifs du pouvoir, de l'Etat, des partis.

Ce débat illustre la situation du Parti telle qu'elle est vécue depuis quatre ans. Le congrès de Toulouse sera décisif pour l'avenir même du Parti d'Epinay, son rôle et sa capacité à peser dans l'opinion, à devenir enfin une force de propositions et d'impulsion, capable de recréer une dynamique majoritaire dans le pays. La modification du type de scrutin rend l'avenir encore plus incertain.

Si aujourd'hui l'action gouvernementale ne concrétise pas l'essentiel des propositions faites par le Parti, ce n'est pas que le Parti Socialiste se complaise dans l'irréalisme, mais parce que nous n'avons pas su jouer notre rôle de force de conviction, d'élément moteur d'une dynamique capable de créer un rapport de forces favorables dans le pays.

Le Parti Socialiste s'est lentement dilué, au point de n'être plus ressenti comme porteur des exigences de transformations sociales.

Cette carence est particulièrement évidente dans le secteur entreprises, malgré les efforts de militants et des responsables.

Ceux-ci n'attendent pas du Congrès qu'il délivre son éternel message sur la nécessité de l'implantation dans les entreprises. Par contre, le moment est venu d'une clarification sur le rôle que le Parti entend réserver au secteur entreprises. Est-ce la clause de conscience du Parti ou est-ce, au contraire un secteur stratégique décisif pour mettre en œuvre notre projet et nos valeurs ?

Dans les entreprises la droite s'organise et ne s'y est jamais autant exprimée que depuis 1981, à travers ses chefs d'entreprises et une partie de la hiérarchie. Il est temps d'en finir avec cet arbitraire. La loi doit reconnaître à tous les salariés, la liberté d'expression politique dans l'entreprise.

Notre Parti ne mobilisera pas pour sa politique par télévision interposée à coups d'entreprises de séduction. Il faut un travail de conviction en profondeur. Pour en avoir la capacité, la réalité vécue dans l'entreprise doit être au centre de la politique du Parti Socialiste, le secteur entreprise devenant l'outil privilégié de l'élaboration de cette politique.

Cela suppose une autre approche des travaux de nos instances dirigeantes nationales et fédérales. L'examen de la situation politique doit y être conduite en étroite liaison avec le secteur entreprise et doit pour une large part porter sur l'entreprise, ses évolutions (rapports sociaux, modes de production, exercice de la démocratie). Pour cela il faut notamment que les militants du secteur



entreprises soient réellement et convenablement représentés dans les instances dirigeantes. La désignation de nos candidats aux prochaines élections sera un moment privilégié de vérification de cette compréhension.



Le combat de 1986, nous voulons que la gauche le gagne.

Nous connaissons les contraintes qui nous sont imposées. Ce sont celles de la domination technologique et industrielle du capitalisme multinational sur nos économies européennes.

Cette domination s'accompagne d'une offensive culturelle sans merci (le libéralisme sauvage) qui vise à flatter l'individualisme et encourage l'égoïsme des privilégiés au détriment de l'esprit de solidarité.

Il nous faut reconnaître publiquement qu'en juin 1982 devant cette offensive, la gauche a dû reculer et ranger ces projets de transformation sociale.

Cette opération vérité est nécessaire pour que ceux qui ont fait le 10 mai, comprennent que ce renoncement provisoire est aussi celui de leur attentisme, voire de leur passivité.

Pour desserrer ces contraintes, nous disposons de moyens non négligeables. C'est d'abord une autorité plus grande de la France sur la scène internationale. Ce sont aussi les réformes de structures (nationalisations, droits des travailleurs, décentralisation) mises en place par le gouvernement de gauche.

Utilisons-les pleinement pour initier une autre logique visant à produire plus, mieux, et autrement, à retrouver une croissance plus forte, à développer la solidarité nationale pour lutter contre les inégalités sociales et favoriser l'emploi.

C'est en renouant avec son projet que le Parti Socialiste, faisant pleinement confiance aux capacités d'initiative du monde du travail, pourra rassembler toutes les forces qui sont attachées aux valeurs de la République et qui refusent le déclin de l'Europe et de la France.

Le Parti d'Epinau fidèle à son histoire et aux valeurs qui fondent son identité, doit retrouver, à l'occasion de son congrès de Toulouse, le véritable rôle qui doit être aujourd'hui le sien, celui de redonner à la gauche les raisons d'espérer et les moyens de sa victoire.

Les jeunes

Contribution présentée par : Jean-Baptiste CASTILLA, Jean-Claude PEREZ, Laurent PRAT, Nathalie MOTTES, Philippe CEZAC, Didier GRILHÈRES, Marc LARROQUE.

« Jeunes, comprenez le rôle que vous pouvez jouer, la contribution dans la marche en avant que vous pouvez apporter. Décidez dès aujourd'hui de peser de toutes vos forces sur la destinée nationale, préparez de vos propres mains l'avenir plus heureux et plus juste auquel vous avez droit.

Soyez enfin, au sens le plus riche de ce mot – des citoyens –.

Pierre Mendès France.

Ce message à la jeunesse rédigé par M. Pierre Mendès France il y a trente ans, nous le réaffirmons avec force aujourd'hui. Pourtant face à l'ampleur et la dureté de la crise qui nous touche de plein fouet, la jeunesse se heurte, de manière encore plus frontale que les adultes à un avenir incertain.

Le 10 mai 1981, la majorité des jeunes a fêté la victoire de François Mitterrand. Depuis ils se replient dans l'attente et l'expectative. Il faut bien dire que la jeunesse ne se satisfait pas seulement de textes de lois. La lente (et parfois régressive) évolution des mentalités la fait douter et la touche de plus en plus. Les problèmes des jeunes sont ceux de la société tout entière.

Les jeunes et la crise

La recherche du premier emploi pour les jeunes est souvent un drame ; les files d'attente de l'A.N.P.E., les entretiens ne débouchant pas, c'est le quotidien pour bon nombre d'entre nous. Les jeunes sont un peu démunis devant ce fait de société. Comment résoudre ce problème, comment aider les jeunes à vivre mieux ?

Laurent Fabius a mis en place les T.U.C. pour que les jeunes de 16 à 21 ans sans emploi puissent avoir une première approche du monde du travail et acquérir une certaine qualification. Ces mesures sont un succès et les objectifs prévus au départ seront pulvérisés. Cela prouve que les jeunes veulent travailler, s'assumer et beaucoup préfèrent les T.U.C. plutôt que de demeurer au chômage. Au point où en est le programme T.U.C. l'accent doit être mis sur le volet de la formation, sur l'enrichissement culturel, sur la polyvalence car dans l'avenir, rares seront les personnes qui du fait de l'évolution des techniques et de la société ne devront pas changer plusieurs fois de métier dans leur vie active. Les T.U.C. doivent offrir un maximum de possibilités d'insertion, en multiplier les chances.

La résorption du chômage des jeunes passe bien évidemment par la reprise de l'économie mais également par une certaine refonte des systèmes de formation et d'éducation. Les filières de formation « bidon » ou « fourre-tout » qui ne mènent à rien doivent disparaître peu à peu et un système plus rationnel doit être mis en place.

La société de demain sera celle de la technique. De fait des personnels de qualité et s'adaptant rapidement aux variations seront nécessaires. Il faut donc pousser un maximum de jeunes à effectuer des études secondaires longues et des études supérieures. Les enfants des classes sociales les plus démunies ont des cycles

scolaires plus courts que les fils de nantis. En multipliant les bourses, on augmentera leurs chances de réussite et on augmentera le nombre de personnes qualifiées.

Comme le disait Alain Barrau au congrès de Bourg-en-Bresse, pour traduire notre projet il nous faut d'abord revoir bien des idées reçues sur la situation de la jeunesse. La jeunesse des années 80 n'est pas celle des années 60. La contestation idéologique et culturelle qui fut souvent l'expression des jeunes issus des classes moyennes autour de slogans (contre pouvoir, contre culture, conflit de génération) et qui remettait en cause les institutions, l'école, l'armée, la famille, a cédé la place aux problèmes économiques et sociaux... aux difficultés de l'insertion sociale et professionnelle. La réalité c'est le chômage, les emplois sous-qualifiés. Les jeunes ont un taux de chômage trois fois plus élevé que celui des adultes. Ankylosée, désabusée, déçue, la jeunesse l'est, même si ça ne fait pas plaisir. La contestation permanente a cédé la place à l'amorphisme. Si l'on doit reconnaître la réussite de la droite dans un domaine, c'est sans nul doute dans l'éducation nationale où par des mesures successives telles que les réformes Haby, Beullac, etc., elle a anesthésié tout une génération. Responsable de cet état de fait, elle peut aujourd'hui se réjouir et nous traiter, nous les jeunes, de « Bof génération ».

Les jeunes et la droite

La droite la plus revancharde et la plus méprisante par cet état de fait cherche à rattraper son retard chez les jeunes. Sans projet, sans programme, pendant vingt-cinq ans, elle a méprisé les jeunes générations et ne trace aucune perspective pour les années à venir. Son idéologie conservatrice ne peut en rien satisfaire l'espoir de la jeunesse. De tous temps la politique n'a jamais motivé la jeunesse. La droite l'a bien compris et joue la carte de la récupération en parlant d'apolitisme. A nous de démontrer le vrai visage qui se cache derrière ces gens qui se prétendent apolitiques.

Les jeunes et les droits de l'homme

L'honneur des socialistes c'est sans nul doute la lutte menée pour la défense des droits de l'homme et du citoyen. Notre crédibilité est fondée sur les combats que nous menons à l'Est comme à l'Ouest comme dans notre propre pays et cela la jeunesse en est consciente. Ce combat pour la fraternité entre les hommes, la jeunesse s'y associe pleinement car elle est prête à se mobiliser pour un idéal, un projet surtout s'il est aussi noble que celui-là. Ainsi c'est spontanément que les jeunes contribueront à la marche pour l'égalité et contre le racisme. Il en fut de même pour la mise en place d'associations comme S.O.S. Racisme organisées par des jeunes qui tiennent à montrer leur réprobation devant la montée des extrémismes. Aujourd'hui plus que jamais il faut combattre contre toutes les discriminations qu'elles aient pour origine la couleur de la peau, le sexe ou telle ou telle différence. Soyons vigilants ! Proclamons notre fidélité à de vieilles valeurs qui ont fait leur preuve et qui ne sont en rien archaïques.



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

Les jeunes et les socialistes

La gauche a attiré le soutien et la confiance d'une partie importante de la jeunesse lors des élections présidentielles de mai 1981. Elle a pesé d'un poids décisif dans la victoire du candidat du Parti Socialiste. Depuis c'est avec méfiance qu'elle juge nos actions et nos comportements. Autant elle applaudit quand nous contribuons à transformer petit à petit des caractéristiques importantes de notre société, autant elle nous siffle et nous désapprouve quand nous prenons des mesures difficiles.

Même si le bilan de l'action gouvernementale est important, il demeure pourtant trop mal connu. Nous n'avons pas suffisamment indiqué aux jeunes les difficultés rencontrées à changer la société et dans quelle situation nous avons trouvé la France en 1981. Tous les socialistes, jeunes ou pas, portent le poids de ce manque de communication. On pourrait tomber dans la facilité et montrer du doigt les médias en les rendant seuls responsables de cette situation. Une fois les socialistes au pouvoir beaucoup de camarades et sympathisants ont cru que tout allait arriver comme cela d'un coup de baguette magique et cela a entraîné une certaine démotivation et déception. Pourtant même sous un gouvernement socialiste la lutte continue toujours et il est nécessaire plus que jamais de se battre et d'expliquer bien fort quels sont nos objectifs.

Les jeunes dans leur grande majorité sont de gauche. L'incompréhension, la méfiance, nos difficultés à changer la société, les gênent à adhérer à notre mouvement. Pourtant nous avons besoin des jeunes pour réussir. La victoire de 1986 ne pourra être que celle des jeunes.

Rôle du Parti et du mouvement

« Alors que le discours dominant parle des « jeunes » comme d'une catégorie unique et immuable, nous constatons chaque jour que les enfants ne naissent pas libres et égaux, que les jeunes ne sont pas tous traités de la même façon. »

Le projet socialiste 1981, p. 311.

Cette phrase nous offre le constat d'une situation acquise après vingt-cinq ans de gestion de droite au cours de laquelle les inégalités se sont multipliées, les privilèges développés.

Le devoir du socialisme est de réduire les écarts, de rétablir un peu plus de justice sociale, de tendre vers l'égalité, de vivre dans une société libre et démocratique. Mais le socialisme c'est également mettre sur pied une société de responsabilité. Cette dernière ne peut s'acquiescer que dans la liberté, après un choix raisonné, ce qui suppose un effort, mais aussi des possibilités de formation.

Le Parti doit fixer comme une de ses priorités le développement de son action dans la jeunesse. Notre présence au sein de la jeunesse doit nous permettre de mieux enraciner notre démarche politique. Aussi devons-nous, nous adresser prioritairement aux jeunes : chômeurs, travailleurs, collégiens, apprentis, lycéens, étudiants – même si le M.J.S. ne peut être le seul moyen d'intervention. C'est le Parti tout entier qui doit s'adresser aux jeunes par exemple à travers ses municipalités (voire au travers d'associations qui nous sont proches).

Dans le département de l'Aude qui apporte le plus massivement ses suffrages aux socialistes, la fédération a contribué à faire du M.J.S., la première force politique de jeunes, même si beaucoup de travail reste encore à faire.

Pour cela il faut que les responsables du Parti sachent que le M.J.S. ne sert pas uniquement à réaliser un tract la veille d'une élection ou approuver des décisions déjà entérinées, mais doit collaborer effectivement à la réalisation des projets. L'impact sur les forces vives ne peut être acquis qu'avec un dialogue simple et réaliste. Le M.J.S. peut alors être un interlocuteur valable.

Conclusion

Depuis 1981, des 110 propositions du candidat Mitterrand plus de 95 ont été réalisées. Elles concernent tous les secteurs de la vie de la nation. Certaines restent à réaliser, toutes gênent la droite, de plus le temps travaille pour nous. Toutefois, on n'efface pas autant d'années de gestion inconsciente et peut-être n'a-t-on pas assez dénoncé le bilan du gaullisme, du giscardisme ; car aujourd'hui on perçoit encore les effets pervers, toutes les retombées négatives que nous devons assumer.

Toutefois camarades, la réalité de demain sera ce que nous la ferons par notre combat quotidien. Les jeunes d'aujourd'hui seront les adultes de demain. Nous portons une grande responsabilité et n'avons pas droit à l'erreur. Bâtissons une société, que nous jeunes socialistes, nous voulons plus juste et plus humaine.

Le rôle du Parti

Contribution présentée par : Lucien CHAUDAGNE, Edmond VACANT, Bernard FAVODON, Robert MANSAT, Charlotte RUSTAN, Jean-Marc MIGUET, Marc REGNOUX, Claude ROCHE, Monique BONNET, Georges FAURE, Gilbert PETITALOT, Maurice BARREYRE, Stéphane BOUCHET, Annie RUSCASSIE, Michel TOUZAC, Claude TOUZAC, Jean-Marie CHAPOULY.

Si l'unanimité du Parti à Bourg-en-Bresse s'est faite sur l'idée que : « Le Parti ne fait pas le gouvernement et ne lui dicte pas sa conduite », il n'en demeure pas moins nécessaire de préciser clairement le rôle de chacun.

En effet, il ne vient à l'idée de personne que le Bureau Exécutif se substitue au Conseil des Ministres pour l'action quotidienne du gouvernement ; de même il n'est pas concevable que le gouvernement dicte sa conduite au Parti.

Cependant, il y a bien une « limite » de compétence entre les deux instances qui doivent malgré tout « tirer » dans le même sens. Le Parti après 4 ans de pouvoir doit être mieux fixé sur sa place et son rôle dans la France des années 1980.

Pour éviter la normalisation du Parti qui déboucherait inévitablement sur une hémorragie de ses forces militantes, nous ne pouvons plus accepter que de grandes décisions – comme le virage de 83 – soient prises alors qu'elles tournent le dos à la logique du projet socialiste.

Non seulement le Parti dans son ensemble n'est pas associé, sauf pour la propagande, à l'élaboration des grandes réformes, mais lorsque celles-ci ne correspondent plus du tout à l'esprit du 10 mai, nous creusons encore plus le fossé qui nous sépare déjà de nos électeurs.

Le Parti doit fixer les objectifs à atteindre

Le Projet socialiste, malgré les affirmations de nos adversaires n'est pas dépassé ; il reste un projet.

Pour faire que ce projet devienne réalité et soit porté par les Français il faut que

les choix qui sont faits s'inscrivent dans sa logique. Les objectifs à atteindre doivent être fixés dans le Parti, avec les adhérents afin de montrer ensuite le chemin aux Français et par là même au gouvernement. Il n'est pas pire politique que de ne pas faire ce qui a été dit ou de tenir un langage différent au pouvoir et dans l'opposition.

Le Parti doit montrer le chemin et annoncer les obstacles

Les objectifs étant fixés audacieusement mais consciemment, il s'agit de les atteindre ; mais la route n'est pas facile et des obstacles se présentent, les uns prévus qu'il faut annoncer à l'avance, les autres inattendus, mouvants, qu'il faut savoir désigner dès leur apparition.

Ainsi par exemple, la départementalisation dans les hôpitaux publics a pour objectif : plus de démocratie pour plus d'efficacité. Cet objectif était connu et annoncé à l'avance ; on savait que certaines corporations notamment les médecins s'opposeraient à sa mise en place. Il fallait donc dès le départ – en supprimant par exemple l'ordre des médecins –, créer un mouvement d'opinion pour étouffer leurs tentatives. Cela n'a été fait par personne, ni les partis, ni non plus les syndicats et le champ est aujourd'hui libre pour que le progrès désiré laisse la place au renforcement du corporatisme.

De la même manière le choix de relancer certaines branches de l'activité économique (textile, électronique grand public, etc.) l'a été en connaissant les difficultés économiques. Ce choix a été fait parce que c'est une nécessité pour le pays. Il



faut donc qu'il soit partagé par les Français ; une campagne plus convaincante pour favoriser ces produits est nécessaire car toute autre attitude hostile ou frileuse a pour conséquence de revaloriser les produits concurrents.

En matière internationale, la France refuse le partage du monde en deux blocs, cela correspond tout à fait à nos orientations. Mais, concrètement notre pays ne peut-il faire mieux ? Ainsi en Amérique centrale et plus particulièrement au Nicaragua un gouvernement démocratiquement élu subit-il les pressions des États-Unis parce qu'il est classé dans le « bloc de l'Est ». La France ne devrait-elle pas accentuer publiquement son aide matérielle envers ce pays, retirant ainsi toute portée au discours américain ?

Le rayonnement de la France à l'étranger, c'est aussi cela. Elle ne peut qu'y trouver avantage, y compris parce qu'elle souderait un peu plus son corps social.

Le Parti Socialiste qui a fait de tels choix précédant la politique gouvernementale a ensuite pour rôle de l'accompagner.

Le Parti doit clairement désigner l'adversaire

La crise, cela a été dit, c'est aussi une guerre économique. Pour gagner la guerre, il faut savoir contre qui on se bat. Crise du capitalisme ; c'est donc le capitalisme l'adversaire. Celui-ci a mille visages, mais ce n'est surtout pas un fantôme !

Ainsi le capitalisme c'est d'abord l'entreprise et dans l'entreprise, les adversaires ce sont ceux qui utilisent les profits à des fins privées contre l'intérêt général, ce sont ceux qui, oubliant l'intérêt général misent tout sur leur ascension personnelle en niant les autres compétences. Ce comportement a pour conséquence de détruire toutes relations sociales constructives.

Le capitalisme, c'est aussi une réalité nationale ; les adversaires ce sont ceux qui prônent de maintenir l'ordre ancien, les valeurs inégalitaires conservatrices, voire d'en revenir à des relations humaines d'un autre temps (racisme) ; les adversaires ce sont ceux qui assignent à notre pays un rôle de sous-traitant dans le monde.

Le capitalisme, c'est enfin un système mondial avec ses centres de décisions ; les adversaires sont ceux qui tentent de pérenniser un tel système. Ils doivent être désignés et chacun de leurs actes doit être expliqué et combattu.

Afin de mieux saisir l'évolution des rapports de force et d'appréhender d'une manière plus juste l'accélération de la lutte des classes dont le moteur est désormais le patronat, les organes dirigeants du Parti doivent être beaucoup plus représentatifs des forces du travail.

Le Parti Socialiste doit pouvoir dire sans retenue ce que parfois le gouvernement doit taire.

Citoyens à part entière

Contribution présentée par Annette CHÉPY-LÉGER, Daniel CHOLLEY, Anne CUBLIER, Jean NATTIEZ, Sylvain RENARD, Olivier APTEL, Eric BARRE, Bernard BAZINET, Catherine BELUD, Brigitte BLOCH, Annie BONNET, Gilles BONNEVIALLE, Jean-Michel BOUYSSIE, Frédérique CALANDRA, Philippe CARRION, Corinne CÉSAR, Eric CHAMAULT, Daniel CHAMBON, Eric CHEVAILIER, Bertrand CLAUDEL, Sophie CORTES, Didier COULIN, Catherine COUTARD, Rémy CRUZ, Pascale CUNY, Georges DARDEL, Christian DEBEVE, Hervé DUCROQ, André FRANCILLON, Alain GATHERON, Raoul GEORGER, José GOMEZ, Eric HOULLEY, Monique HERNANDEZ, Frédéric HAMMERER, Eric JULLA, Richard KAISER, Daniel KURY, Jean LABA, Philippe LACAILLE, Sophie LECOSTEY, Alain LEGAL, Sylvain LUCAS, Thierry LUCAS, Céline MARCOTTE, Hervé MASNYOU, Fabrice MONIOT, Jean-François MORTELETTE, Michel MOSCA, Jean-Jacques NANY, Eric OFFREDO, Jamel OUBECHOU, Yves PALAU, Yves PAQUIER, Sylvie PAULMIER, Marc PIEMONTESE, Maurice PLANEL, Nicolas ROBERT, Jean-Louis SORRARUFF, Frédéric TRONCHE, Michel TOUCHARD, Guillaume VUILLETET.

Parler des jeunes aujourd'hui, simplement parce que l'avenir ne se fait pas sans eux.

Une génération en question

Coca-cola et Hollywood Chewing-gum essaient encore de nous « brancher » sur une jeunesse unique et aseptisée, homogène dans son style de vie alors même que la crise du capitalisme a depuis longtemps « câblé » une autre réalité. Les conséquences économiques et idéologiques de la crise venant exacerber leurs différences et accentuant la sélection sociale, les jeunes des années 80 sont surdéterminés par leur origine de classe.

Une jeunesse à l'image de la société

Les jeunes n'ont jamais constitué un groupe vraiment homogène. Pourtant le combat contre la guerre d'Algérie dans les années 60, la diffusion de la culture et du mode de vie des étudiants à l'ensemble des jeunes dans les années 70, ont constitué de puissants facteurs de cohésion. La crise mondiale est venue dissoudre cette homogénéité superficielle en laissant chaque jeune seul, face à l'angoisse de son devenir socioprofessionnel. On voit bien que le problème ne se pose pas de manière aussi aiguë pour tous : l'origine sociale, l'importance du réseau de relations sociales, la durée des études suivies, le niveau et la branche de qualification autant de facteurs qui modifient sensiblement les possibilités d'insertion de chacun. Nous avons dénoncé les dangers d'une société duale. Il n'est que temps de prendre les moyens de lutter efficacement contre ce processus de dualisation, d'écèlement et de marginalisation des jeunes de ce pays.

Ce processus de dualisation se caractérise de manière simplifiée par deux circuits distincts de passage à la vie adulte (même s'il existe en fait un large éventail de conditions entre les pôles de cette dualisation).

D'une part, il y a ceux qui poursuivent des études, valorisent leur savoir, retardent leur accès au marché du travail et sortent du système éducatif sinon avec une formation adaptée, du moins adaptable.

D'autre part, il y a ceux qui sortent de l'école sans, ou avec une mauvaise formation. 40 % des jeunes déclarés actifs sont dans des conditions précaires (travail intérimaire, chômeurs...). Ceux-ci subissent souvent toutes les exclusions. En effet, ce sont fréquemment les mêmes qui sans travail et sans argent, logent seuls, ont peu de relations sociales, sont sans formation. Membres peu actifs de la vie politique et sociale, ces jeunes fournissent un marché secondaire du travail où se dégradent profondément la condition et les droits des travailleurs ; beaucoup sont

Les jeunes de 15 à 24 ans sont 8 millions dont :

- 49 % de scolarisés ;
- 43 % d'actifs, dont 19 % occupent un emploi temporaire et 19 % sont au chômage ;
- 8 % déclarés inactifs (essentiellement ceux qui effectuent leur service national et les jeunes femmes qui renoncent à travailler ou à chercher un travail après leur mariage).

Ce sont aujourd'hui 63 % des jeunes filles et 42 % des jeunes gens sans diplôme qui, un an après leur sortie de l'école, cherchent toujours un emploi.

Référence : « Les Jeunes », Olivier Galland. Collection Repères aux éditions la Découverte.



— CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D. —

privés de garanties sociales et exclus de la vie collective : ils sont des citoyens de seconde zone.

Déjà défavorisés, ils ont en outre le sentiment d'être incompris, ignorés. Qui se soucie réellement du chômage des jeunes ? Qui se trouve scandalisé d'un taux deux fois supérieur à la moyenne nationale ? Ne nous y sommes-nous pas déjà insidieusement habitués ? Plus grave encore qu'une injustice, il s'agit d'un profond gâchis. Quel avenir peut-on construire sur l'exclusion d'une large fraction de la jeunesse ? Pour réussir les socialistes ne doivent pas faire l'impasse sur une génération.

Les jeunes face à l'idéologie de la crise

Dans la première moitié des années 70, on assiste à l'essor des valeurs de gauche, portées par la dynamique unitaire. La fin des années 70, elle, sera le témoin d'un renversement de tendance : l'idéologie de crise, le libéralisme, gagne à nouveau du terrain. Et les jeunes sont sans doute parmi les plus sensibles à ce retour en force. D'autant plus que la victoire de la gauche en 81 n'a pas marqué le coup d'arrêt nécessaire à cette évolution. Quels sens pourront avoir pour les jeunes les mots comme solidarité, justice, égalité, partout prononcés, partout galvaudés, alors que leur expérience de la vie adulte ne les conduit le plus souvent qu'à une attitude de concurrence ; concurrence pour un emploi, un logement, aussi bien entre jeunes qu'avec les adultes, concurrence et individualisme qui rendent obsolètes nos valeurs.

Avec pour pierre de touche le culte des biens matériels et le repli sur soi, le libéralisme n'est pas porteur de valeurs mobilisatrices, mais il n'en a pas besoin, seule lui importe une jeunesse passive en consommant, passive au chômage, passive au travail.

Pour l'idéologie libérale, la jeunesse existe, elle est un marché de consommation. Consommateur est même le seul rôle social effectif autour duquel, pour elle, s'ordonnent les jeunes.

Cette absence de valeurs porteuses s'abrite derrière des formules toutes faites : le feeling remplace les idées, et si à la bourse des modes la liberté est en hausse... elle passera comme le reste.

Les médias véhiculent critères et normes qui définissent le modèle du « jeune branché », participant ainsi à la distinction entre « in » et « out ». Ainsi l'idéologie libérale justifie et renforce le processus de dualisation.

Masque du capitalisme en redéploiement, le libéralisme, qu'il porte son discours sur l'économie ou sur les mœurs, est le paravent derrière lequel certains gouvernements (et certains partis) s'abritent pour cacher leur interventionnisme au profit du capital, leur politique sociale réactionnaire et leur conservatisme moral. Sur le plan international, le libéralisme signifie toujours plus d'alignement derrière les États-Unis.

On le voit donc bien, c'est contre le libéralisme que la gauche doit faire émerger à nouveau ses valeurs pour refonder le présent... et préparer l'avenir, que ce soit à l'intérieur, ou à l'extérieur de nos frontières.

La gauche au pouvoir ou « un rendez-vous manqué »

La gauche au pouvoir n'a pas encore convaincu les jeunes.

En effet, les élections européennes et cantonales récentes ont montré que la jeune génération s'abstenait dans de fortes proportions et ne votait plus majoritairement pour les partis de gauche.

Il est pourtant possible, pour la première fois depuis longtemps, de tenir un discours exigeant en direction des jeunes. Mais ce discours doit s'inscrire dans le cadre d'une résistance collective à la crise, montrer le projet global qui le rend valide et s'appuyer sur des mesures concrètes autant générales que spécifiques.

Nous reviendrons plus loin sur ce qui fait le corps d'une politique en direction des jeunes. Par un exemple, nous voudrions montrer l'importance de certaines mesures spécifiques. Il s'agit du service national. L'armée, il faut le rappeler, a pour mission essentielle la défense du territoire national et cette question, parce qu'elle ne concerne pas seulement les militaires, nous permet de rappeler notre attachement à la conscription populaire. Il est juste, dans cette conception, de vouloir renforcer les liens armée-nation et associer par exemple l'éducation nationale et la défense pour la promotion de l'esprit de défense chez les jeunes. Mais, trop souvent, les initiatives menées sont à sens unique (informations militaires dans les lycées, P.A.E. sur la défense...). En même temps, malgré les trente mesures et les intentions officielles, le service militaire demeure pour 300 000 jeunes par an le plus souvent une école de la résignation et de l'obéissance aveugle, une rupture avec la citoyenneté. A partir de ce constat nous souhaitons que soit précisément définie la place du service national dans notre système de défense et que soient prises des mesu-

res sur l'amélioration des conditions de vie des appelés et le renforcement de leurs droits et libertés.

Le P.S. et le M.J.S. doivent prendre toute la mesure de cette attitude des jeunes par rapport au gouvernement. Le salut n'est pas dans la dépolitisation. Les socialistes ont intérêt à opérer quelques choix clairs pour emporter la confiance des jeunes. Ne rien faire et ne rien dire c'est laisser les 16/25 ans se débattre dans leur vie quotidienne et préparer le retour de la droite.

Un avenir avec les jeunes

Dans son message à la jeunesse Pierre Mendès France déclarait : « Ayez constamment présente à l'esprit la relation étroite et quotidienne qui existe, et qui maintenant existera de plus en plus, entre vos préoccupations, vos soucis, vos besoins et l'action d'un grand État, qui, après tant d'épreuves, veut se refaire, veut se redresser. Comprenez le rôle que vous pouvez jouer, la contribution dans la marche en avant que vous apportez. Décidez dès aujourd'hui de peser de toutes vos forces sur la destinée nationale, préparez de vos propres mains l'avenir plus heureux et plus juste auquel vous avez droit. Soyez enfin, au sens le plus riche de ce mot, des citoyens ! »

Exhorter les jeunes à être des citoyens, tel doit être aujourd'hui le message de la gauche. Pourtant le chômage et l'idéologie de crise dont nous avons vu les manifestations, aboutissent à la marginalisation de nombreux jeunes. Contre cela il nous faut d'une part construire un grand système de formation initiale et continue, et d'autre part fonder de nouvelles valeurs contre l'idéologie libérale.

Formation et emploi

Il serait vain de croire que la formation supprimera à elle seule le chômage. Une action volontaire dont la croissance serait le moteur est également nécessaire pour reconstruire le tissu industriel français et créer des emplois. Ces deux axes, formation et politique industrielle volontaire, sont étroitement liés et indispensables pour relever le défi américano-japonais.

Aujourd'hui œuvrer en faveur de l'emploi et de l'insertion des jeunes c'est avoir un système de formation initial adapté et réinsérer ceux qui sont déjà sortis du système éducatif sans réelle formation.

1. D'abord l'école

L'école est une donnée fondamentale de l'insertion des jeunes dans la société. Aujourd'hui pour un pays comme la France c'est également un élément essentiel de la stratégie de redressement national.

On comprend donc bien la priorité qu'il faut donner à l'école (au sens large). Celle-ci doit apporter à tous les jeunes un niveau de formation de base générale et technique qui leur permet d'appréhender la société dans laquelle ils vivent, de trouver un emploi, de s'adapter aux mutations en cours et d'être des citoyens à part entière. Dans ce cadre les priorités fixées par le gouvernement (scolarisation de tous les enfants à partir de 3 ans – renforcement de l'école primaire – réforme des collèges – volonté d'amener 80 % d'une classe d'âge jusqu'au BAC et de doubler le nombre d'étudiants d'ici à l'an 2000) vont dans le bon sens. L'ensemble de cette politique nécessite des moyens. C'est pourquoi la priorité à l'éducation nationale dans le budget de l'État doit être affirmée plus nettement encore. Dans le cas contraire, il est à craindre que les réformes entamées ne portent pas tous leurs fruits.

Ceci concerne les jeunes en cours de formation et ceux qui vont entrer dans le système éducatif. Mais qu'en est-il de ceux qui ont vécu leur scolarité dans une école déstructurée par la droite ?

2. Refuser la marginalisation

Bertrand Schwartz précisait dans son rapport en 81 qu'il y avait en France 500 000 jeunes qui n'avaient ni formation, ni emploi, ni argent. Lors d'un bilan de son action en 84, il annonçait que, si rien n'était fait, un million de jeunes n'auraient plus jamais d'emplois et seraient à jamais marginalisés. Des mesures, ayant des effets à court terme, s'imposent donc.

Le succès des T.U.C. marque toute l'ambiguïté de l'insertion sociale prônée par le gouvernement : il témoigne en effet de la volonté des jeunes, malgré toutes les entraves, d'être acteurs dans la société. Il montre également les limites d'une politique qui tend à faire des jeunes des sous-salariés sans réelle formation. En effet si les T.U.C., compris comme une période d'activité professionnelle complétée par une formation et débouchant sur un emploi, sont une bonne chose, il n'en est pas de même des T.U.C. autorisés à tout va, sans contrôle sur la réalité de la formation. Face à la gravité du problème il faut utiliser l'ensemble des moyens possibles. Mais il s'agit aussi de ne pas aggraver la situation d'exclusion par des mesures inadéquates. Ainsi le S.M.I.J. (S.M.I.C. des jeunes), inférieur au S.M.I.C., nous paraît dange-



reux et a prouvé son inefficacité en Hollande. A des situations précises doivent correspondre des mesures adaptées :

- Le développement du temps partiel sous réserve d'une réelle formation ou la généralisation des « entreprises intermédiaires » font partie des mesures possibles.

- Il est également urgent de se préoccuper des jeunes chômeurs faiblement diplômés (C.A.P. - B.E.P.). On voit en effet que les entreprises ont tendance à ne plus demander que des jeunes très qualifiés (B.T.S. - D.U.T.) ou pas qualifiés du tout. Les jeunes qui chaque année sortent de l'école avec un C.A.P. ou un B.E.P. n'ont que très peu de chance de trouver un emploi au niveau correspondant. Il est donc nécessaire de « réinventer » un niveau 5 (C.A.P. - B.E.P.) correspondant à un emploi d'ouvrier qualifié. Ne pas le faire c'est renforcer la dualisation.

- Le temps consacré à la formation est également nécessaire aux jeunes titulaires d'un emploi : la formation ne doit plus être considérée comme un temps d'attente avant l'emploi stable, fixe et définitif. Elle doit, en revanche, accompagner l'évolution du travail dans l'entreprise et nécessite une véritable formation permanente tout au long de la vie professionnelle.

Reconstruire une dynamique collective

1. Le M.J.S. : le passage à l'âge adulte

Ce que nous craignons pour le M.J.S., il y a deux ans, à la veille du congrès de Bourg, est hélas validé par les faits. Le P.S., en mettant sous tutelle les jeunes militants, paralyse le développement de leur organisation. Les journées nationales rassemblent peu de monde, les conférences nationales ressemblent à de grandes messes sans conséquence politique, le Conseil national se réunit peu souvent et ne sert qu'à ratifier les décisions prises par le Secrétariat national et l'équipe nationale d'animation. Les dernières élections internes ont clairement montré la recherche d'un verrouillage politique du Mouvement. L'adoption par le Conseil national d'un règlement intérieur, si longtemps espéré, n'aura pour conséquence que d'accentuer ces tendances.

Dans le contexte d'un combat politique difficile, de désaffection des jeunes par rapport à la gauche, il est temps de reconstruire une structure d'intervention du P.S. dans la jeunesse bénéficiant d'une certaine autonomie. Car comment tenir aux jeunes le langage de la responsabilité sans dépoussiérer ses propres meubles ? C'est pourquoi nous demandons l'organisation d'une Convention nationale extraordinaire du P.S. pour faire le bilan depuis la Convention de Créteil et pour donner un nouveau départ au M.J.S. Avec des congrès réguliers, des règles de fonctionnement simples et pratiques, des responsables élus à tous les niveaux sur des critères vraiment politiques, le M.J.S. pourra jouer pleinement son rôle de diffusion des idées socialistes dans la jeunesse, de lieu d'accueil vivant et sympathique et de réservoir de propositions nouvelles.

On prétend, à tort d'ailleurs, que les jeunes se désintéressent de la vie et des partis politiques. Leur engagement demeure marginal parce que les organisations politiques sacralisent la hiérarchie et l'ancienneté. Ce serait donc une grave erreur que de vouloir prolonger l'âge d'appartenance au M.J.S. Cela ne pourrait que permettre la fossilisation de « vieux jeunes » aux postes d'animation et rebuter les nombreux adhérents. Par contre, serait judicieux pour le M.J.S. de proposer un tarif national unique et réduit, donnant droit d'adhérer au P.S. facilement avant 25 ans.

2. Vers une nouvelle citoyenneté

Réconcilier les jeunes avec la société française est une urgence. Nous avons souligné l'importance de l'insertion professionnelle mais nous ne devons pas nous limiter à ce domaine.

Faciliter la participation des jeunes à l'ensemble de la vie sociale est un enjeu décisif si l'on veut relever le défi de cette Troisième Guerre mondiale déguisée que représente la profonde crise qui secoue la planète. Si les tenants et les ténors du libéralisme se satisfont (et encouragent même) le renoncement, la démission et le repli sur soi, il n'en est pas de même de nous. Partisans du socialisme dans une période difficile politiquement et économiquement, il s'agit de reprendre l'initiative et de nous ressourcer aux valeurs fondamentales de notre projet. Il s'agit, aujourd'hui, comme hier, d'enrichir la démocratie, de combattre pour l'égalité et de donner un sens à la solidarité.

a) Un citoyen éclairé

La participation éclairée de tous prend sa source dans l'éducation c'est-à-dire la mise à disposition des savoirs et l'épanouissement du sens critique. Le rôle fondamental de l'école a été souligné plus haut mais insistons à nouveau sur l'importance de l'enseignement de l'instruction civique et de l'histoire ; sur la nécessité d'une familiarisation avec les technologies nouvelles (ou moins nouvelles d'ailleurs) et avec les divers moyens de communication et de transport qui sont le B.A. BA d'une pratique sociale simple.

Mais cette nouvelle citoyenneté, si elle prend sa source dans l'éducation, voit son épanouissement dans une participation de plus en plus large ; quelques mesures simples peuvent lui servir de base :

- la possibilité pour les 16/18 ans de présider une association ;
- le droit de vote pour ces mêmes 16/18 ans aux élections municipales ;
- le permis de conduire dès 16 ans ;

sont des exemples de mesures qui peuvent s'intégrer à l'idée de pré-majorité.

- Devant la plupart des situations quotidiennes les jeunes ne sont pas considérés comme des citoyens à part entière. Le problème du logement en est un exemple.

Il est nécessaire d'étudier des solutions à l'ensemble de ces situations particulières. Mais sans doute le problème de l'accès des jeunes aux responsabilités est-il un problème plus général également. Sans vouloir aller au fond des choses nous tenons à mettre en avant quelques pistes de réflexion. Il en est ainsi pour le formidable blocage que représente, dans notre pays, le fait que « hiérarchie » et « vieillissement » soient corrélés avec tant de force, en même temps que « initiatives des uns » ne peut être imaginé qu'avec « départ des autres » ! Dans un tout autre domaine le renouveau des initiatives semble également bloqué ; c'est celui de la culture, parce qu'une génération, éternellement jeune parce qu'elle a fait mai 68, occupe tout l'espace et accapare les associations de jeunesse !

b) A l'université et au lycée aussi

La participation de tous, l'accès aux responsabilités, bref l'exercice de la démocratie doivent s'inscrire le plus tôt possible dans la vie quotidienne des jeunes.

Insistons dans ce cadre sur la revalorisation nécessaire de la fonction de délégué de classe et de celle de délégué d'établissement. Les lycéens sont une composante importante de ce que devrait être l'animation collective de la vie dans les lycées.

A l'université le problème est sans doute plus aigu. En effet, l'effet conjugué des conséquences de la crise (victoire du libéralisme, accentuation de la concurrence sauvage, augmentation de la sélection sociale) et de l'application réactionnaire de la nouvelle loi d'orientation (statuts dérogatoires permettant une sélection à l'entrée de l'université. « Mauvaise volonté » dans la mise en place des nouveaux D.E.U.G.) conséquence d'un rapport de force à nouveau favorable pour les mandarins, entraîne un recul de l'exercice de la démocratie et de la démocratisation de l'université. Il n'est que temps de briser le cercle infernal qui se met en place entre les forces révolutionnaires, partisans du déclin de la France, qui souhaitent peu d'étudiants (ceux-ci venant de milieux déjà favorisés) et des étudiants qui, croyant que sélection = assurance de débouchés professionnels, portent aux nues les filières les plus sélectives. Il n'est que temps d'affirmer que la France, si elle ne veut pas être reléguée dans l'oubliette que lui réserve la division internationale du travail, doit former plus d'étudiants. « Doubler le nombre d'étudiants d'ici à l'an 2000 », a dit Jean-Pierre Chevènement : il n'est déjà presque plus temps de donner les moyens à l'université de relever ce pari. Plus d'étudiants et donc nécessairement plus de lycéens, c'est notre pays résolument tourné vers l'avenir avec les atouts dont il dispose.

c) Et dans l'entreprise bien sûr

Bien sûr la nouvelle citoyenneté ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise. L'extension et l'exercice des droits dans ce domaine, problème qui ne concerne pas seulement les jeunes, mériterait de très longs développements. Là aussi l'accès des jeunes aux responsabilités se pose. Là aussi, leur intégration à une dynamique collective est un enjeu.

3. Vers une nouvelle solidarité ou Égalité-Fraternité

Alors que, comme nous l'avons montré plus haut, l'individualisme forcené et la concurrence sauvage marquent la vie quotidienne dans notre société, nous voulons réconcilier notre République avec les valeurs d'égalité et de fraternité.

- Égalité pour les jeunes : l'ensemble de nos propositions s'inscrit dans cet objectif.

Dans ce cadre nous nous félicitons de l'effort fait par le gouvernement pour faire disparaître la surprime au niveau des assurances auto pour les moins de 25 ans. Cette mesure, plus populaire que la suppression de la vignette moto, dans le sens qu'elle touche plus de jeunes, ne sera sans doute pas autant portée par les médias. Pourtant elle va dans le sens de plus d'égalité et de plus de facilité pour les jeunes à se déplacer. Insistons dans ce domaine sur la nécessité d'un réseau de transports en commun plus dense et plus étendu ainsi que plus facile à utiliser par tous.

- Égalité pour les étrangers. Et nous souhaitons à l'instar du Président de la République que ceux-ci obtiennent rapidement le droit de vote aux élections municipales suivant les modalités appropriées.

- Égalité pour les jeunes d'origine étrangère. Nous touchons là un point essentiel de la construction de notre avenir. Ces jeunes sont touchés, mais avec une force encore plus grande, par ces problèmes que nous avons déjà évoqué : chômage, marginalisation... Leur insertion en dynamique est à l'ordre du jour. La France doit



— CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D. —

relever le défi du racisme et savoir profiter de l'immense apport culturel et humain que constituent ces jeunes issus de milieu et de pays différents.

- Égalité pour les jeunes femmes qui, elles aussi, sont touchées plus violemment par la crise et que « l'air du temps » voudrait ramener à la maison au moment même où l'on voit les lois instaurant l'égalité dans plusieurs domaines, être votées.

- Égalité donc fraternité. Et c'est bien comme cela que l'on peut avancer vers une nouvelle solidarité avec les jeunes, que l'on peut faire le pont entre l'individualisme et une nouvelle dynamique collective. Le succès du slogan S.O.S. racisme « touche pas à mon pote » montre que l'on ne mobilisera pas aujourd'hui les jeunes selon des formes traditionnelles. En effet, le succès de ce badge est contradictoire avec la déshérence que connaissent actuellement les organisations de jeunesse.

L'importante composante affective et individuelle de ce slogan n'échappe à personne. C'est donc à la racine, en liant individu, vécu et engagement, qu'il faut reprendre le combat pour que nos valeurs soient de nouveau portées par beaucoup.

4. Vers un monde plus juste et plus libre

La porte est étroite pour la réalisation de notre projet. La crise c'est la réalité quotidienne que nous venons de décrire. C'est aussi une formidable pression inter-

nationale. Face à cette pression c'est la réalité de la démocratie qui est en cause.

En effet, pas de démocratie sans indépendance de la France. Pas de porte ouverte pour notre projet sans construction d'un pôle de décision indépendant en Europe. Pas de perspective pour nous qui ne soit liée à l'avenir du tiers monde.

5. Un combat pour la démocratie, pour la liberté

L'ensemble de notre propos s'inscrit dans notre combat pour la démocratie, pour la liberté, combat qui a toujours été le nôtre et qui est plus que jamais à l'ordre du jour, combat qui se mène résolument vers l'avenir. Nous l'avons dit la porte est étroite pour la réalisation de notre projet, d'autant plus étroite que les groupies du libéralisme, c'est-à-dire la droite et son rejeton extrême, semble avoir remporté une victoire dans les têtes. C'est pourquoi la dimension essentielle de notre action aujourd'hui est politique.

Revenir au sens profond des valeurs de la République (Liberté-Égalité-Fraternité) c'est tracer la voie d'un nouveau rassemblement et mener un combat d'avant-garde pour que les jeunes se tournent nettement vers les idéaux de solidarité, de démocratie et de progrès. Cette volonté c'est la nôtre.

Les systèmes de communication : un enjeu mondial

Contribution présentée par Alain COQUARD

La séparation entre l'informatique, les réseaux, les terminaux devient de plus en plus théorique et artificielle. Les progrès des moyens de transport de la communication toujours plus performants : satellites de télécommunications, câbles optiques, faisceaux hertziens et bientôt satellites de télédiffusion directe, bouleversent des principes que nous avons pris pour habitude de considérer comme immuables.

Les réseaux ont atteint la taille mondiale alors qu'ils avaient été longtemps cantonnés au niveau local ou régional. L'informatique est passée du stade de l'utilisation limitée à des professionnels à l'usage ouvert à toute la société sans nécessité de formation spécifique. La transformation s'accélère aujourd'hui vers la vidéo-matique et la consultation de grandes banques de données afin de répondre, en temps réel, à l'immense besoin d'information que suscitent nos sociétés, cela grâce à la capacité démultipliée des réseaux.

Nous passons actuellement de l'utilisation de techniques complémentaires à l'édification d'un système de la communication à l'échelle mondiale.

Les États-Unis, et particulièrement I.B.M., développent une stratégie de domination du marché mondial avec comme objectif de préserver et d'amplifier leur première place en informatique. Cela constitue un enjeu déterminant non seulement pour l'économie et l'emploi dans de nombreux pays, mais aussi pour l'indépendance et l'identité culturelle des peuples, c'est-à-dire leur liberté.

La communication devrait générer la plupart des emplois nouveaux d'ici la fin du siècle tant dans la recherche et la fabrication des matériels que dans la production des contenus. Cela implique de notre part la définition d'un programme d'actions.

La France et l'Europe sont confrontées à une vaste opération de déstabilisation de notre industrie informatique et télécommunication. La déréglementation des réseaux de télécommunications, d'abord aux États-Unis puis en Grande-Bretagne, au Japon et peut-être bientôt en Italie, constitue pour nous un défi majeur. L'édifi-

cation de groupes aujourd'hui capables d'intégrer, d'exploiter et de gérer des systèmes complets de communication en dehors de la puissance publique, est devenue une réalité pour une part désormais importante des pays développés. Les récentes prises de participation, bousculant des frontières antérieurement très fermées, les accords entre firmes américaines et européennes semblent guidées en priorité par une volonté de déstabilisation des monopoles publics sur les réseaux.

Comme nous l'avons fait depuis 1981, nous nous devons de continuer d'apporter des réponses originales aux défis qui nous sont lancés.

Nous avons les moyens de conserver notre place et notre originalité dans le cadre des futurs systèmes de communication planétaire. Cela exige le respect des rôles : le service public, pour assurer le fonctionnement du réseau et des entreprises performantes et compétitives pour la production des matériels et des services. La déréglementation abolit les péréquations sociales ou géographiques, seuls les secteurs rentables directement sont desservis tant au plan intérieur d'un pays que vis-à-vis de pays tiers, le choix se fait selon la capacité financière. Nous ne pouvons préconiser un développement réalisé au détriment des plus défavorisés. Notre réponse à la pratique de déréglementation doit être fournie par la démonstration de la capacité de réseaux publics à obtenir de meilleurs résultats et d'apporter des services adaptés et compétitifs que nous ne devons pas craindre de comparer aux réseaux privés à l'étranger.

Nous obtiendrons de nouveaux succès en poursuivant dans la voie engagée. Cela passera aussi par le maintien de nos exportations et la création d'un front des Européens et non de leur division.

Les systèmes de communication constituent un des enjeux déterminants pour la fin de ce siècle. Le congrès de Toulouse doit être l'occasion, pour le Parti, de réaffirmer l'originalité de la voie que proposent les socialistes français.



Éthique médicale et société

Contribution présentée par Michel DEBOUT

La presse et l'opinion sont agitées depuis quelques mois par des questions morales et sociales touchant notamment à la naissance et à la mort et plus généralement à ce qu'on appelle aujourd'hui l'éthique médicale.

Ce texte n'a pas pour fonction de céder à une quelconque mode ou à obliger une formation politique à réfléchir sur des sujets qui ne seraient que d'ordre personnel ; les problèmes soulevés touchent en fait à des valeurs fondamentales, chacun ressent plus ou moins confusément qu'à travers eux est questionnée la notion même d'humanité. C'est pour permettre une réflexion collective du Parti tout entier – en temps qu'expression d'une part importante de l'opinion française – que se situe cette contribution.

Bien plus, on en est arrivé à un point tel que le législateur sera peut-être à court terme amené à se prononcer, donc à décider pour tous, et dans ce domaine, il est capital que l'écu puisse étayer sa position sur une démarche démocratique prenant l'avis du plus grand nombre.

Le lieu de décision

Sur l'ensemble de ces problèmes, nous devons rappeler qu'en aucune façon les professionnels n'ont à décider seuls.

C'est d'ailleurs, l'une des raisons qui nous a fait nous prononcer pour la dissolution du Conseil National de l'Ordre des Médecins.

La morale médicale ne peut être l'affaire des seuls médecins, même si à l'évidence ils sont aussi concernés. Ce qui est demandé aujourd'hui à la médecine n'est plus seulement qu'elle soigne la maladie, mais qu'elle intervienne par ses techniques dans les domaines de la reproduction et de la mort, autant dire dans ce qui fonde les valeurs humaines de notre vie.

L'installation du Conseil national d'éthique par François MITTERRAND a constitué de ce point de vue un progrès incontestable : elle a ouvert la réflexion éthique à d'autres qu'aux praticiens (personnalités morales, philosophiques, représentants des cultes...) et elle est un rappel permanent qu'il ne peut y avoir de recherche fondamentale ou appliquée avec pour objet l'homme, coupée d'une réflexion morale et sociale.

C'est vrai que la compétence du Conseil National concerne exclusivement la recherche et les protocoles expérimentaux : son Président, le professeur Bernard tient d'ailleurs à ne pas déborder ce champ de réflexion, mais la pression des faits est telle qu'il est difficile de ne pas se tourner vers le Conseil pour prendre son avis sur toute question touchant à la morale médicale.

Si nous ne voulons pas laisser à quelques sages – dont la qualité personnelle n'est nullement en cause – décider à notre place, il nous faut aussi nous saisir de ce débat en tenant bien sûr compte de leur propre réflexion.

Quelques questions sensibles

Filiation, naissance et mort sont au cœur du débat (elles l'ont toujours été, ne serait-ce qu'à travers les travaux des philosophes).

Parce que les techniques nouvelles permettent directement d'en modifier le cours, un mot est lâché, qui n'est pas étranger aux socialistes – c'est-à-dire à des femmes et des hommes ayant foi au progrès et à l'humanité – celui de maîtrise : aujourd'hui déjà, mais à coup sûr demain, on pourra maîtriser, c'est-à-dire agir, modifier le patrimoine génétique, l'hérédité, la filiation (en « gelant » les œufs, les grands-parents pourront vivre longtemps après leurs petits-enfants), la mort. Le risque serait peut-être que par cette maîtrise absolue, dans une société qui deviendrait eugénique et « euthanasiante », l'homme puisse sacrifier sa liberté sur l'autel de la biologie totalitaire.

Aldous HUXLEY nous en parlait déjà dans son « Meilleur des Mondes ».

L'autre grande difficulté est le risque du glissement de sens qui peut s'opérer lorsque l'on passe du cas particulier pour définir la règle générale : ce n'est pas la même chose d'essayer de régler positivement le problème difficile d'une stérilité de couple et d'affirmer le droit à l'enfant pour tous, ce n'est pas la même chose, face à un

agonisant qui attend dans la douleur et l'impuissance l'issue fatale, de l'aider à mourir que de décréter le droit pour certains (mais qui : médecins ? famille ?...) à pratiquer l'euthanasie.

On voit bien la difficulté de légiférer en ces domaines mais en même temps, pourrions-nous y échapper longtemps ?

Quelques exemples dont l'actualité se fait largement l'écho, illustrent la complexité des questions posées :

• Les mères porteuses

Les réactions souvent passionnelles à ce sujet montrent que l'on touche à un point très sensible des rapports de l'individu à sa filiation : la place et la fonction de la mère.

En l'occurrence, il n'y a pas de manipulation génétique, donc de danger eugénique, mais les données scientifiques laissent la place à l'irrationnel et l'imaginaire : les mères porteuses bousculent l'image collective – que nous avons en nous – selon laquelle nous sommes tous « fils de... ».

La mère est à l'origine de chaque individu, mais elle est aussi à l'origine de l'humanité ; et cette mère originelle-là nous est aussi mystérieuse que la mort. L'histoire de l'homme se développe bien entre ces deux inconnues.

La mère de remplacement c'est ainsi, au moins dans nos fantasmes, la première étape vers un remplacement de la mère... par l'éprouvette : l'homme qui alors naîtrait, se développerait-il avec les mêmes interrogations, le même psychisme, les mêmes relations aux autres et au monde que nous ? La question vaut d'être posée.

Il est remarquable d'observer au sujet des « mères porteuses » que le débat a très vite tourné autour de l'argent, sûrement parce que le débat est difficile et que l'argent permet de retrouver – à bon compte – quelques certitudes.

Tout le monde est ainsi tombé d'accord pour que la « location du ventre » ne devienne pas une source de profit, mais si ce profit doit être exclu, il paraît à l'inverse justifié que la femme acceptant cette grossesse puisse en être normalement dédommagée, on retrouve alors la difficulté : où finit le dédommagement et où commence le commerce ?

• L'interruption volontaire de grossesse

Les prises de position récentes de M. Chirac et celles plus nuancées de M. Barre montrent que le problème n'est toujours pas définitivement réglé au moins dans l'esprit de certains leaders politiques. Il faut sur ce terrain comme sur d'autres continuer à défendre nos positions. La loi Veil doit être maintenue ainsi que le remboursement de l'acte par la Sécurité sociale que le gouvernement de gauche a décidé. En faisant de la sorte, loin de banaliser l'avortement, nous en avons fait un acte médical à part entière, prenant en compte la dimension physique, mais aussi psychologique et relationnelle de la situation des femmes. Si la gauche a voulu médicaliser et prévenir, il semble bien que la droite, elle, ne cherche qu'à revenir en arrière, rassurer une partie de son électorat, même s'il faut pour cela à nouveau culpabiliser les femmes.

• L'utilisation des tissus fœtaux

Certaines maladies exceptionnelles peuvent être soignées, voire guéries par greffe de cellules prélevées sur des fœtus. Une telle technique doit répondre à certains critères d'utilisation et elles ne doivent pas être l'occasion de ce qui pourrait devenir un véritable marchandage des fœtus, mais au-delà, si demain l'utilisation des tissus fœtaux permettait l'éradication de maladies largement répandues, il est certain que la question posée trouverait un autre écho et peut-être une autre réponse.

Beaucoup d'autres sujets pourraient être abordés mais nécessiteraient de longs développements impossibles ici.

Il appartient au Parti Socialiste, à ses adhérents, à ses militants, de réfléchir à ces problèmes comme aux autres problèmes de société.

Nous devons le faire en socialistes, c'est-à-dire en tenant compte de la double dimension inaliénable de l'homme : l'individuelle et la collective.



Préparation au congrès P.S. d'octobre 1985

Contribution présentée par Bernard DEROSIER, Marie-France LECUIR, Freddy DESCHAUX-BEAUME

Depuis l'été 1984 la paix scolaire est revenue, mais le problème n'est pas pour autant résolu : nos engagements pour un grand service public unifié et laïque de l'Éducation nationale n'ont pu être tenus puisque la tentative de rapprochement progressif et négocié de l'école privée et de l'école publique a échoué ; le nouveau dispositif législatif est clair et pacifiant. A nous de proposer de nouvelles étapes qui permettent d'unifier ce qui peut l'être et de mettre en pratique notre volonté de rassemblement, y compris à propos de l'éducation.

Les Français sont attachés à l'école publique, mais ne la considèrent pas comme menacée par des contrats avec des établissements privés, financés par les fonds publics ; ils veulent surtout que l'école publique soit de qualité pour répondre à des missions et pour montrer le meilleur exemple.

Les socialistes savent que la laïcité, éthique de vérité, est une valeur d'autant plus forte et convaincante qu'elle se débarrasse de tout relent de sectarisme, qu'elle pratique le pluralisme et la tolérance, qu'elle se donne pour objectifs la qualité de la formation dispensée et l'égalité des chances. Le bilan de l'action du gouvernement depuis 1981 est sur ces points largement positif.

Les socialistes, en colloque ou en congrès, après 4 ans d'exercice du pouvoir demeurent, avec tous les Français, confrontés à une question majeure : comment poursuivre la transformation de notre système éducatif pour l'adapter aux mutations technologiques, économiques et sociales qui caractérisent le début des années 2000 ?

Chacun s'accorde sur l'objectif : que le plus grand nombre bénéficie d'une formation du niveau bac, autour d'une culture de base, ouverte et articulée avec des formations professionnelles utilisant largement l'alternance école/entreprises.

Le niveau des connaissances acquises à l'école est plus élevé en France que dans les autres pays, mais le défi que nous voulons relever consiste à réussir une école de qualité qui bénéficie à tous.

Le problème est moins de dire que de faire, en conservant à l'esprit l'appel permanent que nous lance le peuple des jeunes, humiliés par l'échec. Et il serait dangereux de laisser croire qu'il existe des réponses faciles, simples et tangibles à court terme.

Les évolutions se construisent dans une durée gérée, au-delà des soucis tactiques, par une volonté politique enracinée dans une stratégie.

On n'a pas fini d'exploiter les propositions convergentes des travaux collectifs demandés par le Premier ministre (rapport de B. Schwartz) ou par Alain Savary, plus connus sous les noms de rapports Favret, Legrand, de Peretti, Prost, Soubre, ou ceux des commissions de discipline dites verticales, ou des commissions horizontales par niveau d'études.

Qu'on nous permette cependant d'apporter quelques pierres supplémentaires à cet édifice.

Une première remarque s'impose : le souci de la « promotion collective », enracinée dans la tradition de cette République, que les hommes de gauche dénommaient « la Sociale », pour bien la distinguer de l'autre. L'impératif de la justice sociale, la volonté d'éviter une société duale, impose la référence à cette valeur.

Mais, et c'est une originalité de la période, assurer la réussite du plus grand nombre est aussi aujourd'hui un impératif économique. Il n'y aurait pas de pire erreur que de se résigner à un océan de médiocrité d'où émergeraient des pôles d'excellence. En effet, la recherche d'efficacité, de qualité et de productivité impose une élévation d'ensemble du niveau de formation par la maîtrise des mécanismes de base et des savoirs essentiels. Elle exige surtout, et à tous les niveaux, la capacité de communiquer, de travailler en équipe, de négocier les conflits, d'exercer des responsabilités, de changer, d'être solidaire, de contribuer à créer et à imaginer des solutions nouvelles : les lois Auroux et les lois de décentralisation y puisent leur raison d'être, mais elles ne prendront leur plein effet que si le système de formation se situe en cohérence profonde avec ces objectifs.

La « nouvelle citoyenneté » passe aussi par l'école : elle seule est susceptible de motiver l'effort des jeunes, parce qu'elle suppose que les jeunes à l'école s'approprient sa finalité – et donc prennent de l'intérêt à ce qu'ils font – tout comme le droit

d'expression des salariés dans l'entreprise. La contrainte engendre la révolte, mais aussi la passivité, l'inefficacité et, en définitive, le gâchis. La façon dont une certaine démocratie est vécue par les jeunes dans le rapport enseignant-élève, dans la classe, dans l'établissement, dans ses rapports avec l'environnement est essentielle. La lutte concrète contre la renaissance du racisme, le repli sur l'égoïsme étroit des intérêts nationaux, passe par là, comme l'enrichissement toujours nécessaire d'une identité nationale confrontée au pluralisme des cultures. Il faut, en effet, instruire ; il faut donc créer les conditions favorables à la réception du message par son auditoire, rencontrer ou solliciter un désir de comprendre et de savoir, d'apprendre à apprendre. »

Une seconde remarque : plus du tiers des jeunes sortent de la formation initiale avec le sentiment d'avoir perdu leur temps, de n'avoir pas été entendus et compris, en tous cas sans bagage scolaire reconnu. Il importe de centrer l'éducation sur les besoins des jeunes, plutôt que sur la situation des enseignants, voire sur les nostalgies des parents. Dès lors il faut prendre les élèves pour ce qu'ils sont : une réalité diverse et hétérogène.

Prendre la mesure de cette hétérogénéité sociale et géographique permet seule de gérer ces différences afin d'en corriger les effets nocifs par des moyens appropriés. Ces derniers ne peuvent vraiment être définis que sur une zone géographique limitée (« bassin de formation ») et dans chaque établissement. L'expérience des Z.E.P. doit être poursuivie.

L'égalité suppose l'équivalence, pas l'identité.

A cela, quatre conditions indissociables :

- la reconnaissance des acquis du jeune, globaux et partiels : il ne doit plus y avoir de « tout ou rien » ;
- la définition des modalités de mesure de l'assimilation par tout jeune de chaque objectif qui lui est fixé ;
- la compensation de toute année de redoublement ou d'une sortie prématurée du système scolaire par un temps d'éducation supplémentaire susceptible d'être utilisé plus tard en formation permanente ;
- la définition de passerelles permettant de passer d'une voie à une autre : il n'y a pas d'impasse.

La demande de relations avec les adultes, comme les exigences de l'efficacité conduisent à renforcer, voire à créer des dispositifs de service individuel aux élèves : travaux dirigés, seuls ou en groupe ; études surveillées ; tutorat ; enseignement assisté par ordinateur, etc. Inéluctablement le nombre d'heures de cours, au sens traditionnel devra diminuer au bénéfice de périodes consacrées au processus d'assimilation.

La décentralisation peut être l'occasion de trouver des solutions nouvelles.

« On n'enseigne pas seulement ce que l'on sait et ce que l'on croit savoir, on enseigne ce que l'on est » (J. Jaurès).

Il faut donc aujourd'hui prendre en compte la triple demande émise par des enseignants et par la société :

- permettre aux enseignants de participer à des actions de formation continue destinées à des adultes ;
- leur permettre au moins tous les cinq ans, de passer six mois de stage dans le secteur économique ou social, et réciproquement, voir d'autres actifs et inactifs venir apporter une contribution aux actions de formation ;
- leur permettre de changer d'activité temporairement ou définitivement.

Les jumelages écoles-entreprises y trouveraient un champ complémentaire d'action. Par ailleurs, le développement des Projets d'Actions Éducatives ouvre l'établissement à des activités de la vie sociale (bibliothèques, clubs informatiques, associations, etc.).

Beaucoup d'enseignants sont prêts à s'engager largement dans les initiatives que supposent les choix stratégiques précédemment énoncés (le succès des stages d'initiation à l'informatique le prouve). Encore faut-il qu'ils soient encouragés à



prendre des risques et qu'ils puissent le faire avec un sentiment de relative sécurité. C'est pourquoi ils ont besoin d'une plus grande professionnalisation leur assurant :

- la meilleure maîtrise du savoir dont la société leur confie la transmission ;
- une connaissance plus élaborée de leur public ;
- une réflexion sur les processus éducatifs ;
- une maîtrise des modalités d'évaluation possibles et des limites de leur fiabilité.

Réaliser ces objectifs en formation initiale et continue des maîtres est tout à fait prioritaire. Enseignants du public et du privé doivent aussi pouvoir confronter leurs expériences devant des problèmes identiques. Des mécanismes d'émulation pourraient être proposés aux enseignants s'engageant dans des innovations.

Encourager les établissements à construire des projets éducatifs adaptés à leurs caractéristiques, dans le respect d'orientations nationales, suppose l'élaboration de bilans réguliers dans chaque établissement ou groupement d'établissements, rendus publics pour les usagers et l'environnement. Il est indispensable de permettre aux maîtres de préciser les difficultés à surmonter et de mesurer ce qu'ils sont parvenus individuellement et collectivement à transmettre. Les établissements pour-

raient faire l'objet d'une évaluation et de rapports d'inspection. Instruments de référence et mémoire de l'établissement, ces diagnostics aideraient à modifier positivement l'image de chaque établissement : la recherche de transparence est le seul moyen de combattre les mythes.

Le rapport du Collège de France au président de la République a bien posé le problème des contenus de savoir à transmettre. Il reste à mettre en pratique la démarche qu'il propose dans une confrontation chercheurs-praticiens-société. Mais il ne faut pas confondre qualité et encyclopédisme, visées ambitieuses et précipitation. Il est donc banal mais nécessaire de rappeler que les objectifs doivent être définis en fonction de la capacité moyenne d'assimilation des élèves à un âge donné, de leur équilibre de vie où les nouveaux moyens de communication, l'expression artistique, le sport et les loisirs doivent trouver une place véritable.

La mutation mondiale bouleverse nos habitudes ; elle oblige à une nouvelle répartition des moyens disponibles. La formation initiale, comme toute autre activité, n'échappe pas aux rigueurs des temps, aux redéploiements de moyens et à l'exigence d'une meilleure productivité. Les moyens supplémentaires que la société française peut alors décider d'affecter à son système éducatif doivent être consacrés en priorité à la correction des mécanismes porteurs d'inégalités. Et dans chaque établissement, le problème ne se pose pas en termes différents : il faut alors choisir. Telle est bien la fonction même du débat politique.

La jeunesse n'est plus ce qu'elle était

Contribution présentée par Patrice FINEL, Patrick ALLEMAND, Claire BOISSIEU, Louis CAPECCEI, Jeanne-Chantal CAPIEZ, Rémy DELHAYE, Bruno JOUX, Brigitte LE GAC, Eric PRACISNORE, Jean-Luc SEBBAG, Joël THIVET.

Enfant de la crise ou fils de pub, le jeune d'aujourd'hui affirme son identité et sa spécificité.

Son individualisme croissant le conduit paradoxalement à occuper une place essentielle dans notre société.

Reconnaître ce fait nouveau impose de modifier la démarche politique du M.J.S. Nous vous invitons à emprunter cette voie afin d'appréhender au mieux la société de demain.

Une nouvelle jeunesse

La structuration par âge de nos sociétés contemporaines se modifie. Il n'y a plus de transition brutale entre le monde des jeunes et celui des adultes, il n'y a plus de frontière nette entre le temps et la formation (école, université, formation professionnelle) et la vie active, les filières d'accès au marché du travail se trouvent éclatées ou dévalorisées. De même, dans le domaine socio-affectif, les attitudes évoluent ; la famille et notamment sa structure foncière, le couple, se constituent selon des normes moins rigoureuses. Il se développe en fait aujourd'hui une période intermédiaire de la vie, une sorte de « post-adolescence » qui s'interpose dans les périodes précédemment définies.

Mais la notion de jeunesse ne se dilue pas seulement dans le temps, elle évolue également dans l'espace et plus particulièrement dans l'espace culturel européen. La communauté des références culturelles des jeunes Européens est de plus en plus évidente ; les champs d'intérêts de la jeunesse actuelle s'en trouvent considérablement élargis.

Cette évolution en germe depuis mai 68 s'est révélée quelque dix ans plus tard et s'affirme aujourd'hui pleinement. La crise, largement responsable de cette transformation des comportements, n'en garantit pas pour autant le succès : les manifestations d'un réel brassage social ne sont pas plus nombreuses, les inégalités entre les jeunes demeurent. Il est toutefois patent que l'avènement d'une nouvelle jeunesse semble donner naissance à une nouvelle société.

Une nouvelle société

Le développement de l'individualisme

S'adapter à la crise !

Cette litanie qui obsède les esprits a libéré les ambitions et suscité les attitudes individualistes. De nouvelles attentes se dessinent...

Il en est ainsi de l'aspiration croissante de nombreux jeunes à la création d'entreprises. Pour mieux l'agréer et susciter l'initiative, il faut assouplir les contraintes juridiques et fiscales. Mais il faut également tracer une perspective réellement autogestionnaire pour permettre le développement optimal des actions individuelles et collectives dans une conception renouvelée de l'esprit d'entreprise.

Il en va de même de la défense des Droits de l'homme. Le tiers mondisme est passé de mode, mais les actions concrètes intéressent (Médecins sans Frontières, Amnesty International...), pour peu que les jeunes puissent s'y associer et en suivre le déroulement complet. Il faut en outre relier au quotidien la notion de Droits de l'homme en y incluant ce qu'il est convenu d'appeler les « Droits de l'homme de la troisième génération » (droit d'expression, accès à l'information) ; les jeunes y sont de plus en plus sensibles.

Face à cet individualisme croissant, les rigidités sociales (armée, famille, droit du travail) se font plus contraignantes. La solution de ce conflit récurrent réside hélas trop souvent dans l'instauration du système « D » et le développement de fâcheuses inégalités. Pour éviter cela, nombre de structures sociales doivent être repensées en favorisant l'autonomie de l'individu et en combattant les égoïsmes. En outre, nous devons rester vigilants devant le risque d'éclatement politique de la société et la popularisation des démarches les plus extrémistes.

Le travail, une valeur contestée

L'affirmation de la personnalité dans l'unique cadre professionnel paraît de plus en plus désuète. La notion de « carrière » s'estompe parfois. Ce n'est pas sans conséquence sur le devenir de notre société.

La polyvalence, la pluridisciplinarité correspondent à des désirs profonds ; elles peuvent être aussi des facteurs de progrès pour notre économie. Pour ce faire, la formation de l'individu doit embrasser non seulement la compétence profession-



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

nelle mais également la culture, elle doit recouvrir une période plus longue : la « post-adolescence ». Ainsi, la capacité d'adaptation des jeunes à un monde du travail de plus en plus mouvant, sera accrue.

Le travail à temps aménagé (temps partiel, emploi/formation...) répond enfin à certaines aspirations nouvelles et à des besoins économiques avérés. Il ne faut pas combattre son développement mais l'organiser pour le rendre profitable. En ce sens les Travaux d'Utilité Collective, sans constituer une solution définitive, se révèlent riches d'enseignements.

L'émancipation socioculturelle

Nombreux sont les textes émanant de jeunes du Parti qui traitent de l'armée. Cela traduit une inquiétude que les hésitations relatives à la réduction de la durée du service militaire n'ont pu qu'exacerber. Cette inquiétude est légitime : son contenu déçoit. La formation donnée, le non respect des droits de l'appelé, les inégalités entre les jeunes concernés sont particulièrement mal ressentis. L'objection de conscience a fait l'objet d'une notable reconnaissance mais n'a pas encore été dépenalisée. Elle pourrait pourtant, en s'articulant autour de la notion de service civil constituer un palliatif heureux (parce que respectueux de l'égalité) de certaines attitudes de refus.

La sphère culturelle fait également l'objet de velléités émancipatrices. La pratique artistique a été depuis mai 1981, fortement encouragée. Cela est appréciable d'autant que la période de « post-adolescence » est le moment privilégié de l'expression dans ce domaine. Toutefois certaines réalités demeurent négligées. L'accès aux métiers de la communication n'est pas vraiment dégagé, certains enseignements font encore, faute de moyens, l'objet d'un traitement élitiste ; il en est de même pour les disciplines sportives.

L'avènement de l'individualisme, les revendications d'émancipation dans et hors le travail, expressions diffuses des conditions sociales de l'heure, imposent une nouvelle donne en matière d'action politique.

Aussi, le but d'un mouvement de jeunes tel que le M.J.S. doit en tenant compte de l'évolution sociétale en cours, viser à l'accomplissement d'actions réellement efficaces et à la prise de responsabilités dans des domaines plus motivants et plus accessibles.

De nouveaux champs d'action politique

De nouveaux champs d'action politique doivent être explorés. S.O.S. Racisme nous ouvre une voie, nous fournit un exemple à partir duquel un travail d'investigation systématique doit être entrepris. Les terrains de l'action politique de demain seront peut-être l'accès aux nouveaux médias, l'expression culturelle, la défense nationale...

De nouveaux moyens d'action politique

La réforme des moyens d'intervention politique du Parti Socialiste en direction de la jeunesse est la voie de passage obligée de toute reconquête de notre audience en son sein. Il faut réviser l'organisation du M.J.S. dans une perspective de décentralisation et d'autonomie. A cet égard, un droit d'initiative reconnu aux militants et une définition de ressources propres seraient des avancées susceptibles d'aiguillonner le dynamisme de notre mouvement.

La formation et la situation des jeunes élus socialistes doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Le « marketing » politique du M.J.S. est totalement à revoir. De nouveaux vecteurs de diffusion de notre pensée doivent être envisagés (B.D., vidéo, ...). De même, notre langage politique doit consacrer une place fondamentale au développement de la sensibilité, de l'imaginaire et des facultés d'expression. Il ne peut plus se cantonner à des privilèges. Les actions doivent être entreprises pour donner à chacun les moyens d'une pratique individuelle et collective lui permettant de mieux comprendre le langage politique qui deviendra peut-être un patrimoine culturel.

Une nouvelle action politique

Une nouvelle forme d'action politique

Le but de tout parti politique est la conquête et l'exercice du pouvoir institutionnel, objectif cohérent dans toute société dominée par un tel type de pouvoir.

L'action politique suivie dans le cadre du M.J.S. jusqu'à ce jour, reproduit le même schéma et poursuit les mêmes fins à une exception près : les jeunes, en raison de leur âge, sont quasiment exclus de l'exercice réel du pouvoir politique et ils n'ont comme exutoire que la rémanence stérile des différends qui agitent leurs aînés. Dans ce cas, l'action politique est vaine et décourageante.

Conclusion

Pivot de notre société et facteur clé de notre économie : voilà ce qu'est la jeunesse d'aujourd'hui.

De ce fait, le jeune militant est devenu un regard nécessaire aux grandes lignes qui façonnent notre situation.

Il est encore temps d'associer la jeunesse à la politique.

Encore faut-il qu'elle prenne conscience des causes objectives et subjectives de son engagement.

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

l'Unité

l'hebdomadaire du Parti socialiste

Le Parti socialiste vient d'entrer dans la période de préparation du Congrès d'octobre, qui précédera lui-même de peu la campagne des élections législatives de 1986. C'est dire que les prochains mois vont être décisifs pour le combat des socialistes.

L'information des militants et des sympathisants devient donc essentielle, et le rôle de « l'Unité » va prendre plus d'importance encore. Nous demandons donc à tous les animateurs du Parti, aux responsables fédéraux, aux secrétaires de section de se mobiliser dès aujourd'hui pour collecter de nouveaux abonnements à « l'Unité ». A titre d'encouragement, tout abonnement d'un an transmis par un lecteur déjà abonné (joindre la dernière bande) bénéficiera, pendant cette période, d'une réduction exceptionnelle (270 F au lieu de 290 F).

Que chacun d'entre vous s'engage dans cette grande campagne pour « l'Unité » en trouvant lui-même au moins un nouvel abonné. D'avance nous vous remercions.

**Bulletin d'abonnement à
retourner à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solferino 75007 PARIS**

Je soussigné

demeurant

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme de 270 F.

- ☐ par chèque bancaire.
- ☐ par chèque postal
- ☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date

Signature



Nouvelles donnees, nouveaux engagements

Contribution présentée par Patrice FINEL, Jean-Pierre WORMS, Jacques AUXIETTE, Jacques FLOCH, Jean-Michel GAILLARD, François HOLLANDE, Jean-Yves LE DRIAN, Jean-Pierre MAUGER, Jean-Pierre MIGNARD, Paul PICARD, Bernard POIGNANT, Michel SAPIN.

Cette contribution nous a été donnée le 15 mai avec, pour premier signataire, Alain Hautecoeur, membre du comité directeur. Elle a donc été enregistrée et remise à l'imprimeur. Le surlendemain, Alain Hautecoeur nous a fait savoir qu'il désirait retirer sa signature, étant par ailleurs signataire de la contribution présentée par Pierre Mauroy. Patrice Finel et Jean-Pierre Worms, également membres du comité directeur, nous ont fait savoir qu'ils signaient cette contribution, étant d'accord avec son contenu, bien qu'ils soient déjà signataires d'une autre contribution. Dans ces conditions, nous avons maintenu la publication de ce texte.

Françoise SELIGMANN

Preuve de confiance dans le Parti Socialiste, cette contribution est également le signe de sa vitalité. Elle rassemble des signataires dont les sensibilités diffèrent et demeurent, mais qui appartiennent tous à la même génération. Celle pour laquelle la création du P.S. autour de François Mitterrand a justifié l'engagement.

Aujourd'hui, à la veille d'échéances décisives mais difficiles, comment convaincre sans tirer les leçons des événements politiques survenus ces quatre dernières années et sans prendre acte de nos réussites comme de nos erreurs.

Ne soyons pas sélectifs dans nos analyses ! Qui peut prétendre avoir toujours eu raison ?

Ne soyons pas frileux, le monde bouge, nous évoluons. Relevons les défis idéologiques et économiques. Après avoir changé la société, acceptons de nous changer nous-mêmes.

Tel est le sens de notre démarche : être lucide, sans faiblesse, ouvert sans renoncement, engagé sans dogmatisme.

1 - Quelle société ?

La société française n'est plus tout à fait la même que celle du 10 mai 1981. Quatre ans d'exercice du pouvoir par la gauche ont, à l'évidence, leur part d'influence. Mais parallèlement, le prolongement, voire l'accentuation de la crise, l'évolution de la démographie, le développement des techniques de communication ont profondément modifié les comportements des Français. Les réflexes sociaux et les préférences intellectuelles ont sensiblement évolué.

Ainsi, par rapport aux modes traditionnels de représentation, la société est devenue plus complexe, et les conditions du débat politique n'ont pu qu'en être affectées. Il nous incombe d'en prendre acte. Rien ne serait plus dangereux pour les socialistes que de maintenir une pratique politique en discordance avec les attentes du pays, ou bien encore, de continuer à s'adresser à l'électorat comme si ses aspirations étaient restées les mêmes. Il ne s'agit pas pour autant, au nom d'une nécessaire conformité aux humeurs de l'opinion, d'adhérer aux modes passagères.

Notre pari n'est pas de suivre, mais d'anticiper.

Or, nous pensons que la société française présente aujourd'hui trois caractéristiques :

1) Une montée de l'inquiétude

Dans un environnement économique caractérisé par l'incertitude, un des soucis premiers des Français est d'éviter les secousses trop fortes.

Mais le souci de rester coûte que coûte « abrités » peut en fait recouvrir un véritable conservatisme qui s'exprime dans la détermination farouche de préserver les acquis – qu'ils aient été âprement conquis ou discrètement transmis –. Cette attitude, d'ailleurs légitime pour les plus modestes, permet à certains de considérer abusivement que les Français seraient tous des privilégiés et qu'il faudrait donc

condamner avec le même courroux la sécurité de l'emploi du fonctionnaire et la vénalité de la charge du notaire.

Il reste que, depuis une décennie, les corporatismes se sont accentués et les rigidités sociales aggravées.

Aussi, paradoxalement, à l'heure où de toutes parts on vilipende l'État et vante l'initiative, jamais finalement une bonne part des Français n'ont paru aussi inquiets devant les mutations, hostiles au risque et même au changement ; jamais ils n'ont semblé autant vouloir s'en remettre à une autorité protectrice.

Cette situation, qui rend relativement vain le discours des néo-libéraux, donne cependant quelques chances aux conservateurs de tout poil : l'idéologie sécuritaire fait déjà les beaux jours de la droite autoritaire, et la peur des évolutions sociales – si elles sont mal comprises ou mal engagées – peut redonner prise à un P.C.F. véritable porte-parole aujourd'hui du front du refus.

2) L'aspiration au libre choix

L'un des traits caractéristiques de notre société est bien la revendication des solutions plurielles et la recherche des prestations personnalisées. D'un cadre de vie souvent uniforme et d'une consommation de masse, est né le souci de se différencier et de se distinguer. Qu'il soit factice ou réel, biaisé ou clair, le choix est désormais présent dans tous les actes de la vie quotidienne. Cela vaut pour la télévision comme pour le médecin, pour la sexualité comme pour la religion.

Le citoyen tend à devenir un consommateur. Comment expliquer autrement l'ampleur de la mobilisation sur l'école, sinon par la crainte de voir limité un choix souvent virtuel ? De même, si l'État est confondu avec la bureaucratie, c'est qu'il n'a pas réussi à introduire en son sein des éléments de concurrence et à prendre en compte les revendications individuelles. Ce que la plupart des Français ne tolèrent plus, c'est la contrainte, qu'elle soit réglementaire ou morale.

Dans un certain sens, les néo-libéraux jouent de cette exaspération lorsqu'ils s'en prennent aux monopoles, aux contrôles, aux règles administratives, et même aux impôts. Mais, là où ils se trompent, c'est lorsqu'ils imaginent que le retour aux préoccupations individuelles signifierait la disparition de toute organisation ou la fin des actions collectives. Ainsi, vis-à-vis des services publics, la contestation ne porte pas sur la fonction elle-même, mais sur la manière dont elle est assurée. Et si la Sécurité sociale est parfois critiquée en tant que machine étatique, elle recueille l'adhésion massive des Français dès lors qu'elle concilie, comme aujourd'hui, la garantie sociale et le principe de liberté.

Aussi, rien ne serait plus absurde, pour les socialistes, que de s'irriter de ce nouvel individualisme, dans la mesure où, loin de contredire nos principes, il vient les renforcer. Notre tradition n'a jamais été d'aller toujours plus loin dans le renforcement des institutions collectives.

Mais si l'État n'est plus nécessairement tout à fait bon, c'est que le marché n'est plus forcément mauvais, et reconnaissons que les usagers préfèrent parfois le privé



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

— et donc l'acquiescement d'un prix — dès lors qu'ils ont la certitude d'être mieux traités. C'est aussi cela le libre choix. Le rôle de l'État est alors de permettre à chacun de l'exercer.

3) le souci du concret

Les rapports qu'entretiennent les Français avec la politique semblent en plein bouleversement. Le souci du concret marque désormais la plupart des formes de mobilisation. **L'envie d'agir n'a pas disparu, mais elle est moins directement politique** : les luttes contre le racisme, la faim dans le monde, la pauvreté apparaissent à beaucoup plus essentielles que le défilé du 1^{er} Mai. De même, doit-on reconnaître que si l'engagement demeure, il est de moins en moins idéologique et de plus en plus émotionnel, voire moral.

Dans ce contexte, la politique traditionnelle semble perdre de son influence. Nombreux sont ceux qui attendent d'elle moins des réponses toutes faites et des schémas explicatifs en pré-fabriqués, que des démarches claires et des objectifs limités.

Tout cela constitue pour les socialistes, autant une préoccupation qu'un constat.

On savait déjà depuis longtemps que le rôle hégémonique que tiendrait la classe ouvrière dans la transformation sociale, ne résistait plus guère à l'épreuve sociologique, que le salariat profondément recomposé, ne vivait plus de façon aussi semblable qu'autrefois ses rapports de production, et qu'enfin la lutte des classes, sans s'effacer, prenait des formes radicalement nouvelles.

Mais chacun perçoit aujourd'hui que l'entreprise est, en ces temps de crise, particulièrement valorisée ; que la réussite et le profit ne sont plus systématiquement condamnés et qu'enfin, la volonté d'autonomie inspire nombre de comportements individuels.

Que l'on approuve ou non ces évolutions, elles sont incontestable et nous obligent au moins à la vérification de la force de notre message.

II - Quelle démarche ?

Le domaine des certitudes recule : il ne doit pas céder la place à la résignation et à l'apathie. Au travers des difficultés rencontrées, sachons tracer la voie. Le socialisme est à ce prix, lui qui n'est pas recherche d'un paradis, mais cheminement d'une collectivité.

1) Ne pas confondre les repères et la perspective

Le républicanisme ne peut suffire

« Liberté, Égalité, Fraternité » au fronton de nos édifices publics ; la Marseillaise dans la bouche des enfants : autant de mots qui sont l'illustration du patrimoine commun de tous les Français. Nul ne saurait nier leur valeur, nul ne saurait non plus se les approprier. Ces symboles, ciment de l'unité de la France, fondent le consensus politique autour d'un régime démocratique, seul terreau sur lequel puisse se développer le socialisme. Sachons donc en être les défenseurs intransigeants face à ceux qui, au sein même de notre société, voudraient les attaquer de front ou insidieusement. Mais sachons aussi ne pas être que cela.

Il nous revient en tant que Français, de les défendre ; il ne nous suffit pas, en tant que socialistes, de les illustrer.

L'autogestion reste un concept trop vague

Les mots ont leur force ; ils la perdent aussi lorsqu'ils ne sont plus compris. Le terme d'autogestion est de ceux-là.

Il ne s'agit pas pour autant de le renvoyer à l'histoire, alors qu'il fut porteur de débats riches. La décentralisation, les lois Auroux, les pouvoirs donnés aux associations, sont issus directement de notre volonté de donner plus de possibilités d'expression à ceux qui animent quotidiennement la vie locale ou la vie des entreprises.

Mais peut-on encore brandir le mot d'« autogestion » alors que, malgré l'ambiguïté de son contenu, il fait appel à des aspirations peut-être déjà dépassées ? Parlons donc d'une autonomie renforcée des individus au service de la collectivité. Pour nous, socialistes, le bonheur de chacun vient d'un épanouissement individuel, non pas égocentrique, mais tourné vers l'action collective.

Le pragmatisme ne peut être absolu

Trop longtemps éloigné des contraintes du pouvoir, le premier défi que la gauche a dû relever est celui de sa compétence. Mais pour autant, devons-nous nous abandonner totalement au seul plaisir de la bonne gestion ? Cette seule perspective serait insuffisante : sur ce terrain-là, la droite risque d'être, pendant longtemps encore, perçue comme meilleure, par principe, quelle que soit la médiocrité de ses résultats passés et la qualité de notre bilan.

2) Définir le socialisme par des principes

S'adresser à tous :

La société est composite, notre électorat l'est aussi : notre message ne saurait a priori, exclure ou valoriser telle ou telle catégorie de la population. Ce qui ne veut pas dire, loin s'en faut, que les socialistes devraient représenter le plus petit commun dénominateur de la société française, ou être les porteurs d'un on ne sait quel consensus minimal.

Réconcilier morale et politique

La lucidité à l'égard des faits implique que l'on s'attache à les analyser tels qu'ils sont, souvent difficiles en période de mutation, mais parfois aussi porteurs d'espoirs. Nier la force des réalités conduit à l'échec ou à l'aggravation des mesures prises pour remédier aux évidences qui finissent toujours par s'imposer.

Il ne suffit pas, en effet, de dire « je veux donc je peux » : le volontarisme aveugle est suicidaire et n'a rien à voir avec la force de caractère. Les Français nous en veulent-ils de voir augmenter le chômage, ou d'avoir laissé croire que nous avions les moyens d'en arrêter la progression dès notre arrivée au pouvoir ?

Affirmer sans détour nos valeurs

Deux valeurs sont fondamentales pour les socialistes : elles doivent sous-tendre toutes nos actions.

D'abord, **le respect de l'individu** — donc de la **défense des droits de l'Homme et des Libertés** —, la lutte contre le racisme sous toutes ses formes, contre la discrimination entre hommes et femmes, contre le délire autoritaire d'une droite plus prompt à réprimer qu'à prévenir la délinquance : tels sont les thèmes qui doivent identifier les socialistes.

La **justice sociale** ensuite. Non pas tant, à notre point de vue, qu'il faille défendre un certain type de **solidarité-sanction** (« il faut faire payer les riches ») : bien plus nécessaire est la promotion d'une **solidarité-partage**, celle qui permet que les rigueurs du temps soient équitablement supportées, que l'attention se porte sur le faible, avant de se préoccuper du fort ; que les privilèges de toute nature cèdent la place à l'égalité des chances.

Concevoir la politique au quotidien

Sachons donc être proches des gens et de leurs problèmes. Sachons être concrets. Au raz de terre, là où se forge la conviction du succès ou de l'échec. Cette démarche suppose paradoxalement une conception modeste de la politique. Elle ne peut régler tous les problèmes. Elle ne doit régir ni les comportements privés — notamment familiaux — ni les phénomènes qu'elle est désormais incapable de maîtriser. Il faut se débarrasser de la conception « totalisante » de la politique et lui assigner le rôle d'anticiper et de maîtriser.

Ainsi, le socialisme, ce n'est pas d'abord un projet économique, mais un système de valeurs. Ce n'est pas une façon de produire, mais une manière d'être, et c'est celle-ci qui est aujourd'hui la condition première du succès économique.

III - Quelle politique ?

1) Préparer l'après crise

La politique économique est le domaine dans lequel nous avons dû engager les révisions les plus profondes. C'est également le terrain sur lequel nous avons obtenu les meilleurs résultats. Parmi les pays développés, notre pays a été un de ceux, depuis 1981, qui ont enregistré la croissance la plus vive et qui a le mieux préservé le pouvoir d'achat.

Pour autant, nous n'en avons pas fini avec l'effort d'adaptation de notre économie. **La modernisation prendra du temps.**

En effet, au-delà du ralentissement du rythme de notre endettement extérieur, nous ne pouvons méconnaître que la croissance de l'économie internationale repose sur de nouvelles spécialisations technologiques, de gains de productivité élevés et une rentabilité du capital accrue. Ignorer les fondements de cette croissance plus intensive qu'extensive ne pourrait qu'affaiblir notre pays largement ouvert sur l'extérieur.

Aussi, l'évolution de nos structures de production et le rétablissement des comptes des entreprises constituent encore un impératif. Pour autant le redressement des comptes des entreprises ne doit être qu'un moyen et ne saurait constituer un objectif en soi. **Si le socialisme ne peut plus être assimilé à la sanction du profit, il doit en revanche s'identifier à une saine répartition du surplus dans l'entreprise et entre les groupes sociaux.**

Cette perspective est d'autant plus impérieuse que non seulement le pouvoir d'achat risque de continuer à stagner pendant plusieurs années, mais que le **chômage ne peut plus être considéré comme un phénomène transitoire.**



Comprendre ces réalités requiert le courage politique d'accepter la remise en cause de certaines règles, d'abaisser parfois le coût du travail et de mieux prendre en compte dans la fixation des rémunérations l'utilité économique et sociale des emplois occupés. Ces sacrifices sont d'autant plus nécessaires que le chômage n'est pas seulement un problème social, mais un facteur puissant de déséquilibre de la démocratie.

Aucun progrès sensible ne pourra être enregistré sur le chômage sans le renforcement du partage de l'emploi disponible. La politique en ce domaine, depuis 1981, doit être poursuivie plus fermement, au besoin en orientant davantage notre dispositif d'aides financières ou fiscales dans la direction de la réduction du temps de travail, du développement du temps partiel, ou de travaux à horaires très réduits.

Si la modernisation ne peut se limiter au seul champ économique, elle doit recouvrer l'ensemble des rapports sociaux.

S'il faut à l'évidence se méfier de la modernisation pour la modernisation, il convient également de donner une traduction concrète à cette orientation. Affronter les mutations nécessite une répartition équitable des obligations et des sacrifices entre les différents membres du corps social. Relevons donc le défi lancé par les faux libéraux et les vrais producteurs des rentes indues et des privilèges.

Acceptons la concurrence, la transparence et la flexibilité pour transformer la société française.

Il faut dès lors refuser tout comportement « corporatiste » tant à l'égard des non-salariés que de la Fonction publique. L'illusion d'un front de classe ne saurait masquer l'adoption de mesures protectionnistes à l'égard de couches abritées de la concurrence internationale.

Ainsi, le refus de mettre en cause le rôle de l'Administration et de ses agents, la nécessaire défense du droit de la Fonction publique ne doivent pas éviter une réflexion en profondeur sur les méthodes administratives, la conception des tâches et l'emploi comme la performance des personnels.

Ni corporatisme, ni bureaucratisation : c'est la condition de l'évolution vers une économie plus ouverte et plus mobile.

Enfin, si la flexibilité ne saurait tenir lieu de politique économique ni constituer une panacée propre à résoudre les problèmes de notre société, pour autant nous ne pouvons considérer que ce souhait n'émane que des forces patronales ou conservatrices. Une meilleure répartition du travail dans le temps constitue désormais une aspiration croissante de certains salariés, notamment parmi les plus jeunes, et parmi les femmes.

La recherche d'une plus grande souplesse ne saurait toutefois remettre en cause le droit fondamental à l'emploi, mais elle doit favoriser le développement des formes de travail mieux adaptées aux désirs.

2) Le socialisme, c'est l'économie mixte

A un certain stade de développement correspond naturellement une organisation mixte de la société. C'est particulièrement vrai pour la France qui possède une longue tradition en ce domaine. Le socialisme ne saurait avoir d'autres buts, à la fin du XX^e siècle, que celui de fonder les bases durables d'une économie mixte. Cela doit être affirmé sans ambiguïté à un moment où les tenants d'un libéralisme débridé gagnent du terrain sur le plan idéologique.

Cela suppose également l'abandon du concept de « rupture avec le capitalisme », puisque l'on accepte l'idée de marché.

L'existence d'un secteur public influent constitue maintenant un acquis. Pour autant, sa gestion ne saurait relever d'aucun dogmatisme, et ses contours comme les moyens d'intervention économiques et financiers de l'Etat peuvent connaître certaines évolutions. C'est l'idée d'un « secteur public à géométrie variable ».

Une gestion optimale du secteur public peut, en effet, requérir pour une période déterminée ou indéterminée une diminution des prises de participation de l'Etat dans certaines entreprises, sans pour autant s'accompagner nécessairement d'une perte de contrôle. De même, pourquoi ne faudrait-il pas envisager des cessions d'actifs et même de filiales, dès lors qu'elles ne jouent plus de rôle déterminant dans la stratégie de la firme publique ?

A l'inverse, rien ne doit interdire, lorsque les circonstances l'exigent, une extension de la socialisation.

Une économie mixte signifie aussi des rapports clairs entre le secteur privé et l'Etat. En effet, le droit de propriété privée des moyens de production est attaché au rôle actif de l'actionnaire. Dès lors que celui-ci est défaillant, comment ne pas admettre que les salariés, ou la puissance publique, ne puissent intervenir avec des moyens renforcés ?

3) Le socialisme, ce n'est plus seulement la redistribution

La gauche a toujours conçu la réduction des inégalités en privilégiant la redistribution quantitative par la voie fiscale ou sociale. Et pourtant, aujourd'hui la question de degré de socialisation de l'économie est posée, comme en témoignent les orientations que le gouvernement a prises pour baisser le niveau des prélèvements obligatoires.

Et c'est vrai que nous devons plus réfléchir et agir comme si la gauche n'avait rien fait depuis 1981, ou comme si les luttes collectives des travailleurs n'avaient pas accumulé des résultats très positifs ces trente dernières années. Pour plus de 80 % de la population, l'échelle des revenus correspond à ce que l'on est en droit d'espérer d'une société ouverte. Elle peut même être économiquement contestable tant que les équilibres financiers internes et externes ne sont pas rétablis, et elle peut être mal comprise politiquement tant que le caractère équitable de certains prélèvements n'a pas été corrigé.

Pour autant, la baisse des prélèvements ne peut être un slogan.

Il importe donc, avant de confirmer cet engagement, de déterminer quelles sont nos marges de manœuvre dans le domaine fiscal.

Là encore, il convient de dissiper les illusions. La réforme fiscale n'est pas une panacée. La part de fiscalité indirecte ne peut être réduite que si nous acceptons un accroissement sensible des catégories redevables de l'impôt sur le revenu. Car, il n'est pas possible d'accroître encore le rendement de la progression de l'impôt, alors que 65 % de son produit est concentré sur 10 % des contribuables. En revanche, il faut reconsidérer les avantages dont bénéficient les détenteurs de patrimoine important sur leurs placements d'épargne.

Quant à la politique de protection sociale, elle pourrait être plus sélective. En effet, la solidarité passe aujourd'hui de plus en plus par la mise sous conditions de ressources d'un certain nombre d'allocations ou de services collectifs. Aussi, pourrions-nous nous orienter vers une politique destinée à réellement assurer la gratuité des prestations ou des services aux plus modestes, et parallèlement, favoriser des modes de protection facultatifs pour les ménages les plus aisés et tous ceux qui choisiront d'affecter une part importante de leurs revenus à la constitution de retraite ou à la prévoyance individuelle ou collective.

Mais quelle que soit l'importance de l'œuvre accomplie depuis 1981 en matière de réductions d'inégalités de revenus, notre système social éprouve des difficultés à prendre en compte les phénomènes de marginalité auxquels nos citoyens sont de plus en plus sensibles, car il font partie de la vie quotidienne.

Ainsi, plus qu'à une réduction indifférenciée des inégalités, nous devons nous attacher à développer une solidarité accrue envers les plus démunis et notamment ceux qui sont victimes du chômage pendant une longue période. La même exigence doit nous habiter sans compromis possible à l'égard des individus en marge de notre organisation sociale : populations étrangères travaillant en France, jeunes déracinés des zones urbaines, personnes handicapées, personnes privées de liberté, ou écrasées par la solitude.

En outre, si notre action a permis d'améliorer sensiblement les conditions de vie des personnes âgées, nous devons accorder à l'avenir une attention plus soutenue aux difficultés matérielles de jeunes au moment de leur intégration dans la vie active. Une société qui isole les nouvelles générations, ou qui ne les privilégie pas dans ses choix, est une société condamnée faute d'initiative et d'imagination. Pourquoi ne pas réserver à celle-ci le bénéfice de certaines incitations fiscales ou sociales ? Ainsi pourrait-on réfléchir à une exonération d'impôt sur le revenu des jeunes de moins de 25 ans.

4) Réinventer l'idéal laïque

A notre dernier congrès, chacun pouvait s'offrir un succès de tribune en exigeant pour le lendemain la création du service public unifié et laïc de l'Education nationale. Deux ans plus tard, c'est l'échec. Les enragés d'hier sont aujourd'hui silencieux. Certes, il y a la paix ; au moins la coexistence pacifique. Mais à quel prix politique !

En attendant que l'histoire mesure les responsabilités des uns et des autres dans ce gâchis, il convient, au moins du côté du Parti Socialiste, d'en tirer les leçons.

a) Si notre société reste fortement attachée à l'école publique, elle est néanmoins hostile, dans ses profondeurs, à l'école unique, fût-elle le modèle du genre.

b) Les Français sont de plus en plus soucieux de la qualité de l'école et, même s'il faut le déplorer, de moins en moins regardants quant à son statut.

c) Le projet d'unification laïque ne peut aboutir que si, renonçant à faire disparaître l'autre, il est l'occasion de donner des missions communes à tous ceux qui ont en charge l'éducation des enfants et des jeunes.



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

d) La laïcité restera toujours une valeur forte et convaincante, à condition toutefois de lui ôter tout relent de sectarisme et toute trace de revanche.

5) Faire l'Europe

Depuis 1973, seule parmi les grandes régions industrialisées, l'Europe a vu s'accroître ses dépendances économiques, financières, énergétiques, technologiques, militaires et culturelles. François Mitterrand l'a particulièrement compris, lui qui, depuis 1981, a tout fait pour remettre la C.E.E. en état de marche et élargir ses perspectives. Aujourd'hui, pour le Parti Socialiste, la volonté tant de fois affirmée de **desserrer les contraintes extérieures** et de défendre notre intérêt national **passer par un engagement résolu à construire une véritable entité européenne**, c'est-à-dire établir un marché intérieur unifié qui donne à nos entreprises et à nos technologies l'espace commercial dont elles ont besoin. Cela passe aussi par une coordination des politiques économiques et sociales et cette solidarité sur l'essentiel est la condition d'une monnaie unique à l'intérieur de la communauté. Sans cela, il est illusoire d'espérer réduire l'influence du dollar sur nos économies, et d'améliorer le fonctionnement du système monétaire international. Ce qui vaut pour l'économie et le social vaut bien sûr pour la culture, et – comment le nier – pour la défense et la sécurité.

Pour défendre ces objectifs, un accompagnement politique est nécessaire. Les socialistes doivent donc être les premiers à surmonter le débat paralysant entre indépendance nationale et délégation de souveraineté. Sachons qu'aujourd'hui, **faire l'Europe, c'est accepter de céder une partie de notre souveraineté nationale** – souvent illusoire d'ailleurs hors du champ militaire et énergétique – **pour retrouver collectivement, par l'Europe, une autonomie accrue**. Il appartient au Parti Socialiste, avec tous les partis socialistes européens, et plus largement, toutes les forces politiques concernées, d'organiser une conférence européenne sur ce sujet.

IV - Quelles alliances ?

1) « Ils » ont tué l'Union de la Gauche

L'Union de la Gauche, accord pragmatique de conquête et d'exercice du pouvoir n'existe plus. Pourquoi ne pas en prendre acte, **le Parti Communiste a remis pour longtemps toute perspective gouvernementale a fortiori avec les socialistes**.

A la vérité, l'histoire ne se répète pas, le Parti Communiste a perdu la moitié de ses électeurs, et ne peut plus envisager de redevenir un jour le premier à gauche. N'ayant plus de stratégie mobilisatrice de conquête du pouvoir, sa seule préoccupation est celle de sa propre survie. Ne pouvant fonder son identité que contre le Parti Socialiste lui-même, il a donc fait le choix de l'échec de la gauche.

Dès lors, il nous appartient d'en tirer rapidement les leçons, à savoir :

- a) prendre acte que la direction du Parti Communiste a engagé celui-ci dans une phase de repli à long terme ;
- b) reconnaître que le Parti Socialiste ne peut plus fonder sa stratégie de maintien au pouvoir, ou à nouveau de sa conquête, sur un accord avec la direction du Parti Communiste ;
- c) affirmer que l'on peut être à gauche sans les communistes et que l'on n'est pas obligatoirement à gauche avec eux. Le Parti Socialiste a pour vocation de rassembler toute la gauche, d'être le lieu principal du débat de la gauche, et de s'adresser pour cela aux électeurs communistes aujourd'hui désarmés ;
- d) d'être le parti de toute la gauche, mais dont le programme s'adresse à toute la société.

2) Avec qui gouverner ?

En tout état de cause, la mort de l'Union que le nouveau système électoral vient consacrer ne nous assure plus de majorité, au moins à court terme. Le risque majeur serait que nous estimions que les acquis depuis 1981 sont suffisamment importants pour justifier le maintien à tout prix au gouvernement, et la recherche d'une majorité du « malgré tout ».

Même si certains de ces attendus sont justifiés, il paraît difficile, aujourd'hui, de fonder la stratégie du P.S. sur des supputations ou des pronostics.

En effet, la quête d'un allié capable de compenser la perte communiste s'avère, en l'état actuel des choses, illusoire : le centre, au sens de forces politiques organisées, n'existe pas, et ceux qui s'en réclament au nom d'un libéralisme sincère, sont pour le moment au service d'hommes politiques dont les démarches comme les valeurs excluent toute idée de compromis.

Une alliance au centre n'est donc aujourd'hui ni envisageable, ni possible.

Il faut néanmoins se garder là aussi de toute position dogmatique et les déclarations de grande fermeté théorique aboutissent parfois à des compromis honteux le dimanche soir. Dès lors, ce qu'il faut définir, c'est avant tout une démarche.

3) Quel est l'enjeu de 1986 ?

En 1986, l'objectif est de faire du Parti Socialiste le point de passage obligé de la vie politique du pays et de permettre au Président de la République de poursuivre son œuvre en lui laissant les plus grands espaces possibles d'action.

L'instrument de cette stratégie est l'élaboration d'un contrat de gouvernement adressé au pays. C'est sur la base de ce document politique que nous partons à la bataille en mars 1986, avec toutes les forces ou individualités qui déclareront s'y reconnaître, et que nous engagerons, suivant les résultats de 1986, les discussions pour la formation d'un gouvernement.

Si une majorité ne peut se construire autour des grandes orientations de ce contrat, alors à l'évidence, le P.S. se situera clairement dans l'opposition en veillant scrupuleusement au respect des institutions.

Mais, il s'agit aussi, dès 1986, de préparer, grâce au projet politique présenté aux Français, les conditions d'un rassemblement victorieux en 1988. C'est en effet la seule échéance déterminante, celle qui trace ou non les grandes alternances, celle qui arbitre les choix stratégiques et qui identifie les majorités. En nous mobilisant pour 1986, en constituant un parti fort et rassembleur, nous assurons les chances de 1988. Seule, en effet, l'élection présidentielle permettra la recomposition du champ politique, seule elle fixera les alliances, seule elle mettra devant leur choix tous ceux qui, libéraux ou autres, aux marges des droites ou ailleurs, protestent de leurs idéaux progressistes. Mais encore faut-il que le Parti Socialiste devienne une force nouvelle de rassemblement.

V - Quel Parti ?

Légitimement fier de ses origines, le P.S. doit être aussi en harmonie avec son temps. A quoi sert une tradition si elle n'est pas constamment enrichie et adaptée au mouvement des choses ?

Moderniser le Parti, c'est d'abord lui assigner un espace politique, c'est ensuite le doter d'un message, d'un langage, en phase avec l'immense majorité des citoyens. C'est enfin entreprendre sa transformation. Il lui faut notamment tenir compte, pour cela, de la relative inadaptation des organisations politiques à la société.

1) S'immerger dans la société

Sans suivre les modes de manière mimétique, et se laisser aller au fil de l'eau ou se replier frileusement sur les bonnes vieilles valeurs du passé, le P.S. doit au contraire retrouver le sens de la communication avec toute la société française. Il ne peut plus fonder sa légitimité sur un quelconque monopole de représentation politique. Il doit au contraire être en mesure **d'exprimer le mouvement de la société dans toutes sa variété** et pas seulement épouser les revendications de certains groupes sociaux ou catégories professionnelles.

Il doit ainsi devenir le creuset indispensable des valeurs démocratiques enrichies de la vie même des mouvements sociaux, des mutations culturelles et des valeurs nouvelles dont il est le réceptacle naturel. Dans ce sens, il doit augmenter ses capacités d'ouverture, seul moyen d'appréhender complètement et justement l'évolution sociale. Pour cela, il doit introduire une relation de convivialité politique avec son électorat et tous les citoyens en général. Cela signifie, un effacement idéologique au profit de la prise en compte de valeurs et de composantes sociales multiples, et le refus de recourir au dogme afin de se protéger, de façon bien illusoire, des risques inhérents à l'évolution des idées. A cette condition, le P.S. peut devenir un parti hégémonique au sens où il est le seul à pouvoir prétendre réunir en son sein tous les courants actifs de la démocratie et ainsi couvrir un espace politique allant du centre gauche aux mouvements alternatifs.

2) Ouvrir le Parti

Les adhérents doivent dès lors être mieux informés et mieux formés. En contact constant avec la société, ils se doivent d'offrir toute leur place au sein du Parti à de très nombreuses personnes susceptibles d'apporter des compétences, à travers leur métier, leurs recherches, leur engagement social, que le militantisme traditionnel ne permet cependant pas toujours de mettre en valeur.

L'adhérent est d'abord un acteur social et la section d'abord une institution locale, lieu privilégié de débats et d'explicitation des diversités. De la section aux organismes dirigeants, doivent être imaginées des formules d'association à la vie du P.S., d'individualités non adhérentes. Toute instance du Parti doit se vouloir être une sorte d'agora de la démocratie où, à côté du militant, pourraient s'exprimer tous les sympathisants.



Pour que ce nouveau mode de relation politique ne se limite pas à un vœu pieux, **notre électorat doit être sollicité de manière plus décisive dans le processus de désignation des candidats.** L'instauration du nouveau scrutin peut en effet avoir un effet négatif de renforcer le poids de l'appareil au détriment d'un débat libre et ouvert.

Là encore des formules seront à imaginer dans l'avenir, qui viseront à améliorer le lien du Parti avec ses électeurs.

Il suffit de songer à la valeur politique d'un mode de sélection de candidats auxquels seraient associés, sous une forme restant à définir, notre électorat et, dans un premier temps, nos sympathisants déclarés.

Cette conception moderne de l'action politique représenterait un gain politique important, améliorerait la performance du Parti comme outil de mobilisation électorale, et exercerait un extraordinaire attrait pour nos idées ainsi directement partagées par des secteurs entiers de la société.

Relever collectivement le défi du « Vivre Ensemble »

Contribution présentée par Philippe FARINE, Alain PARMENTIER, Alain BOURGAREL, Philippe SAN MARCO, F. CASANOVA, J.-P. FERRIER, R. GAICI, G. MAESTRACCI, M.-F. PARENTE.

Trop longtemps, les questions posées par l'immigration ont été considérées – y compris dans le Parti – comme relevant des « spécialistes ». Désormais – chacun en est conscient... ou devrait l'être – elles sont perçues comme problèmes de société et même comme l'un des problèmes centraux de l'avenir français... et cette perception correspond bien à la réalité.

Ces questions seront en 1986 au cœur du débat politique. Elles y sont déjà.

Certes on aurait pu souhaiter que sur ce terrain puisse se manifester un certain consensus national et aujourd'hui encore, il est probable qu'une aspiration à un tel consensus existe dans une large fraction de l'opinion en ce sens. Le vote unanime par le Parlement de la loi de juillet 1984 sur la « carte unique de dix ans » ayant valeur tout à la fois de titre de séjour et de travail et automatiquement renouvelable, était doublement positif. Tout d'abord parce qu'il mettait fin à la situation de « précarité » qui caractérisait jusqu'alors le statut de l'étranger et consacrait ainsi en quelque sorte la base juridique d'une politique d'insertion, mais également parce que, sur une proposition de cette importance, le Front National avait été isolé dans son hostilité.

Malheureusement ce vote unanime a été sans lendemain. Déjà il est mis en question dans certains cercles ou clubs proches de l'opposition qui ne cachent pas leur intention d'abroger ce texte si l'occasion leur en était donnée... De fait, on assiste actuellement à un durcissement et à une extrémisation de l'opposition en ce domaine comme en beaucoup d'autres. Utilisant sans vergogne les difficultés concrètes de cohabitation, n'hésitant pas à exploiter – et parfois à nourrir – le courant xénophobe qui se manifeste traditionnellement en temps de crise, l'opposition a, dans sa plus grande partie, choisi de faire des questions de l'immigration une arme contre la gauche... Contre les thèses de Bernard Stasi elle choisit celle d'Alain Griotteray. Raymond Barre redécouvre le « seuil de tolérance » cependant qu'Alain Juppé retient comme l'une des quatre principales préoccupations du R.P.R. « le traitement énergique de l'immigration » et qu'à Paris Jacques Chirac passe à l'action en retirant aux familles étrangères le droit à l'allocation municipale parentale. C'est autour des thèses du Club de l'Horloge, dont – mis à part le fait qu'elles sont exprimées en un langage plus policé – on ne voit pas ce qui les distingue substantiellement de celles du Front National, qu'est en train de se faire en ce domaine l'union de l'opposition.

C'est donc à une campagne dure en ce domaine que nous devons nous attendre, une campagne où tous les « arguments » seront bons et à l'occasion de laquelle le venin xénophobe et raciste risque de se répandre dans le champ social.

Dans le même temps, face à cette montée du racisme et de la xénophobie, on observe toute une série de mouvements et de prises de positions qui débordent le cadre proprement politique pour toucher la société elle-même dans ses profondeurs. Tout naturellement le poison suscite le contrepoison. Qu'il suffise de citer ici, parmi bien d'autres manifestations, l'action de « S.O.S. racisme », celle des associations issues de l'immigration, la prise de position extrêmement ferme de l'épiscopat français sans oublier, bien entendu, l'action permanente d'associations plus anciennes dans lesquelles nombre de nos camarades sont depuis longtemps activement présents.

Ces mouvements atteignent et souvent mobilisent des secteurs d'opinion dont certains – notamment dans la jeunesse – sont peu « politisés » au sens classique du terme, mais découvrent (ou redécouvrent...) par cette voie la dimension politique de l'engagement social, cependant que d'autres qui se situent assez largement dans cette fraction de l'opinion sans appartenance partisane déclarée peuvent, à partir

d'une prise de conscience de ce type, prendre clairement leur place dans le combat politique.

Enfin, un mouvement est en train de prendre naissance qui va aller probablement en s'amplifiant : celui de l'inscription sur les listes électorales des garçons et des filles de nationalité française issus de l'immigration. Ils n'appartiennent à personne et sauront se déterminer librement. Mais chacun devra prendre en compte leur présence. Citoyens français, ils sont citoyens à part entière et entendent le manifester.

Dans ce contexte politique et social, il est nécessaire que les socialistes s'expriment sans la moindre ambiguïté. Si certains s'imaginent que mieux vaudrait baisser le ton et adopter un quelconque « profil bas », ils se trompent... tant au regard de la fidélité aux valeurs de la gauche qu'en considérant notre intérêt politique lui-même. Rien ne serait pire qu'un langage mou et une démarche incertaine. Rien ne serait pire surtout que d'accepter (ou de se comporter comme si l'on acceptait...) la problématique de la droite et de se situer ainsi en position défensive par rapport à elle.

Bien au contraire, il convient de réaffirmer clairement notre volonté de consolider et de développer la politique d'insertion mise en œuvre depuis 1981. **A travers la poursuite de cette politique, il nous appartient de proposer à cette majorité de Français, qui refuse de céder aux pressions racistes et xénophobes et qui, plus ou moins confusément, cherche une issue à la situation présente, les voies et moyens pour relever collectivement le défi du « vivre ensemble ».** C'est sur cet objectif et sur ces voies et moyens qu'il faut contraindre la droite au débat.

Permettre et réussir l'insertion dans la société française de la population étrangère ou d'origine étrangère se trouvant sur notre sol en situation régulière et souhaitant y demeurer, tel est l'objectif de notre politique.

Cette politique se construit à partir d'un constat : deux étrangers sur trois recensés en 1982 résidaient alors en France depuis plus de dix ans, et plus du cinquième de l'ensemble de la population étrangère établie dans notre pays y est née. C'est donc bien d'une population stabilisée qu'il s'agit, une population qui restera en France à moins que l'on veuille – en tout ou partie – la chasser de force. Elle a déjà fait souche dans notre pays comme l'ont fait les vagues d'immigration précédentes : aujourd'hui, les dix-huit millions de Français, – le tiers de la population française – qui serait d'origine étrangère à la première, deuxième ou troisième génération, ne sont-ils pas la preuve vivante de cette succession d'insertions réussies dont la trame est un des éléments constitutifs de l'identité française ?

Cette politique implique une **contrainte nécessaire : la maîtrise des flux migratoires** et donc leur contrôle. Il doit être clair pour tous que dans la conjoncture actuelle, il n'est pas possible (mis à part étudiants et travailleurs saisonniers) d'accueillir à demeure en France de nouveaux étrangers, hormis dans le cadre du regroupement familial ou de l'exercice du droit d'asile politique. D'où la nécessité de poursuivre l'effort entrepris pour tarir l'immigration clandestine et pour lutter contre les employeurs de main-d'œuvre clandestine qui l'engendrent. Le succès même de la politique d'insertion est très lié à la maîtrise des flux.

Cette politique enfin ouvre une **option** : celle de l'exercice volontaire du **droit au retour** qui ne saurait bien entendu être confondu avec un retour forcé même, déguisé, l'objectif étant que ce retour soit une véritable « réinsertion » dans le pays d'origine, et par conséquent, une contribution au développement de ces pays.

Quant à la **mise en œuvre de l'insertion**, elle ne se limite pas au plan législatif ou réglementaire où une œuvre très importante a été accomplie. Les chantiers où elle se vit sont multiples : ils couvrent tout le champ social...



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

Il ne s'agit certes pas en ces quelques lignes d'en dresser l'inventaire. On soulignera simplement que la plupart des actions spécifiques à conduire ne visent pas les seuls immigrés ou leurs familles, mais bien l'ensemble des couches sociales défavorisées. On soulignera également qu'au plan concret de « Vivre Ensemble », c'est au niveau des collectivités locales que se nouent tout à la fois les difficultés et les chances de l'insertion : une politique concertée d'accueil est nécessaire et il faudra avancer vers une solidarité intercommunale réelle.

Bien entendu, enfin rien de tout cela ne se fera, aucune politique d'insertion ne pourra être menée sans une participation des immigrés eux-mêmes. Cela aussi, c'est notre choix... et cela aussi, c'est l'insertion en action. Les immigrés – à travers leurs associations et organisations représentatives ou par le moyen d'organismes consultatifs – doivent être partie prenante ... tout comme d'ailleurs les associations de solidarité agissant pour et avec eux.

Cela a été fait au niveau social avec la démocratisation du Conseil d'Administration du Fonds d'Action Sociale, avec la création du Conseil national des populations immigrées, au niveau local avec la création de Commissions extra-municipales. Les immigrés participent aux instances sociales (conseil des prud'hommes, comités d'entreprises...) ils votent aux élections de la Sécurité sociale.

Faut-il leur accorder le droit de vote aux élections municipales ? Le Président de la République a clairement posé les termes du débat : « une revendication fondamentale et juste qu'il faudra réaliser », mais qui, aujourd'hui, se heurte à « l'état des

mœurs ». Ce droit de vote municipal existe depuis longtemps en Suède, il vient d'être adopté par les Pays-Bas. Dans les deux cas, il l'a été à la quasi-unanimité du Parlement. Nous sommes encore loin du compte ! A toutes les forces sociales associatives et politique, favorables à ce droit de vote de transformer « l'état des mœurs » afin de parvenir à une traduction politique de ce changement de mentalités. Dans cette perspective l'initiative de Mons-en-Bareuil va dans le bon sens. Le droit de vote sera le fruit d'une insertion réussie, il n'en est pas le préalable.

- Insertion des immigrés en situation régulière et désirant rester en France.
- Maîtrise des flux migratoires.
- Offre d'un retour-réinsertion à ceux qui le demandent.

Tels sont les trois piliers sur lesquels repose notre politique. Ils forment un tout : à en négliger un, c'est l'ensemble qui s'écroule.

C'est cet ensemble porteur d'une politique cohérente que nous devons clairement présenter aux Français dans le contrat que nous leur proposerons en 1986.

A travers cette démarche qui selon la formule éclairante de Jacques Berque a pour but de « **solidariser** » et non de « juxtaposer » les différentes communautés vivant dans notre pays, sans en exclure aucune, le slogan « **Vivre ensemble avec nos ressemblances quelles que soient nos différences** » se traduira concrètement dans la réalité politique et sociale et se construira **cette France multi-ethnique et pluriculturelle** ... telle qu'elle a d'ailleurs toujours été au cours de son histoire, car c'est ainsi que s'est fait notre pays.

Immigrés : dialoguer et comprendre

Contribution présentée par Françoise GASPARD

Si l'on compare, de façon rigoureuse, les propositions du Parti Socialiste et celles du candidat à la Présidence de la République avant le 10 mai 1981 à l'œuvre accomplie par la gauche un constat s'impose : les gouvernements de gauche ont, depuis 1981, rempli leur mandat, tenu leur engagement.

Nous sommes même allés bien au-delà.

Les politiques initiées par l'État en matière d'éducation, de formation professionnelle, de réhabilitation des quartiers défavorisés, de prévention de la délinquance... sont de nature à permettre, pourvu que les acteurs locaux se mobilisent, un processus d'insertion des populations immigrées dans la société française.

Pourtant, un malaise profond demeure.

Il est bien sûr alimenté par la droite qui se sert des étrangers contre la gauche, les transformant en un enjeu muet du débat politique.

Nous y avons aussi notre part de responsabilité.

Surpris par la résurgence d'idéologies qui semblaient appartenir à un passé révolu, nous avons cru qu'elles ne pourraient pas prospérer dans la France de la fin du XX^e siècle et hésité sur les moyens de les combattre d'autant que nous sentions qu'une partie de notre électorat « naturel » était contaminé par des réflexes xénophobes.

Il ne convient pas de s'attarder sur le passé, mais de proposer aux socialistes et à leur parti pour les mois et les années qui viennent, un discours, une méthode, des actes qui permettent à notre pays de s'accepter comme une nation composée de femmes et d'hommes venus d'horizons différents et qui ont un destin commun : constituer une France moderne, riche de ses diversités ; de permettre aussi à la gauche qui a en charge le gouvernement de la France de mener sa politique en la soutenant et en l'expliquant.

Avoir un discours commun, telle doit être la priorité pour les socialistes.

Nous avons souffert depuis 1981 de ne pas avoir pris suffisamment le temps de débattre dans nos sections, de ce qu'on appelle, à tort, le problème de l'immigration – à tort puisqu'il n'y a plus d'immigration. Des étrangers vivent parmi nous. Ceux qu'on appelle immigrés parce qu'ils sont ouvriers et originaires du tiers monde (les étrangers qui appartiennent à ces catégories sociales favorisées ou qui sont d'origine européenne échappent au débat...) vont, pour la plupart demeurer en France. Certains sont en fait déjà Français et, sinon eux, leurs enfants.

Les socialistes doivent d'abord le dire et faire prendre conscience autour d'eux que le « problème immigré » est d'abord un problème économique et social, un problème de société – celui de la société française.

Les Français en effet, trompés par plus de vingt ans de gestion de la droite ont été conduits à considérer les immigrés comme des individus de passage, destinés à repartir vers leur pays d'origine. L'histoire des femmes et des hommes est plus complexe. Elle montre, à travers le temps, que toute immigration du travail laisse dans le pays d'accueil un solde très largement positif d'immigrants ; qu'un étranger qui est resté plus de dix ans dans un pays a toute chance de s'y enraciner et cela d'autant que ses enfants y naissent et y grandissent. Tout conduit à penser que, parmi les quelques quatre millions d'étrangers qui vivent sur le sol français, une très forte majorité y restera de façon définitive sauf à imaginer le pire : le retour contraint.

La présence et l'affirmation d'une « deuxième génération », révélatrice de la sédentarisation de nombreuses familles étrangères le prouve. Génération « charnière » sur laquelle pèsent les maux de la crise, elle est d'abord le résultat de ce que la France a fait d'elle : elle a grandi dans nos villes, sa culture est d'abord celle de nos banlieues. Ses échecs sont ceux de notre société. Son dynamisme et sa créativité sont enfin une chance pour la France.

Le discours ouvre sur une méthode : le dialogue. L'illusion du retour – partagé par les immigrés et par les Français –, les différences de culture ou simplement de mode de vie et de pratiques culturelles, la ségrégation dans l'habitat, la montée enfin de la xénophobie et du racisme n'ont guère permis que Français et immigrés se rencontrent et dialoguent. Certes, les communautés ne sont pas étanches et, sur les lieux de travail comme dans les cités, la solidarité est plus fréquente qu'on ne le dit parfois. Les travailleurs, qu'ils soient Français ou immigrés, n'ont-ils pas les mêmes combats à mener ? Il n'en reste pas moins que trop souvent les familles étrangères ou d'origine étrangère (le cas des anciens harkis le montre tragiquement) se replient sur leur communauté faute de contact avec le milieu environnant et en raison du climat de méfiance qui les entoure.

L'émergence de ces communautés inquiète. La France, en effet, qui a toujours « absorbé » des femmes et des hommes venus d'ailleurs de la même façon qu'elle a tenté d'intégrer dans un modèle unique tous les Français en redoutant les effets



des particularismes régionaux, ne connaît, par son droit et par sa culture dominante, que des individus.

Nous sommes aujourd'hui contraints de nous interroger collectivement sur les effets de la reconnaissance de communautés qui souhaitent à juste titre, voir leur culture reconnue comme une dimension de leur dignité. Un tel débat doit éviter qu'on vive ce qui est une richesse culturelle comme une menace et de ramener à ses justes proportions l'existence d'intégrismes religieux sur notre territoire.

Des actes enfin restent à accomplir.

Les gouvernements de gauche ont, depuis 1981, accompli, répétons-le, un travail considérable dans le droit et dans la pratique. A la réaffirmation de la fermeture des frontières à toute nouvelle immigration, a très justement répondu, notamment une extension des droits de séjour et des droits sociaux et culturels étrangers.

Une question demeure posée : celle de la définition et partant de la reconnaissance d'une citoyenneté de celles et de ceux qui, bien que n'ayant pas la nationalité française, participent depuis de longues années à la vie économique, sociale, culturelle de nos cités et de notre pays.

Dès 1978, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a pris position en déposant une proposition de loi où était inscrit l'objectif du droit de vote des étrangers aux élections locales sous réserve d'un délai de résidence. En 1981, le candidat socialiste à la Présidence de la République a inscrit cet objectif dans les 110 propositions qu'il a faites aux électeurs. Devant le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme, le Président de la République a rappelé solennellement qu'il n'avait pas oublié cet engagement.

Cette réforme de notre droit divise et inquiète, y compris dans nos rangs. Comment pourrait-il en être autrement ? Rompre le lien entre nationalité et citoyenneté trouble nos mentalités forgées par l'histoire. Pourtant, en cette matière difficile et hautement symbolique, nous avons outre un devoir de fidélité à nos principes et à nos engagements, une obligation de pragmatisme : est-il possible aujourd'hui de gérer nos villes quand un quart, un tiers, parfois la moitié de la population adulte, ne peut dire son mot grâce à l'instrument fondamental de la démocratie qu'est le droit de vote ?

A droite, des responsables qui y étaient hier hostiles, proposent qu'on accorde le droit de vote aux élections locales aux ressortissants du pays de la communauté. Nous redoutons qu'introduire une discrimination au regard de ce droit, non en fonction de la durée de séjour, mais de l'origine nationale, n'isole encore davantage les étrangers originaires des pays extra-communautaires qui sont à la fois, pour nombre d'entre eux liés à la France par l'histoire de la colonisation et aujourd'hui les premières victimes du racisme.

Le Congrès de Toulouse devra décider de la tenue d'une convention nationale du Parti Socialiste sur l'insertion des étrangers afin de susciter un large débat dans nos sections qui permettra, sinon de clore, au moins de fixer notre ligne pour les années qui viennent.

Les socialistes doivent en effet se préparer à affronter un débat rude sur cette question avec ses adversaires.

Il est nécessaire qu'ils l'abordent non de façon défensive mais avec la conviction qu'elle est au cœur de l'avenir de notre démocratie et que de la façon dont nous contribuerons à la résoudre, dépendra le destin de notre nation et son rayonnement dans le monde.

Gagner en 1986

Contribution présentée par Robert GILLY

En 1986, les Français seront appelés à faire un choix d'importance. Comme en 1981. Mais cette fois, il s'agira pour eux de décider si la politique mise en œuvre par la gauche – et plus particulièrement par les socialistes – doit être poursuivie ou si elle doit être interrompue brutalement avec tous les risques que cela comporte pour l'avenir de la France, voire de l'Europe.

Dès aujourd'hui, les socialistes doivent mettre **tout** en œuvre pour que nos concitoyens retiennent le premier terme de cette alternative, c'est-à-dire pour que la gauche conserve la responsabilité du pouvoir et poursuive l'œuvre salubre qu'elle a entreprise depuis 1981.

Cette bataille difficile sera gagnée si les Français font leur choix **en toute connaissance de cause**, autrement dit s'ils peuvent comparer à la fois les **bilans** des gestions de la gauche et de la droite et les **propositions** que l'une et l'autre formulent pour l'avenir, enfin si les **enjeux** de 1986 leur sont clairement signifiés.

Voilà la triple tâche que les socialistes ont et auront à accomplir aussi bien dans leur action quotidienne que dans la préparation et la tenue du Congrès de Toulouse et, pour finir, dans la prochaine bataille électorale.

Un bilan très positif

La gauche est venue au pouvoir en 1981 en pleine crise économique. Elle l'a emporté parce qu'elle était porteuse d'espoir pour le plus grand nombre et aussi parce qu'elle exprimait le rejet d'une droite résignée au déclin de la France.

D'emblée il lui fallait répondre à l'attente pressante d'une plus grande justice sociale et d'une politique active de réduction du chômage. Mais l'ensemble des experts économiques annonçaient pour 1982 la reprise des affaires.

Aussi, les premières mesures prises par le gouvernement de la gauche ont visé d'une part à améliorer le sort des plus démunis et, ce faisant, à relancer modérément la croissance, d'autre part à endiguer la montée du chômage.

Parallèlement étaient mises en chantier un grand nombre de réformes économiques, sociales et institutionnelles qu'on a qualifiées de socle du changement et dont le but était de faire de la France un pays moderne, capable de sortir renforcé de la crise grâce à une politique d'avenir audacieuse en matière de recherche, de formation et de développement technologique. Sur la scène internationale, l'attitude et les prises de position claires de la France lui permettaient de retrouver la considé-

ration et l'influence nécessaires pour devenir à la fois un facteur de paix et le moteur d'une Europe qui se morfondait dans un immobilisme fatal.

Mais l'état dans lequel se trouvait la France en 1981, en particulier l'état de son appareil productif, de ses structures et de sa pratique commerciale, les mauvaises habitudes prises par les agents économiques sous l'effet de la drogue douce qu'était l'inflation, les rapports de force économiques sur un marché mondial attendant vainement la reprise annoncée, ont rapidement mis des freins à cette volonté ambitieuse : l'inflation, le déficit de nos échanges extérieurs et leurs conséquences, l'endettement croissant du pays et la dévaluation de sa monnaie. Ces contraintes imposèrent au gouvernement une politique dite de rigueur dès 1982.

En tassant le pouvoir d'achat et en réduisant la croissance, cette politique, d'autant plus courageuse qu'elle était impopulaire, a contribué à faire progresser le chômage dans notre pays en 1984. La nécessaire modernisation de notre industrie dans laquelle le précédent septennat n'avait pratiquement pas investi et qui doit aujourd'hui être conduite à marche forcée, est aussi la cause de nombreuses suppressions d'emploi, au moins dans un premier temps. Au total, après avoir tenu deux ans sur la crête des deux millions de chômeurs, le gouvernement n'a pu empêcher ce nombre de croître de près de 20 %. Mais dans la même époque, il s'est accru de 45 % en R.F.A., pays où l'inflation est faible et les excédents de la balance des paiements sont importants malgré une monnaie forte.

Aujourd'hui, les premiers résultats de cette politique sont là qui montrent que l'assainissement de notre économie est bien engagé. Notre pays commence à retrouver des marges de manœuvre qui vont lui permettre sur des bases enfin solides de repartir plus vigoureusement de l'avant dans la lutte contre le chômage et les inégalités.

S'ils n'aiment pas la rigueur, les Français en admettent désormais la nécessité. Il nous reste à les convaincre que cette rigueur, générale en Europe et dans le monde, a été globalement moins dure en France qu'ailleurs pour les plus défavorisés. A cela une raison : hormis le Japon qui a fait mieux, **la France est le seul pays qui n'a pas connu la récession**, c'est-à-dire une croissance négative sur l'ensemble des 4 dernières années. C'est pourquoi, sur la même période, la croissance du pouvoir d'achat y a été supérieure à ce qu'elle est dans la plupart des autres pays.

Ainsi, le gouvernement de gauche, s'il a adapté sa politique aux contraintes nées de la réalité, n'a pas abandonné ses objectifs : faire du citoyen français un citoyen plus libre et plus responsable, faire de la société française une société plus juste et plus solidaire, faire de la France un pays prospère et respecté dans une Europe qui



— CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D. —

pèse sur la destinée du monde dans le sens de la paix et de la justice. Chaque socialiste peut être fier du bilan des quatre premières années du septennat de François Mitterrand.

La situation politique

La droite française, confortée dans ses certitudes par 23 ans de règne ininterrompu sous la V^e République, se considérait par nature comme seule apte, donc seule habilitée à gouverner. C'est pourquoi elle n'a jamais accepté l'alternance, sinon comme un accident de l'histoire qui se doit d'être aussi bref que fut celui du Front populaire. Ainsi Chirac en 1982, n'accordait pas plus de deux ans de grâce au gouvernement de gauche et il n'est que d'entendre chaque jour les déclarations des responsables de l'opposition pour constater combien il en coûte à celle-ci de réfréner ses impatiences et ses appétits de pouvoir en attendant les échéances fixées par la Constitution.

Dans la logique de cette attitude, elle n'a fait depuis 1981 qu'œuvre de dénigrement systématique de la politique gouvernementale, faisant preuve d'une complaisance et totale amnésie au sujet de sa gestion d'avant 1981 et de ses responsabilités dans la situation du pays. Par principe elle prend le contrepied de toute proposition venant de la gauche et se confine dans un manichéisme irresponsable et dangereux, comme on peut aujourd'hui encore le constater face au problème néo-calédonien.

Mais elle est tiraillée entre la volonté unitaire d'un électorat qu'elle chauffe à blanc par des campagnes démagogiques et mensongères et les ambitions concurrentes de ses chefs et de ses clans. Ses divisions et ses louvoisements ont conduit une importante fraction de ses électeurs parmi les plus sensibles aux idées simplistes et dangereuses de l'extrême droite, à se ranger sous la bannière de celle-ci. Aujourd'hui le Front national, dont le premier secrétaire général était le secrétaire de Doriot en personne, popularise des thèmes banalisés par la droite depuis 1981 qui font courir un grave danger à la cohésion de notre société et menacent notre démocratie. A tel point que le combat contre cet extrémisme est devenu l'une des priorités de notre action quotidienne.

Globalement, la droite a cependant peu progressé dans l'électorat si l'on compare les suffrages qu'elle rassemble aujourd'hui avec ceux qu'elle rassemblait jusqu'en 1980. D'où vient alors que depuis janvier 1982 elle accumule les succès électoraux ? D'où vient que le rapport des forces qui transparaît dans ces succès soit si défavorable à la gauche alors qu'en juin 1981, celle-ci gagnait une majorité écrasante à l'Assemblée nationale ?

Pour le comprendre, il convient de rappeler d'abord que les dernières élections législatives ont été marquées par une importante abstention de l'électorat de droite, ébranlé par l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Or, cet électorat a gonflé artificiellement les scores de la gauche soit par défaitisme, soit parce qu'il a voulu accorder à la gauche une chance en espérant qu'elle ne tiendrait pas ses engagements. La déception de cet espoir contribua à remobiliser ces abstentionnistes dans le camp d'une droite virulente et agressive.

Parallèlement, une partie de l'électorat de la gauche, en particulier du Parti Communiste, qui avait nourri des illusions sur les possibilités, en période de crise et dans la situation où la droite avait laissé la France, de réduire rapidement les inégalités et le chômage, s'est réfugiée dès 1982 dans le camp des abstentionnistes où elle s'est globalement cantonnée depuis. Ainsi, la conjonction de la reconquête par la droite de ses abstentionnistes et de la perte par la gauche des siens a suffi à inverser le rapport des forces électoral en faveur de l'opposition. La première condition du succès en 1986 pour la gauche est donc la reconquête de l'ensemble de ses électeurs, reconquête qu'elle a entamée dès l'été 1984.

Celle-ci est d'autant plus difficile à mener à terme que le monde syndical est très divisé et que la direction du Parti Communiste, qui ne sait décidément pas concevoir son rôle autrement que dans l'opposition, a de nouveau torpillé l'Union de la gauche en tant qu'accord de gouvernement. Si le P.C.F. après tout ne présente qu'une resucée de son attitude à l'époque du Front populaire avec cependant la variante de la participation au gouvernement sans soutien, les syndicats par contre, ont eu une attitude fondamentalement différente de celle qu'ils avaient adoptée en 1936 : cette fois, non seulement ils ne se sont pas mobilisés pour conforter le nouveau rapport de forces politique par l'établissement d'un nouveau rapport de forces dans les entreprises, mais ils ont plutôt cultivé la division qui régnait vers la fin des années 1970, démobilisant leurs adhérents et détériorant le rapport de forces existant avec le Patronat, isolant par là même le gouvernement dans la bataille économique, sociale et politique.

Malgré ces conditions éminemment défavorables, la volonté d'union de l'électorat de gauche persiste et se manifeste notamment lors des seconds tours des élections municipales de 1983 et cantonales de 1985, volonté entretenue par le souvenir de la victoire de 1981 et l'absence d'alternative. C'est encore la **meilleure chance de la gauche** pourvu qu'elle sache mobiliser dans un scrutin capital ses abstentionnistes dont la plupart n'ont pas rejoint la droite.

Cette mobilisation ne saurait cependant suffire pour espérer l'emporter en 1986. Il

faut pour cela que le P.S. rassemble autour de lui de nouveaux électeurs : les jeunes arrivant en âge de voter, ceux, nombreux, qui ne sont pas encore inscrits sur les listes électorales et qu'il convient de convaincre de le faire, les électeurs qui hésitent et attendent de voir les prochains indices économiques, et les propositions d'avenir des différents courants politiques pour se déterminer. Ces derniers représentent encore un potentiel non négligeable et susceptible de faire pencher la balance en notre faveur.

C'est dans un contexte où rien n'est joué à l'avance que nous allons tenir notre congrès.

Le congrès de Toulouse

Ce congrès va constituer la phase préliminaire de la bataille capitale de 1986. C'est pourquoi nous devons le conduire **avec un esprit de responsabilité et de combativité**.

De responsabilité parce qu'il doit témoigner qu'au-delà de leur diversité les socialistes restent fondamentalement **unis** sur l'essentiel, à savoir les principes qui fondent leur **identité**. Et parce qu'il doit renforcer la **crédibilité** d'un parti, le nôtre, qui, tout en restant fidèle à ses principes, est capable de tenir compte de la réalité et d'y adapter l'application de ces principes.

De combativité, car ce congrès doit faire la preuve que les socialistes, loin d'être usés par l'exercice du pouvoir, sont au contraire prêts à l'assumer pendant la prochaine législature pour poursuivre l'œuvre engagée et la prolonger. Cette preuve tangible sera le **contrat de législature** que le congrès adoptera et proposera au peuple de France.

De combativité encore, car il devra convaincre les électeurs qu'il est de l'intérêt de notre pays de conserver un gouvernement de gauche, que le retour de la droite ferait subir à la France une formidable régression sociale et économique.

Mais nous saurons aussi à Toulouse donner de nous-mêmes une image d'**ouverture** aux Français qui s'apprêtent à nous rejoindre ou à nous soutenir. Car nous ne serons jamais trop nombreux, ni trop forts pour avancer vers le socialisme.

Des propositions pour convaincre

C'est en rassemblant le maximum d'électeurs derrière ses candidats que le Parti pourra créer une dynamique suffisante pour surmonter les divisions de la gauche politique et syndicale. D'où la nécessité de mener campagne pour le **vote utile**, comme nous avons su le faire avant le premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Mais une telle campagne ne pourra qu'être le point d'orgue de la campagne thématique. C'est cette dernière qui sera en fin de compte décisive. D'où l'importance des propositions d'avenir pour la France qu'adoptera le congrès de Toulouse.

Afin d'achever la reconquête de l'opinion de gauche, il conviendra en premier lieu de mettre l'accent sur le **développement de la solidarité** dans la droite ligne de la réaffirmation de notre identité. Autrement dit, il importera de proposer des mesures concrètes en faveur :

- **d'une plus grande justice sociale** : la réforme de la base de la taxe d'habitation (celle-ci doit être le revenu et non plus l'habitation), la poursuite de l'élévation progressive des bas revenus, le déplaçonnement des cotisations sociales...

- **du partage du travail** : la limitation véritable du cumul emploi-retraite, la poursuite de la réduction du temps de travail partout où cela est possible...

Mais il nous faut gagner de nouveaux électeurs, en premier lieu les jeunes susceptibles de voter pour la première fois. Parmi eux, un grand nombre n'est pas inscrit sur les listes électorales, en particulier les immigrés de la deuxième génération. Il est indispensable que le Parti mène campagne dès le début du mois de septembre pour que tous les jeunes en âge de voter s'inscrivent en temps voulu. Une telle campagne, comme celle du vote utile, ne peut se suffire à elle-même. Elle doit s'appuyer implicitement sur une campagne thématique qui prend en compte concrètement les besoins et les aspirations de la jeunesse de France.

Le premier besoin de celle-ci est sans conteste l'**emploi**. Comment se sentir concerné par une société qui nie l'utilité sociale de sa jeunesse en la condamnant au chômage ? Voilà une des principales raisons qui militent en faveur de la dépolitisation des jeunes. Proposons aux jeunes des mesures concrètes d'insertion dans la société et ils recommenceront à s'intéresser à cette dernière, c'est-à-dire à l'avenir qu'elle peut leur offrir. Prorogeons les T.U.C., tout en étant bien conscients de leurs limites, multiplions les offres de formation et les possibilités pour les jeunes de créer leurs entreprises. Bref, poussons plus avant sur la voie que notre gouvernement a déjà su tracer.

Sachons donner aux jeunes l'occasion d'exercer plus de responsabilités. Les exemples ne manquent pas : le Conseil municipal des jeunes, l'organisation de la sécurité des écoliers avec la participation des jeunes, mesures inaugurées par la



municipalité d'Union de la gauche de Schiltigheim... La lutte pour la préservation de l'environnement, l'organisation des loisirs sont d'autres domaines où les jeunes pourraient aisément apprendre l'exercice de la responsabilité. Un domaine enfin, fondamental pour l'avenir de notre société, semble encore particulièrement négligé : celui de l'éducation à l'exercice de la responsabilité parentale. Cette grave lacune est à l'origine d'un phénomène qui tend à se répandre : la démission des parents devant leurs responsabilités. Combien d'échecs affectifs et scolaires, de glissements dans la délinquance, la drogue, les sectes, la marginalisation vécus par les jeunes ne sont-ils pas à mettre à l'actif des carences éducatives de notre société ? Nous ne pouvons y rester indifférents s'il nous importe de former des citoyens libres et capables de se prendre en charge individuellement et collectivement.

Enfin, il est temps que nous proposons aux jeunes des actions qui mobilisent leur générosité et leur idéalisme pour des actions immédiates et concrètes : l'insertion des immigrés, la lutte contre le racisme et pour l'acceptation des différences, l'aide au développement d'un tiers monde miné par la misère sont des champs d'action privilégiés à cet égard. Il n'y a pas de meilleur antidote contre l'expansion des idéologies d'extrême droite, pas de meilleur moyen de construire une société plus fraternelle, donc plus socialiste.

Mais pour que notre discours en direction de la jeunesse soit crédible, il faut commencer par donner aux jeunes socialistes les moyens de se multiplier. Ayons la

volonté politique de construire véritablement le Parti dans la jeunesse, de développer le M.J.S. N'hésitons pas à donner au sein du Parti des responsabilités aux jeunes. Pourquoi, à l'image de ce qui se fait dans les partis frères de l'Internationale Socialiste, ne pas relever à 30 ans l'âge limite d'adhésion au M.J.S. afin de consolider l'encadrement de ce mouvement et de le rendre plus attractif aux yeux des jeunes ?

Les jeunes sont notre avenir et déjà notre présent. Mais le présent, c'est aussi cette masse de citoyens moins jeunes qui veulent se placer au-dessus des clivages partisans et se préoccupent essentiellement de l'avenir de la France. Sachons les gagner à notre cause en leur proposant des objectifs qui offrent à notre pays des ambitions dignes de son histoire et de ses traditions : être à la pointe de la lutte pour l'unification indispensable de l'Europe, pour le développement d'une technologie et d'une culture européennes qui préserveront notre continent du déclin et de l'assujettissement ; préserver les principes et les idéaux de la République ; poursuivre la modernisation de notre économie tant dans son appareil productif que dans les rapports entre les agents économiques ; poursuivre enfin la démocratisation de notre vie politique, sociale et culturelle (achèvement de la décentralisation, élaboration d'un statut de l'élu social, adoption d'une loi sur les langues et cultures régionales...).

Convenons que nous avons encore tant de choses à faire ensemble...

Réfléchir et décider : ensemble

Contribution présentée par Jean-Pierre JOSEPH et Jean LABORDE.

Les Partis politiques

Paradoxalement tous les partis politiques ont un objectif commun : la conquête du pouvoir, qu'il soit centralisé, donc pouvoir d'Etat, ou décentralisé, c'est-à-dire pouvoir local.

Ils se différencient par contre par l'usage qu'ils veulent en faire et par les intérêts qu'ils ont choisi de servir à travers l'exercice de ce pouvoir.

Ils se différencient encore par leur type d'organisation, leur mode d'action, leur vie interne.

Ils se différencient enfin par leur conception de l'homme dans une société organisée.

Pratique et idéal socialistes

Parce que nous sommes socialistes, nous avons lutté pour conquérir le pouvoir ; nous avons à lutter pour le conserver et favoriser l'émergence d'une société de justice concrétisant l'idéal démocratique qui nous anime et que nous n'hésitons pas à porter au-delà de nos frontières.

Aujourd'hui cette marque est-elle véritablement ressentie avec une force suffisante ?

Avec parfois des approches différentes nous nous sommes rassemblés pour convaincre, quand il le fallait, et nous avons gagné.

Le congrès étant l'occasion de revoir les objectifs pour définir la pensée politique et la décider, il nous appartient, conformément à nos statuts, de solliciter la réflexion de nos militants, avec la ferme volonté de faire que chaque personne qui le désire s'exprime librement, évitant ainsi l'écueil le plus grave pour nous : le divorce entre la pratique et l'idéal.

Nous affirmer comme un parti juste et démocratique implique obligatoirement que notre vie interne, notre organisation soient le reflet fidèle de ces principes. Cette position de principe ne doit pas faire problème entre nous, parce qu'à ce niveau des intentions chacun peut s'y retrouver, mais il était indispensable de poser la question à quelques mois du congrès de Toulouse.

L'exercice du pouvoir

Après quatre ans d'exercice du pouvoir, au terme normal et prévu d'une législature, face aux perspectives d'échéances électorales décisives et difficiles, nous devons reconnaître que ce fut une épreuve redoutable :

- pour ceux que leurs compétences ont fait appeler au gouvernement et aux divers postes de responsabilité,

- pour nous militants qui avons trop attendu ou trop espéré pour retrouver, en si peu de temps, nos aspirations les plus profondes satisfaites.

Gouverner n'est pas simple, mais assumer les responsabilités ne l'est pas non plus et tous les socialistes seront demain comptables de l'action de quelques-uns, lorsqu'ils auront à expliquer qu'entre les désirs exprimés au travers des discours et les réalités tangibles, résultat de l'action, il y a parfois un fossé.

Certes nous pourrions dire que sur les 110 propositions du candidat Mitterrand, la plupart sont aujourd'hui appliquées et qu'enrichies par une expérience difficile, mais essentielle, nous sommes armés pour affronter les échéances, mais cela suffira-t-il ?

Le Parti Socialiste demain

Le Parti Socialiste, force indispensable d'une gauche que nous avons forgée, aura besoin demain de tous ses moyens, de tous ses militants, de tout son potentiel de réflexion pour se renforcer ; efforçons-nous de bien vivre ensemble, de débattre, même avec vigueur, mais sachons aussi, avec la sérénité indispensable, écouter les autres pour en tirer les leçons.

Commençons par nous dépouiller de nos a priori. L'histoire récente nous apprend que nous ne devons pas figer définitivement le parti dans les clivages d'un moment, des clivages qui, à l'épreuve des faits, ont montré qu'ils devaient rester momentanés.

Notre parti vit toujours selon les clivages nés du congrès de Metz ; 6 ans déjà !!!! mais que de changements intervenus depuis !

A chaque congrès ont été introduits des systèmes de quotas, décidés par le secrétariat national de manière à assurer la représentativité des divers courants de pensée à tous les niveaux du parti. Ainsi les pourcentages attribués à chacun étaient modifiés tout comme on distribue récompenses ou mauvais points.

Rien n'aurait donc changé depuis 1979 ? Les faits se seraient-ils pliés aux proclamations de tribune ? Les militants seraient-ils restés rigoureusement les mêmes ? Le parti n'aurait-il enregistré aucune adhésion nouvelle en six années ? Alors au nom de quoi peut-on décider que tel pourcentage de nouveaux adhérents sera affecté au courant X et que tel autre pourcentage ira au courant Y ?

Cette déviation de la pratique démocratique n'a pas fait de bien au parti. Les militants n'aiment pas ces décisions autoritaires. Dans d'autres partis c'est peut-être la loi, chez les socialistes, c'est contraire à la loi.



Le parti n'a aucun intérêt à oublier les règles de la démocratie, si peu que ce soit ; cet oubli l'éloigne de ce qu'il veut être, le coupe des réalités et ne donne pas de lui une bonne image. « Dis-moi comment vit ton parti, je te dirai comment il gouvernera ».

Or, si nous voulons que le congrès de Toulouse serve à quelque chose, il doit élaborer une stratégie claire, prenant en compte les réalités les plus profondes.

Ces réalités nous sommes tous à même de les appréhender, chacun à sa façon avec son vécu et sa sensibilité. Chacun a donc quelque chose à dire c'est pourquoi

l'expression doit être large, ouverte, pour que le débat soit riche et utile, il faut qu'il soit le plus démocratique possible. Un débat riche et utile est un débat qui accepte toutes nos diversités, à condition que ces diversités ne soient pas érigées en oppositions, à condition qu'elles ne suscitent ni procès d'intention, ni anathème. Gardons-nous des anathèmes, entre nous ; méfions-nous des donneurs de leçons, l'expérience, encore elle, montre assez qu'ils sont souvent les premiers à prendre des libertés avec les principes. Pour plus de démocratie, laissons la parole aux militants.

Politique sanitaire et sociale : plus loin dans la solidarité

Contribution présentée par Françoise LAURANT, Nicole BOUYALA, Franck SERUSCLAT, Cécile GOLDET

I - Le bilan de l'action gouvernementale depuis 1981 peut être analysé de trois manières :

- sous l'angle de la gestion globale et des grands équilibres,
- sous l'angle des progrès quantitatifs,
- sous l'angle des avancées politiques nouvelles.

Dans ce cadre, l'action gouvernementale a conduit dès 1981 à des avancées quantitatives parfois considérables.

La gauche trouvait en 1981 une situation dégradée : minimum vieillesse faible, prestations familiales en perte de pouvoir d'achat depuis longtemps. Elle a eu le courage et elle a pris le risque de décider aussitôt pour les plus défavorisés et pour les familles des avancées quantitatives parfois considérables : minimum passant en six mois de 1 400 F/mois à 2 000 F, allocations familiales augmentant de 25 % à 50 % en juillet 1981 et février 1982, allocations logement s'accroissant de + 50 % en masse distribuée, relèvement des pensions de réversion, minimum de pensions contributives, etc.

La charge financière qui en est résultée a pesé lourd sur la gestion de la protection sociale ; aucune critique globale n'a jamais été assez cohérente pour dire ce qu'il n'aurait pas fallu faire. Certes, les remises à niveau de 1981-1982 n'ont pas été poursuivies ensuite et les contraintes de gestion ont repris deci-delà quelques points ; sur l'ensemble de la période, l'avancée quantitative, renforcée sur un autre plan par celle du S.M.I.C., reste très significative.

La volonté de réforme s'est développée dans tous les domaines avec des orientations nouvelles.

L'œuvre des socialistes, pour n'être pas complète en cinq ans, est considérable. La prévention primaire, la défense de la santé ont été vigoureusement développées. Citons les « lois Auroux », les progrès d'efficacité de l'A.N.A.C.T., le renforcement de la protection contre les nuisances et les risques industriels ou naturels, nombre d'opérations sur le cadre de vie et l'environnement dans une optique sociale d'urbanisme et d'animation à la fois, une conception plus offensive de la sécurité domestique et routière.

L'élection des administrateurs de la Sécurité sociale est acquise. La retraite à soixante ans est réalisée, accompagnée d'une politique sociale et de maintien à domicile active pour les personnes âgées. Les réformes hospitalières ont été conduites dans un milieu difficile et dans un contexte de rigueur qui ne l'était pas moins ; mais les réformes statutaires, la réforme du financement et du budget global, la réforme du 3^e cycle des études de médecine générale, l'institution du département ouvrent à l'hôpital les voies de la modernisation, même si seule la période à venir dira si les chances offertes auront été saisies.

La politique familiale vigoureuse aura de même été lancée, au-delà même des évolutions quantitatives : création de l'allocation au jeune enfant, développement de multiples formules de crèches, contrats-famille avec les collectivités locales, ont ponctué une volonté politique précise du président de la République.

Pour les plus défavorisés, enfin, une nouvelle politique de l'action sociale est apparue, globale et non ségrégative, alliant de manière responsable, à travers la

réforme fondamentale de la décentralisation, l'État, les collectivités locales et les mouvements associatifs : le développement social des quartiers animé par la Commission Dubedout-Pesce, les opérations « banlieues 89 », les actions « Été-Jeunes » ont apporté des innovations majeures.

Pour autant, les politiques spécifiques ont présenté des acquis incontestables : le développement des droits de l'homme a été marqué par de multiples initiatives et notamment dans le domaine de l'égalité professionnelle, tout comme celui de la contraception et de la prise en charge financière par l'État de l'I.V.G. Les communautés immigrées ont bénéficié de la réforme fondamentale du titre unique de séjour et de travail, même si beaucoup reste à faire pour lutter contre le racisme et pour faire vivre ensemble ; le gouvernement a encouragé et multiplié les campagnes dans ce domaine.

Les personnes handicapées ne sont plus restées à part : insertion, intégration scolaire notamment, ont été les maîtres mots de la politique gouvernementale avec une multiplication de mesures dans tous les domaines de l'existence (auxiliaires de vie, transports, etc.).

Les plus démunis, enfin, les pauvres, ont été le premier et le constant souci du gouvernement, depuis la revalorisation des minimums et le maintien à son haut niveau dans le monde occidental de la protection sociale, jusqu'à la multiplication des procédures d'insertion des jeunes (contrats divers, T.U.C., missions locales pour l'insertion des jeunes) et au programmes des mesures spécifiques - janvier 1983, janvier 1984, octobre 1984.

Dans un contexte difficile, la gestion équilibrée de la protection sociale a sauvegardé l'ensemble du système.

Le contexte de la crise économique met structurellement à charge le système de protection sociale français dès lors que cotisations et prestations suivent des rythmes décalés : 100 000 chômeurs de plus coûtent 3 milliards de recettes ; les dépenses restent sur une tendance de croissance significative de 4 % en valeur réelle.

Malgré cette situation, le gouvernement a rétabli d'abord les équilibres, face au déficit qu'il trouvait en juin 1981, il a tenu les comptes dans un second temps en prévoyant à l'avance, les financements et les économies nécessaires pour empêcher qu'un déficit ne se creuse. Sensible à l'étroite imbrication des contraintes économiques et des charges sociales, il a rompu avec les pratiques anciennes qui consistaient à prélever point de cotisation supplémentaire après point ; il a diversifié les financements (taxes, budgétisation notamment) ; il a géré les dépenses avec rigueur dans le domaine de la maladie notamment, en limitant les prélèvements supplémentaires et en les rendant plus justes (déplafonnement, harmonisation progressive des divers régimes de cotisation). Le gouvernement a en outre entièrement rénové la gestion de la trésorerie de la Sécurité sociale quasiment inexistant auparavant.

En 1983 et 1984, les déficits antérieurs ont été entièrement apurés par les excédents des exercices. La gauche a montré que la bonne gestion de la protection sociale était possible avec le maintien de ses acquis, même si l'est aujourd'hui admis que les équilibres se construisent à nouveau chaque année.

Ce survol montre l'ampleur considérable de ce qui a été fait. Tous les rêves et tous les souhaits accumulés en 23 ans n'ont pas été réalisés ni même engagés. La critique reste à faire des freinages ou des blocages qui ont fait échouer ou arrêter des projets et parfois même démoraliser certains groupes sociaux.



II - Dans l'exercice du pouvoir, les socialistes ont consolidé la protection sociale en dépit de la crise économique et malgré de fortes oppositions corporatives attisées par les partis de droite. Les propositions de ceux-ci sont, à les détailler, menaçantes, d'autant que la crise renforce la tendance à l'individualisme et au repliement sur soi. Cette période exige à nos yeux encore plus de solidarité : solidarité entre générations, entre bien portants et malades, pour les enfants.

Notre couverture sociale de haut niveau en est l'expression car elle permet moins d'inégalités sociales et une meilleure distribution des richesses, dans le maintien de l'activité économique.

Profitant de la crise, la droite développe une attaque organisée contre notre système de protection sociale, accusé de fabriquer des assistés, de freiner, par les prélèvements qu'il entraîne, la croissance économique. Pour elle, la loi du marché représente le régulateur essentiel des choix économiques, sociaux et culturels.

Cette vision « économiste » est éminemment réductrice : moins de cotisations c'est d'abord aujourd'hui moins de prestations sociales : c'est-à-dire moins de pensions de retraite, moins de prestations familiales, moins de remboursements des dépenses de santé, moins d'allocations chômage. Tout cela il faut le dire clairement.

La droite nous propose deux versions pour réorganiser la protection sociale dans notre pays.

L'une, ultra libérale, inspirée par les choix Reaganiens : Sécurité sociale pour les plus démunis, assurance privée pour les autres. Version moderne du XIX^e siècle. Le résultat est concluant aux U.S.A. : résultats médiocres en ce qui concerne l'état sanitaire par rapport à la majorité des pays européens et notamment la France, délabrement des hôpitaux publics réservés aux pauvres, aux vieux, aux minorités, et cependant record absolu des dépenses de santé par rapport au P.I.B. !

L'autre, plus insidieuse, est tout aussi redoutable : elle consiste à distinguer deux catégories de risques, les uns supportés entièrement par les usagers, ou par des assurances, ou des mutuelles qui l'accepteraient, les autres couverts par la protection sociale. Elle aboutit au démantèlement de la Sécurité sociale et cherche à s'appuyer sur l'image sociale et non lucrative de la mutualité qui refuse d'y participer. Assurance privée ou mutualisation partielle aboutit à sélectionner par l'argent, les risques et les publics à couvrir – et par là même, est une source d'accroissement des inégalités.

Certaines compagnies d'assurance sont déjà prêtes à organiser leur propre réseau de soins et recruter leurs adhérents en sélectionnant une clientèle à risques limités. Les professionnels de ces réseaux perdront toute indépendance et seront placés sous haute surveillance financière.

Les retraites ne sont pas à l'abri de propositions de ce type, qu'illustre par exemple la proposition de recourir à la capitalisation, cependant abandonnée partout.

Face à ces propositions de la droite, aussi coupées des besoins sociaux et des attentes de la majorité de la population, la défense du système actuel de protection sociale reste une priorité des socialistes.

III - Une crise durable qui réduit la progression des ressources susceptibles d'être affectées à la protection sanitaire et sociale ; une crise qui fait apparaître de nouveaux besoins, sans réduire ceux qu'on connaissait déjà : voilà qui exige en même temps qu'une politique résolue de maîtrise des dépenses sociales, la mise en œuvre d'une conception plus exigeante de la solidarité.

Le rôle du P.S. n'est pas, dans ces domaines, d'entrer dans le détail comme le font l'administration, les partenaires des négociations, les ministres, responsables des décisions. C'est de fixer des objectifs, de définir des principes, d'esquisser une démarche. C'est de les défendre et de les promouvoir, en les leur rappelant lorsqu'ils s'en écartent.

L'objectif des socialistes est le maintien de la protection sociale à un niveau élevé lorsque, du fait de l'âge, de la maladie de l'invalidité ou du chômage, le travail et les ressources qu'il procure, viennent à manquer, lorsque les charges de famille appellent le service de compléments de revenus.

L'effort doit porter sur les protections légales parce qu'elles sont assurées à tous et qu'elles sont les plus réductrices des inégalités. Il doit s'appliquer aussi à améliorer la compatibilité des prestations, en sorte que nul n'ait droit à rien quand tout lui fait défaut.

Si la solidarité passe par le droit aux prestations, elle passe tout autant par le prélèvement qui les finance. A cet égard, de nombreuses études convergentes ont montré que justice sociale et efficacité économique appelaient un financement des dépenses sociales faisant davantage appel à l'impôt pour réduire, corrélativement, l'importance des cotisations. Celles-ci seraient utilement déplaçonnées et assises moins exclusivement sur les salaires. Il est grand temps d'entreprendre cette triple

réforme, en négociant ses conditions et son rythme avec les représentants de tous ceux que cette redistribution de la richesse concerne.

Parallèlement, la fiscalité – qui est en elle-même un instrument de redistribution – doit tendre vers plus d'équité. Pour s'en tenir au champ couvert par la commission des affaires sanitaires et sociales, trois orientations s'imposent : traiter les ressources de remplacement et de complément comme des revenus, mettre un terme aux discriminations selon le statut civil de la personne en recourant à l'imposition séparée de chacune, mieux prendre en compte les situations sociales et de revenus dans la fiscalité locale.

Le remodelage de la politique sanitaire a été entrepris dans des conditions vite devenues peu favorables. Un nouveau contrat doit le parachèvement.

La prévention primaire a enregistré des progrès trop méconnus, de solides bases ont été jetées pour une meilleure prise en compte des besoins de santé dans tous les domaines de la vie. L'éducation pour la santé diversifie ses occasions d'expression et doit, mieux relayée par le système scolaire, prendre des gages de durée. Ce cap doit être maintenu face au patronat, dans l'intérêt des travailleurs et des entreprises, face à certains courants d'opinion prompts à y voir un interventionnisme excessif autant qu'à dénoncer des carences réglementaires.

La réorientation du système de soins lui-même doit être poursuivie.

D'une part, l'objectif d'un hôpital réservé aux malades dont le traitement exige des soins spécialisés et continus, affirmé de longue date, exige la mise en place de solutions alternatives à l'hospitalisation : la transformation et la fermeture de lits et de services pour l'accueil des personnes en moyen ou long séjour, des personnes âgées et handicapées les plus dépendantes, le développement de formules d'hôpitaux de jour, d'hospitalisation et de soins à domicile, etc. Les textes doivent assurer l'existence et le développement des secteurs psychiatriques. Les ressources afférentes à ce remodelage pourront ainsi être dégagées parce que lui seul peut, durablement, garantir la meilleure efficacité thérapeutique au moindre coût.

Simultanément, la réforme interne de l'hôpital doit être achevée dans sa triple composante des financements, des statuts des personnels et de la départementalisation, sans laquelle les efforts déployés seront vains. Elle doit être complétée par une plus grande démocratisation des instances consultatives et de décision.

C'est le renforcement du dispositif de planification sanitaire et de programmation qui, allié à la mise en place d'outils et d'instances d'évaluation des technologies médicales, garantira la cohérence de tous les aspects de cette politique. Celle-ci doit rapidement concerner les alternatives à l'hospitalisation et le secteur privé, auquel il faudra appliquer d'autres modes de tarification.

D'autre part, la pratique ambulatoire des soins est, en relation avec ce qui précède, appelée à un nouvel essor. C'est le généraliste qui doit en être le fer de lance : médecin du premier recours, médecin de la synthèse et de la cohérence des interventions et prescriptions, c'est aussi celui qui connaît le malade dans son environnement familial et social. L'amélioration de la formation des praticiens, qui lui profite d'abord, doit être poursuivie par la mise en œuvre effective des principes de la réforme de 1983. Mais, de ce rôle central du généraliste on doit tirer d'autres conséquences, dont la convention avec la Sécurité sociale peut être l'occasion. Elle devrait concourir à lever les obstacles à la meilleure tenue de ce rôle : favoriser la formation continue, inciter et même déjà permettre une pratique plus interdisciplinaire. Elle devrait ainsi faciliter les « expériences nouvelles » et ouvrir, à côté du paiement à l'acte, la voie à d'autres modes de rémunération. La promotion de ces expériences doit bénéficier d'une volonté politique et ne peut compter sur la seule négociation des partenaires. Cette promotion des expériences nouvelles doit s'insérer dans une stratégie d'ensemble, définissant les relations avec les professions et les usagers du secteur de la santé.

Enfin, la réinsertion – ou l'insertion – en milieu ordinaire, familial, social et de travail, devra enregistrer des progrès pour lesquels les évolutions législatives et réglementaires sont réalisées ou en cours.

Dans le système sanitaire, social et médico-social, le décloisonnement des financements et des structures, la mobilité institutionnelle de personnels conservant leurs garanties contractuelles et statutaires, doivent être poursuivies en même temps qu'on adaptera mieux les règles de l'emploi, qu'on articulera mieux celles de la rémunération du travail et celles des prestations d'invalidité.

Les réformes entreprises depuis 1981 n'ont pas épuisé tous leurs effets et le système français de protection sanitaire et sociale est, par exemple, à peine confronté



— CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D. —

à la décentralisation. Voulue pour rapprocher les décisions des citoyens auxquels elles s'appliquent et destinée à mieux répondre à leurs besoins, elle fait naître de nombreuses questions.

Il faudra veiller à ce que la décentralisation ne soit pas un facteur supplémentaire de cloisonnement des politiques sociales et sanitaires. A cet égard, la complémentarité et la cohérence des solutions peuvent être garanties si tous les partenaires sont incités à négocier globalement et à conclure des contrats précisant leurs responsabilités et leurs engagements.

Il faudra préserver aussi les conditions d'une égalité des droits et des contributions pour l'accès au système de protection sociale et pour son financement.

Il faudra profiter enfin des occasions qui créent la décentralisation de promouvoir des solidarités nouvelles, fondées notamment sur le voisinage.

C'est le jeu poussé de la solidarité à tous les niveaux qui, dans un monde en crise, préservera notre identité de socialistes et, réalisé, permettra à tous de vivre mieux, de vivre autrement et de vivre ensemble.

C'est la conviction du collectif de la Commission nationale des affaires sanitaires et sociales qui, à l'unanimité, a approuvé cette contribution.

Contribution inter-d.o.m.

Contribution présentée par Robert LE FOLL, Jean-Yves DALLEAU, Dominique LARIFLA, Michel YOYO

Depuis 1981, la France a affirmé son appartenance à l'Europe et la nécessité d'une Europe forte. Mais par ses départements d'Outre-mer, la France appartient aussi au tiers monde et aux autres continents. La pérennité de cette ouverture sur le monde exige une clarification de notre politique Outre-mer.

Au plan institutionnel, la décentralisation que nous avons mise en place constitue, pour les D.O.M., un point d'équilibre entre la volonté de leurs populations d'être librement françaises et l'aspiration des mêmes à être davantage responsables de la gestion de leurs propres affaires. Associées à cette décentralisation, des mesures conjoncturelles, d'ordre économique, social et culturel, ont permis depuis 1981 des progrès certains.

Mais il n'en reste pas moins vrai que l'absence de politique globale de développement n'a pas permis de résoudre les problèmes fondamentaux des D.O.M. : chômage trois fois plus élevé qu'en métropole, extension des bidonvilles et de l'habitat précaire, dépendance économique.... Aussi, les socialistes se doivent de poursuivre l'œuvre entreprise depuis 1981 en définissant une stratégie du développement et en précisant leurs objectifs :

– tirer pleinement les conséquences de la reconnaissance de l'identité culturelle des D.O.M.,

- promouvoir une politique de formation adaptée aux réalités locales,
- mieux exploiter les potentialités locales de développement agricole, artisanal et industriel afin de satisfaire les besoins alimentaires locaux et d'offrir aux milliers de jeunes un emploi,
- renforcer les structures qui permettent aux D.O.M. de s'intégrer à leurs régions naturelles, d'y jouer un rôle moteur dans la coopération régionale, notamment en favorisant la participation des originaires d'Outre-mer aux organismes de coopération.

C'est ainsi qu'après avoir apporté par les lois de décentralisation une réponse au problème politique du statut, il importe maintenant de réussir le développement économique, social et culturel des D.O.M. Une loi-cadre sur le développement des D.O.M. devrait permettre de définir les objectifs à terme et les moyens financiers de cette politique, en même temps que des mesures, s'inscrivant dans ce cadre, seraient prises, dès cette année, concernant la baisse des charges sociales en agriculture, l'extension des prestations familiales, notamment de l'allocation logement, sans critère d'activité, la relance d'une politique sociale de l'habitat...

La France verrait ainsi son prestige accru dans le dialogue Nord-Sud, en donnant l'exemple d'une intégration et d'un développement réussis de son propre tiers monde.

Le consensus post-moderne

Contribution présentée par Philippe LENTSCHENER, Jean-Christophe DEFLASSIEUX, Yves-Marie HERVÉ, Pascal OLLIVE, Pierre BLANCA, Daniel PIERRE ELIEN, Alain ROBERT, Philippe ROTY, Régis VEZON.

La modernité s'est imposée comme concept économique et comme état de perception d'un certain nombre d'hommes politiques. Néanmoins, leur carence à traduire ce concept en un exemple de comportement social quotidien, est flagrant.

Pourtant, il en est beaucoup que la modernité n'a pas surpris car ils la vivaient quotidiennement et désespéraient de la voir traduire.

C'est de l'observation de cette génération qu'une rationalisation de la modernité va naître.

Crise des générations - Génération de la crise

Les jeunes adultes ne connaissent plus aujourd'hui des crises idéologiques analogues à celles de leurs aînés. Ils adhèrent à la société post-moderne qui semble se dessiner. Leur maturité semble plus grande.

Le primat de l'individu, moi d'abord, faites que mon corps respire. Bien dans ma peau, bien dans ma tête, c'est la course à l'intégration. Comment se lover dans le corps social sans se diluer, comment pouvoir évoluer à la première personne ? Des jeunes adultes balayent les mythes collectifs, mais en respectant autrui. On ne marche plus sur l'autre, on ne se sacrifie plus pour l'autre, moi, je, à côté de l'autre.

L'autre économie : Les socialistes ont montré le chemin, le profit, c'est normal, le profit, c'est la rémunération du risque. Le culte du deux-pièces - attaché-case est

balayé, la compétence n'a plus besoin d'uniforme et de rite transcendantal. Le problème n'est plus : s'intégrer à la machine économique ou non, c'est comment s'intégrer, comment créer de la valeur, ou innover, comment répartir et profiter de cette valeur.

Le tournant des pratiques : Barricadé sous sa tente, le vieux croyant n'a pas trompé cette génération. Le soleil ne viendra pas de Neauphle-le-Château. Dès lors, pragmatisme et empirisme vont présider aux choix du blé qui lève. La rançon immédiate : le cynisme politique. Hélas, pas un rictus pour la rupture de l'Union de la gauche, l'appel aux socioprofessionnels en politique. Bref, la politique qui leur ressemble : le consensus post-moderne. Face à eux, les militants apparaissent comme les Mohicans du socialisme. Et pourtant...

Le consensus post-moderne au service du socialisme

C'est de cette génération que doivent surgir les fondations d'une société moderne, républicaine, socialiste.

La nouvelle citoyenneté : l'épanouissement de l'individu, c'est pouvoir regarder les autres. Quand on aspire à la liberté pour soi, on ne peut supporter les cages de



l'autre ; quand on veut bien travailler soi-même, on ne peut supporter le chômage de l'autre. Le nouvel individualisme est un potentiel d'éveil sur ceux qui nous entourent.

L'Europe : qui prendra la responsabilité, face à nous, de refuser l'Europe pour quatre bateaux espagnols ? L'ambition, l'exemple des symboles Airbus et Ariane fait que six côtés, ça commence à faire étroit pour unir les compétences d'aujourd'hui et de demain.

Concernant l'Europe, il est urgent de ne pas désespérer les jeunes.

L'économie, le social : l'économie socialiste a besoin, pour réussir, de structures, d'enthousiasme, et de toujours plus de compétence. Ancrées à gauche, les formidables mesures techniques et sociales qui ont accompagné les nationalisations et la modernisation de l'appareil productif, n'offriront leurs fruits que si dynamisées et portées par un état d'esprit, elles emportent l'adhésion idéologique des faiseurs, des décideurs. L'économie, c'est ce que l'on en fait. La confiance se barre à gauche.

La politique sereine : si la politique n'a pas le vent en poupe, c'est parce que la nation n'est pas prête à se réconcilier avec n'importe quel personnel politique. La prime d'une République et d'une démocratie, c'est que le peuple aime les politiques.

L'opportunité du socialisme, cela peut être de favoriser l'émergence d'une politique qui ressemble à la compétence d'un corps social. Les socioprofessionnels

arrivent et veulent toute leur place. La technocratie doit gérer, l'innovation doit commander.

La France socialiste, à ce prix, peut réconcilier les hommes politiques et les citoyens, en favorisant l'émergence aux postes de décisions politiques, d'hommes ayant prouvé leur capacité à proposer, faire et réussir.

En conclusion : vive le socialisme !

A ceux qui ont crié : Vive la crise ! une génération répond : Vive le socialisme !

Gestion de contradictions, intégration des différences, le socialisme a libéré l'individu : il a de l'avenir.

Histoire de la méthode, pensée de l'histoire, le socialisme c'est la seule idée neuve, résolument moderne, pouvant répondre aux interrogations de forces vives qui, au confluent du consensus post-moderne et du libéralisme sauvage, peuvent perdre comme gagner.

Redonner des certitudes, choisir d'être heureux, c'est intégrer ceux qui feront gagner la France. La route est étroite. La conduite est bonne.

Combattre l'extrême-droite

Contribution présentée par Gérard LINDEPERG et Michèle LINDEPERG

Un nouveau paysage politique

Le score de la liste du Front national a constitué l'un des enseignements les plus importants du scrutin pour l'élection du Parlement européen en 1984. Ce résultat est venu confirmer les craintes de ceux qui avaient ressenti la victoire de M. Stirbois en 1983 comme un traumatisme. Après les trois coups de Dreux, Aulnay et du Morbihan, la scène politique présente un paysage qui est profondément modifié par les résultats des Européennes. Désormais, en raison d'une implantation sur l'ensemble du territoire, l'extrême-droite réalise une poussée dont la portée nationale ne peut plus faire de doute.

Pourtant, au soir du 21 juin 1984, beaucoup de démocrates demeuraient encore incrédules, dans l'attente d'une confirmation.

Cette confirmation a été apportée par les élections cantonales de 1985.

Si l'on veut bien considérer la spécificité du scrutin qui donne une forte prime au sortant, le fait que le Front national présentait des candidats seulement dans trois cantons sur quatre et que Paris n'était pas concerné par le vote, on doit admettre que, pour le moins, le parti de Le Pen maintient ses positions des Européennes... surtout lorsque l'on constate que beaucoup de voix d'extrême-droite sont aussi allées sur les candidats du C.N.I.P. De tels résultats obtenus dans de telles élections par des candidats très souvent inconnus des électeurs témoignent d'une forte pénétration des idées de l'extrême-droite.

Un réel danger de contamination

Le Front national n'est en effet que l'excroissance la plus visible d'un ensemble d'organismes multiples (mouvements professionnels, familiaux, culturels, milieux catholiques intégristes, clubs politiques...), dont les racines idéologiques sont alimentées par les thèmes inégalitaires développés depuis de nombreuses années par ce qu'il est convenu d'appeler la nouvelle droite (G.R.E.C.E., club de l'Horloge, Figaro-Magazine, Magazine-Hebdo...).

Derrière les slogans sommaires des supporters braillards de Le Pen, les idées d'extrême-droite avancent de manière insidieuse par mille canaux dont la ramification complexe présente un danger réel de contamination du pays dans ses profondeurs. C'est parce que le terreau idéologique avait déjà été préparé que le greffon Le Pen a pu prendre sur le corps électoral français.

Un réflexe d'angoisse

Comment et pourquoi en sommes-nous arrivés là ?

Commençons par éliminer les fausses explications : même s'ils peuvent l'amplifier, les médias ne créent pas un mouvement politique de cette importance.

Que Le Pen sache exploiter chaque passage à la télévision au point d'en faire un spectacle politique est une chose ; croire que l'effet disparaîtrait en interdisant Le Pen de télévision en est une autre.

Chacun sait bien que la crise économique porte l'extrême droite comme la nuée porte l'orage. Or, c'est massivement que les Français sont atteints par la crise et touchés par toutes ses conséquences dans leur vie quotidienne. Mais la profonde mutation que nous vivons n'a pas que des aspects économiques et sociaux ; elle affecte aussi le champ culturel, les modes de vie et les manières de penser. Notre monde est en train de basculer comme a basculé l'Occident médiéval à la fin du XV^e siècle ; mais avant de pouvoir retrouver les grands équilibres d'une Renaissance qu'il nous reste à inventer, le quotidien est fait d'angoisse devant l'avenir et de peur face aux mutations inévitables. Comment s'étonner de ce réflexe qui consiste à se raccrocher à des solutions simplistes pour éviter d'affronter la complexité des temps nouveaux ?

Mais si la « crise » explique la montée de l'extrême-droite dans tous les pays européens d'économie libérale, elle ne suffit pas à expliquer cette poussée propre à la France.

La responsabilité de la droite

Une partie de notre électorat populaire, parmi les plus touchés par la crise, a vu dans la victoire de la gauche en 1981 la solution rapide à ses difficultés. Cet espoir ne prenait en compte ni la durée, ni la nécessaire rigueur... et sans doute n'avons-nous pas tenu le langage qui aurait pu les dissuader de croire aux solutions faciles. N'espérant plus rien de la droite et déçue par une gauche confrontée aux contraintes de l'exercice du pouvoir, une frange de cet électorat s'est repliée dans l'abstention, alors qu'une autre partie s'est trouvée disponible pour entendre les discours démagogiques du Front national qui vilipende la « bande des quatre » comme le discours fasciste vilipendait le régime parlementaire avant la guerre.

Par ailleurs, une fraction de l'électorat conservateur s'est radicalisée, dans le droit-fil de la tradition vichyste qui préférait Hitler au Front populaire. En votant Le Pen, ces électeurs des beaux quartiers ont voulu contribuer à déstabiliser une majorité qui leur a toujours paru illégitime.

En vérité, cette fraction radicalisée de la droite n'a fait que poursuivre un élan donné par l'U.D.F. et le R.P.R. lors de la campagne des municipales de 1983 qui se sont faites dans de très nombreuses villes sur des thèmes violemment xénophobes et dans un contexte de psychose sécuritaire artificiellement entretenue. Elle porte une responsabilité écrasante dans la mesure où elle a banalisé les idées de Le Pen en un moment où les théories révisionnistes touchant les crimes nazis troublent l'esprit de générations qui n'en ont pas subi directement les effets et n'ont pas connu les complicités dont ils ont bénéficié dans notre pays.



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

Oui à l'isolement

Face à la poussée de l'extrême-droite, les socialistes ont dans un premier temps légitimement hésité : fallait-il en effet prendre le risque de renforcer « L'effet Le Pen » par une offensive prématurée qui risquait de se retourner comme un boomerang en faisant involontairement la publicité d'un mouvement que l'on voulait réduire ?

Aujourd'hui, les hésitations ne sont plus permises et nous devons nous engager à suivre une politique claire. Sous prétexte que le développement de l'extrême-droite est susceptible de créer à court terme des difficultés à la droite classique, une attitude qui consisterait à laisser se développer sans les combattre le Front national et ses alliés serait à moyen terme suicidaire pour la démocratie et pour la France.

La montée de l'extrême-droite ne peut être réduite à une poussée de fièvre éphémère de caractère poujadiste ; elle doit être combattue sans complaisance et dans la clarté. Notre congrès doit condamner toute démarche tacticienne qui viserait, selon les moments, à dramatiser ou à banaliser ; notre congrès doit choisir clairement la stratégie de l'isolement du Front national et des idées de l'extrême droite afin de mieux en réduire l'influence.

Non à l'amalgame

Actuellement, si l'attitude du C.N.I.P. est sans ambiguïté, les choix du R.P.R. et de l'U.D.F. ne sont pas arrêtés. Lors des municipales de 1983, nous avons vu beaucoup de listes de l'opposition reprendre à leur compte les idées du Front national pour tenter de réduire leur impact électoral. Dans la plupart des cas c'est l'effet inverse qui a été constaté et le parti de Chirac a dû souvent déplorer des hémorragies de militants au bénéfice de la formation de Le Pen. Pour les cantonales de 1985, les partis de droite se sont contentés de laisser faire à la base et les alliances électorales n'ont pas été officiellement assumées par les appareils nationaux. Pour les uns, il s'agissait d'un choix purement tactique : le sacrifice de quelques sièges de conseillers généraux permettait de se garder les mains libres pour négocier avec le Front National à l'occasion de l'échéance – décisive celle-là – des législatives de 1986. Pour d'autres, il s'agissait d'un choix stratégique exprimant un net refus de toute complaisance avec les théories racistes et anti-démocratiques de l'extrême droite.

Ce serait une grave erreur de ne pas tenir compte de telles contradictions et de

renvoyer dos à dos les uns et les autres par la pratique d'un amalgame abusif et dangereux.

Une France plus juste sera plus unie, donc plus forte, mieux à même de résister aux extrémismes et de conduire son destin selon notre tradition démocratique.

C'est pourquoi nous devons mener le combat contre l'extrême-droite dans la clarté, contraignant ainsi les complices de Le Pen à se démasquer et permettant de ne pas les confondre avec tous ceux qui demeurent sincèrement attachés aux règles de la République.

Notre pression sera d'autant plus nécessaire que, compte tenu du nouveau mode de scrutin pour 1986, la tentation sera encore plus forte, pour les listes R.P.R. et U.D.F., de reprendre à leur compte certains thèmes et une partie du discours de Le Pen afin de détourner à leur profit une partie des voix du Front national.

Que faire ?

Pour bien combattre la droite extrême, il faut d'abord bien la connaître ; c'est pourquoi il faut que notre Parti édite une brochure et un argumentaire à destination des adhérents et sympathisants.

Plutôt que de la boycotter dans les médias, il faut poser à ses dirigeants des questions précises pour faire apparaître le vide de leurs propositions économiques, les dangers de leurs options politiques et les multiples contradictions qui les traversent. L'opinion sera plus sensible à des questions sur l'avenir que sur le passé et elle sera mieux éclairée si la télévision laisse s'exprimer plus souvent les militants de base du Front national... qui disent tout haut ce que Le Pen masque par un habile discours. Certains faits doivent être mieux connus des Français : par exemple, il faut leur répéter qu'à Dreux l'insécurité augmente alors qu'elle baisse à Épinay ; par ailleurs, toutes les initiatives du type « S.O.S. Racisme » doivent être activement soutenues par notre Parti. Dans chaque fédération, des commissions d'études doivent être mises en place pour aider les sections dans leur bataille idéologique et politique.

Mais ce combat n'aura de sens que s'il s'inscrit dans une dynamique plus globale capable de mobiliser les Français autour d'un projet.

Maintenir les grands équilibres, réussir la modernisation sont les conditions susceptibles de retrouver la croissance qui permettra de créer de nouveaux emplois ; mais pour que les Français acceptent l'effort qui leur est demandé, il faut un meilleur partage du travail et des revenus, une meilleure diffusion du pouvoir et du savoir.

Confronter l'ambition de nos projets de santé avec l'acquis des réalisations

Contribution présentée par Suzanne MARTIN.

Au Congrès de Valence se posait la question de savoir comment le Parti, passant d'une phase de conquête du pouvoir à celle de l'exercice du pouvoir allait définir son rôle par rapport au gouvernement.

La motion finale de synthèse adoptée à l'unanimité, moins une abstention au Congrès de Bourg-en-Bresse levait toute ambiguïté précisant : « Le Parti ne fait pas le gouvernement et ne lui dicte pas sa conduite. Il définit une perspective dans laquelle le gouvernement inscrit son action. Il sera d'autant plus un outil de transformation sociale qu'à chaque étape, il saura veiller à ce qu'apparaissent la perspective et les prochains objectifs, dans le cadre du Projet Socialiste et des 110 propositions présentées au cours de la campagne présidentielle. »

En octobre 1985, date retenue pour notre prochain Congrès, c'est plus de 4 années de pouvoir qui sont confirmées. Quatre ans durant lesquels un immense travail législatif aura été accompli pour construire une société plus solidaire et plus juste. En matière de santé, le travail accompli s'est heurté à une résistance farouche de la droite, celle-ci ayant souvent pris la santé comme porte-drapeau de son agressivité.

Reprenant le rôle reconnu au Parti « d'outil de transformation », nous souhaitons que le Congrès de Toulouse soit l'occasion, sur les problèmes de santé, à partir du bilan 1981-1985 d'une réflexion sur les acquis et l'analyse des rapports de force qui ont freiné nos ambitions pour en conclure un certain nombre de propositions.

I - Le constat

Dans les dix propositions sur la santé faites par F. Mitterrand, on relevait trois directions vers lesquelles un gouvernement de gauche comptait s'engager.

1) Une plus grande justice sociale

Il y avait le constat d'une inégalité flagrante au niveau, aussi bien de la durée de vie que de la morbidité, entre les différentes classes sociales. Cette différence continue à s'accroître dans les dernières statistiques de santé.

On peut continuer à accoler les adjectifs pauvres et malades en opposition à riches et bien portants. Cette inégalité s'associe à une différence de consommation médicale. Les riches dépensent plus que les pauvres pour leur santé, ils consultent plus souvent les médecins, la prévention des maladies est mieux faite dans certaines classes sociales que dans d'autres (statistiques du C.R.E.D.O.C.). C'est pour ces raisons que les socialistes avaient comme objectif la suppression du ticket modérateur et la diminution de la part personnelle des dépenses de santé. Des raisons économiques ont contraint le gouvernement à adopter deux mesures qui ne vont pas dans le sens souhaité : l'instauration du forfait hospitalier oblige chaque malade hospitalisé à verser une somme forfaitaire (22 francs par jour) qui n'est pas



remboursable par les Caisses Primaires d'Assurance Maladie et qui se justifie par les frais d'hôtellerie. La diminution du taux de remboursement de certains médicaments, qui est passé de 70 à 40 %, a également accru les dépenses personnelles des malades.

2) L'équilibre des comptes des régimes

La rupture permanente d'équilibre des comptes de la Sécurité sociale mettait en danger l'existence même de celle-ci. Le système d'assurance maladie, auquel les Français sont très attachés et qui fait l'admiration de beaucoup de pays étrangers, a pu être préservé par le gouvernement de la gauche. Dans les projets de la droite, on voit s'esquisser un redoutable système de santé à deux vitesses : les petits risques n'étant pas couverts, seuls les gros risques sont remboursés par l'Assurance maladie : cette mesure accentuerait les inégalités sociales déjà existantes.

Cet équilibre des comptes a été obtenu malgré un chômage croissant qui diminue d'autant les recettes et ceci par une gestion plus rigoureuse et par une diminution des dépenses de santé. Ces mêmes dépenses ont crû de façon beaucoup plus modérée que les années précédentes surtout dans le secteur hospitalier. Autre raison, les honoraires des médecins ont été partiellement bloqués et n'ont pas suivi l'augmentation du coût de la vie. Le mécontentement de certains professionnels de santé libéraux peut s'expliquer par cette raison.

3) Des réformes structurelles

Elles ont été l'essentiel de l'action du gouvernement et ont soulevé des controverses innombrables.

La formation des médecins en France était d'inégale valeur. Certains ayant passé le concours de l'internat, bénéficiaient d'un remarquable entraînement et constituaient l'élite médicale. Sélectionnés par un concours difficile, ils assuraient dans les hôpitaux des fonctions de soins et de recherche pour lesquelles ils étaient payés. Les autres, la majorité, n'avaient qu'une formation théorique à l'université, la formation pratique à l'hôpital, ne les réduisant qu'à un rôle de spectateur.

Le diplôme français de docteur en médecine, recouvrait donc des formations d'inégale valeur, et en accord avec les instances européennes les ministres Veil puis Ralite ont mis en œuvre la réforme des études médicales avec obligation d'un examen validant en fin de 2^e cycle et l'internat pour tous. C'est cette réforme qui a suscité le plus grand mouvement de grève hospitalière jamais connu en France, amenant le gouvernement à transiger, puis, à modifier une grande partie de l'esprit de la réforme en rétablissant la suprématie d'une élite hospitalière mieux formée, mieux payée.

En ce qui concerne les alternatives à l'hospitalisation, le bilan est globalement positif. En proposant ces alternatives, le gouvernement a gagné sur deux tableaux à la fois : sur le plan financier, l'hospitalisation est toujours la solution la plus coûteuse, sur le plan moral, l'hospitalisation est difficile à vivre, tant pour la famille que pour le patient, surtout s'il s'agit d'un enfant. Après que la loi l'ait rendue possible et que le budget global instauré dans les hôpitaux ne l'ait pas rendue impossible, l'installation des alternatives à l'hospitalisation s'est faite progressivement, cas par cas, négociée par service, par région, avec les D.D.A.S.S., avec les D.R.A.S.S., avec les Caisses Primaires d'Assurance maladie, et les Associations. La richesse du tissu associatif dans le secteur sanitaire et social a été un facteur de réussite. Bien sûr tout ce qui pourrait être fait n'est pas fait, mais cela paraît en bonne voie. La décentralisation est un atout considérable pour cette partie qui se joue. La constitution des Observatoires régionaux de santé (O.R.S.) en est l'atout majeur.

A propos des expériences nouvelles de soins et de préventions extra-hospitalières, nous serons plus négatifs. L'expérience des Centres de santé intégrés n'a pas eu lieu. Ils apportaient pourtant la solution à plusieurs contradictions.

En France, seul l'acte de soins d'une maladie est reconnu et remboursé, pas l'acte de prévention. Or, dans les années à venir le progrès médical en terme d'amélioration de la mortalité et de la morbidité, ne pourra s'accomplir que par la prévention : connaissance de la maladie mais aussi des facteurs de risques, étude des groupes de population à risques. Actuellement la progression des dépenses de santé ne permet pas l'amélioration du niveau de santé.

Autre contradiction, en France pour les professionnels de santé en ville, il n'existe que le système dit de paiement à l'acte. Le patient paie le médecin, puis va se faire rembourser par la C.P.A.M. Pourquoi ne pas rêver d'un circuit plus court ou la C.P.A.M. paierait directement un groupe de médecins pour assurer un certain nombre d'actes de soins et de préventions ? Des médecins groupés dans certains

syndicats (U.S.M.) avaient ainsi depuis longtemps demandé un paiement à la fonction qui leur permettrait d'évacuer le lien d'argent qu'ils pouvaient avoir avec le malade.

Ces expériences nouvelles au nombre de deux ne permettent pas aujourd'hui d'en discuter le bien-fondé. La volonté politique ne s'est pas sur ce sujet assez manifestée, comme si le combat était perdu d'avance.

La suppression de l'Ordre des médecins ne s'est toujours pas faite. Si cette idée doit être abandonnée, il faut le dire clairement et vite. Des milliers de médecins n'acquittent plus leurs cotisations à l'Ordre et sont poursuivis pour cela depuis le 10 mai 1981. Cette situation laisse accréditer l'idée d'un abandon de nos objectifs et atteint le ridicule lorsqu'un conseiller du ministre de la Santé est lui-même l'objet de poursuites judiciaires.

La suppression du secteur privé à l'hôpital a été annoncée avec une décision qui peut être reportée à décembre 1986. Comme il y a entretemps des élections législatives, on assiste à une surenchère des partis de droite qui voient là l'occasion de mener déjà campagne.

Le statut unique : sa réalisation est une réussite. Pour l'instant, nous n'en n'avons connu que les aspects conflictuels liés à la difficulté de réunir des personnes dont les missions sont de même nature, mais dont les grades et les attributions étaient inégales. Le temps passant et avec lui la mise en place des mesures transitoires, il n'y aura plus d'inégalités d'accès aux différentes carrières hospitalières.

Ainsi seront apaisées les tensions qu'engendraient l'inadéquation entre charge et responsabilité d'une part, et position et moyen d'autre part.

On peut regretter de ne pas avoir poussé à fond cette logique en dissociant statut hospitalier et statut hospitalo-universitaire.

Cette mesure prend toute sa dimension par la mise en place de la départementalisation.

II - Analyse

Après avoir fait le bilan de ce qui avait été proposé et ce qui a été fait effectivement au bout de 4 ans, nous voyons des réussites mais aussi des révisions déchirantes.

Tant que le gouvernement n'a eu à faire qu'aux usagers de santé ou aux grandes administrations (D.D.A.S.S. - D.R.A.S.S. - Directions des Hôpitaux - Sécurité sociale) il n'a pas eu de difficulté à faire entendre ses raisons. C'est au moment où le gouvernement a eu à dialoguer avec les professionnels de santé qu'il a rencontré les premières difficultés.

Il nous semble que l'analyse du rapport de force n'a pas été suffisamment faite ou mal faite. Les objectifs de santé étaient bons, les solutions proposées étaient justes, pourquoi ne pas aboutir ? Le rapport des forces s'est établi entre, d'une part, le gouvernement et d'autre part, les professionnels de santé, essentiellement les médecins. Le gouvernement avait pour lui sa légitimité, sa bonne foi mais une stratégie qui s'est avérée non adaptée à la situation. Les médecins représentent un corps social apparemment divers avec des revenus très inégaux, des origines sociales variées, une hiérarchie très rigide, un lien corporatiste très fort. Ce lien corporatiste s'est forgé petit à petit au cours d'études médicales très longues où le savoir que le médecin acquiert est aussi un savoir faire un peu artisanal et qui dépend donc de la volonté bonne ou mauvaise d'un maître. La longueur des études ainsi que l'objet de cette étude rendent la dépendance d'autant plus prégnante. L'objet de l'étude ici, c'est la mort. La pratique de ce métier est une pratique solitaire avec un face à face médecin-malade et une relation personnelle faussée par la maladie qui va créer une relation de pouvoir entre celui qui sait et celui qui ne sait pas. C'est le secret du pouvoir médical. Pour celui qui sait, il y a aussi celui qui sait davantage et c'est le recours possible aux conseils du maître. Le maître détient un pouvoir important, il a à la fois un statut universitaire de savant, mais aussi hospitalier de soignant : il gagne de l'argent, il est à la fois salarié et reçoit des honoraires privés à l'hôpital. En plus de l'argent et des honneurs il a aussi une bonne popularité dans le public, ce n'est pas un exploiteur du travail des autres, comme le patron d'entreprise mais celui qui soulage la misère humaine. Son image est bonne dans les médias aussi bien à la télévision que dans les journaux. Son influence est donc en général très forte. Mais cette influence s'exerce rarement dans le sens du changement mais plutôt dans un sens conservateur très fort.

Tout d'abord, à cause de la façon dont il a été formé (voir plus haut) ensuite de la façon dont il a été recruté. Une hiérarchie savante avec des degrés que l'on ne peut



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

monter qu'avec l'aide de celui qui est au-dessus. Le recrutement s'effectue en médecine essentiellement par cooptation à partir de l'internat. Ce recrutement élimine les esprits indociles et originaux, voire même dans certaines villes où les postes sont rares, ce recrutement peut n'être que familial. On comprend là, l'impérieuse nécessité réclamée par les facultés de médecine d'avoir une autonomie importante ! Enfin, lorsque le sommet de la hiérarchie a été atteint, un statut archaïque datant d'avril 1943, garantit de tous les aléas pouvant survenir ; la remise en question est impossible jusqu'à la retraite qui survient très tard. La cohésion et l'influence de ce corps mandarin est très forte et expliqueront qu'il ait pu contrecarrer l'action du gouvernement.

Dans les réformes de santé proposées, la départementalisation transformera les services jalousement autonomes en unités fédérées, bafouera l'autorité du patron tout en responsabilisant les différents praticiens hospitaliers. Les chefs de département élus pour 4 ans par leurs pairs dépendront ainsi de médecins moins élevés dans la hiérarchie. Il n'y aura plus d'immovibilité. C'est donc tout un rapport de pouvoir hiérarchique qui a été remis en question au nom de la justice et de l'efficacité.

En effet, l'efficacité était en jeu. On voyait de plus en plus de jeunes adjoints compétents dans des domaines inconnus de leur chef de service, du fait de l'hypermécialisation de la médecine. Ces adjoints se voyaient parfois privés des moyens de travailler, d'autre part, l'autonomie excessive des services coûtait cher en matériel. Le Syndicat national des professeurs agrégés maîtres de conférences conscient de leurs propres difficultés, avait demandé en 1977, la départementalisation. Il y avait donc un consensus mais fragile sur le département. « Les changements de structures n'ont aucun intérêt s'ils ne sont pas l'aboutissement d'un changement de mentalité » (Rapport Gallois). Les mentalités avaient changé un peu chez les jeunes, pas du tout chez les anciens, c'est eux qui avaient le pouvoir. Les éléments les plus dynamiques, les plus modernistes du monde médical, n'ont, en fait, aucune responsabilité dirigeante, tant dans les syndicats que dans les hôpitaux, que dans les universités, ils ont déjà été écartés par ce système sélectif. Faute d'avoir effectué au préalable une analyse des rapports de force, il est inutile de promouvoir des réformes de structures dans les hôpitaux.

Le dialogue avec le gouvernement s'est noué en effet à un haut niveau de la hiérarchie et à ce niveau tous les esprits sont hostiles aux changements. On aurait dû adopter une stratégie court-circuitant les représentants officiels des corps constitués. Il fallait s'adresser individuellement aux praticiens hospitaliers avec une complète transparence de l'information et laisser au volontariat le soin d'organiser les départements.

Pour le meilleur succès des réformes qui vont venir, nous souhaitons qu'une analyse politique correcte des rapports de force soit établie en s'appuyant sur la base des militants du parti. En se donnant des partenaires favorables et en reconnaissant par exemple officiellement les syndicats de gauche minoritaires, ils sont peu nombreux mais ont l'avantage de ne pas être hostiles. En s'appuyant également sur ceux qui ont tout à gagner des réformes que l'on va faire par exemple : le corps des adjoints et des non-chefs de service.

L'information concernant toute réforme doit être à la fois individualisée et très largement diffusée dans les médias, afin d'éviter l'efficacité de la contre-information. Enfin, lorsqu'une réforme est commencée et décidée, ne pas reculer laissant ainsi à découvert tous ceux qui ont pris parti en faveur de cette réforme par exemple. Le télégramme repoussant la date des élections aux commissions de département, est arrivé alors que les candidatures étaient déjà connues.

III - Les propositions

Elles concernent l'immédiat et l'avenir plus lointain.

Les départements hospitaliers devraient être mis en place d'une façon plus souple afin de permettre l'évolution des mentalités. Il faudrait prendre comme modèle les unités de recherches I.N.S.E.R.M. On ne les crée qu'à partir du moment où elles existent. Lorsqu'un groupe de praticiens hospitaliers décide de travailler ensemble autour d'objectifs communs, il peut faire part à l'Administration (ou à tout autre organe de décision pourvu qu'il soit neutre) de son désir de créer un département. Celui-ci est alors doté de moyens de travail pour quatre ans minimum, d'où la question : pourquoi faire créer des départements par une commission de départementalisation qui sont, bien sûr, constitués que de notables ?

Réduire la lourdeur gestionnaire de l'hôpital. Les instances consultatives sont nombreuses, de nouvelles ont été créées mais les anciennes sont maintenues. Les problèmes à résoudre sont souvent analogues.

La suppression de milliers de lits hospitaliers préconisée dans le IX^e Plan doit être rapidement expliquée et justifiée auprès du public. L'inquiétude des travailleurs de

la santé est grande. Il faut les assurer de la conservation de leur emploi qui s'exercera suivant des modalités différentes comme l'hospitalisation à domicile.

La démographie médicale croît à un rythme important et le mode d'exercice libéral tel qu'il se pratique va trouver son impasse. Les pouvoirs publics peuvent et doivent développer la médecine scolaire, la médecine du travail, les actions de prévention qui agiront sur un meilleur niveau de santé publique. On peut aussi permettre le développement du temps partiel dans le secteur libéral en réduisant ou en modulant la charge de frais fixes. Ces mesures ne suffiront pas et il va se créer un mouvement revendicatif important dans les années à venir. Si on ne veut pas augmenter les dépenses de santé à proportion du nombre de médecins sur le marché, il faut proposer autre chose. C'est le nombre de médecins généralistes qui est le plus important. Ils constituent les premiers recours pour la population et c'est à leur niveau qu'il faut envisager des solutions. L'avenir de la médecine générale passe par deux impératifs : la motivation et la compétence.

— **La motivation** : elle doit résulter d'une revalorisation de l'acte médical intellectuel. Il devrait y avoir l'équivalence de l'acte du généraliste avec celui du spécialiste, l'acte technique étant rémunéré sur un modèle à trouver. Il faudrait promouvoir un diplôme de médecine interne avec un concours spécifique, une formation plus longue et une pratique consultante de haut niveau branchée sur l'hôpital.

— **La compétence** est le problème central. La réforme du 3^e cycle répond incomplètement aux besoins de formation du généraliste. Elle ne pose pas en tout cas comme principe que la formation du généraliste est le problème numéro un. Cette compétence engendrerait ipso facto une diminution des prescriptions techniques et médicamenteuses. De toute façon, cette réforme du 3^e cycle ne peut se faire qu'à long terme et il faut dans l'immédiat envisager une formation continue correcte qui doit comprendre la théorie et la pratique. Le principe d'une formation annuelle d'une durée d'un mois, rémunérée par la Sécurité sociale (durant deux mois il n'y aura pas de prescription de la part du stagiaire) sanctionnée par un rapport. Cette formation permettra la mise à jour des connaissances ainsi que l'analyse de la pratique diagnostique, thérapeutique et de recherche.

Comme il a été créé un statut en médecine hospitalière, pourquoi ne pas faire également un statut du médecin généraliste (c'est peut-être un moyen d'aider le généraliste à être le « pilier » du système de santé) définissant son rôle, sa fonction, ses moyens d'action, sa protection et sa formation.

Nous savons que la maîtrise des soins de santé passe par la responsabilité du consommateur. Pour aider à cette prise de conscience il faut renforcer la présence des usagers dans les instances médicales. Aussi faut-il que soient mieux représentés dans les conseils d'administration des hôpitaux publics les usagers de la santé. Ces usagers pourraient être désignés ou choisis à partir des commissions municipales et extra-municipales, leurs participations devraient aussi être envisagées dans des organismes comme la D.D.A.S.S., la D.R.A.S.S.

COLLOQUE

LA « SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET SON ÉCOLE »

Samedi 8 et dimanche 9 juin

au Park Hôtel Montparnasse - 19, rue du Commandant-Mouchotte, à Paris

PROGRAMME

Samedi 8 juin : première séance sous la présidence de Louis Mermaz.

Interventions de : Jean Andrieu, Michel Charzat, Luc Soubre.

- Le Progrès des Sciences et des Techniques : l'évolution des savoirs et des qualifications, Maurice Godelier.
- Les transformations économiques et sociales : la formation et le développement, Daniel Houré, François de Lavergne.
- L'École et la Démocratie, Didier Chouat, Jacques Guyard.

Seconde séance sous la présidence de Jean Poperen.

Interventions de J.-C. Barbarant, Hubert Curien, Michel Delebarre.

Banquet Républicain « L'ÉCOLE ET LA DÉMOCRATIE » présidé par Lionel Jospin.

Dimanche 9 juin : Troisième séance sous la présidence de Jean-Pierre Changeux.

Interventions de : Jacques Pommatau, Jean-Yves Daniel.

Discours de Jean-Pierre Chevènement.

Conclusion du Colloque par Lionel Jospin.



Communication et parti de masse

Contribution présentée par Christiane MORA

Le Parti Socialiste est devenu en moins de dix ans (1971-1981) et reste un parti de masse parce qu'il persiste dans son orientation politique, le rassemblement des forces populaires dans la clarté politique. L'une des questions qui peut se poser cependant est de savoir si notre présence au pouvoir et la réalisation des premières réformes attendues par les travailleurs nous ont permis de franchir une étape nouvelle et d'acquiescer, sinon un nombre d'adhérents plus considérable (chacun sait la difficulté pour les organisations, en France, de se développer), du moins une audience plus considérable parmi les travailleurs.

Le développement de l'abstention dans les rangs de l'électorat populaire dès 1982 tend à prouver que non, tandis que le maintien du Parti à un niveau en voix convenable par rapport à 1979 et 1981 montre que la confiance de très nombreux travailleurs reste acquise aux socialistes.

Les contributions étant faites pour poser des questions en souhaitant que les motions, puis la résolution de notre congrès national y répondent, mon propos est de m'interroger et de vous demander de vous interroger sur le point suivant : mettons-nous bien tout en œuvre pour que les actions de communication du Parti, c'est-à-dire la nature et le contenu de notre relation à l'opinion publique, nous permettent d'être entendus et compris des travailleurs et donc soutenus par eux ?

Être entendus des travailleurs

Si le gouvernement a pour vocation institutionnelle de s'adresser à l'ensemble de l'opinion publique, le Parti Socialiste, lui, a choisi son interlocuteur privilégié : c'est le monde du travail, dont notre contribution de politique générale décrit bien la complexité.

Nous avons fait de grands efforts, tant au niveau national que local, pour mieux savoir ce que les travailleurs pensent de nous, efforts pour être à leur écoute sur le lieu de travail ou de résidence, effort pour une approche plus méthodique des grandes tendances de l'opinion au plan national, en recourant à de bonnes enquêtes. Nous avons recueilli les premiers fruits de cet effort lors des deux dernières campagnes électorales. Sachons cependant que tout cela ne servirait pas à grand chose si nous continuions à nous adresser à l'opinion publique « tous azimuts » : dans ses interventions écrites et orales, le Parti doit marquer plus nettement à qui il s'adresse. A tous les niveaux de nos actions de communication « cibler » notre message est une nécessité impérieuse ; des progrès ont été faits, mais un programme de formation permanente des responsables de section doit être mis en place si nous voulons être efficaces.

Nous avons aussi à faire des choix parmi les moyens de communication (les « vecteurs ») que nous privilégions pour atteindre la masse des travailleurs. La communication écrite garde toute sa valeur... à condition que l'on nous lise ! Cela veut dire que, lorsque nous ne sommes pas sûrs d'utiliser correctement un tract, mieux vaut choisir un envoi personnalisé par correspondance, même plus limité en nombre, mais mieux étudié ; un tract distribué dans les boîtes à lettre n'a d'impact que si les destinataires reçoivent le lendemain la visite ou le coup de téléphone qui leur donnera l'occasion d'en parler avec les socialistes.

Pour être mieux compris : mieux utiliser les ressources du Parti

Malgré les bonnes intentions affirmées par notre dernier congrès, nous ne disposons pas encore des moyens d'utiliser efficacement le seul média dont nous disposons sans partage : notre Parti.

a) Informer régulièrement et directement chacun et chacune de nos adhérents est la condition préalable et primordiale pour que l'explication sur notre action au Parti ou au gouvernement soit diffusée largement sur les lieux de travail ou de résidence.

Ni les efforts considérables consentis pour l'information de nos responsables de section (par P.S. Info), ni ceux de la plupart des fédérations par leurs bulletins intérieurs, ne remplacent l'information régulière et argumentée que la direction nationale du Parti devrait adresser à chaque adhérent ; rien ne saurait remplacer une simple lettre recto-verso arrivant deux fois par mois en moyenne chez nos militants. Il est encore temps de le faire ; mais il n'y a plus beaucoup de temps.

b) Mieux prendre en compte les informations qui remontent ou pourraient remonter des fédérations.

Les réunions des B.E. fédéraux et des C.E.F. sont un lieu privilégié d'échange d'informations sur les réactions et les revendications des travailleurs ; quelle que soit la difficulté de cette communication interne de « bas en haut » encore trop rare dans notre fonctionnement, nous ne pouvons pas ne pas l'organiser dans les mois qui précèdent les élections législatives. Si les fédérations savaient, par exemple, qu'une synthèse de leurs avis est présentée régulièrement lors des réunions du Bureau exécutif, l'habitude ne se prendrait-elle pas assez vite de l'alimenter ?

Par ailleurs, à l'évidence, la communication orale marque profondément notre époque : si elle est directe et souple (petites réunions, par exemple en appartement, utilisation du téléphone), elle est très efficace ; si elle est indirecte (utilisation de radios, de cassettes audio et vidéo), elle suppose une charge moins lourde en mobilisation militante mais exige par contre une transformation importante et rapide de nos habitudes.

Rien ne peut être a priori écarté parmi les moyens de communication modernes quand il s'agit de se rapprocher des couches sociales que nous représentons ; le succès de telle campagne nationale ou fédérale, dans la période récente, est là pour nous le montrer. La communication est multiple ; elle touche à des domaines divers qui demandent la mobilisation de compétences et d'énergies complémentaires : de nombreuses fédérations connaissent un fonctionnement où les responsabilités sont partagées (propagande, presse, information des militants, organisation des fêtes), sans nuire à l'efficacité. Mais la **coordination** de l'ensemble est une nécessité si nous voulons, et en particulier au niveau national, qu'à l'éparpillement succède la possibilité d'impulser une politique de communication.

SECTEUR ENTREPRISES

RENCONTRES NATIONALES

Le Secrétariat National aux Entreprises organise les 15 et 16 juin, à Cachan, des rencontres nationales sur le bilan des lois Auroux avec pour thème central :

CONQUÉRIR LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Cette manifestation interne rassemblera les militants socialistes (CNE, GSE nationaux, Secrétaires Fédéraux Entreprises, Inspecteurs du Travail, Syndicalistes, Conseillers prud'hommes), des parlementaires, des administrateurs socialistes, des membres du gouvernement et des Secrétaires nationaux du Parti.

Les camarades intéressés par ce colloque peuvent s'inscrire auprès de Georges Martel : Tél. 550-34-35 poste 333.



La crise du travail, levier du changement : une voie « écologiste » vers le socialisme ?

Contribution présentée par ; Bernard MORIN, Richard MASSON, René DELOUVÉE, Bruno VERLON, Vincent EBLE, Yves BEGASSAT, Joël RENOUX, Philippe BENEAU, Jacques MELET, Henri GRABNER, Jean-Loup GARCIN.

Les signataires de ce texte sont de ceux qui souhaitent voir approfondir par notre Parti la question du partage du travail. La motion finale de Bourg-en-Bresse le laissait espérer. Cela n'a pas été véritablement le cas. Du seul débat amorcé – modernisation et progrès social – nous n'avons tiré que peu de conséquence pour l'action.

Pourtant s'il est une crise majeure de notre temps, une crise qui pèse sur toute notre action présente, comme sur l'avenir du socialisme français, c'est bien la crise de l'emploi.

Chercher à mieux la comprendre, écarter les fausses issues, dégager des perspectives possibles, faire des propositions concrètes sont des tâches prioritaires.

Notre sous-titre surprendra peut-être. C'est que l'analyse des technologies nouvelles, leur impact sur le travail ouvre des perspectives qui ne sont pas sans rappeler celles esquissées par d'autres sous la bannière de l'Écologie politique. Fallait-il minimiser cette réalité ? Nous avons cherché au contraire à approfondir les convergences.

A une époque où la gauche est à la recherche d'une identité moins floue, il est essentiel que notre Parti s'ouvre largement aux idées des autres quand elles s'accordent avec ses valeurs fondamentales.

Ainsi redeviendrons-nous un Parti d'accueil et de propositions, un pôle de rassemblement pour toutes les sensibilités de la gauche d'aujourd'hui.

Comprendre et dépasser la crise du travail

Depuis notre dernier congrès, les socialistes français ont à peu près tous renoncé au fol espoir de trouver sur notre minuscule hexagone les ressorts de la croissance.

Car dans cette logique il faudrait être prêt à accepter une économie à la fois « fermée » et « productiviste » de maintien de l'emploi pour l'emploi, qu'il y ait débouchés ou non pour les biens produits. On ne peut se dissimuler en outre que le genre « social-protectionniste » à l'albanaise aurait pour conséquences des citoyens dépouillés de tous droits d'initiative au profit de l'État, et un appareil économique vieillissant et vite dépassé.

C'est donc à ceux encore nombreux qui spéculent sur une relance importée que nous voudrions dire combien une « modernisation » faite sur la base des technologies nouvelles a peu de chance d'être créatrice en elle-même d'emplois.

Les technologies nouvelles débouchent sur un travail de plus en plus automatisé

Les technologies de la fin du XX^e siècle permettent, comme les techniques nouvelles des époques précédentes, de créer plus de biens et de services en moins de temps. Elles provoquent donc un nouveau bond en avant dans la production collective des richesses et dans la diminution du temps de travail salarié. Comme souvent lors des étapes de ce processus historique, on retrouve difficultés d'adaptation, résistances, souffrances et sans doute, à terme, progrès appréciable (une fois atteint un nouveau palier d'équilibre).

Si les techniques nouvelles ne se résumaient qu'à ceci, il resterait surtout à trancher entre les tenants d'une modernisation accélérée et ceux qui réclament un rythme plus lent pour amortir (quitte à les prolonger) les dégâts sociaux. Le débat entre nos dirigeants s'est trop souvent réduit à cette querelle dramatique et peu féconde.

Alors que les progrès techniques du passé revenaient à assister, voire remplacer la force musculaire humaine par une énergie de plus en plus puissante, les technologies nouvelles prolongent non seulement le bras, mais directement le cerveau humain. Micro-informatique, fibres optiques, bio-technologie, relèvent du domaine des codes, des mémoires, des langages. Elles ont ainsi tendance à entraîner une automatisation systématique des productions et des services, automatisation déjà visible dans certains secteurs (piles, montres, etc.).

Les gains de productivité obtenus ne peuvent qu'accélérer l'automatisation de tous les secteurs, y compris dans le tertiaire particulièrement sensible aux technologies de l'informatique qui compensaient jusqu'ici le recul de la main-d'œuvre industrielle.

En ces termes se pose le problème de l'emploi. Mais c'est aussi la question des revenus qui est définie dans des termes nouveaux.

Suffit-il de parler d'un nouvel accroissement de la productivité (du travail) quand le coût du travail humain devient résiduel ? Les instruments de pensée économique dont nous nous servons – qu'ils soient marxistes ou libéraux – reposent sur la distinction de la part du travail et du capital. Quelle est aujourd'hui la part du savoir et du savoir-faire ? Mais quelle est la part du travail dans un « atelier flexible » où la production, la gestion des stocks, l'adaptation des robots sont entièrement commandés par ordinateurs ou dans un processus automatisé de fabrication de médicaments par des micro-organismes ? Comment définir la répartition du profit quand la plupart des coûts sont liés aux études et équipements antérieurs au processus de production, quand le coût global varie de plus en plus faiblement avec la quantité produite, quand les robots fabriqués par d'autres robots, voient leur coût baisser rapidement ? Comment enfin dans de telles conditions, certains peuvent-ils appuyer leurs analyses sur le principe de la « baisse tendancielle des taux de profit » ?

Comment répartir le « surplus » dégagé par ces nouvelles technologies économes à la fois de travail et de capital ? Sont-ils la propriété des innovateurs, des entrepreneurs, des travailleurs qui ont eu la « chance » d'y conserver un emploi ? Ou plutôt de la communauté scientifique et technique, c'est-à-dire de la communauté humaine tout entière ?

Est-il sûr que l'homme doit encore longtemps gagner son pain à la sueur de son front ? Ou qu'il trouve, dans le travail, sa dignité d'homme ? Ne sommes-nous pas en train d'enfanter, dans les affres d'une mutation, une tout autre relation au travail et donc au temps libre, à la vie ? Ne devons-nous pas, nous socialistes, chercher à en prendre la mesure et en déduire des mécanismes économiques et sociaux appropriés plutôt que de spéculer sur les chances de bénéficier d'une relance étrangère incertaine.

La croissance ne garantit plus l'emploi

Si la modernisation est indispensable pour améliorer et même simplement préserver notre compétitivité extérieure (et donc notre indépendance), si elle est assurément porteuse une fois résolue, certains ajustements d'une nouvelle et for-



midable croissance, cela risque fort d'être une croissance sans emploi. N'est-ce pas ce que montre aujourd'hui l'économie allemande ?

Que des emplois nouveaux apparaissent dans les secteurs neufs n'est pas douteux, mais dans quelles proportions par rapport à la cohorte des emplois supprimés ?

Est-ce cette constatation qui explique la fascination exercée par le libéralisme américano-nippon.

Quand Jacques Delors déclarait l'été dernier devant le comité directeur de notre Parti, que des deux tiers de l'accroissement actuel du chômage était d'origine structurelle, il essayait précisément de chiffrer la part incompressible des diminutions d'emplois. Et cela implique, si l'on s'en tient à ce calcul, qu'en retrouvant les rythmes de croissance du passé, nous ne verrions le chômage ni baisser, ni même se stabiliser, mais seulement augmenter à un rythme un peu plus lent (un tiers).

Qu'elle s'accélère ou non, qu'elle soit assise sur une certaine dose de protectionnisme ou tirée par une relance étrangère, la croissance ne constitue pas une solution globale au problème de l'emploi et si nous jugeons celui-ci déterminant, il est temps de chercher d'autres pistes.

Une fausse issue : la tentation du modèle américano-nippon

Pour toute une école libérale : la France, si elle veut figurer honorablement dans la « guerre économique » mondiale, aurait surtout besoin de managers et d'ouvriers superqualifiés dans les technologies de pointe.

Les uns et les autres, au nom d'une rentabilité maximale, devraient être peu nombreux et accepter des règles du travail contraignantes, à commencer par les horaires élevés. Ils bénéficieraient en contrepartie d'avantages financiers importants.

Tout le reste, les éléments les moins adaptés à la compétition industrielle, ceux qui refusent la mobilité et préfèrent vivre au pays, comme ceux qui croient aux vertus du temps libre, pourraient trouver leur place dans des secteurs plus ou moins « protégés » (sous-traitance, intérim, mais aussi fonction publique) à condition de ne pas revendiquer les mêmes avantages et les mêmes salaires.

Ainsi, répondrait-on – de manière « libérale » – au défi des technologies nouvelles et de l'automation. Pas question ici de partager le travail, mais plutôt de partager la société en deux : d'un côté ceux qui acceptent d'être surchargés de travail, et de l'autre les adeptes du temps libre et de la frugalité. Même si U.S.A. et Japon sont bien loin de répondre à ces schémas simplistes, même si le prétendu modèle japonais donne des signes d'effritement (deux semaines de congés au lieu d'une, accroissement de l'absentéisme), l'image positive de ces deux pays offre une référence facile aux tenants d'un certain « dualisme ».

Dans le désarroi idéologique qui règne aujourd'hui parmi les socialistes, la tentation est grande pour beaucoup d'anti-capitalistes repentants de céder à la fascination de modèles qui jouissent après tout d'une certaine réussite économique.

Mais la menace d'une société morcelée n'est pas que dans les têtes. Ne sommes-nous pas déjà dans cette société éclatée où la cohorte grossissante des sans-emplois indemnisés ou « abandonnés » envie ceux qui ont un travail de seconde zone. Les mesures prises jusqu'ici ont-elles beaucoup contribué à résorber ces risques de fractures ? N'ont-elles pas seulement abouti à les déplacer ?

Face à la réduction du travail disponible, qu'avons-nous fait dans un premier temps sinon avancer l'âge de la retraite ou de la « pré-retraite » pour les plus âgés – volontaires ou non – et laissé reculer l'âge d'entrée dans la vie active des plus jeunes ?

Ne vaudrait-il pas mieux chercher à répartir cette réduction effective du temps de travail tout au long de la vie active ? Il faut en finir avec une vie coupée en trois (le temps d'apprendre, puis le temps de travailler, puis le temps du repos), et alterner ces temps. C'est indispensable, ne serait-ce qu'au nom de l'efficacité pour rendre vraiment possible la mobilité professionnelle et sociale.

Une voie à explorer : la société du temps libre prônée par certains écologistes

Il fut un temps, cette proposition faisait sourire : beaucoup de socialistes en sous-entendaient. « Travailler quatre heures par jour » ou « Tous à mi-temps » (pour citer deux titres d'ouvrages révélateurs) pouvaient-ils constituer une alternative à la crise

du capitalisme, une alternative aussi sérieuse que le tryptique socialiste « nationalisation, planification, décentralisation » ?

A présent que l'approfondissement de la crise comme notre expérience du pouvoir, ont érodé certaines de ces certitudes, peut-être pourrions-nous regarder avec plus d'intérêt celles d'une autre gauche, du moins celles qui demeurent car le temps a débarrassé le mouvement écologiste lui aussi d'un certain nombre d'illusions. Restent par contre quelques idées fortes que l'évolution des technologies pourrait bien être en train de conforter, notamment la réflexion sur le travail à temps partiel et les vertus du temps libre.

N'y aurait-il pas intérêt à rouvrir le dialogue avec toute une école de pensée « écologiste » ? Pour nous, socialistes, ce serait une manière – tournant le dos au social-libéralisme qui progresse dans nos rangs – de renouer avec cette belle promesse de changer la vie que nous avons tellement de difficultés à réaliser jusqu'ici.

Travailler différemment, ce ne serait pas seulement partager le travail dans cet esprit de solidarité qui est une de nos valeurs essentielles. Ce serait sans doute aussi l'amorce d'un tout autre mode de vie :

- d'autres rapports homme/femme et parents/enfants ;
- une place plus grande à l'autoproduction, c'est-à-dire tout ce qui est produit chez soi ou dans des ateliers de quartiers : construire ou aménager sa maison ; faire son jardin ; réparer sa voiture ; faire des meubles ou des vêtements sans chercher à vendre quoi que ce soit. Ce serait une petite pierre dans le jardin de l'économie marchande (que nous avons tant dénoncée), une petite place à une économie « démonétarisée » ;
- la possibilité d'aborder le problème du travail « noir » (illégal, injuste, mais finalement accepté et impuni) sous un tout autre angle qu'une « mise à l'index » qui ne résout rien ;
- la création possible d'entreprises par de nouveaux « entrepreneurs à mi-temps » à côté de leur travail salarié, et la mise sur pieds d'un statut des entreprises en émergences.

Des pistes pour l'action

Parmi les projets adaptés à la crise du travail, la répartition équitable du travail et du temps libre apparaît le plus juste, le plus conforme aux valeurs économiques du socialisme. Comment y parvenir ?

Sur le papier, la route paraît simple : accélérer au maximum l'automatisation, réduire le temps de travail de chacun et partager les biens croissants issus de la production et des services automatisés.

Dans la réalité, il nous faut reconnaître au moins deux difficultés : d'abord les économies complexes supportent mal toute variation brusque des facteurs ; et cela doit nous inciter à écarter les solutions simplistes décrétées au sommet. Il s'agit bien plutôt de procéder par incitation et donc d'agir sur l'opinion. Ensuite, le développement du chômage a réduit fortement la demande solvable (la capacité des familles à acheter ce qui est produit) et l'imbrication des économies développées interdit une relance de cette demande par distribution anticipée de pouvoir d'achat dans un seul pays. C'est dire que les solutions de facilité inscrites dans les potentialités technologiques (plus de temps libre, plus de pouvoir d'achat tout de suite) ne relèvent pas du présent immédiat.

Les propositions qui suivent ont essayé de s'inscrire dans cette logique en tenant compte des réalités de l'entreprise et des leçons tirées de la mise en place des 39 heures. Elles cherchent à répondre au problème posé dans les termes suivants :

- comment accélérer un partage du travail devenu inévitable dans une économie ouverte et une société de libre choix ?
- comment éviter la marginalisation des « laissés pour compte » (inévitables dans la phase transitoire) ?
- existe-t-il des possibilités de relances sectorielles particulièrement efficaces et adaptées à notre projet ?
- quelles mesures peuvent préparer une société du temps libre ?

D'abord poser devant l'opinion la question du partage travail/revenus

Face aux démagogues de tous bords, il est temps d'informer clairement les Français. S'il existe des alternatives aux licenciements – et c'est souvent le cas – ce ne peut être en laissant carte blanche aux patrons pour débaucher et embaucher à leur guise ; ce ne peut être non plus en maintenant l'emploi pour l'emploi à coups



— CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D. —

de subventions. Il appartient aux partenaires sociaux de négocier cas par cas les solutions les meilleurs pour partager l'emploi, et à nous de les y aider en préparant l'opinion et en popularisant massivement les expériences réussies de ce type, elles existent. Ici, les travailleurs ont préféré au licenciement d'une partie d'entre eux, la réduction du temps de travail et (dans de moindres proportions) des salaires de tous. Là ils ont choisi de réaménager la semaine ou l'année. C'est la voie qu'il faut donner en exemple. Partout où c'est possible, le licenciement doit faire place à un partage du travail, même sans compensation intégrale mais dans le cadre d'un contrat prévoyant notamment une augmentation régulière des salaires.

Ce sont des choix difficiles. Le réflexe « spontané » d'une société en crise est plus souvent de marginaliser une minorité de sans-emplois – ou de rechercher des boucs émissaires – juifs hier, immigrés aujourd'hui –. C'est plus facile que de remettre en cause même temporairement la situation et les avantages acquis du plus grand nombre. Dans une société constituée, comme la nôtre, par une multitude de petits privilèges, tout appel à la solidarité et aux efforts partagés bute inévitablement sur les forteresses des corporatismes et des groupes de pression.

Les Français s'aperçoivent de plus en plus que le chômage, c'est comme les accidents d'auto, cela n'arrive pas qu'aux autres. L'heure est venue de dire haut et fort que le maintien des avantages acquis n'est pas une valeur de gauche quand elle s'exerce sur le dos des plus démunis.

Inventer des mécanismes de distribution adaptés aux technologies de l'automation

Le travail se fait rare. Les richesses peuvent être produites abondamment mais leur écoulement est d'autant plus difficile que les sans-emplois disposent de ressources réduites. La durée du chômage se prolonge et le système d'assurance chômage bien adapté à d'autres temps, laisse passer à travers ses mailles des « laissés pour compte » de plus en plus nombreux, au point qu'on voit réapparaître des phénomènes de misère.

Cruelles contradictions d'un système plus efficace à produire qu'à distribuer. Et si l'on revoyait précisément les mécanismes de distribution pour briser le cercle vicieux. Est-il encore judicieux de répartir la production essentiellement en fonction du travail fourni par chacun à une époque où le marché du travail absorbe, tant qu'on n'aura pas partagé, de moins en moins de monde. N'est-il pas normal en outre que tout homme, femme ou enfant dispose d'un minimum vital proportionné à la richesse globale de notre société ? Le **revenu minimal garanti**, utopie d'hier, pourrait bien s'inscrire dans la logique des technologies nouvelles.

Reste qu'un tel revenu d'une part doit être financé et d'autre part ne doit pas décourager la recherche d'un emploi ou le partage du travail. La réponse à ces problèmes est sans doute multiforme.

D'abord, il n'est pas sans intérêt de remarquer que le système actuel de prestations sociales est loin de profiter seulement à ceux qui en ont le plus besoin. Est-il normal, par exemple, que la collectivité verse des allocations familiales quel que soit le revenu d'une famille ? Une remise à plat du système autour d'un revenu minimal garanti peut assurer à fonds égaux une meilleure protection des plus démunis. Le soutien du marché agricole n'est pas non plus le meilleur moyen d'aider les hommes à être efficaces et à servir l'intérêt général.

On peut imaginer aussi que les entreprises où la modernisation se traduit par des suppressions d'emplois soient pénalisées y compris au niveau des salaires par rapport aux entreprises qui choisissent de partager le travail et contribuent ainsi à alimenter le fonds de revenu minimal. L'effet est double puisqu'il encourage aussi à choisir la préservation de l'emploi partagé.

Il faut aussi considérer enfin qu'un revenu minimal ne doit pas nécessairement être versé sans contrepartie. Un travail d'intérêt social à temps réduit (et permettant donc recyclages et recherches d'emploi) pourrait être demandé aux allocataires du revenu minimal. D'un autre côté, les bénéficiaires des travaux devraient fournir une participation financière, même modeste.

A cet égard, les T.U.C. constituent une référence intéressante pour la mise en place d'un tel système. Certes ces travaux d'utilité collective ont suscité déjà bien des réticences, et jusque dans nos rangs. Mais sans doute est-ce précisément parce qu'on n'a pas suffisamment souligné jusqu'ici la nature structurelle et durable de la crise du travail. Il faut répéter aussi qu'il s'agit seulement de mesures transitoires jusqu'à ce qu'ait pu être atteint un nouvel équilibre dans la répartition du travail. Il est donc anormal que de telles mesures à vocations sociales se traduisent par des « dégraissages » de statistiques, contrairement à ce qui avait été annoncé. Cela risque de nous aliéner toute une partie du mouvement social, qui soutient cette action. Cependant, les T.U.C., s'ils présentent des risques de détournement, offrent bien des avantages en évitant une coupure prolongée avec le

monde du travail, le découragement, la marginalisation, voire le développement de comportements d'assistés ou d'exclus.

Le travail d'intérêt social devrait donc être conçu dans le même esprit, mais en élargissant encore le champ de ces travaux. Il s'agit en effet d'éviter tout système de type atelier national et la meilleure solution contre ce risque est encore de prendre en compte les besoins ressentis par les populations. Ainsi le besoin de sécurité, si fortement exprimé, devrait conduire à développer surveillance, animation des quartiers et prévention.

Dans la perspective du salaire en deux parties type C.F.D.T., le revenu minimum pourrait être assimilée à la partie subsistante du salaire. L'un et l'autre évoluant au fur et à mesure des progrès de la productivité nationale. L'autre partie du salaire, la part de qualification évoluerait selon les progrès propres de l'entreprise ou de la branche dans le cadre de contrats négociés.

D'autre part, la fourniture de prestations en nature (logement gratuit - cantine gratuite, voire bons de nourriture ou de vêtements) ne doit pas être écartée d'abord parce qu'en pratique elle existe déjà, ensuite parce que dans un système où les mécanismes distributifs se sont déjà grippés, les solutions de déblocage les plus simples sont parfois les plus efficaces.

Cumuls emploi-retraite ou retraite à la carte

Dans une société en crise où le travail se fait rare, le cumul emploi-retraite apparaît comme choquant même si une contribution de solidarité a été instituée au profit de l'U.N.E.D.I.C. (10 % sur la rémunération brute dans la limite de 4 fois le plafond des cotisations de Sécurité sociale).

Dans la pratique, cette mesure a été ressentie comme fortement pénalisante par certains retraités modestes (commerçants, artisans, petits fonctionnaires), et ne s'est pas révélée particulièrement dissuasive.

C'est que la situation des retraités est très variable. Certains, malgré de nombreuses années de cotisations, ne touchent qu'une maigre pension et se retrouvent effectivement dans la quasi-obligation de reprendre un emploi pour pouvoir assumer leurs charges et vivre un peu plus décemment. Pour d'autres, à l'inverse, la mise à la retraite coïncide avec un niveau maximal d'efficacité, et la rupture avec la vie professionnelle constitue un facteur de désarroi, et leur attitude, si elle ne se justifie pas financièrement, a tout de même ses raisons.

Pourquoi bloquer nécessairement la plus grosse partie de son temps de « repos » en fin de vie ? Pourquoi ne pas disposer d'un capital-retraite à croissance progressive, utilisable tout au long de sa vie ? Simplement, ne devrions-nous pas réfléchir à un système de retraite à la carte ?

Dans le cadre de promotion du temps libre et du temps choisi (qui est de toute façon indispensable), les prolongations n'excéderaient pas nécessairement les départs « anticipés ». Est-il normal qu'une femme fonctionnaire ayant élevé trois enfants puisse prendre sa retraite au bout de quinze ans, alors que celle qui en a élevé deux ne bénéficie d'aucune facilité, sans même parler de la diversité de régime pour toutes les autres ? N'est-il pas temps de remplacer ce type de réglementation rigide par un système souple régulé par des incitations financières positives ou négatives, selon que le comportement individuel va ou non dans le sens de l'intérêt collectif.

Ainsi, dans le cadre d'une retraite à la carte, la pension normalement due – mais non versée à celui qui prolongerait son « temps » de travail – serait versée à un fonds spécial destiné à faciliter les réductions (départs anticipés - temps partiel).

A cet égard, la politique mise en place dans la fonction publique, remplaçant le « mi-temps » par la formule plus souple du « temps partiel » (librement défini en contrepartie d'une rémunération proportionnelle) va dans le bon sens. Il resterait seulement – outre la campagne de promotion qui n'est pas menée par notre Parti – à fournir une rémunération un peu plus que proportionnelle puisque ce comportement va dans le sens recherché par la collectivité.

Un exemple de relance sectorielle : la maîtrise de l'énergie

Si le chômage ne dépend pas pour l'essentiel du niveau de la croissance, la stagnation actuelle constitue bien évidemment un facteur aggravant. Toute relance globale bute sur la contrainte extérieure. Sont donc à privilégier les relances sectorielles qui permettent de desserrer cette contrainte. Nous avons pu amplement constater à quel point notre marge de manœuvre nationale était réduite parce que nous devons importer et donc exporter beaucoup.

Or 22 % de nos importations concernent des produits énergétiques : 187 milliards en 1984, c'est-à-dire 9 fois le déficit commercial. Il s'agit là en outre d'un secteur particulièrement déprimé, même si les pertes d'emplois (réparties sur une multitude



de petites entreprises) y sont moins spectaculaires. On voit tout l'intérêt qu'il y a à entreprendre une action massive pour la maîtrise de l'énergie dans l'habitat, dans le tertiaire (bureaux et collectivités) où l'effort s'est ralenti, et dans le secteur industriel où les investissements correspondants constituent un élément favorable à la baisse des coûts de production. Réduire les consommations d'énergie allège les contraintes extérieures et les travaux de maîtrise de l'énergie sont fortement consommateurs de main-d'œuvre. L'effet est donc multiplicateur.

Deux axes sont à privilégier dans l'immédiat :

- l'isolation/régulation, moins coûteuse en terme d'investissements collectifs que la conversion à l'électricité ;
- la valorisation des ressources locales, y compris du bois dans certaines régions. Dans le même esprit, l'utilisation des carburants de substitution (exemple : moteurs à alcool) mérite notre soutien politique car l'effet est double.

Certes, l'action gouvernementale est loin d'être négligeable dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. Mais, il y a là encore un manque de conviction, d'information et plus encore de prise en charge par le Parti qui en limite les effets. Ce pourrait être pourtant un axe majeur d'initiatives et de rassemblement.

L'environnement, un enjeu pour l'emploi et le temps libre

Il y a bien des raisons pour privilégier aussi ce secteur de notre action. D'abord, c'est comme le précédent le lieu possible d'une relance ciblée. C'est aussi un secteur où les inégalités sont particulièrement criantes et viennent aggraver les disparités liées au travail et au revenu. Les Français, s'ils sont (malheureusement) moins sensibles dans la période de crise actuelle aux grands problèmes écologiques, tiennent beaucoup à vivre dans un environnement agréable (voir sondage). La dégradation de l'environnement dans certains secteurs urbains constitue enfin un terrain favorable aux sentiments d'insécurité comme aux phénomènes racistes.

A cet égard, les équipements techniques et électroniques, notamment aux portes des immeubles, présentent des effets sécurisants qui ne sont pas sans intérêt. Voilà bien un service où l'intervention, la présence humaine se révèle tout autant sinon plus efficace. Quitte à s'inspirer parfois du modèle américain, ce pourrait être pour créer des emplois dans le domaine des « gardiens d'immeubles », quitte par une formation appropriée à en faire des métiers plus valorisants, à vocation plus large (animation/prévention de la délinquance).

D'une façon plus générale, il convient de remarquer combien le temps libre prend une valeur différente selon l'environnement où l'on habite, et c'est peut-être la raison déterminante pour agir dans ce secteur si nous voulons promouvoir une société du temps choisi.

Là encore le gouvernement n'est pas inactif (même si l'opération banlieues 89 manque de concrétisation par exemple). C'est aussi, il est vrai, un domaine largement « réservé » à l'action des élus locaux. Mais c'est précisément une raison supplémentaire pour que notre Parti s'en empare en liaison avec ses élus et aussi les militants associatifs.

Pour donner toute sa mesure à cette action, on pourrait créer **une agence pour la maîtrise de l'environnement collectif**. Au niveau des grandes villes (où l'environnement est souvent perçu comme le plus dégradé, où les élus sont plus loin « des populations »), l'agence pourrait s'appuyer sur des associations de quartiers dont le développement serait encouragé T.U.C. et incitations fiscales plus importantes pourraient donner à cette politique l'ampleur nécessaire.

Il serait utile de se pencher sur la question des transports. Tout sacrifier aux automobiles et aux poids lourds représente une absurdité économique. D'une part, le rail produit moins de nuisances (sonores et atmosphériques). Il est par exemple plus facile d'insonoriser un chemin de fer qu'une autoroute. D'autre part, il coûte en réalité moins cher à la collectivité en construction et en entretien. On oublie trop souvent la dégradation que provoquent les camions sur les axes routiers et autoroutiers et ne parlons pas du coût humain. L'industrie ferroviaire est créatrice d'emploi et peut constituer un facteur dynamique pour nos exportations.

Il est bon de rappeler que la préservation de l'environnement peut promouvoir des emplois, par exemple dans le secteur de l'épuration (emplois créés sur les techniques de désulfuration ou par le passage à la production du pot catalytique), dans le domaine de la récupération des ordures et le recyclage des matières pre-

mières. Une idée devrait faire son chemin : la livraison clé en main d'usines peu polluantes. La France aurait ainsi, face à la concurrence internationale, un plus en qualité.

Des citoyens plus libres... de leur temps

Dans une société du temps libre, une société de citoyens disponibles, la place du mouvement associatif est en effet appelée à grossir. Et pour nous, socialistes, qui avons toujours proclamé notre volonté de rendre le pouvoir aux citoyens, il y a là une cohérence globale de la démarche. La décentralisation mise en œuvre par notre gouvernement s'y inscrit bien évidemment, mais encore faudrait-il que la restitution du pouvoir ne s'arrête pas aux élus régionaux, départementaux où même communaux. La décentralisation doit aller jusqu'au citoyen. Dans la perspective du travail à temps partiel, ce devrait être une étape plus facile à franchir puisqu'on a en face de soi des citoyens disponibles. C'est en même temps une nécessité si les élus locaux disposent de pouvoirs étendus, si la tutelle de l'État se déserte, que les citoyens disposent de réels pouvoirs de contrôle.

Le statut des élus locaux, associatifs et sociaux, la représentativité des associations, leur rôle dans la gestion locale (commission extra-municipale, comité de quartier), le référendum d'initiative locale devront trouver leur place dans le troisième volet de la loi de décentralisation. Il est encore temps, mais urgent, de voter cette loi (de même que les règles de non-cumul des mandats) pour éviter l'émergence de petits potentats locaux.

Conclusion

Nous voulons « **changer la vie** ». Nous avons pour cela un projet ambitieux mais adapté à d'autres temps. Face aux dures réalités de la stagnation économique mondiale, nous avons été amenés peu à peu à gérer - à bien gérer - la modernisation économique du pays. C'était nécessaire. Est-ce suffisant ?

Ne courons-nous pas le risque de voir le débat politique se réduire à l'alternative entre un libéralisme plus ou moins sauvage et un socialisme plus ou moins libéral ? La crise du travail peut nous obliger à dépasser ce faux dilemme, à ouvrir une autre voie, réaliste parce qu'elle correspond à l'évolution des technologies, souhaitable parce qu'elle s'accorde aux valeurs émancipatrices du socialisme.

Mais il serait illusoire de croire qu'elle est affaire de quelques réformes, qu'elle peut découler d'une grande décision au sommet. On ne change pas de société comme on change de coiffeur. Si le gouvernement peut jouer un rôle moteur appréciable (et nous avons essayé d'en montrer quelques exemples), cette action-là a ses limites.

Il faudra bien finir par reconnaître en effet qu'un gouvernement (sauf à basculer dans un tout autre système politique) est toujours plus ou moins conduit à faire les choix qui sont ceux (conscients ou inconscients) de la majorité des citoyens.

Le changement, le vrai, ne dépend pas de quelques « têtes » qu'on change (ou non) dans l'appareil administratif et économique, mais de ce que l'on change (ou non) dans un maximum de têtes.

Il est vain, par exemple, d'appeler au partage du travail, de prendre des mesures en faveur du temps partiel quand la valeur première reste la consommation maximale plus que le temps libre ; quand les modèles culturels dominants (véhiculés à longueur de semaines sur les médias) associent le bonheur au pouvoir, à la domination et à la possession de biens matériels.

Et si cette culture-là est difficile à chasser des écrans en quelques années, du moins notre Parti s'est-il engagé dans la vaste bataille d'idées pour un autre modèle.

Tel devrait pourtant être son rôle prioritaire. Laboratoire d'idées, promoteur d'initiatives, animateur du dialogue avec les petites formations et les associations, notre Parti pourrait alors conduire un vaste mouvement de campagne en faveur d'un autre mode de vie. C'est là que notre parti a un rôle capital à jouer pour préparer l'action du gouvernement, comme pour définir les alliances et les ouvertures sur la base de son projet avec entre autres la gauche alternative, le mouvement social et la sensibilité écologiste.



Le Parti Socialiste parti de l'Union de la gauche

Contribution présentée par Marie-Thérèse MUTIN.

S'appuyant sur la dynamique du Front de classe, attaché à la construction d'une société socialiste, le Parti Socialiste ne pourra poursuivre la modernisation pour le progrès social qu'en mobilisant et en rassemblant toutes les forces de gauche.

I - Réaffirmer la dynamique du Front de classe

D'Épinay jusqu'au 10 mai, le Parti Socialiste n'a pu se construire et progresser que dans la mesure où il a su formuler l'expression politique la plus adéquate du Front de classe et en suivre l'évolution. En ce sens, le 10 mai, c'est bien, comme l'a souligné François Mitterrand, la majorité politique de la France qui a rejoint sa majorité sociologique.

Le Front de classe, pour nous, c'est l'ensemble des classes et des couches sociales exploitées par le capitalisme et qui prennent conscience de leur exploitation. Bien entendu, les formes de cette exploitation évoluent ; la composition sociologique du Front de classe se modifie ; mais l'affrontement principal demeure, indissociable de la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Aujourd'hui comme hier, seule la dynamique du Front de classe permettra la poursuite de la transformation de la société vers le socialisme.

Certes, la crise actuelle brouille les cartes : (crainte du) chômage menaçant la solidarité ; transferts d'emplois de l'industrie vers le tertiaire ; modification des conditions de travail (évolution des technologies ; individualisation des tâches ; horaires à la carte ; travail à temps partiel ; travail à domicile ; etc.). Tout cela rend plus difficile la prise de conscience individuelle et collective (difficultés du mouvement syndical et associatif).

Mais, en même temps, tout cela rend d'autant plus nécessaire le rassemblement du Front de classe autour de la défense et de l'élargissement des acquis des travailleurs. A défaut de cette mobilisation, la division internationale du travail imposée par le capitalisme continuera à dicter les politiques gouvernementales, à installer une « société duale » en opposant les travailleurs des industries de pointe aux laissés pour compte des industries traditionnelles, aux chômeurs, aux intérimaires, etc.

Lutter pour le Front de classe, c'est donc défendre le progrès social contre la crise ; c'est aussi, d'un même mouvement, assurer l'unité de notre base sociale et l'élargissement de notre électorat.

II - Poursuivre la construction d'une société socialiste

Le ciment du Front de classe ne peut être que la lutte pour la disparition de l'exploitation. Son objectif ne peut être que le socialisme.

Le socialisme, ce n'est pas le retour aux erreurs du passé : l'union sacrée, le compromis historique, la guerre économique nation contre nation, sont autant de vessies que la droite, depuis toujours, voudrait nous faire prendre pour des lanternes.

Le socialisme, ce n'est pas non plus la guerre civile, le « grand soir », l'étouffement de la liberté individuelle par un État tentaculaire et une bureaucratie envahissante.

Le socialisme, c'est la création de nouveaux espaces de liberté : ce sont de nouveaux droits pour les travailleurs, de nouvelles libertés pour les collectivités locales, de nouvelles responsabilités pour les associations, l'autogestion des entreprises par les travailleurs qui les font vivre.

Le socialisme, c'est la disparition des inégalités : inégalités sociales (devant l'emploi, la protection sociale, la consommation, les niveaux de revenus, etc.) ; inégalités culturelles (devant l'éducation, la formation, la culture, etc.).

Le socialisme, c'est l'affirmation de la solidarité : solidarité entre les travailleurs, hommes ou femmes, Français ou immigrés, chômeurs ou non-chômeurs ; solidarité

entre les nations, par la construction de l'Europe des travailleurs et par une coopération égalitaire avec les pays en voie de développement.

Plus largement encore, les intérêts des couches sociales qui composent le Front de classe ne peuvent être défendus face au marché mondial et au capitalisme multinational que par une solidarité internationale agissante. Si la libération nationale constitue un objectif progressiste pour les peuples opprimés, le repliement sur le chauvinisme, sur un « socialisme dans un seul pays », ne sont qu'utopie réactionnaire dans tous les sens du mot. La solidarité de classe ne peut, pour des socialistes authentiques, que primer la solidarité de nation.

La construction du socialisme ainsi défini suppose enfin un État efficace et démocratique. « Entre le riche et le pauvre, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère » (Lamennais). On voit bien pourquoi la droite cherche à « déréglementer » les rapports sociaux à l'instar de Ronald Reagan. On voit mal pourquoi les socialistes tomberaient ici dans le piège mortel de la surenchère.

La croisade libérale contre l'État ne défend que les libertés des privilégiés. Nous entendons au contraire défendre les libertés de tous, avec l'État et par l'État – l'État laïque au plein sens du terme, au service de chaque citoyen, outil essentiel de libération et de démocratisation des rapports sociaux.

III - Approfondir la modernisation pour le progrès social

Le capitalisme ne modernise que les techniques de production ; nous voulons moderniser l'ensemble de la société : améliorer les conditions de travail, de vie et d'habitat ; transformer les rapports sociaux par la libération des groupes sociaux exploités, aliénés ou opprimés ; libérer les énergies muselées par les hiérarchies traditionnelles ; en un mot, rendre à chacun sa part de pouvoir et de responsabilité dans l'organisation de la société.

L'ampleur de la tâche nous contraint donc à voir plus loin que l'échéance électorale de 1986.

Cette tâche est déjà largement entreprise : depuis 1981, des bases ont été construites qui s'appellent décentralisation, nationalisations, lois Auroux, retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, abolition de la peine de mort, etc.

Mais beaucoup reste à faire. Parmi les réformes significatives qui nous permettront d'avancer progressivement vers le socialisme, certaines s'imposent à brève échéance :

– nouveaux espaces de liberté : application de la représentation proportionnelle aux élections cantonales ; statut des élus (politiques et associatifs) ; ouverture de l'audiovisuel aux mouvements associatifs (une T.V. libre et publique) ; développement de l'économie sociale (coopératives mutuelles, etc.) ; suppression des ordres professionnels créés par Pétain ; etc.

Plus généralement, les socialistes doivent combattre l'esprit de dénigrement des partis politiques répandu par de Gaulle dans l'opinion et à nouveau présent dans le débat sur le mode de scrutin. La droite ne peut progresser qu'en détruisant les partis qui constituent le mouvement ouvrier et expriment le Front de classe. Au contraire, la modernisation des institutions, s'appuyant sur la représentation proportionnelle, doit permettre la reconnaissance du rôle fondamental des partis politiques dans toute démocratie. Elle doit aussi remettre en cause les éléments antidémocratiques qui subsistent dans la Constitution de 1958 (article 16, absence d'indépendance du Conseil supérieur de la magistrature ; composition du Conseil constitutionnel...).

– lutte contre les inégalités : plus que jamais, nous devons promouvoir :

• L'égalité devant l'école – c'est-à-dire la défense de l'école publique, vecteur de progrès social.

• L'égalité devant la protection sociale – menacée par les projets réactionnaires de la droite.

• L'égalité devant l'emploi et le pouvoir d'achat – le partage du travail ne doit ni



aboutir à la remise en cause des acquis de luttes antérieures, ni à l'inverse figer la frontière entre l'emploi et le non-emploi.

- L'égalité devant l'impôt : la baisse des prélèvements obligatoires, et surtout la baisse des impôts directs, accroissant l'injustice de notre système fiscal. La réforme fiscale, cent fois envisagée ou annoncée, n'en devient que plus urgente.

Le progrès vers l'égalité sous toutes ces formes passe par le développement du rôle de l'État et du secteur public dans l'économie et dans la société : au-delà des modes libéraux, toute privatisation accroît les inégalités. La droite, au demeurant, ne s'y est jamais trompée ; sachons nous en souvenir.

- **Renforcement de la solidarité** : défense (face aux projets menaçants de la droite et du patronat) et amélioration de la protection sociale ; refus des mécanismes de prétendue « flexibilité » qui cassent l'unité des travailleurs face à leurs droits et à leurs acquis ; suppression des cumuls entre les emplois et les retraites à partir d'un certain niveau de revenu ; application systématique et rigoureuse de la loi antiraciste de 1972.

IV - Mobiliser et rassembler toutes les forces de gauche

La mobilisation du Front de classe pour la construction d'une société socialiste à travers le programme de réformes que nous proposons suppose nécessairement le rassemblement de toutes les forces de la gauche, c'est-à-dire de tous les hommes, de toutes les femmes, de toutes les organisations qui prennent part à la lutte contre l'exploitation des travailleurs.

Ce rassemblement, dans les conditions politique actuelles, ne peut s'opérer qu'autour d'un Parti Socialiste puissant et offensif, pivot et fer de lance de toute majorité de gauche.

C'était déjà la raison d'être de la rupture avec les compromissions dues à la faiblesse de la S.F.I.O., de la construction du Parti à Épinay et de sa progression sur la base de la stratégie d'union de la gauche.

Cette union s'est bâtie dans les années 1970 autour de l'accord avec le P.C.F. sur

un programme commun de gouvernement. Aujourd'hui comme entre 1977 et 1981, l'attitude de la direction du P.C.F. fait obstacle à la poursuite de cette démarche. Mais elle ne saurait servir de prétexte à un retour aux errements suicidaires de la troisième force : nos seuls adversaires sont à droite, ce sont ceux des travailleurs.

Dès lors, parce que l'Union de la gauche n'a pas été une ruse tactique pour conquérir le pouvoir, mais l'expression politique du Front de classe pour lequel nous combattons, la voie aujourd'hui reste claire : quels que soient les modes de scrutin et les contraintes résultant du comportement des dirigeants communistes, le succès de nos idées passe par le combat contre la droite et contre elle seule, idéologie contre idéologie, programme contre programme. La fidélité à nos engagements doit donc primer toute considération tactique ; la victoire électorale n'est souhaitable qu'à cette condition.

Cette ligne nous a conduits en 1981 à une victoire que personne n'espérait six mois plus tôt. Elle a créé le dynamisme qui a fait passer François Mitterrand des 26 % du 26 avril 1981 (soit notre score des cantonales de 1985) aux 52 % du 10 mai 1981. Cette dynamique s'est construite sur des bases claires : nous n'avons pas reculé face au marais ; nous l'avons convaincu de nous rejoindre sur le programme de la gauche, sans édulcorer nos idées. En ce sens, un Parti Socialiste fort est bien la meilleure garantie contre toutes les tentations. A nous de rassembler sur ce thème, non plus entre les deux tours mais désormais avant le tour unique : la dynamique doit être amorcée le plus tôt possible compte tenu du nouveau mode de scrutin.

Ce Parti Socialiste fort doit clarifier ses rapports avec le pouvoir et l'opinion. Pour celle-ci, nous sommes, quoi que nous en ayons, le Parti au pouvoir. Assumant face à elle la responsabilité des résultats de la politique gouvernementale, le Parti ne peut se borner à enregistrer les inflexions. A cet égard aussi, la tradition anti-partis de la V^e République doit être clairement rejetée. Le programme socialiste pour la nouvelle législature devra donc être considéré comme la charte de l'action gouvernementale future, sous réserve des négociations éventuelles avec d'autres formations de gauche.

Aujourd'hui comme hier, à la proportionnelle comme au scrutin majoritaire, l'heure n'est pas au défaitisme. Elle est à la clarté et à la mobilisation.

Solidarité et indépendance

Contribution présentée par Jean NATIEZ, Didier MOTCHANE, Sylvain RENARD, Jean-Pierre WELTERLIN, Maurice VIOLS, Martine SOUVIGNET, Patrick SIMON, Cécile SILHOUETTE, Marcelle REMERAND, Luis PEREIRA DA SILVA, Florence OSTIER, Patrick LUCCHINI, Michel LESAGE, Philippe LAMY, Lucie HEKKERS, Danielle JUDAS-LABALLE, Carlos FERRARI LOPEZ, Patrick DUCHEYRON, Jean-Pierre CROCHET, Catherine COUTARD, Marie-Rose CASINOS, Luc BROUARD, Marie-Paule AIRAUD.

La délicate situation actuelle des pays de l'Amérique latine n'est pas le fruit du hasard. Un certain type de modèle capitaliste a été appliqué avec son corollaire barbare : les dictatures militaires.

L'autoritarisme politique, la répression contre des ouvriers, des paysans, des intellectuels, la mise au pas des sociétés civiles ont été les retombées du libéralisme économique.

Des sociétés divisées, des millions de déshérités, des structures économiques épuisées vont encore grever pendant des décennies le destin de ces peuples.

La guerre économique subie par les pays de l'Amérique latine, guerre marquée par l'hégémonie américaine, les plonge dans des convulsions violentes et leur insertion dans le marché mondial leur interdit les transformations sociales qu'ils réclament avec leurs luttes.

Pendant les deux dernières décennies, les difficultés économiques et financières se sont aggravées : le système capitaliste mondial est impitoyable envers ces pays. Le dialogue Nord-Sud stagne devant la repolarisation accélérée du « monde occidental » autour des États-Unis. Les démocrates latino-américains font les frais de la recomposition mondiale du capitalisme.

C'est une stratégie économique délibérée qui bloque le puissant élan d'émancipation nationale et sociale. C'est aussi un danger pour la paix dans le monde.

Il faut nous exprimer clairement sur ce sujet et ne pas accepter une nouvelle division internationale du travail qui accentue les tares du libéralisme et laisse les nations de l'Amérique latine à la merci des organismes financiers internationaux et des multinationales.

L'Amérique du sud

Au sud du continent, on observe une avancée démocratique d'une grande importance. La déroute des dictatures en Argentine, Brésil et Uruguay ouvre des perspectives nouvelles. Le Paraguay et le Chili apparaissent comme des glacières autoritaires isolés et leurs peuples peuvent maintenant regarder avec espoir l'évolution politique des nations voisines.

Mais derrière la légitime espérance soulevée par l'arrivée au pouvoir des civils démocrates, percent l'inquiétude et les souffrances d'une réalité économique catastrophique. Les déboires que connaissent ces pays sont le résultat de la faillite d'un modèle économique centré sur sa relation avec le pôle américain.

L'endettement et les pressions exercées par les organismes financiers internationaux réduisent les marges de manœuvre des démocraties naissantes et empêchent les réformes économiques urgentes. Par ailleurs, l'hostilité de secteurs conservateurs peut grandir à la faveur du mécontentement social inévitable dans la situation actuelle. Les blessures profondes provoquées dans ces sociétés par la barbarie militaire sont aussi un lourd héritage pour les nouvelles autorités.

Les dirigeants de ces pays refusent « de payer la dette extérieure avec les sacrifices des plus pauvres ». Cependant la pression est grande et ils ne contrôlent pas les leviers nécessaires pour renverser la tendance. Les recettes du F.M.I., l'arrogance et la puissance économique des oligarchies financières peuvent à tout moment déstabiliser les processus de transition et ouvrir les portes de la violence.



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

Les risques de cette situation ne sont pas seulement économiques, ils sont avant tout politiques.

Résoudre la crise et entamer une rupture avec le sous-développement vont de pair avec le pari démocratique.

L'Amérique centrale

Il y a aggravation de la situation dans cette région. On constate l'augmentation des tensions et le danger existe d'éclatement d'un conflit généralisé.

Nous avons toujours soutenu que la crise supportée par l'ensemble des peuples de la zone est le résultat des décennies de politiques dictatoriales qui ont systématiquement refusé la participation des forces représentatives au niveau politique, mais aussi économique. Autoritarisme et exploitation sont à l'origine de la crise actuelle. La justice sociale longtemps refoulée est devenue une revendication essentielle pour des peuples assoiffés de liberté.

Un pays essaie de rompre cette dynamique séculaire, c'est le Nicaragua. Le gouvernement légitime issu des élections du 4 novembre 1984 fait face aux menaces multiples des États-Unis. Ces derniers livrent une bataille économique (embargo commercial), militaire (aide aux « contras ») et minage des ports) et diplomatique (entraves aux démarches du Groupe de Cantadora) dans le but avoué « d'évincer » le gouvernement de Managua.

Au Salvador, la guerre continue avec un espoir fragile de paix qui ressort des négociations entamées entre le gouvernement de Napoléon Duarte et les F.D.R.-F.M.L.N. Le Parti Socialiste reste « convaincu qu'il appartient au peuple salvadorien et à lui tout seul de trouver une solution juste et durable à la crise politique que traverse ce pays », comme le disait la déclaration franco-mexicaine. Dans cette perspective, il veut croire au dialogue engagé, malgré les difficultés actuelles et malgré la position intransigeante des secteurs puissants de la classe dominante salvadorienne. Le Parti renouvelle son soutien au F.D.R.-F.M.L.N. en vue d'une authentique démocratisation du Salvador.

Nous savons qu'on ne peut pas choisir librement son gouvernement dans un cadre de dépendance économique et d'interventions militaires. L'ensemble des nations centro-américaines sont confrontées à trois défis : démocratie, justice sociale et indépendance nationale.

L'intervention des puissances étrangères, avec des moyens de pression diplomatiques, économiques et militaires ne contribue pas à la pacification et au développement. La France et le Parti Socialiste ont manifesté à plusieurs reprises leur refus de toute ingérence dans les affaires intérieures de ces pays. Cette politique doit être maintenue en cherchant les moyens politiques et diplomatiques les plus adéquats pour son efficacité. Trop souvent face à la force brute et à la politique du fait accompli, les protestations verbales sont insuffisantes. Nous devons rechercher les alliances nécessaires pour susciter l'émergence d'un groupe de pays disposés à engager un vrai dialogue pour mettre fin aux risques militaires en Amérique centrale. La conjonction des efforts de certains pays d'Europe et des pays du Groupe de Cantadora doit être poursuivie afin de soustraire les petits pays de la région au face-à-face avec les États-Unis.

La France doit prendre l'initiative d'une aide économique substantielle au Nicaragua. L'embargo américain rend cette proposition beaucoup plus urgente. Dans ce pays, l'agression bloque les projets de développement, détruit les acquis (santé, éducation, réforme agraire) du processus de libération et provoque une distorsion néfaste entre les moyens au service du progrès social et les moyens consacrés à la défense. La démocratisation et l'institutionnalisation du pays se voient ainsi compromises. La situation du Nicaragua demande plus qu'une aide ponctuelle et conjoncturelle, il faut envisager une coopération à long terme portant sur des projets qui visent à modifier la structure même du sous-développement. **La France et l'Europe doivent s'engager dans cette voie qui peut ouvrir des horizons nouveaux à certaines branches de nos économies.**

Nous avons un rôle à jouer pour que les problèmes de l'Amérique centrale ne soient pas réduits de manière caricaturale à l'affrontement « de l'Amérique et de la Russie ». Chaque pays doit trouver sa propre voie, sans se laisser imposer de l'extérieur un modèle. Par ailleurs la militarisation croissante de la zone peut être utile à la stratégie américaine de contrôle régional, mais elle ne favorise pas la solution pacifique des problèmes centre-américains.

Pour une solidarité active

La lutte contre la domination et pour une nouvelle organisation économique mondiale passe également par une réforme de structures et d'institutions telles que le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine pour le développement, dominés par la puissance américaine et agissant trop souvent comme les instruments d'une politique dictée par Washington.

Les conflits et les tensions que connaît actuellement l'Amérique latine ne pourront être durablement maîtrisés sans qu'il soit apporté de réponse au problème du

développement. **C'est pourquoi il importe de discuter au sein du Parti Socialiste des moyens et des voies d'une véritable coopération solidaire entre la France et l'Amérique latine.**

Les socialistes français ne sauraient accepter que se prolonge une situation d'exploitation économique, sociale et culturelle des peuples latino-américains, intolérable sur le plan humain et néfaste économiquement pour l'ensemble du monde. **Notre indépendance dépend aussi de la capacité de ces peuples de décider librement de leur destin.** Le renforcement du pôle impérial nord-américain œuvre contre la possibilité pour la France et pour les socialistes de mener une politique internationale autonome. Il ouvre aussi les portes à l'affrontement Est-Ouest sur ce continent.

Si dans le cône sud, dans l'Amérique andine ou en Amérique centrale, la France se taisait, si elle n'agissait pas par elle-même ou en solidarité avec les peuples en lutte, les rapports internationaux dans cette partie du monde seraient aisément maîtrisés par le jeu des deux grandes puissances.

Malgré un certain essoufflement d'une politique qui peut compter sur des acquis importants (Cancun, déclaration franco-mexicaine, position sur le minage des ports au Nicaragua), nous disposons encore d'un crédit considérable. Le Parti peut, sans tout remettre sur le gouvernement, élargir la marge de manœuvre. Les mouvements de libération, les partis socialistes et démocratiques, les forces progressistes du continent attendent des socialistes français les gestes politiques concrets qui contribueront à sortir leurs luttes de l'isolement international.

Pour ces peuples, l'option nord-américaine ne peut être porteuse d'espoir démocratique. L'exemple des sociétés des pays de l'Est ne soulève pas non plus chez eux l'espérance d'une société plus juste. C'est notre chance et notre devoir de développer une conception socialiste pour la démocratie, la justice sociale et l'indépendance nationale.

Le rôle du Parti

Notre Parti doit se donner aussi les moyens d'une politique efficace. Des camarades participent, à partir de structures multiples, aux activités de solidarité avec l'Amérique latine. Il est urgent de coordonner ces efforts et de permettre aux socialistes d'agir à l'unisson. Il est souhaitable qu'une meilleure communication existe entre les responsables de ce secteur au sein du Secrétariat international et les camarades qui dans les sections et les fédérations travaillent sur l'Amérique latine.

Dans le passé, nous avons eu à regretter ce manque de coordination et de communication qui nuit à la présence du Parti quand il s'agit de mobiliser nos militants ou de répondre aux événements politiques.

Des propositions

— Mobiliser le Parti pour le soutien aux luttes des peuples de l'Amérique latine. Aujourd'hui quatre axes d'intervention s'imposent à nous :

- pour la paix en Amérique centrale,
- soutien au Nicaragua,
- appui aux processus démocratiques en Amérique du Sud,
- soutien aux luttes populaires au Chili.

— Le Parti doit organiser en son sein un débat sur le rôle de la France en Amérique latine et entreprendre une action d'information auprès des secteurs populaires et de l'opinion publique en général.

— Les élus socialistes doivent favoriser à l'échelon municipal et régional les échanges culturels et l'aide économique au Nicaragua.

— Le Parti prendra l'initiative de convoquer une Conférence internationale sur « la non-intervention, le non-alignement et la paix en Amérique centrale » avec la participation des forces politiques de la région et de l'Internationale socialiste.

— Encourager le gouvernement à poursuivre son aide au Nicaragua et à développer toutes les initiatives européennes qui vont dans ce sens.

— Le Parti doit soutenir les organisations non gouvernementales qui, sur le terrain en Amérique centrale, développent des activités concrètes de solidarité.

— Le Parti proposera à l'Internationale socialiste des actions de solidarité avec les peuples de l'Amérique latine.



Trois questions

Contribution présentée par Arthur NOTEBART et Yves DURAND

La situation dans laquelle les socialistes se trouveront au moment où ils tiendront le congrès de leur Parti à Toulouse, rendra le débat à la fois difficile et nécessaire pour deux raisons :

- le budget de 1986 sera en voie de préparation. Or, la situation économique et la poursuite de son nécessaire redressement, ne permettront pas d'envisager une quelconque relance de la consommation des ménages dans le courant de l'année 1986. Aucune mesure « populaire » ne pourra être prise.
- la campagne des législatives poussera le gouvernement et le Parti à taire toute divergence ou à gommer toute nuance au nom de la « solidarité gouvernementale ». Se taire ou trahir, tel peut être le piège dans lequel les socialistes risquent de s'engluier.

Pourtant, sans doute plus que jamais, plus même qu'avant l'échéance de 1981, le débat net et franc entre nous n'a été nécessaire. Qui pourrait d'ailleurs craindre et même croire qu'au point où ils en sont de leur confrontation avec le pouvoir, les socialistes n'auraient pas entre eux des discussions, voire quelques divergences d'appréciation sur le bilan de ces quatre dernières années et sur les options à mettre en œuvre pour les années et les mois à venir ? Que dire de la démocratie interne à notre parti et de la libre discussion dans la discipline qui fut toujours sa force si nous instituons de fait la « motion unanime » ? Mieux vaudrait alors la rendre statutaire.

Mais pour qu'il soit sain et constructif, faut-il encore que le débat prenne en compte les vrais problèmes posés par notre exercice du pouvoir depuis quatre ans afin d'en tirer une volonté pour l'avenir.

Trois questions nous semblent être posées aujourd'hui aux socialistes :

- 1) Quelle est l'évolution des institutions après l'adoption du scrutin proportionnel ?
- 2) Quelle majorité pour demain et quel rôle du Parti dans la politique de la France ?
- 3) Le fonctionnement du Parti lui a-t-il permis de répondre aux exigences du pouvoir et le rend-il apte à affronter les échéances de demain ?

I - Le nécessaire débat institutionnel

Lors de la campagne présidentielle, François Mitterrand s'était engagé à réviser la Constitution, engagement qui se plaçait d'ailleurs dans le droit fil de la permanente condamnation que les socialistes ont fait de cette Constitution. On peut admettre que la mise en place de la politique de gauche et l'application des premières mesures du changement aient pu faire différer cette réforme afin de laisser, provisoirement, au pouvoir exécutif les possibilités institutionnelles dont la droite avait bénéficié pendant plus de vingt ans.

Mais, aujourd'hui, le problème nous est directement posé par la réforme du mode de scrutin et il y aurait danger à ne pas l'affronter dès maintenant.

En effet, l'inévitable émiettement politique de la représentation nationale issue des élections législatives ne peut que renforcer, par contrecoup, les pouvoirs du Président, d'autant plus qu'il tire sa légitimité du suffrage universel direct depuis 1962.

La dérive monarchique et les dangers de personnalisation du pouvoir se voient ainsi renforcés par l'affaiblissement du rôle du Parlement : un Président ne disposant pas d'une majorité conforme à ses options politiques peut être tenté de créer une situation où il n'existe aucune majorité du tout. Ce serait là un engrenage dangereux dans la mesure où il rendrait nécessaire le recours à « l'homme providentiel » et où, du même coup, il risquerait d'engendrer un sentiment populaire d'antiparlementarisme dont l'histoire a montré qu'il constituait l'un des périls mortels pour la démocratie.

On ne peut oublier que les seules institutions comparables aux nôtres, ayant existé, sont celles de la République de Weimar, en Allemagne, avant 1933.

C'est pourquoi, s'il ne paraît pas possible de revenir sur l'élection du Président de la République au suffrage universel direct institué en 1962, parce que, étant aujourd'hui rentré dans les mœurs politiques du pays, la préparation par le Parti, compte tenu des dangers que cela représente, d'un véritable régime présidentiel, apparaît indispensable.

C'est pourquoi, celui-ci doit donc, dès son congrès de Toulouse, décider la mise en chantier d'une réforme de la Constitution qui établirait, à côté du pouvoir présidentiel, les remparts à toute tentation monarchique future (**quel pouvoir régional ?** création d'une cour suprême, vice-président, durée du mandat présidentiel par exemple).

II - Socialistes nous sommes, Socialistes nous resterons !

C'est affirmer nettement notre refus de toute union nationale sous quelque forme que ce soit.

C'est aussi refuser de nous laisser entraîner dans de faux débats tel que celui de la cohabitation. Celui-ci relève d'une part des forces de droite dans la mesure où elles représenteraient une majorité parlementaire après 1986, et d'autre part du Président de la République lui-même.

Lors de son congrès, le Parti Socialiste doit d'abord examiner, sans complaisance, les raisons pour lesquelles nous avons été amenés à céder parfois du terrain à nos adversaires (concernant notamment l'école). Il doit aussi, à partir de là, définir un nouveau contrat avec les Français en application des orientations qui sont toujours les nôtres depuis l'adoption de notre programme de 1972 : « Changer la vie ». La question est celle de l'échéancier de la réalisation de ces orientations, non pas celle de leur remise en cause. Toute autre attitude équivaudrait à une remise en question à la fois de nos engagements passés, des valeurs que nous avons toujours considérées comme partie intégrante de l'idéal socialiste et, au-delà, de notre déclaration de principes.

En ce qui nous concerne, nous refusons cette remise en cause et nous soutenons qu'il soit clairement réaffirmé qu'il ne « s'agit pas pour nous d'aménager le système capitaliste mais bien de lui en substituer un autre. »

Ce n'est qu'à partir de là que peut se poser le problème des alliances éventuelles :

– la direction du P.C.F. refuse l'union de la gauche. A nous de montrer aux Français qui ont fait, à un moment, confiance au Parti Communiste que le Parti Socialiste reste le défenseur des travailleurs. Que le Parti Socialiste s'engage vers on ne sait quel « recentrage » et nous accorderions à la direction du P.C.F. la raison, qu'elle a d'ores et déjà perdue, d'être un des artisans de la construction du socialisme en France.

– les forces de droite sont divisées. Nous n'avons certes pas à faciliter leur unité ; mais nous avons aussi à nous garder des illusions d'un quelconque « rassemblement républicain » qui ne serait qu'une troisième force déguisée.

Des socialistes supportent aujourd'hui les lourdes responsabilités de gouverner. Le Parti doit, à Toulouse, réaffirmer sa responsabilité de Parti de transformation de la société.

III - Non aux courants !

1971 : les socialistes se retrouvaient dans un même parti après des années de séparation. Il fallait intégrer à nouveau dans une même organisation des militants de tradition et d'histoire différentes. Unir sans uniformiser, telle fut une des tâches du congrès d'Épinay.

La représentation proportionnelle aux organismes dirigeants pouvait apparaître comme le moyen de cette unification.

1981 : des socialistes dirigent le gouvernement et l'État. Le P.S. ne peut plus se permettre de fonctionner plus comme une fédération de clans, voire d'intérêts individuels de futurs présidentiables éventuels, que comme un parti uni par la discipline que donne la libre discussion. C'est bien pour éviter tout éclatement que nos statuts interdisent, par l'article 4, la constitution de courants organisés. Tout militant sait ce qu'il en est dans les faits : toute la vie du Parti passe par le rapport de forces établi par les courants, devenus ainsi de véritables partis dans le Parti.

Aujourd'hui, les organismes centraux du Parti sont le jeu des courants ; demain, ce seront les listes pour les élections législatives et régionales, ce qui nous apparaît mauvais.



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

Ainsi, comment pourrions-nous mettre en évidence la « guerre des chefs » à droite si se déclenchent en notre sein 95 petites « guerres des clans » dans chaque département ? Ce serait là donner une déplorable image du Parti, mais aussi offrir aux jeunes que nous voulons attirer vers nous le spectacle que nous avons toujours condamné.

De plus, comme nous l'affirmons plus haut, le Parti a besoin du débat. Où peut-il se dérouler le plus démocratiquement et le plus efficacement si ce n'est au congrès (à moins de transformer celui-ci en rituel auquel on devrait céder pour donner le change !). Or, la désignation du comité directeur, puis du bureau exécutif à la proportionnelle, fait que le congrès se déroule alors que tout est déjà bouclé dans les assemblées de courants devenus du même coup concurrents à tous les niveaux. La synthèse ne se fait pas sur des idées ou des propositions, mais sur les noms des signataires. Loin d'être préservées, la démocratie interne et l'unité du Parti sont ainsi constamment mises en péril.

Ainsi, nous pensons une réforme statutaire nécessaire pour que l'article 4 de nos statuts soit effectivement respecté.

En application de l'article 24 (« la direction du Parti appartient au Parti lui-même, c'est-à-dire au congrès national qui se réunit tous les deux ans »), ce serait bien au congrès de déterminer à la fois la ligne du Parti à partir de la synthèse, trouvée ou

non en commission des résolutions et de désigner les hommes chargés de l'appliquer.

Les motions ne seraient plus assorties d'une liste prévoyant déjà la composition du comité directeur ; ce serait à la commission des résolutions, dans sa majorité, à constituer les organismes dirigeants.

Toute minorité aurait, de toute façon, droit à une représentation au sein du comité directeur et du bureau exécutif, suivant un pourcentage qui pourrait être fixé par le congrès.

Le Parti pourrait-il alors trouver l'efficacité, l'unité et au-delà peut-être la fraternité nécessaires à l'engagement de tous ses militants ?

Les trois problèmes que nous posons au Parti dans cette contribution au débat du congrès, ne sont certes pas les seuls que les socialistes auront à examiner quand ils se réuniront à Toulouse. Cependant, ils nous apparaissent être à la base de notre attitude pour les deux années qui nous séparent du congrès suivant.

Contribuer au débat, tel est bien notre objectif en présentant ce texte à la réflexion des militants. Il s'agit surtout pour nous, en suscitant chez nos camarades des remarques, des contradictions et peut-être aussi des accords avec les idées ici avancées de renforcer l'unité du Parti.

Cablés ?

Contribution présentée par Jean-Claude Petitdemange, Alain Bauer, Jean-Marc Benoît, Brice Couturier, Stéphane Elshoud, François Faist, Stéphane Fouks, Nathalie Soulié, Jean-Jacques Urvoas, Manuel Valls.

« Jeunes et responsables de notre avenir »
(Motion des 11 de la Fédération de la Seine - S.F.I.O., 3 juin 1958)

Voici, le temps d'un Congrès, l'expression des « jeunes », catégorie d'adhérents du Parti, arbitrairement placée entre 15 et 25 ans.

Depuis Épinay, régulièrement, le Parti se préoccupe de la jeunesse, de ses aspirations, de ses changements. Si cette préoccupation est plus sensible depuis quelques années, la réflexion qui la sous-tend, elle, n'a guère changé. Et il aurait sans doute été plus intéressant pour les lecteurs (et les auteurs) de ces lignes, de parler amour, tendresse, musique, B.D., et d'être « cablé » que de relancer une nouvelle fois une discussion presque antédiluvienne.

Mais, comme les interrogations de l'heure ne peuvent oublier les futures consultations nationales, que l'électorat 18/25 ans semble tout particulièrement visé par une politique de reconquête de l'opinion, il convient de tirer un bilan de la situation et de présenter quelques réflexions pour l'avenir.

Traditionnellement ancrés à gauche, les jeunes ont fait sentir depuis 3 ans un réel désarroi, marqué par un abstentionnisme grandissant et néfaste au P.S., tout en désertant massivement le P.C. et ses « satellites ».

Si des considérations d'ordre général peuvent être mises en avant pour expliquer cette situation, il convient de ne pas sous-estimer l'absence de réflexion du P.S. dans le milieu. Certes, il ne s'agit pas de mettre en cause le dévouement des camarades du Secteur Jeunesse, qui ont beaucoup fait pour rétablir un semblant de réalité du M.J.S., mais de remarquer qu'au-delà de réunions internes aux jeunes du Parti, notre action a été fort peu démonstrative.

De plus, si certains débats passés sont encore d'actualité chez nous, les jeunes ont déjà réglé par leur pratique quotidienne bien des interrogations qui agitent toujours le M.J.S.

Il convient donc de prendre en compte les mutations de notre environnement, d'assumer la modification des mentalités et, dans le respect de nos idées, de nous battre avec les meilleurs moyens pour convaincre.

Pour cela, il faut analyser et exploiter le concept de « modernité » (sans perdre de vue qu'entre la modernité et la rigueur, il ne faut pas oublier le socialisme) ; éviter de s'en remettre systématiquement aux décisions du gouvernement sur les débats difficiles ; assumer dans la jeunesse notre rôle d'explication, de proposition et aussi, comme pour le Parti lui-même, de critique.

L'exemple donné par d'autres, (S.O.S.-Racisme par exemple) est révélateur des courants qui traversent les jeunes. Ni « Bof génération », ni « Individualisme forcené », la jeunesse est diverse, mais reconnaît des thèmes communs qui peuvent la réunir et

la mobiliser. Le P.S., comme le M.J.S., n'ont pu entraîner une telle mobilisation, tant les thèmes d'action possible étaient ligotés par l'inadaptation du Parti à son rôle de formation gouvernementale.

Et s'il est de bon ton aujourd'hui de reconnaître certaines malades de communication depuis 1981, les effets de celles-ci se font toujours sentir. Pour combler le fossé entre la jeunesse et le reste de la société, pour faire des jeunes les fameux « acteurs du changement », il faut une action soutenue et amplifiée du Parti. Non seulement en termes de moyens, mais aussi en réflexion sur les idées, les objectifs et les méthodes.

Transformer la Société...

La Société française est en crise, les jeunes le ressentent plus durement que les autres couches de la société. Ils forment les plus gros bataillons de chômeurs, et des chômeurs en fin de droits ; leurs spécificités culturelles, au-delà même des réels problèmes des jeunes immigrés, sont toujours mal ressenties par une société qui subit une mutation d'une ampleur exceptionnelle.

Les effets immédiats de la modernisation, les changements technologiques qui tendent à substituer la machine à l'homme, tant dans son effort physique que désormais dans la réalisation de certaines fonctions mentales, les conséquences des difficultés économiques dues aux différents chocs subis par notre économie depuis 1973, sont en effet producteurs d'un surplus important de chômage. Le sacrifice de



régions entières, le désespoir d'hommes et de femmes, souvent jeunes, par milliers, ne peuvent laisser indifférent ou immobilisé par la gêne d'avoir à supporter la nécessaire explication. Le tournant de 1983, le changement de politique assumé depuis juillet 1984, par le Premier ministre, permettent d'aborder véritablement les problèmes de mutation sociale et économique.

La rigueur est un fait durable qui, comme le déclarait Enrico Berlinguer « doit être une arme pour transformer la Société. »

Mais, au-delà du principe même, divers problèmes particuliers apparaissent plus précisément au cœur des préoccupations des jeunes.

L'école de la crise ?

La crise de la société a produit une crise de l'école.

Oubliées dans le tourbillon des idées, les questions de l'école, des méthodes pédagogiques, de la démocratisation de l'enseignement, du rôle des enseignants et des enseignés sont réapparues avec force.

Dépositaire d'un projet socialiste pour l'éducation qui pêchait par optimisme et par une insuffisante analyse des rapports sociaux dans l'Éducation nationale, le P.S. n'a pas su peser suffisamment pour le faire aboutir. La question de l'école privée a divisé les Français sans arriver au résultat voulu. Si les aléas (ou les maladresses) de la politique peuvent expliquer cet échec en partie, son retentissement social, y compris dans la jeunesse, a fait de profonds dégâts, notamment sur le thème des « libertés ».

La politique engagée par le nouveau ministre de l'Éducation nationale, si elle rencontre un certain succès, et va dans le sens des idées dominantes, n'est appuyée à ce jour, au P.S., sur aucune réflexion de fond.

Pourtant, les multiples contributions au débat, la parution d'ouvrages nombreux en la matière, devraient nous inciter à réunir prochainement **une convention pour l'École**, qui renouvellerait les positions du Parti socialiste et donnerait aux militants des outils pour une action plus efficace.

L'« Élitisme républicain » par exemple, n'a rien de choquant en soi. Constatons simplement qu'il ne concerne qu'une fraction des usagers de l'école républicaine – dont le titre de noblesse est de n'être pas seulement implantée dans les banlieues vertes. Le discours actuel semble considérer qu'invoquer la crise culturelle et sociale de la jeunesse pour éclairer les graves dysfonctionnements de la machine scolaire serait une sorte d'alibi pour refuser d'instruire. Argument un peu court qui fait fi du fait qu'il n'y a pas une jeunesse en France, mais plusieurs. Il y a une jeunesse performante, qui joue le jeu de la concurrence, qui est prête à s'emparer des technologies nouvelles pour rattraper et dépasser les générations précédentes. Et il y a une jeunesse globalement « hors compétition », qui est rejetée.

Prétendre, au nom de « l'élitisme républicain » imposer aux uns et aux autres les mêmes types d'obligations, les départager selon des critères rigides, c'est encourager les forts en marginalisant les marginaux. L'uniformité est une illusion dangereuse. Une politique de l'uniformité serait donc une faute.

Pour répondre aux aspirations de la jeunesse scolarisée, il conviendrait de mieux expliquer notre politique, et de l'appuyer par les moyens en formateurs et en équipements indispensables. Il ne s'agit pas seulement de rajouter des charges supplémentaires au lot commun, mais d'engager une politique planifiée de modernisation de l'école pour l'accueil, notamment dans le supérieur, de milliers d'étudiants nouveaux.

Ni mai 1968, ni Jules-Ferry ; il n'y a pas d'âge d'or de l'École auquel on pourrait revenir. On ne prépare pas l'avenir en reculant. L'École de demain reste à inventer. A nous de prendre la mesure de cette immense tâche.

Nous sommes tous des immigrés...

La question de l'immigration revient régulièrement dans notre pays comme un large débat national, souvent marqué par des déclarations et des professions de foi dont les racines historiques ne peuvent que faire frémir.

Et pourtant, au-delà même du passé collectif commun qui marque les relations entre Français et immigrés de puis plusieurs siècles, il faut reconnaître les réalités de notre tradition culturelle et sociale.

Il n'y a ni « race française » ni « race européenne ».

Pays ouvert, la France a constitué ses racines au fil du passage des peuples.

Patrie des droits de l'Homme, de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, elle porte dans l'esprit même de la création de la République les idéaux qui fondent tout engagement politique démocrate. La France, terre d'immigrations est porteuse des valeurs d'universalité. Ainsi, le clivage idéologique dominant qui se dessine se réduit au choix : **métissage ou apartheid**.

La gauche doit assumer pour la France le choix d'une Société multi-ethnique. Notre tradition, le respect et la protection des minorités, le rejet du racisme, et le fait que l'intégration acceptée et assumée, dans le respect des différences est un facteur de modernisation, doit conduire à des efforts d'imagination pour l'intégration des différents apports culturels, pour le progrès social.

... A la recherche d'une civilisation commune

Les jeunes d'Europe ont déjà une entité de civilisation commune, ouverte au progrès hors de toute frontière.

A l'épreuve du « rideau de fer », la circulation des « cultures jeunes » (les rocks de l'Est à la Biennale), les mouvements d'émancipation sociale (Pologne) ont renforcé cette appartenance. En dépassant racisme et xénophobie, l'aspiration partagée des jeunes de l'Est et de l'Ouest aux valeurs démocratiques, à la circulation des hommes et des idées, à une Europe terre d'ouverture, de mobilité, permettra de sortir peu à peu de Yalta, comme le préconise le président de la République.

La mobilisation des jeunes pour la Pologne et Solidarnosc à l'Est et à l'Ouest, a montré déjà que ces idées faisaient déjà partie de la réalité.

L'armée nouvelle ?

La jeunesse a pour une large part réglé le problème du Service national.

Au-delà de sa durée, le débat sur son contenu a évolué bien plus vite dans la société qu'au sein du M.J.S.

Non seulement le principe d'une Défense nationale civile et militaire apparaît comme très largement accepté, mais le rôle formateur du service apparaît comme une des préoccupations importantes des jeunes appelés.

Cette nouvelle approche positive de l'armée, le rôle important que celle-ci a pris au cours des dernières années dans les secteurs de formation, de prévention, marque un nouveau chapitre des relations entre armée-jeunesse.

Nous devons en tirer les conséquences idéologiques et pratiques, redéfinir notre discours et nos orientations pour retrouver y compris dans les textes plus anciens, les bases de nos objectifs pour l'armée nouvelle.

Néanmoins le contenu du Service national continue à poser un problème. La société militaire, tout en évoluant, reste encore en partie une « enclave féodale » au sein d'une société qui se libère progressivement des hiérarchies contre-productives et pesantes. Il faut imaginer des solutions qui permettent d'améliorer l'efficacité de l'outil militaire par l'attribution de responsabilités aux appelés.

Nouvelles valeurs, la 3^e vague ?

Les nouvelles valeurs de la jeunesse ne sont pas directement politiques.

Elles s'expriment par un état d'esprit, des comportements, des objectifs sociaux qui ne cadrent plus avec le modèle de réflexion antérieur.

Cette jeunesse qui bouge, grosse consommatrice de loisirs et d'évasion, sensible au mouvement plus rapide que par le passé de la mode, exprime à la fois un certain refus non de la société, mais de ses blocages socioculturels, et de nouvelles attentes. En effet, le refus global de la « société », considérée comme « monde adulte », a fait place à des conduites d'intégration autres. Le besoin de légitimation des modes d'expression, spécifique aux nouvelles générations (« jeunes créateurs » par exemple) témoigne de cette volonté nouvelle d'intégration.

Contrairement aux analyses complaisamment colportées par la droite, le déclin des grandes structures de solidarité classiques (type syndicat) ne signifie pas une atomisation du corps social, non plus qu'une montée de l'individualisme. En réalité, c'est à une reconstitution du corps social que nous invitent les nouvelles générations. La prolifération des associations, des clubs de réflexion, des réseaux répondant à des préoccupations minoritaires, correspond à la diversification des centres d'intérêt. C'est un des effets de l'entrée dans une société de communication. Les sources d'information, les banques de données, les radios de la bande F.M., l'explosion de la presse spécialisée élargissent sans cesse notre horizon.

Le vrai débat, alors, n'est pas entre Collectivisme et Libéralisme, aussi mythiques et dangereux l'un que l'autre. Il est sans doute entre ceux qui croient aux acteurs sociaux, à leurs structures et à leurs débats, et ceux qui n'y croient guère, au nom de la toute puissance de l'État ou du marché.

Mais redéfinir de nouvelles valeurs qui correspondent à ce nouvel état des choses ne signifie pas qu'il suffit de passer un coup de badigeon sur les mots « liberté,



— CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D. —

égalité, fraternité » ou sur notre réflexion pour trouver un écho favorable dans la jeunesse.

La liberté aujourd'hui, c'est la volonté d'autonomie de l'individu, de performance (dans les sports comme dans l'entreprise), de responsabilité face à l'anonymat complexe de grands systèmes collectifs réducteurs, comme le sont devenus la plupart des services publics. La liberté, c'est de ne pas être simplement un numéro ou un code, c'est la reconnaissance de l'individu par les institutions qu'il a contribué à façonner.

Il faut un État mieux délimité, mieux d'État.

L'Égalité, c'est moins que jamais l'idée que tout le monde doit passer par le même moule. C'est moins que jamais l'égalitarisme, le nivellement des individus. C'est surtout l'égalité des chances, la possibilité d'atteindre le plus haut niveau de formation possible, tout au long d'un cursus scolaire intégrant totalement l'enseignement supérieur, pour réussir sa vie.

Il est donc nécessaire de définir les débouchés de ces formations, d'établir un **Minimum Social Garanti**, indispensable à la préservation des intérêts sociaux de la population, en intégrant cette démarche dans une réflexion plus générale et toujours

plus nécessaire pour le développement des possibilités de création d'emplois durables.

La Fraternité, c'est une forme de solidarité nouvelle, qui rejette tout ce qui s'apparente à l'assistance, à la prise en charge ou à la tutelle. C'est le retour à certaines formes de désintéressement, d'engagement, qui touchent profondément les jeunes. De l'aide au tiers monde à la mobilisation contre le racisme, les faits sont éloquentes.

C'est ce qui dépasse les frontières, et d'abord notre propre palier, qui intéresse et entraîne les jeunes.

Ces « nouvelles frontières » conquises chaque jour, nous renvoient à l'appel de J.-F. Kennedy : « Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays. »

Les valeurs rappelées ici, qui jalonnent l'histoire de la gauche et fondent ses traditions, ne peuvent rester des principes vides de sens pratique. C'est dans leur application réelle que résident les possibilités du rassemblement auquel la jeunesse pourra adhérer, pour le progrès de notre société, **pour gagner en 1986.**

Associations : un nouvel élan

Contribution présentée par Michel PEZET, Geneviève DOMENACH-CHICH, Dominique STRAUSS-KAHN, Gérard FUCHS, Bernard DEROSIER, Frédéric ROSMINI, Yves VIDAL, François COUSIN, Germaine PIVASSET.

La transformation de la société vers plus de justice est la finalité affirmée des socialistes. Nul ne conteste que la réalisation de cet objectif ne saurait être le seul fait des partis ou d'un gouvernement de gauche mais doit s'appuyer sur l'ensemble des forces vives du pays. Parmi ces forces, le mouvement associatif constitue une forme irremplaçable d'école de la responsabilité et de confrontation des idées.

Formellement, aujourd'hui, personne ne conteste à l'intérieur de notre formation que le mouvement associatif joue un rôle considérable dans la société civile.

Dans la perspective de 1986, ce pôle de gauche que nous voulons constituer, ce rassemblement doit être préparé dès la phase d'élaboration de notre programme par un dialogue constructif et ouvert avec toutes les forces populaires : les organisations syndicales mais également les associations et en particulier les fédérations d'associations.

Les liens que le Parti Socialiste a su tisser avec le mouvement social-syndical et associatif notamment – durant les années 70-80 – ont été pour beaucoup dans notre victoire de 1981 et dans le sursaut du second tour des municipales de 83.

Aujourd'hui, il nous faut animer le vaste rassemblement de tous ceux qui ont choisi de travailler à l'amélioration de la vie quotidienne des Français dans le cadre de la politique menée depuis 1981.

Nous pensons là aux réseaux créés par les commissions Schwartz sur l'insertion des jeunes, Pesce sur le développement social des quartiers, Bonnemaison sur la prévention de la délinquance ou encore aux initiatives type Banlieue 89 qui tentent de modifier, d'humaniser la ville.

Or, toutes ces commissions ne fonctionneraient pas, ne modifieraient pas la vie quotidienne des Français si elles n'avaient su mobiliser, notamment, le réseau associatif.

Ce sont en particulier ces acteurs qui donnent toute leur ampleur à des réformes que nous avons fait voter mais qui sont insuffisamment passées dans la pratique sociale : nous pensons en particulier aux lois Auroux et à la loi de décentralisation qui supposent mobilisation sociale.

Le Parti Socialiste a toujours considéré que les associations jouent un rôle irremplaçable pour le progrès économique, social et culturel de notre pays.

Construites sur l'engagement volontaire pour la conduite d'un projet commun, et fortement enracinées dans le tissu social, elles participent à l'évolution de la société et enrichissent la vie publique, en proposant et en mettant en œuvre les solutions aux besoins dont elles favorisent l'émergence.

Elles ont ainsi capacité à éclairer les choix des élus et des pouvoirs publics.

Moyens d'expression diversifiée des citoyens, lieux d'innovation et d'expérimentation, acteurs d'éducation permanente, les associations jouent un grand rôle dans la formation des individus, et contribuent à l'évolution des mentalités et des comportements qui doit accompagner naturellement les mutations de la société.

De ce fait, elles élargissent les espaces de liberté en favorisant la participation des citoyens à la vie sociale et leur responsabilisation.

Enfin, les associations prennent une place de plus en plus grande dans le développement économique.

Mettant en exercice de nouveaux rapports au travail et de nouvelles relations entre les hommes, elles sont une forme alternative d'entreprise qui démontre aujourd'hui largement son efficacité. Celle-ci tient notamment à la bonne adaptation des associations aux conditions du développement local. Elles sont en outre présentes de façon performante sur tous les créneaux des enjeux nouveaux du développement, notamment la formation et la communication et l'ensemble du secteur des services.

Pour toutes ces raisons, le Parti Socialiste entend amplifier sa politique de promotion des associations et favoriser le rôle qu'elles jouent dans notre pays.

Notre démarche se fonde sur l'impératif de l'autonomie des associations. Afin qu'elles soient des interlocuteurs authentiques et des acteurs sociaux à part entière, il est indispensable que les associations agissent en toute indépendance, que ce soit des pouvoirs publics, des administrations, des partis, des syndicats ou des puissances financières, dont elles ne peuvent être la courroie de transmission.

Dans ce cadre et cette perspective, notre politique déjà largement engagée se développera selon les axes suivants :

- assurer à tous les niveaux de la vie du pays la place des associations dans les instances publiques de consultations et de concertation, afin de favoriser notamment la participation des citoyens à la vie locale ;

- faciliter les conditions de l'engagement bénévole, en particulier pour ce qui concerne l'exercice du mandat des représentants des associations dans les diverses instances officielles ;

- favoriser les moyens d'expression des associations ;

- vitaliser l'emploi associatif (aides publiques à l'emploi, statut fiscal...) ;

- garantir la liberté associative et la pérennité des actions contre les aléas conjoncturels aux changements politiques, en assurant la pluriannualité contractuelle des relations financières entre collectivités publiques et associations ;

- développer l'autonomie financière et les moyens propres des associations, en particulier par l'encouragement des personnes de droit privé au financement des associations, l'élargissement du fonds national de développement de la vie associative, l'accession des associations au marché financier ;

- en complément du droit commun auquel sont naturellement soumises les associations, préserver leur spécificité fondée sur le but non lucratif, la gestion désintéressée, l'objectif de remplir une mission d'intérêt général.

Enfin, le Parti Socialiste rejette l'opposition que tentent de dresser certains entre petites et grandes associations, notamment en cherchant à dévaloriser et affaiblir les fédérations d'associations. Une telle démarche vise à instaurer l'atomisation



sociale et conduit au renforcement du contrôle technocratique des administrations sur les structures locales.

Le Parti Socialiste considère les fédérations comme un moyen privilégié de l'indépendance des associations. En effet, si les associations se regroupent volontairement dans les fédérations autour d'objectifs communs, c'est non seulement pour trouver les prestations nécessaires à la conduite de leur action locale, mais pour inscrire cette action comme élément constitutif d'une politique beaucoup plus large,

à l'élaboration et à la mise en œuvre de laquelle elles participent démocratiquement. Ainsi, les fédérations associatives sont un vecteur essentiel de la cohérence de l'action des associations entre les différents niveaux de la vie du pays.

En conséquence, le Parti Socialiste entend que l'intervention des Pouvoirs publics en direction des associations se constitue de façon privilégiée en relation avec les fédérations dont elles se dotent.

Des institutions et de l'exercice du Pouvoir d'État

Contribution présentée par Jacques PIETTE, Claude FUZIER, Charles DEPOORTER, Jacques MAHEAS.

Le Parti Socialiste a eu seul, pour la première fois de son histoire, une majorité sans partage au Parlement et la durée du pouvoir politique. S'il paraît souhaitable de dresser le bilan d'une expérience engagée dans de telles conditions, l'heure n'est cependant pas venue de le faire puisque l'expérience en cours ne se terminera formellement qu'en 1988 et que, d'ici là, des initiatives de notre part restent toujours possibles. Il est donc indispensable de souligner quelques points sur lesquels l'effort immédiat de réflexion et de propositions des socialistes pourrait, ou devrait, se porter. Les élections législatives de 1986 vont changer de façon importante le panorama politique dans la mesure où l'adoption du scrutin proportionnel ne permet plus d'envisager sérieusement une majorité absolue socialiste à l'Assemblée nationale.

La Constitution mise en place en 1958 et profondément modifiée en 1962 par l'élection au suffrage universel du président de la République va donc être confrontée à une situation nouvelle, et la détermination d'une majorité parlementaire en coïncidence ou non avec la majorité présidentielle de 1981 est posée.

Le Parti s'est prononcé plusieurs fois déjà sur des réformes institutionnelles. Certains points ont été laissés dans l'ombre. On ne peut pas, aujourd'hui, s'en remettre à l'improvisation pour régler la marche des institutions alors même que la coïncidence entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire est mise en cause. Une réflexion collective et globale des socialistes nous paraît s'imposer, aboutissant à des propositions qui peuvent aller jusqu'à toucher le fondement de la Constitution de 1958, voire le compromis entre le parlementarisme et le présidentialisme tel qu'il s'est développé par la pratique et à l'ombre du général de Gaulle. Nous ne pouvons pas plus ignorer que le retour à la proportionnelle (revendication quasi permanente des socialistes français) et ses conséquences dans le cadre de la Constitution actuelle apportent un élément original dans l'action politique. Avec le scrutin majoritaire, les alliances politiques s'appuyaient notamment sur une politique électorale mobilisatrice et assez contraignante. Le scrutin proportionnel fait disparaître ces nécessités et ramène les alliances essentielles, comme les grandes orientations qui les déterminent, à des choix fondamentaux. En rejetant les hypothèses d'accord avec les forces de droite, y compris dans le cadre d'une stratégie

de troisième force, le Parti Socialiste avait pris une attitude sans ambiguïté. Les données nouvelles l'obligent à être encore plus clair aujourd'hui.

Tout aussi importants sont évidemment les grands choix dans l'action, notamment dans les domaines de l'économie et du social. Au cours de leurs expériences passées, les socialistes ne disposèrent ni de la majorité, ni de la durée. Cette situation de fait peut justifier ou expliquer le caractère partiel de la politique qu'ils menèrent dans le cadre de la gestion d'une société qu'ils ne pouvaient radicalement transformer, alors que telle est cependant leur finalité. Si nous avons à apprécier le moment venu ce que nous avons fait avec les atouts exceptionnels de 1981, nous pouvons, dès maintenant, nous interroger pour apporter les correctifs que nous jugerons nécessaires sans délai, sur une politique qui peut apparaître comme plus soucieuse de corriger par nécessité les insuffisances ou les tares du capitalisme français que de remettre en cause et de changer la règle du jeu.

Nous sommes porteurs des intérêts et des espérances d'une classe, même si nous l'intégrons dans une notion de front de classes, celle des salariés directs et indirects d'une société qui n'est pas la nôtre et qui ne le deviendra pas puisque ses propriétaires n'entendent pas nous la laisser. Nos intérêts, nos espérances ne rencontrent pas ceux du capital et de ses compagnons de route et sont même, en général, antagonistes. A partir de là, nous devons nous interroger sur la durée des pauses ou des parenthèses que nous imposerait une réalité qui n'est pas de notre fait et nous demander, en fonction des conditions existantes, si les avantages du pouvoir d'État sont supérieurs à ses inconvénients pour ceux qui nous ont mandatés.

Enfin, la vie du Parti va nous préoccuper. Là encore, elle a été confrontée depuis 1981 à une situation pour lui nouvelle, encore qu'elle ait, pour une large part, son origine dans les institutions de la V^e République et dans leur pratique. Le mode électoral décidé pour 1986 posera avec plus de force encore la question de son autonomie par rapport à l'action gouvernementale. Son poids spécifique – et il faut agir pour qu'il soit le plus grand possible dans la vie française et internationale – s'en trouvera modifié, y compris dans ses relations avec le pouvoir d'État. Il est juste temps pour y réfléchir, y compris sur les exigences démocratiques qui en découleront.

**Si vous voulez être informés
régulièrement chaque semaine
sur la vie et l'action du Parti Socialiste,
vous pouvez vous abonner à notre journal :**

Notre hebdomadaire est l'organe officiel du P.S. Tout membre du Parti peut s'y abonner, s'il le désire. Le journal est rédigé le mercredi, achevé à la fin du Bureau Exécutif, tiré le jeudi, expédié par la poste le vendredi matin.

Il bénéficie du routage rapide réservé aux hebdomadaires. Il doit donc normalement parvenir au domicile des destinataires le samedi matin.

Tous les Secrétaires fédéraux, tous les Secrétaires de section et, dans chaque section, le responsable de l'information des militants et le responsable de la propagande sont abonnés d'office à cet hebdomadaire et le reçoivent automatiquement. Si certains d'entre eux ont été oubliés, ils doivent nous prévenir.



PS info

Afin de faciliter la circulation de l'information parmi les militants du Parti Socialiste qui exercent des responsabilités dans les sections :

ABONNEMENT RÉDUIT DE 70 %

A tous les camarades membres de la Commission administrative de leur section.

Si ceux-ci désirent souscrire cet abonnement à prix réduit, il leur suffit d'adresser la somme de 60 F au « Poing et la Rose – Spécial Responsables » 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07. Chèque à libeller à l'ordre d'André Laignel.



Agir demain

Contribution présentée par Sylvain RENARD.

Introduction

Nous sommes inquiets. La gauche est nettement minoritaire dans le pays. Notre Parti s'affaiblit, certains militants le quittent et ce sont parfois les meilleurs d'entre nous. Notre audience décroît en particulier dans le monde du travail.

Parce que l'exercice de la lucidité est pénible pour ceux qui, après des années de lutte, constatent que leurs espoirs sont déçus, parce qu'on a peur, parfois, d'aggraver la réalité en osant la décrire, parce qu'enfin certains en viennent presque à croire ce qu'ils s'obligent à dire, il est difficile aujourd'hui d'analyser lucidement la situation française.

Aucune action politique ne peut pourtant faire l'économie de la lucidité : il faut savoir regarder l'échec en face.

Nous ne faisons ici aucun pronostic sur le résultat des élections de 86 et 88 ; nous entendons nous mobiliser de toutes nos forces pour les gagner mais l'échec politique et idéologique de la gauche est une réalité d'aujourd'hui. Parce que nous avons soutenu sans faille le président de la République et son gouvernement et que nous continuerons, par discipline militante, à le faire, nous avons le droit mais aussi le devoir de dire ce que nous pensons.

Ni analyse globale, ni projet détaillé, le texte qui suit veut seulement permettre à ses signataires de participer au débat.

Quatre ans après

Un travail incontestable a été effectué par la gauche – et par toute la gauche – depuis quatre ans. De très importantes réformes de structure ont marqué le début du septennat, accompagnées d'indispensables mesures de justice sociale. Dans plusieurs domaines importants, des acquis considérables ont été enregistrés : politique judiciaire remarquable malgré un scandaleux manque de moyens, meilleure prise en compte des problèmes d'environnement, dynamisation du secteur de la recherche, politique culturelle audacieuse, développement de la formation professionnelle...

Parce que la gauche ne disposait pas de l'hégémonie idéologique et qu'elle menait dans le domaine des médias, à l'instigation du président de la République, une politique quasi-suicidaire (protection de Robert Hersant, abandon de « Combat Socialiste », création de « Canal Plus », étayage de têtes branlantes...) sa politique a été mal expliquée. Mais pouvait-elle être comprise ?

Mieux comprise par beaucoup, probablement, mais mieux comprise au point de mobiliser massivement et durablement les travailleurs pour qu'ils la soutiennent, certainement pas. D'une part parce qu'elle n'était pas bonne, d'autre part parce que le Parti ne jouait pas son rôle.

Après avoir rappelé dans quelles conditions la gauche a pris le pouvoir, nous évoquerons la politique économique qui a été suivie, la dégénérescence du Parti qui l'a accompagnée et l'échec idéologique qui en a résulté.

Les crises

La gauche a pris le pouvoir alors qu'une grave crise du capitalisme frappait l'ensemble des pays qui subissent encore ce système économique. Cette crise s'explique à la fois par les changements considérables qui se produisent dans les processus de production (intellectualisation du travail, réduction de la base matérielle de la production) et par une transformation impérialiste de l'ordre du monde (renforcement de l'hégémonie des États-Unis et mondialisation du capitalisme). L'un de ses effets secondaires est d'accroître encore l'écart qui existe entre pays riches et pays pauvres.

On ne peut guère faire aujourd'hui de pronostic assuré sur l'issue de cette crise qui est une crise du mode d'accumulation et du mode de régulation économique.

Comme les États-Unis sont progressivement devenus l'unique superpuissance de la planète, ils utilisent la crise pour développer leur politique hégémonique utilisant tour à tour les outils monétaires, industriels et militaires.

Si les erreurs qu'elle a commises expliquent pour une large part pourquoi la gauche n'a pas été capable de répondre au défi qui lui est lancé par la crise, la crise qu'elle connaît et qui l'avait déjà frappée en 81 a considérablement compliqué sa tâche.

C'est pendant la période de croissance des années 60 et 70 que les valeurs de la gauche ont subi en France des attaques violentes qui les ont affaiblies. Exaltation de l'individualisme, montée de l'irrationnel, déclin des valeurs du travail et de l'effort, dévalorisation du travail industriel, toutes ces évolutions ont amorcé le déclin idéologique de la gauche alors même qu'elle progressait électoralement.

Projet socialiste ou « libéralisme de gauche » ?

Certains ont affirmé qu'il fallait changer d'orientation début 83 parce que nous avons constaté, au terme d'une année de pouvoir, l'échec ou du moins l'insuffisance de la politique préconisée par le Projet socialiste. Nous ne partageons pas ce point de vue.

S'il est vrai que de nombreuses mesures contenues dans le projet ont été mises en œuvre, sa logique d'ensemble n'a jamais été celle du gouvernement même au début du septennat. La reconquête du marché intérieur est restée un mot d'ordre secondaire, le gouvernement s'est obstinément refusé à prendre des mesures de protection contre certaines importations, sa politique industrielle a été hésitante, trop peu de droits nouveaux ont été donnés aux travailleurs pour enclencher une réelle dynamique de la responsabilité, les nationalisations n'ont pas joué le rôle d'impulsion économique et sociale que nous avions envisagé (si les résultats financiers et industriels ont souvent été obtenus dans les nouvelles nationalisées, tout reste à faire pour que ces entreprises servent d'exemple dans le domaine social), le système bancaire n'a pas été mis au service de l'intérêt national ; enfin, le gouvernement s'est refusé à mener une politique offensive du change.

La décentralisation a, certes, permis une modernisation et un transfert incontestable de quelques compétences dont l'État central souhaitait souvent se débarrasser, mais, par absence d'audace due aux freinages de la haute administration et aux craintes d'élus inquiets de leurs nouvelles responsabilités, elle n'a pas véritablement permis de « redonner le pouvoir aux citoyens ». Comme le disait Blum : « Le socialisme se condamne à un suicide plus ou moins lent si, en attendant le jeu normal des institutions nouvelles, il s'en remet aux institutions, aux administrations, à la légalité du régime qu'il vient de renverser. »

L'adoption de la politique dite « de rigueur » rendait certes possible l'obtention de certains résultats, d'ailleurs fragiles, dans des domaines comme la lutte contre l'inflation ou la réduction du déficit extérieur, mais elle entraînait inéluctablement l'échec sur le front principal : celui du chômage. Elle rendait en effet illusoire l'obtention d'une plus forte croissance.

C'est à bon droit que certains socialistes ont réclamé la mise en œuvre d'une autre politique économique mais on ne pouvait mettre en œuvre une autre logique économique sans une autre logique politique. Il fallait se donner les moyens de desserrer les contraintes extérieures qui servaient d'alibi à « la rigueur ». Poser le problème de la croissance, c'était en fait poser le problème de la place de la France dans le monde et donc celui de notre indépendance à l'égard du capitalisme multinational dominé par les États-Unis.

C'était aussi poser le problème d'une autre dynamique sociale basée sur une participation croissante des travailleurs dotés de droits nouveaux.

On sait ce qu'il en fut. A l'atlantisme seulement contesté, parfois, par des mots, à la soumission de fait à l'impérialisme américain, à la résignation devant l'absence de mobilisation populaire, correspondait une politique de croissance faible qui allait permettre la forte progression du chômage et la régression du pouvoir d'achat.

Depuis le départ de Pierre Mauroy, les renoncements deviennent plus explicites : on commence à parler de « libéralisme de gauche » et le rôle des nationalisations est ouvertement remis en cause.

La gauche a trop souvent reculé quant il s'agissait de mettre sérieusement en cause la logique capitaliste, elle n'a pas passé de véritables compromis sociaux mais elle a souvent fait des concessions aux corporatismes catégoriels.



Manquant de la volonté politique qui lui aurait permis d'assumer son identité et ses choix, le gouvernement de la gauche s'est efforcé avec naïveté de séduire la droite. Il n'est parvenu qu'à démobiliser puis à désespérer la gauche.

La dégénérescence du Parti

De Didier Motchane à Arthur Notebart en passant par Christian Goux, de nombreux responsables sont intervenus pour énoncer, à un moment ou à un autre, critiques et propositions, en particulier depuis les décisions néfastes de 1983. Une multitude de sections ont exprimé par des motions, leurs inquiétudes et leurs propositions. Mais qu'en est-il resté ?

L'appareil du Parti a joué le rôle d'un gigantesque filtre qui n'a guère laissé passer que des communiqués et des résolutions lénifiantes approuvant l'action gouvernementale.

La conception du Parti qui a prévalu sous l'impulsion de Lionel Jospin, est celle d'un haut-parleur gouvernemental incapable d'éclairer de ses analyses et de ses propositions l'avenir à moyen terme, en retrait même, parfois, sur l'action gouvernementale.

Le comble de l'absurde a été atteint avec le récent vote du bureau exécutif concernant le choix du mode de scrutin : en décidant de ne pas exprimer de position, le Parti, a, en quelque sorte, voté son inexistence...

L'échec idéologique

Sans doute n'avions-nous pas pris assez conscience de la profondeur de la crise de la gauche. Culturellement et idéologiquement, c'est une gauche sous-armée, quasi-défaite, qui a gagné les élections de 81. On a trop peu dit que cette victoire était tout autant – sinon plus – le produit de la faillite des classes dirigeantes françaises que de l'instauration d'un rapport de conviction en notre faveur.

La politique menée par les gouvernements de gauche et l'attitude du Parti n'ont évidemment pas permis l'amorce d'une reconquête.

Les conséquences de l'échec politique et idéologique sont lourdes : l'union de la gauche, l'autogestion, l'idée même de socialisme sont dévaluées ; ces thèmes ont assez largement perdu leur valeur mobilisatrice. Cette réflexion n'est évidemment pas de nature à modifier nos convictions, elle est par contre importante si nous voulons choisir une stratégie et adopter un langage susceptibles de rassembler une majorité de Français.

Le gouffre

En renonçant à mettre en œuvre la logique du Projet socialiste et en se résignant à la dégénérescence du P.S., la gauche a réuni les conditions de son échec. Telle est la situation actuelle. La droite, malgré ses divisions et son absence de projet, a reconstitué ses forces.

C'est au bord du gouffre, c'est-à-dire d'un échec qui pourrait renvoyer la gauche dans l'opposition pour 10 ans, 20 ans ou plus, que nous réfléchissons aujourd'hui. Mais en politique rien n'est jamais perdu. Si nous insistons sur les erreurs passées c'est qu'il est utile d'en analyser les causes pour savoir, demain, ne pas les renouveler.

A partir de ce « socle du changement » que la gauche a su édifier à son arrivée au pouvoir, il est toujours possible d'aller de l'avant et de rassembler une majorité de Français pour une politique qui permette que la question du socialisme puisse à terme être posée, mais ce n'est pas possible de la même façon.

Agir demain

Refuser l'autodestruction

De nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui hors de la gauche pour l'exhorter à l'abandon de l'essentiel des analyses et des propositions qui lui ont permis de parvenir au succès de 81. Elles sont, hélas, relayées à l'intérieur du Parti par ceux qui ont toujours eu pour objectif de faire que notre Parti renonce provisoirement – c'est-à-dire désormais – à mettre en cause la logique capitaliste.

Nous voilà donc sommés – pour gagner – de renier notre identité. Nous refusons cette orientation. La gauche et le mouvement ouvrier ne peuvent sortir de leur crise qu'en restant fidèles aux analyses et aux valeurs qui ont assuré leur développement. Les outils de l'analyse marxiste sont toujours nécessaires à la compréhension

du monde. Les « cercles de qualité », la « productique » ou la « modernisation » n'empêchent pas les classes d'exister, leur lutte de se développer et l'idéologie dominante d'aliéner les travailleurs.

Faire progresser l'idée du socialisme, c'est-à-dire notre conviction qu'il faut, à terme, supprimer la propriété privée des moyens de production pour assurer une répartition juste des richesses produites tout en développant les libertés, doit rester l'objectif central de notre Parti même s'il est nécessaire de proposer à notre pays des objectifs intermédiaires aptes à mobiliser de larges couches sociales même celles qui n'ont pas intérêt – jusqu'au bout – à ce que nous appliquions notre projet.

Nous ne considérons pas non plus comme ringardes les valeurs qui ont permis le développement des luttes sociales et des victoires considérables sur le capitalisme.

La justice sociale est une aspiration profonde qui peut mobiliser, si elle ne se réduit pas, comme cela a trop souvent été le cas depuis 81, à des demi-mesures accompagnées de concessions aux possédants.

La laïcité, dont le développement enrichit la liberté, doit également rester au cœur de notre projet. Elle nous aidera à lutter contre l'irrationalisme et toutes les formes d'obscurantisme.

Les valeurs du travail et de la création sont à la base du socialisme historique. C'est en assurant leur promotion qu'il est possible de mobiliser les Français dans la guerre économique.

Les valeurs de la responsabilité et de la démocratie sont également indissociables de la gauche car supprimer l'aliénation des travailleurs c'est leur rendre le pouvoir que la bourgeoisie a usurpé. Le rôle des entreprises nationalisées est non seulement de participer à la croissance et de prendre leur place sur le marché mondial mais aussi de montrer comment il est possible de développer la démocratie pour faire des travailleurs des « citoyens dans l'entreprise ».

Nous devons lutter **contre le racisme et la xénophobie**. L'instauration du droit de vote au plan local pour les immigrés aiderait puissamment à leur nécessaire intégration.

Réaffirmons enfin que **l'égalité des sexes** et la lutte contre le sexisme sont indispensables à l'élaboration du socialisme.

Bien entendu, il ne suffit pas de proclamer une valeur pour la promouvoir. Nous récusons toute forme de néo-molletisme. La gauche doit rester la gauche et pas seulement dans les discours. A quoi bon citer Marx si c'est pour approuver Fabius et demain... Chaban.

Sachons dire clairement que nous refusons toute alliance avec la droite – fût-elle baptisée centre – après les élections de 86, si la gauche perdait la majorité.

Un parti socialiste

La dégénérescence du Parti socialiste n'est pas inéluctable. Beaucoup de socialistes de sensibilités diverses, sont aujourd'hui conscients de la nocivité de la conception du Parti qui a été celle de sa majorité depuis 1981. Beaucoup souhaitent que le P.S. ait une existence autonome, qu'il puisse débattre démocratiquement des orientations de la politique gouvernementale, qu'il puisse participer à l'élaboration des décisions et exprimer éventuellement des critiques constructives sur ce qui est fait. Ses approbations retrouveront d'ailleurs ainsi tout leur poids.

L'indifférence va croissante chez ceux qui constituent la « bof génération » malgré les efforts sérieux consentis par le gouvernement en faveur des jeunes. Le Parti doit avoir une politique crédible en direction de la jeunesse sans renier ses propres valeurs (reprise de revendications comme la réduction de la durée du service national ou la réforme de son contenu, initiatives dans les domaines qui préoccupent à juste titre les jeunes comme la faim dans le monde). La jeunesse peut être enthousiaste lorsque l'on fait appel à sa générosité.

La baisse du nombre de nos adhérents, la dévalorisation de notre image, le découragement qui atteint les meilleurs d'entre nous sont des signaux d'alarme qui doivent être entendus. Il n'est que temps de « renverser la vapeur ».

L'enjeu essentiel du congrès de Toulouse est, sans doute, de savoir s'il sera le point de départ d'une nouvelle dynamique pour le Parti ou si l'histoire pourra retenir 1985 comme celle de la mort du Parti d'Épinay.

Une stratégie

Il n'est plus possible de penser aujourd'hui l'union de la gauche comme nous l'avions fait dans les années 70. D'ailleurs pour s'unir, il faut être deux... Faut-il pour autant renoncer à s'adresser prioritairement aux couches sociales les plus exploitées ? Nous ne le pensons pas, notre stratégie doit d'abord avoir pour but de rassembler la gauche, communistes compris.



— CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D. —

Mais il faut tenir compte de la dévalorisation de nos valeurs et de l'idée même du socialisme qui résulte de l'échec idéologique que nous subissons. Ce serait une erreur que de faire « comme si » le projet socialiste avait été appliqué ou « comme si » nous n'avions pas gouverné. D'autant que nous refusons une stratégie de « témoignage ».

Comment mener aujourd'hui un travail de masse ? Quel langage adopter pour rassembler une majorité de Français ? Telles sont les vraies questions.

Comme le libéralisme est aujourd'hui la figure que prend le capitalisme, c'est contre lui qu'il faut rassembler.

En 81, nous disions déjà que le socialisme n'était pas à l'ordre du jour mais qu'il s'agissait d'élargir les marges de manœuvre de la France de manière à ce que la question du socialisme puisse avoir un sens dans dix ou quinze ans. Ces marges de manœuvre n'ont pas été élargies et rester fidèle à notre idéal socialiste c'est, avant tout, s'opposer à l'intégration économique et idéologique dans la sphère américaine. C'est donc vouloir rassembler autour des valeurs d'indépendance nationale, de démocratie et de justice sociale.

Le concept de République et les valeurs qui peuvent lui être associées peuvent-ils nous aider dans cette tâche ? Nous le pensons, à condition qu'on ne s'en tienne pas au contenu appauvri qu'on donne souvent à la République. Mais comme le sens des mots se construit par le travail politique, c'est aux socialistes qu'il revient de nouer la dialectique entre République et socialisme.

Aucun renoncement donc, dans l'emploi de la République comme mythe historique si c'est pour rassembler autour des valeurs de la gauche, aucun recul dans l'usage du langage républicain si c'est pour populariser les valeurs du projet socialiste. François Mitterrand écrivait en 1980 : « Arrivera en effet le moment où, pour rassembler les Français, il faudra leur crier « vive la République ». Ils seront d'abord étonnés, regarderont autour d'eux, puis comprendront ». Crions !

Un projet

Nous ne ferons que quelques propositions dans le cadre volontairement restreint de ce texte :

Une politique étrangère offensive

Si notre maintien dans l'alliance atlantique est dans les conditions actuelles inéluctable, il n'en est que plus nécessaire de préparer les conditions matérielles et politiques d'une remise en cause de notre appartenance.

C'est au niveau de l'Europe qu'il est possible de construire une stratégie crédible de résistance à l'impérialisme américain même si les efforts nationaux sont indispensables.

L'Europe ne peut acquérir son indépendance sans maîtriser sa sécurité d'autant que le découplage de la défense stratégique américaine est aujourd'hui une réalité : les Américains ne feront pas détruire Chicago pour sauver Hambourg.

La modernisation de notre outil de dissuasion est, dans cette perspective, indispensable tout comme le soutien de toutes les ébauches de défense de l'Europe par les Européens (coopération militaire et stratégique franco-allemande ou renforcement de l'U.E.O. par exemple). Il faut aussi que l'Europe soit présente dans les technologies militaires du futur (satellites d'observation, station spatiale habitée et navette Hermès).

Reste que le défi nippo-américain est essentiellement technologique et c'est à l'échelle européenne qu'il est possible d'y répondre. Si des réalisations comme Airbus, Ariane, Esprit ou Super phoenix montrent la voie, c'est encore aujourd'hui la logique multinationale qui l'emporte sur la logique européenne. La France ne doit pas se lasser de faire des propositions pour construire une Europe industrielle et de la recherche.

Le développement d'une stratégie européenne ne s'oppose pas, bien au contraire, à une active politique en faveur du désarmement ni au développement de nouveaux liens politiques et économiques avec les pays qui tentent de se dégager de l'impérialisme américain ou de mener des expériences socialistes. Sans doute accorde-t-on, aujourd'hui, trop peu d'importance au mouvement des non-alignés ou au développement de la démocratie en Amérique latine par exemple.

Réussir la croissance pour créer des emplois

Il faut réagir contre cette idée maintenant répandue à gauche selon laquelle la montée du chômage serait inéluctable et la politique du gouvernement la seule possible. Nous devons nous fixer un objectif réaliste : stabiliser le chômage d'ici à 88 pour le faire reculer ensuite. C'est possible mais difficile et cela exige un modèle de développement nouveau, une recomposition des rapports entre les forces sociales qui permettent d'atteindre la croissance nécessaire.

Cet objectif impose que le plan redevienne une grande exigence. Si le plan ne traite pas de façon volontaire la cohérence de l'appareil productif dans l'intérêt du

pays, c'est le marché mondial qui impose obligatoirement la sienne à nos dé-pens.

Il passe également par une relance sélective de la demande en privilégiant l'investissement et par une rationalisation des interventions publiques.

Mais le soutien de la croissance exige qu'on se départisse des postulats du libéralisme économique et du monétarisme financier qui font que la gauche accepte trop souvent aujourd'hui la logique de l'adversaire.

Dès lors, d'utiles lignes d'action peuvent être dégagées : garantie du pouvoir d'achat salarié moyen, politique réaliste du change (développement du rôle de l'E.C.U., rationalisation du S.M.E.), aménagement de la dette (permettant le lissage de la charge), équilibre commercial (instauration de nouvelles formes de coopération entre les entreprises, meilleure utilisation du secteur nationalisé, utilisation du secteur bancaire, utilisation des normes et règlements), utilisation du déficit budgétaire pour financer les priorités d'investissement et développement de l'économie sociale.

Cette politique économique audacieuse exige la mobilisation du pays contre le déclin, elle n'est possible qu'avec la participation des travailleurs qui ont droit, en retour, à l'extension de leurs droits et au partage des gains de productivité.

Réformer la fiscalité et les prélèvements obligatoires

L'essentiel reste à faire dans le domaine fiscal, qu'il s'agisse de modifier l'impôt sur les sociétés pour encourager le réinvestissement des bénéfices et limiter leur distribution aux actionnaires ou de contribuer à la mise en œuvre d'une politique offensive de répartition sociale par une imposition plus forte du capital, l'élargissement de l'assiette de l'I.R.P.P. (suppression des abattements particuliers), la mise en place de mécanismes permettant de connaître et donc d'imposer les revenus non salariaux et la lutte contre la fraude.

François Mitterrand a eu tort d'assigner comme objectif au gouvernement la réduction des prélèvements obligatoires. Cette mesure n'est, en fait, qu'une adaptation par le bas des systèmes sociaux et fiscaux.

Il serait utile qu'un débat national soit organisé sur les prélèvements et les prestations afin de responsabiliser les acteurs en les informant.

Sans doute faudrait-il asseoir les cotisations sur la valeur ajoutée brute des entreprises et pas seulement sur la masse salariale, harmoniser l'effort contributif de tous les revenus, unifier progressivement les régimes et surtout utiliser le principe de l'abattement plutôt que celui du plafond qui fait payer les pauvres pour les riches.

Éducation : faire plus et mieux

Faire gagner la France dans la guerre économique que se livrent actuellement les pays industrialisés exige un effort formidable de formation et de recherche. La plus grande richesse naturelle de notre pays, c'est l'intelligence de ses enfants qui ne peut être valorisée sans une rénovation et un développement de l'ensemble de notre système éducatif.

Nous approuvons les orientations que le successeur d'Alain Savary commence à mettre en œuvre car elles constituent une politique de gauche.

Développer les Z.E.P. ou mettre l'accent sur les apprentissages fondamentaux afin que moins d'enfants arrivent en 6^e sans savoir lire couramment, c'est bien attaquer à la racine la sélection sociale.

Améliorer la formation des maîtres, revaloriser l'enseignement technologique et développer des liens entre l'école et l'entreprise, c'est bien améliorer la qualité de l'enseignement et rendre notre jeunesse plus apte à lutter contre le déclin de la France.

Reste qu'une politique efficace dans le domaine de l'éducation exige des moyens dont le ministère de l'Éducation nationale n'est pas encore aujourd'hui doté. Il faudra faire plus pour l'éducation si l'on veut, comme c'est nécessaire, parvenir au corps unique dans le secondaire ou faire que l'enseignement technique réponde aux besoins de notre temps.

Conclusion

Le Parti Socialiste doit oser rester lui-même. C'est en refusant toute compromission politique et idéologique avec la droite, en étant fidèle à ses valeurs et en trouvant le langage qui peut rassembler les Français contre le déclin de la France, qu'il sauvera la gauche en se sauvant lui-même.

Une autre politique ? Sûrement, mais aussi une formidable bataille culturelle car c'est une culture du redressement qu'il nous faut promouvoir, faite de volonté, d'indépendance et d'exigence démocratique.

(Cette contribution reprend l'essentiel d'un texte élaboré par une quarantaine de camarades de la Fédération de l'Essonne.)



Changer la gestion sociale du logement

Contribution présentée par Bernard ROMAN et Gilbert BONNEMAISON.

L'élus local subit les évolutions qui s'imposent de l'extérieur à sa commune. La création de logements sociaux est due le plus souvent, surtout dans les communes à faible potentiel fiscal, à l'initiative des promoteurs publics ou privés qui font appel au 0,8 % patronal pour compléter le financement des immeubles. En échange il existe un droit de réservation des appartements consenti aux entreprises, jusqu'à 60 %. En général la commune ne dispose au plus que de 20 % des logements pour satisfaire les besoins de ses administrés.

Aussi la commune voit-elle sans cesse arriver de nouveaux habitants d'origines diverses et elle est dans l'incapacité de concevoir une quelconque réflexion active quant à l'équilibre sociologique de la cité.

Les habitants de la commune sont confrontés à de longues listes d'attente, une attente qui peut durer plusieurs années avant d'avoir une chance de résider dans leur propre ville, là même où ils ont leur racines.

Le rôle positif du 0,8 % patronal dans la construction sociale est considérable. Il n'est pas question de le nier. Il n'en reste pas moins incontestable que les règles qui régissent l'application de cette disposition, élaborées il y a plusieurs décennies, ne correspondent absolument plus aux impératifs sociologiques du développement actuel des villes.

D'où des mouvements incessants, imposés non par des impératifs de la vie personnelle, familiale ou professionnelle, mais par des réglementations désuètes engendrant l'instabilité des populations.

En effet, quand l'habitant de la commune sait qu'il sera obligé de partir au hasard des droits de réservation de logement de son employeur, il est impossible d'établir une réalité de la vie communale, particulièrement là où il y a de très grands ensembles. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'élaborer une réflexion collective sur la cité, de développer l'esprit civique indispensable au sens de la responsabilité.

Cela est particulièrement vrai de la personne de condition modeste incapable d'accéder à la propriété ou à la copropriété.

C'est aussi ce qui explique que de nombreux jeunes éprouvent le sentiment d'être de passage, de ne pas être intégrés à une communauté. De là aussi, la contestation et la transgression des règles de la collectivité même au sein de laquelle ils n'ont pas pu ou pas su trouver leur place.

Depuis 1976, d'Habitat et Vie Sociale en fond d'aménagement urbain, de projet de quartier en Comité Inter-ministériel des villes et fond social urbain, l'Etat s'est attaché à aider les collectivités locales et mettre en œuvre des programmes globaux de développement économique et social associant les principaux partenaires concernés.

Aujourd'hui comme hier, ces procédures se heurtent à la question de l'attribution des logements sociaux. Conçues comme l'occasion d'amener la collectivité à repenser la politique d'attribution et de gestion des logements, elles ne parviennent pas à surmonter durablement les cloisonnements entre les partenaires concernés. Trop souvent les améliorations apportées s'en trouvent compromises.

Certes, les transferts de compétence ont donné aux communes la responsabilité de leur politique d'aménagement urbain, que celle-ci concerne l'amélioration des quartiers existants ou le développement de quartiers nouveaux et les travaux récents du ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports et de la Commission pour le développement social des quartiers ont ouvert de nouvelles perspectives sur la façon d'améliorer la vie en ville.

Mais l'amélioration de la vie en ville passe inévitablement par la satisfaction d'une exigence initiale : la stabilité des populations qui seule permet la reconnaissance, l'ouverture sur autrui et l'épanouissement des solidarités.

Le Parti Socialiste ne peut ignorer qu'il s'agit là d'une revendication constante des citoyens, qui s'exacerbe à mesure que les tensions nées du déracinement des uns et des autres se développent et s'aggravent.

Or, la politique du logement social est un domaine qui échappe totalement aux élus. Ceux-ci s'en verront adresser le reproche sans avoir pu prendre part au débat,

ni faire entendre, ni prendre en compte les aspirations et les espoirs dont ils sont porteurs.

Globalement, la question de l'attribution des logements locatifs sociaux renvoie :

- 1 - à la protection des minorités ethniques et sociales ;
- 2 - à la solidarité intercommunale ;
- 3 - à la répartition des pouvoirs d'attribution entre l'Etat et les collectivités locales et les employeurs.

Elle renvoie également à la montée des phénomènes racistes, d'autodéfense, aux réponses de type sécuritaire. Les dispositions prises jusqu'ici sont insuffisantes alors que ces problèmes sont au cœur du malaise actuellement ressenti.

La recherche de nouvelles règles du jeu local visant à obtenir par la concertation, un changement d'attitude des différents partenaires concernés est louable. Elle apparaît cependant totalement inadaptée à l'urgence du moment.

La politique du logement social mise en œuvre depuis 1983 tend à résoudre l'ensemble des problèmes d'attribution et de construction de logements sociaux par un dispositif unique fondé sur le Conseil départemental de l'habitat en conférant aux commissaires de la République le pouvoir d'imposer le respect des orientations fixées par l'Etat.

L'objectif visé est d'assurer des attributions plus justes des logements sociaux en fonction d'une analyse raisonnée des situations locales. S'il n'est pas prévu de créer un droit de réservation supplémentaire au profit des maires (ceux-ci seront seulement consultés sur les règlements d'attribution que les commissaires de la République devront élaborer) il est déjà acquis que les C.I.L. dits nationaux (C.I.L. : Collecteurs Interprofessionnels du Logement) participeront à la définition des politiques locales par le biais des Conventions Etat/C.I.L.-C.C.I. (C.C.I. : Chambres de Commerce et d'Industrie).

Ainsi se trouve confirmé d'emblée le principe suivant lequel des tiers qui n'ont aucun lien avec la ville et donc aucun souci de son équilibre social sont habilités à décider et à négocier la manière dont les logements sociaux doivent être implantés et occupés alors même que les élus seront seulement consultés pour avis.

Sans contester aux partenaires sociaux le droit de regard et d'orientation qu'ils doivent avoir sur l'emploi de la participation des employeurs à l'effort de construction, il apparaît toutefois d'évidence que le pouvoir donné aux organismes financiers qui en ont la charge n'est plus en rapport avec les objectifs qui avaient prévalu à la création du 1 % patronal.

Il appartient au Parti Socialiste de faire en sorte que ceux-ci prévalent à nouveau et qu'au titre du rôle que joue le logement comme moyen de développement économique et social, le 1 % se subordonne à nouveau aux aspirations de la collectivité.

Pour y parvenir, nous pourrions proposer :

- 1 - de donner aux maires une responsabilité effective en matière d'attribution des logements sociaux par :

- La création dans chaque municipalité d'un observatoire de l'occupation du logement social sous l'autorité du Maire, de manière à garantir la transparence et la sincérité des bilans soumis aux commissaires de la République et au Conseil départemental de l'Habitat. L'élaboration et le contrôle de ces bilans sous la responsabilité d'un élu apparaît indispensable pour éviter que, comme par le passé, faute de vigilance et d'informations fiables, les préfetures ne laissent tomber en désuétude leur mission en matière d'attribution des logements.

- L'institution au profit des communes qui disposent d'un programme local de l'habitat approuvé par le Conseil départemental de l'Habitat et le commissaire de la République d'un droit de proposition d'attribution permanent portant au minimum sur 50 % du parc de logements sociaux.

- 2 - de reconsidérer les règles d'utilisation de la participation des employeurs à l'effort de construction dans un objectif d'équité entre les différentes populations représentées par l'ensemble des parties prenantes en accordant la priorité à :



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

- l'assainissement du marché des réservations des logements sociaux par la fixation du montant de la participation financière ouvrant droit à la réservation de logements.

- à la limitation de la durée des réservations à 10 ans ;
- à l'orientation de contingents financiers n'ouvrant pas droit à la réservation vers la réhabilitation et la construction de logements locatifs sociaux.

Repenser le rapport à la ville est un défi que le Parti Socialiste s'est fixé de longue date. L'amélioration de la vie collective est un enjeu que nos concitoyens ne lui

pardonnent pas d'avoir différé, voire même abandonné avant même d'avoir mis en œuvre les moyens d'interventions nécessaires.

Des réponses doivent être apportées d'urgence. L'une d'elles est de reconnaître aux élus le droit d'étendre leurs responsabilités aux domaines de logement social et des équilibres sociologiques de leurs cités, quitte à rompre avec les règles du jeu incertaines héritées du passé.

Il est temps d'affirmer la primauté de l'intérêt collectif sur la logique des appareils financiers qui dominent et contraignent beaucoup trop l'économie du logement social.

Quatre ans de gouvernement de gauche : les bases d'une nouvelle politique agricole

Contribution présentée par Bernard THAREAU, G. GAROT, Jean-Louis JOSEPH, P. LOUBET, Jean-Pierre BALLIGAND et G. POIRIER.

1 - Un Français sur quatre vit dans une commune rurale. Les ouvriers y sont maintenant plus nombreux que les agriculteurs (un actif sur trois est ouvrier, un sur cinq est agriculteur). Pourtant, les zones rurales évoquent encore aujourd'hui une agriculture archaïque, avec un comportement rural conservateur. Cette image, qui date de plus de trente ans, s'impose trop souvent à la vie politique, alors qu'elle ne correspond plus à la réalité économique et sociale.

Les communes rurales ne sont plus en marge de la société moderne, mais, au contraire, comme le milieu urbain, un lieu d'innovation économique et sociale dynamique. La petite industrie, l'artisanat, le tourisme sont en expansion dans de nombreuses régions. D'autres sont en régression en raison de la disparition même de l'agriculture.

Pourtant l'agriculture est indispensable à la nation, quant à la sécurité alimentaire, la mise en valeur du territoire et l'emploi. L'agriculture et l'agro-alimentaire constituent une branche d'activité essentielle pour notre commerce extérieur et pour les emplois qu'ils représentent et les grands équilibres écologiques.

Les exploitations se sont rapidement modernisées, et, au sein de la Communauté économique européenne, la majorité d'entre elles sont très performantes. Cependant, cette transformation rapide de l'agriculture s'est réalisée avec de très grandes disparités entre les exploitants. Elle fait que nous sommes aujourd'hui sur une pente qui conduit vers les 5 % de population agricole, ce qui risque encore d'augmenter la concentration et d'intensifier la désertification. Se pose alors le problème de l'occupation de l'espace et du maintien d'un tissu social suffisant dans certaines zones.

2 - Le choix des socialistes est celui d'une complémentarité entre l'agriculture et l'aménagement rural répartissant les hommes et les productions pour le dynamisme des régions.

Le projet socialiste pour l'agriculture doit chercher à mieux répartir les moyens de production et les aides de l'État entre les régions, entre les productions et entre les exploitants, pour permettre un aménagement équilibré de l'espace rural.

Ce projet est un enjeu et une référence pour tous les pays à dominante agricole et rurale ; c'est le cas particulièrement des pays du tiers monde, qui doivent se protéger des importations massives de produits agricoles à bas prix. Ils devraient être aidés à encourager l'organisation et la responsabilité de leurs populations rurales en vue de leur développement propre.

3 - En 1981, les propositions de François Mitterrand inspirées du projet socialiste, réaffirmaient la volonté de poursuivre la modernisation de l'agriculture par une meilleure insertion des populations rurales dans la société française. Le programme soulignait la préoccupation des socialistes de réduire les écarts économiques et les inégalités sociales par la promotion d'autres modèles de développement et la mise en place d'une politique plus sélective en faveur des petits et moyens agriculteurs.

Les lois sur la formation et la décentralisation adoptées depuis quatre ans vont dans ce sens :

- la décentralisation incite les collectivités territoriales à prendre en

charge plus que par le passé, le développement économique et l'aménagement de leur espace,

- la loi sur la montagne a aussi les mêmes ambitions,

- en complément des actions en faveur de la modernisation de notre système d'enseignement, les lois sur la formation professionnelle et l'enseignement agricoles, et la loi sur les offices qu'il convient de valoriser les connaissances indispensables à la pratique des métiers de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. Elles décloisonnent la formation de ce secteur.

4 - Dans le domaine de la politique économique agricole, le travail tant législatif que réglementaire a été considérable : la politique foncière, l'extension de la fiscalité au bénéfice réel, les aides accrues à l'installation des jeunes agriculteurs, et la loi sur les offices qu'il convient de valoriser en leur donnant les moyens d'orienter la filière et de contrôler la répartition des charges et des marges au sein de celle-ci.

La reconnaissance de la pluralité syndicale a permis de faire progresser les pratiques démocratiques dans un secteur marqué depuis longtemps par un monopole syndical. Il s'agit aujourd'hui de prendre des dispositions pour élargir cet espace de liberté.

Malgré leur ampleur, ces mesures paraissent à beaucoup de militants en retrait par rapport aux engagements d'il y a quatre ans. Ce décalage entre les mesures proposées et les décisions prises peut s'expliquer par l'hostilité manifestée des organisations professionnelles et cela en dépit de l'accord d'une grande majorité d'agriculteurs avec les propositions du Parti et du gouvernement ; ce décalage s'explique également par l'importance des nouvelles contraintes de la politique agricole commune et la modification rapide des conditions économiques, tant dans le domaine foncier (augmentation des terres disponibles) que dans celui des excédents structurels non commercialisables.

La conjoncture très difficile des marchés européens, accentuée par la guerre économique des États-Unis, a accru les disparités de revenu au détriment des éleveurs, particulièrement des éleveurs bovins, et cela malgré les efforts entrepris par le gouvernement (sur les trois dernières années, quand le revenu moyen en francs constants augmente de 3 %, celui des éleveurs baisse d'autant).

5 - La C.E.E. a été confrontée à des décisions inéluctables de maîtrise des volumes et des productions, qui furent la conséquence comme l'avait maintes fois rappelé le Parti Socialiste, des errements d'une politique européenne menée jusqu'alors ; les socialistes en avaient fait la triste prévision et c'est pour ces raisons qu'ils ont depuis longtemps défendu une nécessaire réforme de la P.A.C. Néanmoins, dans les domaines extrêmement sensibles du lait et du vin, le gouvernement a été en mesure d'assurer une protection efficace des intérêts des agriculteurs français.

Alors que les organisations professionnelles conservatrices proposent de façon démagogique une augmentation des prix et des volumes, les socialistes français reconnaissent que la maîtrise et la répartition des volumes est indispensable à la nécessaire progression du prix des produits et des revenus des exploitants. Dans une situation de marché où l'offre est supérieure à la demande, refuser de maîtriser les volumes ne peut que conduire à un effondrement des prix à la production. Chirac et la



droite proposent moins d'État en agriculture. Que veut dire ce libéralisme lorsque les 2/3 du revenu agricole sont composés d'aides publiques et de subventions ? Ils veulent sans doute copier l'agriculture américaine qui connaît actuellement tous les records de faillite !

Rappelons que la droite avait fait perdre 20 points de revenu moyen aux agriculteurs sous Giscard alors que la gauche a permis un rattrapage de 12 points et demi en 4 ans...

La relance des politiques structurelles et des politiques régionales de la C.E.E. doivent également être le complément des organisations de marché pour atténuer les écarts croissants de potentiel économique et de revenu.

En ce qui concerne l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la communauté, la longueur et la difficulté des négociations ont montré l'ampleur des problèmes rencontrés, mais aussi le sérieux apporté par le gouvernement à les résoudre dans le respect des intérêts de chacun. Les demandes formulées dès 1979 par le Parti Socialiste, notamment sur les fruits et légumes, le vin et les programmes intégrés méditerranéens, ont été prises en compte, et les socialistes doivent contribuer à faire de cet élargissement à deux peuples amis une réussite, garante de l'avenir de l'Europe.

6 - La P.A.C. consuit l'outil privilégié d'intervention économique sur l'agriculture française, mais les pouvoirs publics nationaux conservent des domaines spécifiques d'intervention, en particulier, et dans une part importante de l'attribution des aides qui forment une partie du revenu des agriculteurs.

Le Parti Socialiste attache une grande importance à l'harmonisation des régimes sociaux et fiscaux. Pour les agriculteurs cela nécessite la transparence complète des revenus individuels. Avec un statut rénové, définissant la nature juridique de l'exploitation, les hommes, les femmes, les jeunes de l'agriculture pourront prétendre à l'harmonisation des régi-

mes sociaux, y compris la retraite à 60 ans. Le coût budgétaire pour l'État de certaines mesures sociales indispensables, telle que la retraite à 60 ans, implique qu'elles soient réalisées par étapes et qu'elles correspondent à une plus juste contribution des agriculteurs en fonction de leur revenu, suivant des méthodes simples et facilement accessibles. D'un autre côté, la politique des structures sera à adapter à cette nouvelle réalité.

Le type de développement de l'agriculture française doit rester au centre des préoccupations du gouvernement. En refusant une agriculture duale, qui signifierait l'exclusion économique de plusieurs dizaines de milliers d'exploitants agricoles, les socialistes font le choix de promouvoir une agriculture diversifiée, fondée sur la maîtrise par les agriculteurs eux-mêmes de leur propre développement et l'accès de tous aux conseils techniques et économiques adaptés : et cela est d'autant plus primordial dans un contexte d'excédents pour les systèmes de production qui se sont le plus lancés dans le modèle productiviste. Mais cette diversification ne devra pas être pour autant encouragée au détriment de la recherche d'une plus grande valeur ajoutée pour l'activité agricole.

Dans cette perspective, l'installation des agriculteurs doit constituer un secteur privilégié d'intervention des pouvoirs publics et de nouveaux modes d'installation doivent être recherchés pour améliorer les conditions de transmission des exploitations.

En quatre ans, malgré les difficultés de la conjoncture économique, les socialistes ont contribué à établir les bases d'une nouvelle politique agricole. Il faut maintenant valoriser les acquis et engager les réformes structurelles indispensables pour rendre cette politique irréversible, mobiliser les forces sociales. Il s'agit au premier plan de la réforme des statuts afin d'aboutir enfin à l'harmonisation des régimes sociaux et à la réduction des inégalités.

Contributions non publiées

La commission désignée par le Bureau exécutif, pour statuer sur la publication dans ce journal des contributions déposées avant la date limite, s'est réunie dans l'après-midi du 15 mai. Elle était composée de Bertrand Delanoë, Pierre Carassus, Roger Fajardie, Gérard Fuchs, Marie-Noëlle Lienemann, Françoise Seligmann. Elle a appliqué strictement les critères adoptés à l'unanimité par le Bureau exécutif : elle a donc retenu, pour être publiées, les contributions signées par un ou plusieurs membres du comité directeur, et celles qui avaient été adoptées par des fédérations.

Il nous paraît cependant utile de faire connaître à l'ensemble des militants du parti la liste des contributions que nous avons reçues et que nous avons dû écarter, soit parce qu'elles ne répondaient pas aux critères retenus, soit parce qu'elles sont arrivées trop tard, la date du 15 mai étant l'extrême limite pour permettre la diffusion de ce journal au moment où s'ouvre le débat dans les sections. Toutes ces contributions sont classées. Elles seront mises à la disposition du comité directeur de synthèse qui se réunira les 24 et 25 août prochains et il en sera largement tenu compte.

Françoise SELIGMANN

ARDENNES

- Lucien Bauchart (Charleville)

CALVADOS

- Jacques Dubois
- Section de Tilly-sur-Seulles

CHARENTE

- Fédération
- Section de Jarnac
- Section de Confolens

CHER

- Section de Baugy

CORSE-DU-SUD

- Section d'Aullène

CÔTE-D'OR

- Pierre Vidal

CREUSE

- Fédération

EURE

- A. Gombert et 7 camarades (Évreux)
- Y. Lermat et 11 camarades (Évreux)

FINISTÈRE

- Section de Ploudalmezeau

HAUTE-GARONNE

- Liberto Marin - Yves Morandini

GIRONDE

- Section de Coutras

ILLE-ET-VILAINE

- Section de Redon

ISÈRE

- Jean Coche - Roland Alimondo (Échirolles)

JURA

- M. Faye
- Morez

LOIRET

- René Vergnaud - Claude Denardi - Yves Martinez

LOT

- Fédération

LOT-ET-GARONNE

- Guy Berry (Villeneuve-sur-Lot)

MORBIHAN

- N. Metairie, 1^{er} secrétaire fédéral et 23 camarades

NORD

- Denise Cacheux

OISE

- Section de Nogent-sur-Oise

HAUTES-PYRÉNÉES

- Section de Tarbes

BAS-RHIN

- Georges Hoffmann + camarades diverses régions

SAÔNE-ET-LOIRE

- François Laplace

HAUTE-SAOIE

- Jean Ducret

PARIS

- Christian Berthier, délégué national aux cadres

YVELINES

- Section de Viroflay
- MJS
- Paul Abela - Catherine Aubert - Alain Aubert (Rambouillet)
- Vincent Germa (Élancourt)

TARN

- Claude Roque et 15 camarades

VAR

- René Basse, 1^{er} secrétaire fédéral
- P. et J. Aubrun et 27 camarades

VENDEE

- Philippe Puaud - Jean-Louis Berland

SEINE-SAINT-DENIS

- S. Barral et 18 camarades

GUADELOUPE

- Fédération : 2 contributions

MARTINIQUE

- Michel Yoyo, 1^{er} secrétaire fédéral et 6 camarades

RÉUNION

- Fédération

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

- Section de Washington
- Section Éthiopie
- Section Niger
- Section Belgique

CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES

Alpes-Maritimes

Contribution n° 1

Éducation

L'investissement dans la ressource humaine est au cœur du projet socialiste. Emploi, formation et développement sont le triptyque pour l'avenir de la France.

Les socialistes, majoritaires au gouvernement comme à l'Assemblée nationale, sont seuls comptables devant la nation en matière d'éducation de la politique conduite depuis la victoire du 10 mai 1981.

Il importe dans ce domaine comme dans les autres, de faire connaître nos réalisations. Au bilan de la dernière législature de droite, opposons le bilan de la dernière législature de gauche à majorité socialiste. Aux projets de la droite, opposons le projet socialiste pour l'éducation en inscrivant chacune de nos propositions dans la durée et dans le cadre de la préparation des élections législatives de 1986.

1^{re} proposition : Assurer les bases de la démocratie à l'école en définissant par la voie législative un statut de l'élus social (représentant élu des parents d'élèves) pour que sa participation à l'ensemble des conseils soit effective et efficace.

2^e proposition : Prévenir l'échec scolaire en assurant la scolarisation de tous les enfants de 3 ans et plus à l'école pré-élémentaire dans un délai de 3 ans et pour ce faire, prévoir une loi de programmation ou un programme prioritaire spécifique.

3^e proposition : Assurer au sortir du système éducatif une formation qualifiante de base du niveau B.E.P. pour tous ceux qui ne s'engageront pas dans le second cycle long et pour ce faire, accroître les capacités d'accueil de l'enseignement technologique et professionnel long et court, sans oublier les classes passerelles (1^{res} d'adaptation). Il s'agit là d'un objectif ambitieux qui nécessitera dans le cadre de la loi de décentralisation de nouvelles négociations de contrats de plan État-région à l'horizon du X^e Plan.

Il est souhaitable que soit créée une Commission nationale Formation professionnelle, ainsi que des Commissions régionales et fédérales correspondantes.

Contributions n° 2

Urbanisme : logements sociaux

Faire du droit au logement un droit essentiel nécessite une politique de l'habitat qui fasse du logement social une priorité nationale.

La politique actuelle développée par le ministère de l'urbanisme et du logement présente un ensemble de caractères positifs :

- effort louable en matière de réhabilitation ;
- maintien des mêmes objectifs en quantités, malgré les problèmes économiques ;
- effort de modernisation et préparation de l'avenir (développement de la recherche, filière bois, habitat 88, modernisation des entreprises, de l'administration) ;
- amélioration de la vie quotidienne et du service rendu aux usagers ;
- soutien de l'activité économique (F.S.G.T.).

Ces dispositions, tout en étant méritoires, sont insuffisantes ou « fragiles ». Nous proposons pour les compléter :

1) l'abrogation de la loi 1977 (dite loi Barre), c'est-à-dire suppression de l'aide à la personne et retour de l'aide à la pierre (ce qui d'ailleurs va dans le sens de la planification du logement social).

2) le budget actuel est malade de l'A.P.L. Son système de revalorisation est basé sur des données mal adaptées qui entraîne, soit des problèmes de solvabilité, soit la création de ghettos.

Il faut unifier les systèmes d'aide (A.L.P. et allocation logement) et y substituer la notion de **taux d'effort**, disposition déjà abordée dans la commission Badet.

Améliorer le système des prêts d'État consentis aux organes d'H.L.M. en étalant les amortissements (50 ans au lieu de 35 ans) et en diminuant les taux d'intérêt. Ces dispositions permettraient de baisser les loyers.

4) Refuser toute fiscalisation du 1 % logement (salaire déferé des travailleurs, généré par les entreprises), généraliser sa maîtrise et sa gestion par les comités d'entreprise et les travailleurs et non par le patronat seul.

Contribution n° 3

La sécurité

Préambule

Les élections municipales partielles de Dreux en septembre 1983 ont donné le point de départ d'une « percée » de l'extrême-droite dans notre pays.

Les élections européennes qui ont suivi ont largement confirmé le succès électoral de cette formation qui y a recueilli près de 11 % de suffrages.

Les élections cantonales du printemps dernier ont confirmé nettement cette tendance. Le score du Front national, inférieur en valeur absolue, est même supérieur lorsque l'on considère que cette formation n'était présente que dans trois cantons sur quatre et si l'on compare les gains obtenus, notamment dans les cantons urbains.

La droite, du moins nombre de ses principaux leaders, a une large responsabilité dans la percée électorale de l'extrême droite (campagne des élections municipales de 1983, déclarations sécuritaires et alarmistes, cooptation de membres du Front national ou du P.F.N. dans les conseils municipaux).

Ce constat ne doit pas pour autant nous faire fuir nos responsabilités. Nous ne pouvons rester inactifs devant cette montée de l'intolérance, du racisme et de l'extrémisme.

La criminalité globale a quadruplé en vingt ans. Il s'agit là d'un véritable problème social.

Contrairement au discours de la droite, qui cherche à faire de l'insécurité, un terrain d'exploitation politique, nous pensons qu'il faut attaquer le mal à la racine.

1 - La lutte contre le chômage devra encore être intensifiée

- extension de 200 000 à 300 000 T.U.C. (dont l'âge pourra être porté de 21 à 23 ans) ;
- mise en place des C.F.R. ;
- maintien de la rigueur pour redresser et consolider les principaux indicateurs économiques.

Il est nécessaire d'équilibrer prévention, dissuasion et répression.

2 - La prévention de la délinquance

- Les résultats très encourageants des Conseils Départementaux et Communaux de prévention de la Délinquance ne peuvent que nous déterminer à accroître leur développement, leur implantation et leurs moyens. La composition de ces conseils sera élargie aux différents partenaires économiques et sociaux : représentants des associations de quartier de commerçants, de jeunesse, de parents d'élèves impliqués directement dans le tissu social.

- La progression de l'insécurité est un phénomène essentiellement urbain. L'accent devra donc particulièrement être mis sur la rénovation et le réaménagement des grands ensembles. Le financement de ces opérations pourrait s'effectuer par le lancement d'un grand emprunt national. Il convient de renforcer dès à présent les capacités d'intervention de la Commission de Rénovation sociale des quartiers.

- Dans les villes importantes, où se sont constitués peu à peu des quartiers périphériques à forte concentration de population, dans lesquels se manifestent avec plus d'acuité les phénomènes de petite délinquance : création de Conseils de



Quartier de prévention de la délinquance. Disposant d'un budget propre, ils devraient permettre d'apporter des réponses plus adaptées à chacun de ces quartiers.

– Cette initiative pourrait être popularisée par le lancement d'une opération « 1 000 associations, 1 000 projets, 1 000 quartiers ». Elle serait financée pour moitié par l'État, pour moitié par les différentes collectivités territoriales.

– La composition des Conseils de quartier sera orientée vers une large participation des différents acteurs sociaux (représentants des différents courants de pensée, des fonctionnaires, des responsables d'associations). L'octroi de décharges partielles de service à un ou plusieurs fonctionnaires habitant et travaillant sur le quartier pourrait permettre de coordonner ces actions.

3 - La modernisation de la police

– Elle fera l'objet d'un loi-cadre pluriannuelle et sera discutée devant le Parlement. L'effort doit porter sur la formation des policiers, la modernisation des moyens de lutte contre la délinquance, l'amélioration des locaux, leur implantation plus adaptée dans le tissu urbain.

– Les caractéristiques de la délinquance étant différentes d'un département à l'autre, les solutions doivent être étudiées directement sur le terrain par l'ensemble des acteurs sociaux afin de dégager des priorités.

Pour ce faire, les directions du ministère de l'Intérieur concernées par les problèmes de prévention et de répression de la délinquance devront s'accorder au plus vite sur proposition de leurs instances locales et après une large concertation avec les élus locaux pour déterminer les réalisations et les transformations concrètes à apporter dans chaque commune et dans chaque département.

– Le Parti Socialiste se devra de tout mettre en œuvre pour faire connaître ces mesures aux populations concernées.

4 - Quelques propositions pour un meilleur emploi des forces et des moyens

– Accentuation de l'ilotage.

– Redéploiement des personnels de police en fonction du nombre des délits constatés et du caractère particulier de certains départements (exemple : drogue sur la Côte d'Azur).

Plusieurs missions dévolues jusqu'alors à la police nationale seront confiées aux municipalités par l'intermédiaire d'un corps de gardiens municipaux, dont les prérogatives et les tâches seront clairement fixées :

- Sorties d'écoles,
- Stationnement (modalités à fixer),
- Circulation,
- Objets trouvés
- Service d'ordre lors de manifestations à caractère purement local, etc.

– Il faudra poursuivre l'effort déjà entrepris pour décharger la police nationale des tâches indues qui doivent être remplies par les administrations concernées.

Les atteintes aux biens (vols et cambriolages) sont restées en augmentation constante depuis 1972. Ces infractions renforcent incontestablement le sentiment d'intrusion et d'atteinte à l'intimité ressenti par les victimes.

– Ces petits vols et ces cambriolages sont donc une priorité tant sur le plan de la prévention que de la répression.

Prévention des vols à l'arraché

Les expériences d'associations de prévention et d'aide aux victimes seront développées et étendues sur tout le territoire national.

Leur financement sera assuré par les différentes collectivités territoriales.

Cambriolages

Intensification de la campagne de renforcement des portes palières de H.L.M. et extension aux autres logements.

Vols à la roulotte

Des dispositions sévères seront prises à l'encontre des receleurs et même des citoyens qui se feraient leurs complices (achat sans facture de matériel présenté à la sauvette).

Des dispositions particulières pourraient être prises notamment pour les autoradios (obligation de pose de postes à tiroir, par exemple).

Lutte contre la drogue

Renforcement des moyens de lutte de la police judiciaire en matière de toxicomanie tant en effectifs qu'en moyens matériels. Faire de cette lutte la mission prioritaire de cette direction de la police nationale dont les moyens de lutte, doivent s'adapter aux nouvelles formes du trafic. Porter un effort essentiel dans ce domaine, c'est réduire à terme les manifestations de petite et moyenne délinquance évoquées plus haut. Il convient de donner aux départements sensibles, tel celui des Alpes-Maritimes, département frontière et à vocation touristique les effectifs conséquents à la police judiciaire, pour lutter contre un fléau qui ne cesse de s'accroître.

5 - La modernisation de la justice :

– la réforme du Code pénal ;

– les crédits affectés au ministère de la Justice devront faire l'objet d'une augmentation substantielle dès le prochain budget.

Il est en effet important de poursuivre l'effort considérable entrepris dans le renforcement des moyens de la justice (effectifs, fonctionnement du Système judiciaire, revalorisation des personnels de l'administration pénitentiaire, renforcement des crédits de l'Éducation surveillée).

La loi instituant les peines de substitution (T.I.G.) doit prendre sa pleine mesure. Il est essentiel d'inciter les magistrats à y recourir chaque fois que possible, afin d'éviter que les petits délinquants primaires ne connaissent, dans des maisons d'arrêt, incapables d'assurer actuellement leur réinsertion, une contamination plus grave encore.

La modernisation des prisons existantes suroccupées, vétustes et trop souvent crimino-gènes fera l'objet d'un plan pluriannuel.

La démolition des prisons les plus vétustes situées intra-muros et la revente de ces espaces devrait permettre de financer pour partie la construction d'établissements modernes, aux dimensions humaines et adaptés aux exigences de notre temps (insertion socioprofessionnelle des jeunes délinquants notamment).

Réduire la délinquance, restaurer le sentiment de sécurité, telles sont les missions de la police et de la justice. Mais seules, ces institutions ne peuvent rien.

Il n'y aura de sécurité dans notre pays que dans la solidarité de l'ensemble des citoyens, que si on refuse toute démagogie et tout repli sur soi.

Tel est aujourd'hui le défi que nous devons relever :

« La SÉCURITÉ, c'est l'AFFAIRE de TOUS ».

Contribution n° 4

Désignation des candidats aux législatives

La désignation des candidats sur les listes en vue des élections régionales et législatives se fera à la proportionnelle des courants issus du congrès de Toulouse.

Après appel de candidature, chaque courant désignera les candidats qui devront s'insérer dans la liste définitive sur un consensus politique, notamment en ce qui concerne les élus potentiels dans le respect du choix proportionnel (quota des femmes comme des mandats notamment).

C'est une convention fédérale réunie sur demande de la C.E.F. qui ratifiera les listes définitives avant présentation de ces listes à la convention nationale.



Charente-Maritime

Contribution n° 1

Associations et Parti

Le mouvement associatif est le fondement de l'apprentissage de la vie démocratique. Il a, de tout temps, été l'objet de mesures et d'analyses favorables de la part des socialistes. Il a servi de « réservoir » militant, de champs d'expériences pour un élargissement de l'audience du Parti grâce à la présence, en son sein, de nombre de nos militants actifs.

En sens inverse, il a fait l'objet d'analyses politiques favorables de la part du Parti, qui a toujours incité ses militants à y œuvrer.

La structure association loi 1901, seul objet de notre réflexion ici, conduit à nombre d'excès qu'il est nécessaire de juguler. La transparence et « l'honorabilité » des associations, qui doivent conserver un fonctionnement strictement conforme à l'esprit et au texte de la loi de juillet 1901, ont été réclamées afin d'éviter les abus du paracommercialisme ou des sectes. C'est à ce prix que le mouvement associatif, basé sur le bénévolat et la non-lucrativité, retrouvera son intérêt premier.

La nécessité de militer à nouveau, après une période de désengagement relatif, a été reconvenue.

Alors que la droite estime que la montée de crédibilité de la gauche est due, en partie, à sa présence dans le milieu des associations, à son exemplarité, nous constatons que certains parmi nous s'en sont, soit désintéressés, soit lassés.

Il faut inverser rapidement cette tendance qui laisse le champ libre, dans ce milieu, à nos adversaires qui y construisent une stratégie de reconquête.

Les « cadres » bénévoles actuels peuvent s'interroger sur l'aspect concurrentiel de leurs actions par rapport au secteur rémunéré (un bénévole ne remplace-t-il pas un salarié ?) en période de chômage. Cela ne doit pas être démobilisateur et la non-lucrativité rend caduques ces interrogations.

Par ailleurs, le milieu associatif « social » s'adresse à des catégories relativement défavorisées. Dans un contexte économique difficile, elles sont peu susceptibles de progrès, ce que nous regrettons. C'est dans ce secteur que militent les gens de gauche. Le secteur associatif « plus

riche » de certains sportifs ou retraités a plus tendance à tomber aux mains de la droite. C'est là que notre effort de reconquête doit être intensifié même si, idéologiquement parlant, ces secteurs sont moins incitatifs à l'action des hommes et femmes de gauche.

La mobilisation passe par la prise de conscience, au sein de notre Parti, du fait que nous devons reprendre le militantisme associatif abandonné ou les actions spécifiques que nous n'exercions plus. Nous savons que la multiplicité des responsabilités exercées seulement par quelques-uns, et justifiées par le petit nombre des volontaires, est un des blocages opposés à ce renouveau.

La prise de conscience que nous voulons susciter sur cette question de la vie associative est une des conditions de l'élargissement de l'audience du Parti.

Contribution n° 2

Les élus du Parti sont les représentants du Parti et se sont engagés à défendre, dans leurs assemblées respectives, les principes définis par le Parti, tant dans les statuts du Parti que dans les textes de convention ou de congrès.

Les députés ne sauraient exclusivement se satisfaire des propositions de lois établies par le gouvernement. Ils doivent faire avancer les engagements socialistes.

Il appartient aux élus du Parti de formuler toute proposition allant dans le sens proposé par le Parti.

Ainsi sont jugées prioritaires de la section les réformes ci-dessous, demandées par la gauche :

- réforme du système fiscal vers un maximum de justice ;
- loi des 35 heures et du partage du travail ;
- réduction du service national ;
- dissolution de l'ordre des médecins et de tous les ordres professionnels ;
- réforme du temps scolaire.

Finistère

Avec l'élection des Conseils régionaux au suffrage universel en mars 1986, c'est à la fois le dernier étage de la décentralisation qui se met en place et l'accession à la majorité politique qui est reconnue aux régions.

En cinq ans, il en aura été fini de la tradition centraliste multiséculaire de la France. A l'instar de toutes les grandes démocraties, l'État aura libéré les collectivités territoriales de la pesanteur des tutelles administratives. Cette modernisation, c'est un gouvernement socialiste qui l'aura accomplie, alors même que la droite, de De Gaulle à Giscard, en passant par Pompidou, s'est avérée incapable de traduire ses velléités décentralisatrices dans le concret, la méfiance l'emportant toujours en définitive quand il s'est agi de développer la démocratie.

Et comment ne pas voir que la réussite d'une authentique décentralisation exige de prendre son assise dans une conscience forte de la région, de ses caractéristiques, de ses virtualités, de tout ce qui constitue sa personnalité. Or, celle-ci ne comporte pas que ses éléments physiques, ses richesses et possibilités économiques. L'élément humain est déterminant : la volonté de développement sera d'autant plus solide qu'elle prendra source dans l'existence d'une âme collective, d'une culture propre.

Cultures régionales et développement

De nombreuses régions de France sont riches de langues et de cultures distinctes. Ces langues, c'est partout le peuple qui les a maintenues. Il appartient aux socialistes d'en favoriser la promotion.

Nous avons conscience que l'identité régionale n'est pas vécue de la même façon sur l'ensemble du territoire. Et il ne s'agit pas de vouloir imposer partout, par un centralisme à rebours, un sentiment qui ne serait pas partagé. Mais respectueux des réalités, les socialistes se doivent de laisser à ceux qui le souhaitent, la possibilité de jouer à plein leurs spécificités, de s'épanouir dans leur différence.

Il importe qu'en France on réconcilie les cultures, qu'on cesse de les opposer, de les hiérarchiser, comme s'il en était de grandes ou de petites, d'inférieures ou de supérieures, alors que chacun exprime la vie d'un peuple, issu d'une terre donnée, avec son histoire et ses traditions, sa conception de la vie et des relations, ses modes de création, sa façon d'envisager l'avenir. Toute culture, en tant qu'expression de la vie des hommes, a droit à notre respect. Il est temps qu'en France on affirme que le développement des cultures régionales ne se fait pas en antagonisme avec la culture française, mais que c'est un des moyens de renforcer la

Acquis de la décentralisation

Car tel est bien le sens de la décentralisation pour les socialistes : aller vers plus de démocratie, vers plus de responsabilités, afin que les solutions aux problèmes du quotidien soient apportées le plus près possible du lieu où ils se posent, que les collectivités humaines retrouvent la maîtrise de leur avenir. C'était réalisé à partir de 1982 pour les communes et les départements. Il restait à faire des régions, des collectivités territoriales à part entière.

La région est, en effet, l'échelon le mieux adapté pour appréhender un certain nombre de problèmes : aménagement du territoire et développement économique, environnement, transports... C'est aussi un lieu où le dialogue avec tous les acteurs (collectivités locales, associations, acteurs économiques et sociaux...) peut déboucher sur la coordination des actions entreprises et la mise en place d'une planification concertée, se traduisant par une politique de contrats d'objectifs.

Mais on comprendra que des socialistes bretons, conscients de vivre dans une région fortement typée, mettent l'accent sur l'atout que peut représenter l'existence d'une culture originale, d'une identité marquée facteur de dynamisme.



position de la France dans le monde. Il est temps qu'en France on proclame que l'affermissement des identités régionales n'est pas un facteur d'affaiblissement mais au contraire qu'il est à la fois un enrichissement du patrimoine national et un levier pour le développement des régions.

Propositions

Les socialistes bretons, sont bien placés pour savoir que l'ouverture déjà ancienne aux questions régionales, n'est pas sans influence sur les succès que le Parti Socialiste remporte en Bretagne depuis 1973. Ils souhaitent que le renforcement de la décentralisation au niveau des régions, que la reconquête des identités régionales, s'inscrivent pleinement dans les objectifs du Parti Socialiste.

1 - Sur le plan institutionnel, il nous paraît nécessaire de mieux définir la struc-

ture et le fonctionnement de l'exécutif régional, de façon à éviter qu'un nouveau centralisme, régional cette fois, ne remplace le précédent.

2 - Afin de prendre réellement en compte la dimension culturelle du développement régional, il convient d'élargir le Comité Économique et Social à un collège de représentants des associations et du monde culturel, en nombre significatif.

3 - Avec la création du Conseil National des Langues et Cultures de France, annoncé le 1^{er} février 1985 à Rennes, par le Président de la République, l'État reconnaît aujourd'hui leur légitimité. Il s'agit maintenant de permettre leur expression, en leur donnant, dès cette année, le statut général annoncé par François Mitterrand, en mars 1981 à Lorient. Ce statut définira la place que doivent prendre les langues et cultures de France dans l'éducation, la radio-télévision, la vie publique et il devra préciser les moyens dégagés pour assurer leur promotion.

Ainsi sera stimulé le potentiel culturel des régions françaises, et avec lui le développement régional lui-même.

Loiret Un projet pour rassembler

En octobre à Toulouse, nous serons à six mois des élections législatives et le Parti Socialiste se trouve dans une situation qu'il n'a jamais connue et dont chaque militant comprend l'importance. Pour la première fois les socialistes seront jugés sur le bilan de leur action avant de l'être sur leur programme. Cela ne veut pas dire que nous devions renoncer à proposer de nouvelles avancées, bien au contraire, mais les nouvelles propositions doivent prendre en compte, ce qui a été fait, les réussites et les échecs, sinon nous perdrons toute crédibilité.

Nous ne pouvons nous contenter de reprendre ce qui n'a pas été réalisé, comme si seul le temps nous avait manqué pour réaliser nos objectifs alors que certains d'entre eux se sont révélés irréalisables. Il ne suffira pas non plus d'ajouter « un plus » ici ou là. Nous devons défendre ce qui a été fait, dire ce qui peut être amélioré, accepter de tenir compte de certaines évolutions et reconstruire un nouveau programme qui intègre les quatre années de gouvernement. Les difficultés de la période pourraient nous conduire à vouloir nous libérer du passé et repartir sur des « bases nouvelles » comme si nous étions encore dans l'opposition. Ce serait vain, mais il y a là un risque majeur pour le Parti Socialiste sur lequel il nous paraît utile d'insister.

Le projet du Parti Socialiste qui doit être défini à l'occasion du congrès de Toulouse, servira de cadre à l'action des socialistes en charge du Gouvernement, s'ils rencontrent la confiance des Français. Il guidera la campagne politique que l'ensemble du Parti mènera lors des prochaines élections législatives.

Les grands objectifs du Parti Socialiste doivent être affirmés dans le contexte nouveau qui se caractérise par un durcissement de la droite et par la crise économique. Parmi ceux-ci sachons réaffirmer et préciser le rôle et la place de l'État dans la modernisation du pays et la mise en œuvre d'une politique sociale face à la droite qui prône le retour au libéralisme et à l'individualisme. Dans le même esprit le Parti Socialiste doit poursuivre sans relâche le combat pour la défense des libertés qui constitue un acquis idéologique fondamental au moment où la droite propose des mesures concrètes contre les syndicats, contre la protection sociale et la solidarité, contre l'école publique... Le combat que nous proposons, doit être mené dans la clarté. Alors que la gauche est attaquée de toute part dans son identité même, le Parti Socialiste doit affirmer sa volonté de rassembler l'ensemble des forces politiques et sociales de la gauche autour d'un projet renoué.

1 - Défendre le bilan

La valorisation de ce qui a été fait ne posera pas de problèmes entre nous. Nous serons tous d'accord pour nous prévaloir : de la 5^e semaine de congés, de l'ouverture du droit à la retraite à 60 ans, des lois Auroux, de la création des offices par produit, de la progression du pouvoir d'achat du S.M.I.C., du minimum vieillesse et des prestations familiales, de l'exonération fiscale des bas revenus (500 000 ménages), de l'instauration de l'impôt sur les grandes fortunes, de la décentralisation, de la réussite des nationalisations, de l'abolition de la peine de mort, de la suppression des juridictions et lois d'exception, de l'autorisation des radios locales, de l'instauration d'une carte unique de 10 ans pour les immigrés...

Nous savons tous que dans ces domaines, beaucoup a été fait, souvent le maximum de ce qui pouvait être fait.

Tout ceci n'aurait pas été possible ou aurait été emporté dans la bourrasque si le gouvernement n'avait, grâce à la politique de rigueur, engagé la bataille contre l'inflation et le déficit de la balance des paiements, puis obtenu les premiers résultats encourageants. Alors, si nous reprenons à notre compte un certain nom de résultats, nous devons aussi prendre en charge les contraintes qui ont été imposées.

Si les socialistes ont gagné en crédibilité, c'est d'abord grâce aux résultats obtenus dans le domaine économique alors que c'est justement sur ce terrain qu'ils étaient, avant 1981, les plus vulnérables. Pour faire des réformes sociales, les Français leur faisaient confiance, pour gérer l'économie c'est moins évident. Si le franc n'est plus attaqué sur le marché international, c'est grâce à la politique de rigueur. Il vaudrait mieux que tous les militants socialistes soient convaincus qu'il s'agit là d'un grand succès.

Dans ce domaine, il ne saurait y avoir de combat honteux.

2 - Améliorer ce qui a été fait Lutter contre le chômage

Dans ce domaine, nous devons explorer toutes les solutions.

Éliminons tout d'abord le faux débat sur la croissance. Nous sommes tous d'accord pour chercher à obtenir le taux de croissance le plus élevé possible, et nous le croyons aussi, tous d'accord pour ne pas nous satisfaire de solutions à court terme qui compromettraient irrémédiablement l'avenir.

Les militants et l'opinion publique comprennent de mieux en mieux que nous ne pouvons nous affranchir d'un trait de plume des contraintes internationales. Nous connaissons les limites des politiques de relance et il nous faut agir autrement :

- en matière de fiscalité : nous ne devons pas renoncer à notre objectif de modernisation et nous devons donc maintenir une fiscalité favorable à l'investissement mais, dans le même temps, et c'est parfois contradictoire, nous devons réexaminer toutes les mesures fiscales qui pénalisent l'emploi à l'excès. Les aménagements de la taxe professionnelle doivent être poursuivis, s'il n'est pas possible de la supprimer à court terme. Les aides à la création d'emplois par la création d'entreprises gagneraient à être privilégiées dans la mesure où le contrôle de leur efficacité serait mieux assuré et, ce qui ne coûte rien, les procédures de création d'entreprises devraient être encore simplifiées ;

- le partage du temps de travail : cette mesure n'est pas une solution miracle mais elle doit être intégrée à un ensemble et être proposée à la négociation. Qu'il y ait ou non maintien intégral du salaire, une réduction du temps de travail accompagnée d'une meilleure modulation du travail, à équipements constants, doit permettre de créer des emplois. Tout ceci doit se négocier par branches et entreprises, l'État pouvant favoriser cette négociation par l'attribution d'avantages fiscaux.

Enfin les partis socialistes européens devraient sur un point comme celui-là engager une réflexion commune.

- Le travail à temps partiel : les syndicats et le Parti Socialiste ont été longtemps réservés, voire franchement hostiles au développement du travail à temps partiel alors que beaucoup de travailleurs souhaitaient utiliser cette possibilité. Des aménagements ont déjà été réalisés, de nouvelles propositions devraient être avancées et les freins qui subsistent, en particulier dans les services publics (non-remplacement du temps partiel), peuvent être levés.

- Les cumuls emploi-retraite : les militants doivent savoir que la source de création d'emplois à partir de la limitation des cumuls est faible mais ils considèrent, à juste titre que ce qui a été entrepris dans ce domaine est dérisoire. Toutes les solutions, entre l'interdiction pure et simple et la forte pénalisation de l'employeur, doivent être étudiées.

- Gestion de l'emploi : la modernisation et la décentralisation de l'A.N.P.E. doit être poursuivie et accélérée.



2 - Développer la solidarité et la justice sociale

Chômeurs en fin de droits

Nous serons jugés sur les résultats obtenus dans la lutte contre le chômage. Ils ne sont pas négligeables, comparés à ceux qui ont été obtenus dans d'autres pays d'Europe, mais nous serons aussi jugés selon la façon dont nous aurons traité les chômeurs.

Le Président de la République a annoncé que des mesures seront prises rapidement en faveur des chômeurs en fin de droits. Il est en effet urgent que cela soit entrepris.

Aucun nouvel allègement fiscal ne doit être décidé tant que ce problème n'aura pas trouvé un début de solution. Le relèvement du minimum vieillesse a été un puissant facteur de lutte contre la pauvreté. Ce serait un grave échec si nous laissions s'installer une nouvelle zone de pauvreté.

Le minimum social garanti

Cette mesure doit être étudiée avec sérieux et ses conséquences financières doivent être évaluées avec précision avant que des propositions ne puissent être avancées. Ce problème pourrait être soumis à la commission compétente du Plan.

Justice fiscale

L'impôt a peut-être atteint les limites du tolérable et la baisse du taux des prélèvements obligatoires est certainement un objectif politiquement juste mais elle nous paraît être soumise à deux conditions :

- nous ne pouvons poursuivre la baisse des prélèvements obligatoires si nous risquons de remettre en cause l'effort de justice sociale qui a été entrepris au début de la législature ou d'affaiblir la protection sociale des plus démunis. Exonérer 500 000 ménages de l'impôt sur le revenu est socialement et politiquement juste. Baisser les taux d'imposition de façon uniforme conduit à une régression sociale que notre électorat ne peut comprendre et qui dans un contexte de crise ne nous paraît pas prioritaire ;

- la baisse des prélèvements obligatoires ne peut être poursuivie tant que ne seront pas résolus certains problèmes touchant à la solidarité nationale ; chômeurs en fins de droits, grande pauvreté.

Poursuivre la lutte contre l'inflation et gérer les conséquences négatives de la désinflation

Des résultats remarquables ont été obtenus dans la lutte contre l'inflation mais nous avons privilégié la politique monétaire et nous nous sommes assez peu attaqués aux causes structurelles de l'inflation que nous dénoncions naguère : le coût du crédit aggravé par l'endettement des entreprises, même si ce dernier est heureusement en voie de réduction, les réseaux de distribution et le système de formation des prix.

Le champ est vaste, les progrès seront lents. La bataille vaut la peine d'être menée. La désinflation n'a pas que des avantages. Elle freine certaines anticipations et conduit à différer certaines décisions d'investissement. Cela est particulièrement vrai dans le domaine du logement.

La politique de crédit doit être adaptée à cette situation et résolument modernisée. Les formules de prêts à taux variables, indexés à la baisse, doivent être développées systématiquement.

Poursuivre la décentralisation

L'œuvre entreprise est irréversible ; elle doit être poursuivie, clarifiée et améliorée notamment pour ce qui concerne les modes de représentation. En particulier, les modes d'élections gagneraient à être harmonisés. On comprend mal les raisons pour lesquelles les élections au Conseil général continuent d'avoir lieu au scrutin cantonal majoritaire à deux tours alors que la décentralisation interdit toute tutelle d'une collectivité locale sur une autre. Les compétences départementales nouvelles ne justifient pas que la représentation géographique soit à ce point privilégiée.

A contrario, les solidarités d'agglomération sont de plus en plus fortes et des décisions d'investissement importantes se prennent à ce niveau. Le contrôle démocratique du citoyen se trouverait renforcé si un conseil d'agglomération était élu au suffrage universel direct.

Droits de l'homme

Les gouvernements Mauroy et Fabius ont réalisé dans ce domaine une œuvre gigantesque.

Moderniser la justice

L'arsenal juridique a été débarrassé de scories antidémocratiques et beaucoup a été fait pour améliorer les droits de la défense et pour faire reconnaître les droits des victimes, mais il faut maintenant réconcilier la justice et l'opinion publique. La justice n'est pas responsable de la montée du sentiment d'insécurité. Elle est en réalité l'une

des plus répressives d'Europe. Notre problème est de faire comprendre que la détention préventive est souvent utilisée de façon excessive faute de moyens de contrôle judiciaire suffisants et que les petites peines d'emprisonnement sont inefficaces et souvent dangereuses car elles aggravent la marginalisation du condamné et facilitent ses contacts avec le milieu.

La réforme du code pénal est urgente et le développement des peines de substitution une nécessité abolue, mais il faudra aussi, les derniers événements l'ont montré, accroître l'effort de modernisation et de construction des prisons.

La lutte contre le sentiment d'insécurité

La commission Bonnemaison a fait un travail remarquable en mettant l'accent sur la prévention et l'animation sociale. Elle a aussi contribué à démontrer que la répression ne résolvait pas les problèmes. Ce travail a été conduit avec des maires de l'opposition. Il doit être amplifié.

Le gouvernement doit proposer aux collectivités locales qui veulent s'engager dans une politique de prévention des contrats pluriannuels. La modernisation de la police reconnue comme indispensable pourrait être engagée en priorité dans les villes qui s'engagent à mener une concertation entre les services compétents et une politique préventive sur le terrain.

La lutte contre le racisme

La dénonciation du racisme, la condamnation des actes racistes, le combat contre l'extrême droite sont nécessaires mais il n'est pas certain que ces modes d'action politique soient très efficaces car ils font appel à la raison pour lutter contre des comportements qui sont très largement irrationnels.

Là encore, nous devons demander aux collectivités locales d'être les acteurs principaux de la lutte contre le racisme non pas tant en faisant du prosélytisme qu'en agissant concrètement (concertation avec les associations d'immigrés, aide à l'apprentissage des langues maternelles, développement des cultures locales, amélioration de l'accueil des immigrés dans les services municipaux, politique de logement adaptée...).

Le parti quant à lui, ne doit pas renoncer à défendre face à l'opinion publique l'idée du vote des immigrés aux élections locales. Il doit en préciser les conditions et militer pour l'inscription sur les listes électorales des enfants d'immigrés nés en France.

3 - Ecole et formation

Nous avons choisi de ne pas traiter le problème de l'école dans le cadre restreint de cette contribution. Nous sommes bien conscients du fait que le parti ne peut rester muet sur cette question fondamentale pour l'avenir de notre société et nous souhaitons vivement que le parti mette à profit la période de préparation du congrès pour avancer des propositions qui respectent nos convictions laïques et qui prennent en compte l'évolution des mentalités.

4 - Quelques éléments pour rénover notre projet

Sur l'entreprise et la société d'économie mixte

Le gouvernement a fait évoluer l'opinion des socialistes sur l'entreprise.

La réhabilitation de l'esprit d'entreprise a été perçue comme une nécessité pour lutter contre le chômage. Le parti doit, dans ce domaine, approfondir son analyse. L'économie française a besoin de dirigeants d'entreprises dynamiques, inventifs. L'esprit d'initiative n'est pas une valeur que la droite peut confisquer. Créer une entreprise ne doit pas être un privilège capitaliste. Le gouvernement a décidé de faciliter la création d'entreprises et nous pensons que cette action doit être développée. Cela n'aurait aucun sens si nous ne redéfinissons pas notre analyse de l'entreprise.

Cela nous sera d'autant plus facile que nous intégrerons l'entreprise publique dans notre analyse, ainsi que le secteur de l'économie sociale que nous devons continuer de promouvoir. Nous avons donné une grande autonomie de gestion aux dirigeants des entreprises publiques. C'était une nécessité et une garantie de succès. Nous montrions ainsi que la fonction d'entreprise est spécifique et qu'elle n'est pas strictement déterminée par le mode d'appropriation.

Nous avons ainsi développé, sans la théoriser, une société d'économie mixte qui existait d'ailleurs avant nous. Il apparaît clairement que les socialistes dans leur ensemble ne souhaitent pas une extension massive du secteur nationalisé et considèrent que la confrontation sur le marché national ou international des entreprises des secteurs publics et privés est une garantie d'efficacité.

Entre le libéralisme sauvage qui écrase les faibles et l'économie administrative inefficace, tous deux dangereux pour les libertés, la société d'économie mixte apparaît de plus en plus clairement même si cela reste implicite, non pas comme une phase transitoire mais comme notre projet lui-même.

Le compromis et la négociation sociale

Dans la motion de Valence, un passage important était consacré au changement.



Le compromis y était défini « comme la résultante d'une multitude de décisions dont chacune aura apporté une modification ponctuelle à ce qui existait jusque-là » et l'intervention des forces populaires et de leurs organisations pour favoriser le changement était souhaité. Cette intervention a été faible.

De nouvelles propositions, tendant à relancer concrètement la négociation sociale, doivent être intégrées à notre projet. Le champ d'intervention est vaste : organisation du temps de travail, protection sociale, politique familiale, éducation, formation, la vie en ville, le logement, les transports, la consommation...

Après avoir décrit une partie des problèmes qui se posaient à nous, il nous paraît nécessaire de préciser notre position sur les alliances que le parti socialiste peut envisager. L'union de la gauche, en tant qu'union des partis de gauche, a volé en éclats. Le parti communiste a choisi l'isolement sectaire et protestataire. Il bloque ainsi toute perspective d'alliance pour une durée indéterminée. Le comportement de son électorat est heureusement beaucoup plus incertain et le parti socialiste doit continuer de s'adresser à l'ensemble de l'électorat populaire ; il ne doit pas renoncer à parler au nom de toute la gauche.

Mais il doit le faire sur la base de propositions positives et non en termes d'accord d'appareils qui ne sont plus crédibles.

A droite, la situation est très confuse. Plus la droite parle d'union, plus elle se divise. Il n'y a qu'un point sur lequel elle apparaît unie, c'est sur sa volonté de battre les socialistes. Ceci rend vain toute démarche centriste fondée sur la recherche d'accords avec quelques leaders. La compétition acharnée des leaders de droite dans la perspective des présidentielles est un puissant facteur de division qui les empêche de proposer ensemble une alternative crédible et qui les pousse à certaines surenchères. Ceci crée une situation certes dangereuse mais dont nous devons tirer profit.

Le Parti Socialiste n'a pas le choix. Il doit appeler au rassemblement mais il doit le faire sur la base d'un projet politique nouveau qui rende crédible cet appel. Nous ne pouvons appeler à nous des électeurs qui nous ont quittés en leur jetant à la figure que nous n'avons changé en rien après quatre ans de gouvernement dirigé par un socialiste. Ceci n'implique pas, bien au contraire, que nous devons renoncer au fond de notre projet. Nous devons continuer de proclamer que notre projet c'est : la solidarité et la justice sociale, la défense des droits de l'homme, le développement de la responsabilité et de l'initiative et la poursuite de la modernisation et du redressement économique de la France. Avant de parler des alliances, il faut que le P.S. définisse le contenu de son projet de rassemblement.

Maine-et-Loire

Contribution n° 1

Pourquoi, alors que le bilan économique de notre gouvernement est relativement flatteur, que des réformes de structure ont été mises en œuvre, en sommes-nous arrivés à cette situation d'une gauche si peu sûre d'elle-même et ayant perdu de son influence ? Le désaveu que nous porte aujourd'hui la population et particulièrement les travailleurs se cristallise sur l'aggravation du chômage. Les réformes de structure, d'autre part, n'ont pas atteint les citoyens dans leur vie quotidienne. Nous avons fait preuve de beaucoup de timidité par exemple quant à la décentralisation de l'État, quant à l'idée motrice de « rendre le pouvoir aux citoyens », quant aux droits d'expression des travailleurs.

Un projet pour la France

En cette deuxième moitié des années 80, nous souvenant que le « changer la vie » des années 70 a permis la victoire de 1981, il nous faut redonner sens au socialisme à bâtir en France.

Le temps est venu où, à l'épreuve du pouvoir, ayant pu confronter nos thèses aux réalités, aux évolutions, hommes et femmes d'espoir, nous pouvons et devons, aujourd'hui, être les témoins et les acteurs du changement.

Acceptons que le débat s'instaure afin de vérifier si ce qui nous rassemble, si les idéaux qui nous animent résistent bien, et à quelles conditions, aux contraintes et aux obstacles du réel.

Au projet sans rigueur et à la rigueur sans projet doit succéder un projet socialiste rigoureux. Rigoureux dans son orientation comme dans la précision et la délimitation de ses objectifs. Ne nous laissons pas enfermer dans un programme-catalogue, volumineux, cherchant à solutionner par avance toutes les questions. Les idées maîtresses du socialisme demeurent. Mais les modèles retenus – politiques, économiques, sociaux, culturels – ne sont pas immuables.

Ce projet, dont la vision est à plus long terme, exprimera le type de société à la construction de laquelle nous entendons participer. Il doit s'agir de quelques grands axes de la stratégie de transformation sociale d'une part et des pratiques politiques quotidiennes qui l'illustrent. Il s'agit, nous appuyant sur les traditions du socialisme, y compris celle d'autogestion, d'intégrer les données de notre temps, d'assumer les incertitudes économiques et sociales, d'imaginer des solutions neuves favorisant les libertés les plus fondamentales : la liberté du travail et l'emploi, la liberté de l'esprit et les formations, la liberté de vie et les temps de vivre.

Un Parti redynamisé

Il est urgent que le Parti réfléchisse et propose. Avant de faire table rase ou de se renfermer dans un conservatisme frileux nous voulons que soient organisés de vrais débats hors l'enjeu des pouvoirs interne au Parti. Notre dernier congrès n'avait-il pas insisté déjà sur la nécessité d'avancer quant aux questions soulevées par exemple

concernant le partage du travail et des revenus ? Moderniser notre pays passe aussi par moderniser notre pensée, de telle sorte qu'une véritable remise en cause puisse s'opérer si telle est la volonté des adhérents.

Militants du Parti Socialiste, nous voulons que la politique du P.S. soit définie de l'intérieur. Nous refusons que notre parti devienne une chambre d'enregistrement ou une instance de désignation des candidats. Son rôle est beaucoup plus important.

À l'évidence, notre parti ne s'exprime plus avec l'esprit novateur qui a fait sa force, et que nous souhaitons. Les militants sont parfois désabusés, se font de plus en plus discrets dans des sections de moins en moins vivantes. Il nous faut retrouver l'enthousiasme qui accompagne les propositions de la base et son adhésion à un grand projet. Ce mouvement est le gage d'une vie démocratique, et d'un renforcement.

La crise qui frappe le corps social dans son ensemble, rend encore plus difficile aujourd'hui l'engagement à nos côtés de nouveaux camarades. Nous avons pourtant toujours l'ambition de remplir le rôle historique qui doit être le nôtre. La gauche française, majoritaire sociologiquement, évoluera positivement grâce au Parti Socialiste. C'est bien l'intégration dans l'ensemble de ce mouvement social et associatif qui permettra aux militants de vulgariser nos idées, d'enrichir notre projet, de susciter les solidarités attendues et nécessaires.

La droite, dans son opposition désordonnée prônant un libéralisme plus ou moins vengeur, n'a aucun projet pour la France.

Seule la gauche est porteuse d'espoir aujourd'hui pour l'avenir et pour nombre de peuples, dans le tiers monde notamment. Notre bilan nous autorise à surpasser toutes nos craintes pour 1986 et la suite. Ce que nous proposons, ce projet que nous voulons pour notre peuple est susceptible de promouvoir l'unité et la force d'un socialisme de telle sorte qu'il puisse assumer une pluralité de pratiques et d'expressions.

Contribution n° 2

Dans notre pays, en 1985, des jeunes et des moins jeunes vivent une situation intolérable.

Quel avenir peut s'ouvrir aux jeunes en chômage depuis un an, et qui, leur droit aux allocations d'insertion étant épuisé, sont là sans ressources ? Il ne leur reste plus qu'à quémander, être à la charge de leurs parents – quand ceux-ci ne sont pas eux-mêmes demandeurs d'emploi –, être à la charge de l'autre. Il n'y a pas de choix. Il faut vivre, ou plutôt survivre.

Arriver en fin de droits à 43 F par jour – 1 290 F par mois quand on a une famille, que l'on doit faire face aux charges de nourriture, de loyer, d'assurances, d'électricité... c'est vivre dans la hantise de la coupure E.D.F., de l'expulsion... d'un rejet, d'une marginalisation. C'est la honte. Puis on s'habitue, on laisse sa fierté à la rue, pour aller demander le fonds social aux A.S.S.E.D.I.C., au Centre communal d'Action



CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES

sociale, pour aller quêter une aide alimentaire à la D.D.A.S.S., s'il y a des enfants.

Ces situations sont le lot d'hommes, de femmes de 30 ans aussi bien que de 45 ans et plus. Les plus de 55 ans auront droit, eux, au doublement de l'allocation de fin de droits, soit 86 F - 2 580 F par mois - Travailler 30 ou 40 ans de sa vie pour aboutir à cette misère, cela vous dégoûte de la société et de soi.

On pourrait écrire des pages et des pages sur les multiples aspects du chômage. Ce n'est pas sans raison que depuis 1984 se constituent nombre d'associations de chômeurs. Et l'on pourrait reprendre le témoignage de salariés ou d'organismes sociaux : A.N.P.E., A.S.S.E.D.I.C., D.D.A.S.S., Centres communaux d'Action sociale ; le témoignage de médecins, de psychiatres, d'enseignants, de formateurs, d'associations comme Emmaüs, le Secours populaire, le Secours catholique, A.T.D. quart monde... Tous expliqueraient l'angoisse, le repli sur soi, la séparation des couples, la frousse qui vous prend aux tripes...

Quiconque n'a pas vécu ces situations, ne peut se rendre compte des stress qu'elles engendrent.

Notre démarche veut être provocante quant à la finalité que nous poursuivons, et quant aux moyens que nous prenons.

La finalité

Chaque homme, chaque femme a droit au travail.

Ceci impose de lutter pour l'emploi.

Si la situation économique actuelle ne permet pas le plein-emploi, le traitement social du chômage peut, lui, être amélioré, même si cela coûte cher à certaines catégories sociales. La solidarité doit se réaliser.

Être socialiste au gouvernement impose des droits et des devoirs : permettre notamment à chacun de vivre décemment, ne pas laisser pour compte tous ceux qui n'ont pas eu la chance d'avoir une formation, un métier, une qualification, tous ceux dont la situation est encore aggravée par un handicap physique.

Être socialiste, c'est comprendre la détresse de nos concitoyens accablés, vides de tout espoir quand ils savent que plus un seul centime ne leur sera versé par les A.S.S.E.D.I.C.

Nous disposons de plusieurs mois avant les législatives. Nous avons la majorité. A nous de démontrer, s'il en est temps encore, que le socialisme peut parvenir à plus d'humanité envers une catégorie de citoyens en difficultés.

Les moyens

- Revaloriser les allocations de fin de droits et de Solidarité de 50 %. Cela représente 65 F par jour (valeur mai 1985) soit 1 950 F par mois. Ceci pour les moins de 50 ans.

Pour les plus de 50 ans, ces allocations seraient doublées.

- Prolonger la durée des allocations d'insertion par période de 6 mois.
- Réduire à 3 ans au lieu de 5 la période d'activité pour qu'un jeune de moins de 25 ans puisse bénéficier de l'allocation de Solidarité.
- Prendre des mesures énergiques face aux faux chômeurs.

Les ressources

- Cotisations à l'assurance-chômage.
- Mise en place d'une cotisation au titre de la solidarité : elle serait versée par tous les salariés sur la base de 1 % du salaire. Pour les non-salariés, cette cotisation pourrait être calculée en % du chiffre d'affaires.
- Impôt sur les grandes fortunes sur la base de 2 %.

L'ensemble de ces mesures doit être accompagné par des décisions spécifiques en ce qui concerne le maintien et la création d'emplois ainsi que la formation.

Maintien de l'emploi

- Étudier, cas par cas, les projets de fermeture ou de restructuration des entreprises afin de trouver des solutions permettant le maintien du plus grand nombre d'emplois dans le bassin touché.
- Intégrer les travailleurs ou leurs représentants dans les structures de concertation et de décision.
- Favoriser les structures de type associatif (S.C.O.O.P. par exemple) et leur octroyer l'aide financière nécessaire.

- Reforme le statut des syndicats et mieux définir leurs obligations afin qu'ils ne soient plus des fossoyeurs des entreprises en difficulté.

Création d'emplois

- Inventer de nouveaux emplois, notamment en zone rurale pour répondre à des besoins et des services financés par les usagers et par la suppression des gaspillages.
- Supprimer la loi sur les cumuls, il faut en effet choisir :
 - ou les gens prennent leur retraite et ne travaillent plus,
 - ou ils travaillent et ne perçoivent pas leur retraite.Pour ceux qui ne peuvent se résoudre à ce choix, majorer de 100 % les cotisations sociales « employeurs » et « salariés », au lieu de 5 % aujourd'hui.
- Arriver enfin au partage du travail,
 - essentiellement par la réduction du temps de travail par le biais des « contrats de solidarité-réduction »,
 - en maintenant la couverture sociale pour ceux qui acceptent volontairement de réduire leur temps de travail,
 - en favorisant le travail à temps partiel.
- Se donner les moyens, à travers la poursuite sans défaillance des objectifs économiques actuels, d'une relance significative et volontariste de certains secteurs non inflationnistes, tel celui du Bâtiment et des Travaux publics.

Reconsidérer la qualité de l'emploi

Malgré nous, une société duale s'installe. La modernisation de l'outil industriel laisse sur la touche ceux et celles qui ne peuvent s'inscrire dans la culture industrielle de la fin de ce siècle.

Une réflexion doit s'instaurer rapidement dans notre Parti pour proposer des moyens de faire entrer ou de maintenir dans la vie professionnelle tous ceux qui sont rejetés par notre système éducatif.

Formation

Créer par bassin d'emploi, sous l'égide de la Direction départementale du Travail, une structure chargée de coordonner l'ensemble des actions de formation.

Le Congrès de Bourg-en-Bresse en octobre 1983, dans sa motion nationale d'orientation, au chapitre II avait défini les objectifs à atteindre en matière d'emploi.

Nous invitons les camarades du parti à relire, 2 ans après, les quelques passages qui montrent que nous devons effectuer un bilan critique de nos positions et objectifs antérieurs.

Contribution n° 3

Nous sommes « au creux de la vague » et pourtant, nous, jeunes militants depuis quelques années, nous continuons à espérer et à nous battre pour une société plus solidaire et plus juste.

Notre gouvernement a réalisé une œuvre importante de réformes depuis 1981. Il a gagné des batailles significatives sur le terrain économique. Mais il reste un certain nombre de questions fondamentales, voire de promesses, pour lesquelles notre parti n'a pas eu la volonté d'approfondir des solutions sérieuses et rapides.

Et pourtant, des mesures qui ne remettraient pas en cause les équilibres économiques, pourraient, très rapidement à l'heure de la nécessaire rigueur, donner un sens et un nouvel espoir à notre action vers cette société plus solidaire et plus démocratique.

Aux auteurs des motions, nous demandons aujourd'hui :

- Qui prétend retrouver l'électorat de 1981 sans modifier le traitement social du chômage ?
- Qui affirmera que le partage du travail et des revenus n'est pas un problème d'actualité ?
- Qui osera nier que nous avons déjà un pied dans une société à 2 vitesses - cette société dont nous avons nous-mêmes dénoncé le risque sous l'empire de Giscard - où une grande partie des forces vives, en particulier parmi les jeunes, ne se sent pas concernée par les grands débats de notre temps parce que son seul souci est de vivre, sinon de survivre ?
- Qui défendra l'idée qu'il n'était pas possible de réaliser notre promesse d'un service public de l'Emploi ?



- Qui s'opposera à la mise en place de mesures efficaces contre le cumul des emplois et contre le cumul d'un emploi et de certaines retraites ?
- Qui parlera de justice fiscale alors que nous n'avons pas accompli la tâche pour laquelle nous avons été élus ?
- Qui estimera que le statut social de l'élu est inutile et que les notables n'existent pas ?
- Qui parlera des cumuls de mandats comme d'un bienfait ?
- Qui refusera de prendre en compte les opinions des sections d'entreprises et des G.S.E. particulièrement dans les entreprises nationalisées ?
- Qui affirmera qu'il est utile de laisser les jeunes accomplir 12 mois minimum de service national ?

Nous avons déjà obtenu par le passé des réponses précises à ce genre de questions ! Nous souhaitons vivement qu'en 1985 les littératures de congrès ne restent pas de simples vœux pieux.

Contribution n° 4

Les structures de notre parti, instituées en 1971 à Epinay, ne doivent pas être intangibles. Mais l'esprit est parfois, en cette matière, plus important que le texte.

Au moment où l'État se décentralise, où des pouvoirs nouveaux sont donnés à des hommes nouveaux, ne devons-nous pas nous aussi décentraliser notre parti en particulier en constituant des structures régionales efficaces et dynamiques.

La constitution des équipes fédérales reste basée sur la cooptation des militants à partir des courants exprimés et non des réalités des sections. Cette situation sert également de frein à l'arrivée de responsables « jeunes » dans le parti. Vouloir conserver le pluralisme des idées est indispensable, mais les directions fédérales doivent d'abord être composées de camarades réellement engagés dans une action militante de chaque jour.

Notre Parti n'est pas addition des statuts fédéraux, mais notre parti n'existe que par la vie et l'action des militants et des fédérations. Tenir plus compte de ce fait

permettra de mieux approfondir les réalités régionales. D'autant plus que ce qui peut être considéré comme une erreur grave hier peut se révéler vérité aujourd'hui...

La démocratie interne de notre parti doit s'améliorer. Une réflexion doit s'engager sur l'élection des responsables à tous les niveaux, que cette élection soit totalement l'affaire des adhérents de notre Parti et non celle de « responsables historiques ».

Nièvre.

Le 10 mai 1981, l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en mettant fin au pouvoir absolu de la droite en France a offert aux Français la perspective d'une transformation profonde de notre société. Au cours de ces quatre années, des acquis importants, tant dans le domaine de l'économie (par l'extension et la démocratisation du secteur public) que dans le domaine des valeurs morales (politique sociale, justice, droits de l'Homme) sont autant d'avancées qui marquent le cheminement de la France vers une société socialiste où la liberté est pleinement reconnue et la responsabilité des citoyens toujours sollicitée.

Par son refus de participer au gouvernement Fabius en juillet 1984, et par la décision de son 25^e congrès de rompre avec la stratégie d'union de la gauche, la direction du P.C.F. porte atteinte au rassemblement populaire qui avait permis à la gauche de devenir majoritaire et de l'emporter en 1981. Le choix stratégique des dirigeants du P.C.F. les entraîne dans une opposition croissante à la politique de modernisation du pays, seule garante du progrès social en France et de notre autonomie de décision au plan international. Il rend de plus en plus difficile le travail en commun sur le terrain mais il ne parvient pas à effacer la volonté unitaire qui reste vive dans les profondeurs de notre peuple. Le sectarisme des dirigeants du P.C.F. n'entamera pas notre volonté d'unir le peuple de gauche, espoir de beaucoup de nos concitoyens.

De son côté, la droite s'est radicalisée encourageant l'émergence d'une extrême droite fascisante, les propos excessifs et revanchards, les multiples campagnes d'insécurité et d'incitation à la haine raciale tenus depuis 1981. Il lui faut aujourd'hui compter avec Le Pen, dire ce qu'elle est et dévoiler sa stratégie. Les démocrates qui s'inquiètent du phénomène Le Pen doivent choisir, on ne compose pas avec le racisme, la xénophobie et l'intolérance.

Le Parti Socialiste doit-il se borner à constater ces faits sans modifier ses comportements, ou doit-il prendre la résolution de rassembler lui-même la gauche et les forces de progrès autour d'un programme de gouvernement ambitieux et cohérent ?

Notre réponse est simple : le Parti Socialiste, premier parti de gauche et premier parti de France, les derniers résultats électoraux le prouvent, se doit de recréer, à partir des valeurs qui sont les siennes et qu'il convient de réaffirmer, le rassemblement de toutes les forces populaires et de tous ceux qui refusent un retour des partis réactionnaires au gouvernement de la France. En politique, notre histoire le prouve, une bataille n'est jamais ni perdue, ni gagnée d'avance. Les Français ne veulent pas de la restauration du passé. A nous de les convaincre que nous pouvons gagner en 1986 pour peu que nous en ayons la volonté.

L'introduction du scrutin proportionnel avec des listes départementales pour les élections législatives et régionales de 86, système électoral plus équitable que le scrutin d'arrondissement à deux tours, conforme à tous nos engagements, a clarifié la situation. Il permet à notre Parti d'être une force de proposition et de rassemblement. Le scrutin majoritaire impliquait des accords préélectoraux dont l'expérience a montré que s'ils conduisaient à l'union, ils contribuaient à masquer les divergences et non à les résoudre.

A gauche, il était illusoire de penser enfermer le P.C.F. dans des accords prétables qu'il ne cessait de dénoncer avant et après l'échéance.

Haute-Marne

Sans méconnaître les contraintes conjoncturelles qui imposent une rigueur indispensable dans la perspective d'un rétablissement rapide des grands équilibres économiques, la Fédération haut-marnaise du P.S. tient à rappeler un certain nombre de points qui lui apparaissent mériter une certaine priorité.

- Statut de l'élu territorial.
- Réforme de la fiscalité locale limitant en particulier les augmentations supérieures à la moyenne de la taxe d'habitation voire une modification des bases de l'assiette de cet impôt.
- Coordination des différents services prestataires d'indemnités ou d'aides sociales pour parfaire la lutte contre la précarité.
- Forme d'exercice et de rémunération des professions de la santé avec en corollaire suppression de l'obligation d'adhérer à l'Ordre des médecins.
- Augmentation des pensions de reversion des veuves et retraite à 60 ans pour les agriculteurs.
- Réglementation du cumul emploi-retraite.
- Réduction du service militaire à 6 mois.

Elle s'inquiète du développement, dans les structures parallèles dont se dotent les régions gérant leurs compétences dans le domaine de l'Éducation nationale, d'une politique tendant à remettre en cause et l'action des rectorats et l'esprit de la loi de Décentralisation. Elle réaffirme son attachement à la laïcité et à l'enseignement public dont elle craint que les intérêts soient ainsi subordonnés à ceux de l'enseignement privé.

La Fédération forme enfin le vœu que se constitue au sein des instances nationales une commission dont la compétence s'appliquerait aux études et propositions relatives à la mise en pratique des techniques de fécondation et de conception artificielle ainsi que des manipulations génétiques.



A droite, le scrutin majoritaire voilait les différences profondes qui opposent de vrais libéraux aux pratiques autoritaires et aux tendances conservatrices de la plupart des candidats de l'U.D.F. et du R.P.R., il entretenait la connivence avec l'extrême droite.

Le scrutin proportionnel, qui favorise l'ambition collective au détriment des intérêts partisans ou personnels, va obliger les partis de droite à exposer leurs différences et le Parti Communiste à prendre ses responsabilités devant la gauche et devant les travailleurs.

Au-delà du scrutin, des accords politiques, de loin préférables aux accords électoraux, pourront ainsi s'établir dans la clarté. « Il est temps, en effet, de réintroduire la clarté et l'honnêteté dans les relations à l'intérieur de la gauche et à l'intérieur de la droite. » L. Jospin.

Ainsi, la proportionnelle est de nature à contribuer à cette évolution, mais le mode de scrutin ne saurait être à lui seul une stratégie, il doit rester un moyen au service de notre projet politique.

Le Parti Socialiste doit rappeler son ambition et définir sa stratégie.

Comme il s'y est engagé lors de son élection, François Mitterrand a réaffirmé sa volonté d'accomplir jusqu'à son terme le mandat pour lequel il a été élu, 1986 ne saurait être une rupture dans l'œuvre présidentielle engagée. Notre politique doit s'inscrire dans la durée pour que les acquis de cette législature soient préservés, confortés, et prolongés, et que soit poursuivie la transformation de la société.

Dans le contexte politique d'aujourd'hui, le Parti Socialiste est la seule force qui soit capable de rassembler autour d'elle ceux qui souhaitent que François Mitterrand puisse continuer son action en s'appuyant sur un parti politique fort. Tout dépend donc du Parti Socialiste et de sa capacité de rassemblement.

Lionel Jospin disait au comité directeur : « Si le Parti Socialiste s'affirme, sans renoncer au rassemblement des forces populaires, sans renoncer à l'addition des forces politiques, sur ses propres positions, sur son programme et dit : si vous voulez changer, si vous voulez continuer avec nous, alors votez massivement pour moi, et pour ce que je représente, dans l'autonomie politique, alors je pense que notre campagne sera clairement axée et sera compréhensible par les Français. »

Pour rassembler autour de lui les forces populaires, notre Parti doit réunir deux conditions :

La première est de proposer aux Français pour la prochaine législature un programme qui ouvre des perspectives au projet socialiste en précisant nos objectifs politiques pour les cinq années à venir. Notre programme devra tenir compte des avancées réalisées depuis 1981, de la nécessité de poursuivre la transformation de la société que nous avons engagée il y a quatre ans et des changements intervenus dans l'environnement international. Le Parti Socialiste doit rester fidèle à ses valeurs, être lui-même. La pratique gouvernementale l'a placé devant des responsabilités difficiles. Ni dogmatique, ni opportuniste, telle doit être sa ligne. Il n'écarte personne de son combat, il n'est à la recherche d'aucune combinaison politicienne. C'est ainsi qu'il préservera le capital de confiance que les Français lui ont accordé depuis 1971.

La seconde est la nécessaire mobilisation des forces de progrès qui nous ont soutenus en 1981, auxquelles il convient d'ajouter toutes celles et tous ceux qui peuvent désormais se trouver d'accord avec les actions réalisées et les objectifs poursuivis.

Pour cela notre Parti doit se donner les moyens d'informer et de convaincre. L'information suppose une action envers ses propres militants qui doivent être au près de l'opinion publique les défenseurs de notre bilan et les porteurs du projet socialiste ; et une entreprise d'envergure en direction des électeurs, au moins égale à celle engagée de 1980 à 1981.

Un grand débat sera ouvert dans notre Parti à l'occasion du congrès de Toulouse, il est souhaitable que ce débat ait lieu, et que chacun puisse s'exprimer, mais dès le 14 octobre c'est unis que les socialistes devront aller à la bataille de 1986, sans divergences et sans états d'âme.

François Mitterrand disait : « Le socialisme est une idée qui fait son chemin. » Nous avons accompli une partie du parcours, il nous reste encore beaucoup à faire pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixés. Nous y arriverons ensemble. Ensemble nous avons gagné en 1981, ensemble nous gagnerons en 1986.

Hautes-Pyrénées

La Fédération des Hautes-Pyrénées du Parti Socialiste demande l'abolition ou la réforme profonde de l'Ordre des médecins.

En effet, créé (comme toutes les législations ordinaires) par le gouvernement de Vichy, l'Ordre des médecins s'est constamment opposé aux progrès sociaux de la médecine. Il se veut, aujourd'hui encore, le garant et le gardien d'une médecine rétrograde, en désaccord profond avec l'évolution sociale ; par exemple : sa position lors du débat pour la loi instituant l'interruption volontaire de grossesse.

De la même façon, il est le gardien et le garant d'une médecine « libérale » au mauvais sens du terme : refusant l'exercice en groupe, acceptant le contrôle patronal des arrêts de travail.

L'Ordre des médecins est aussi une juridiction exceptionnelle mettant hors du droit commun une catégorie sociale, ce qui est de fait anti-démocratique voire élitiste. Il se préoccupe plus de l'intérêt catégoriel des médecins oubliant totalement ce qui est le fondement de la pratique médicale, à savoir : l'intérêt des malades. Il s'arroge le droit d'imposer une pensée, des idées voire une morale, ce qui est aussi anti-démocratique.

Si une organisation administrative de la profession est nécessaire, elle ne peut et ne doit être que purement administrative.

Elle ne peut se substituer à la législation sociale en vigueur.

Une double juridiction n'est plus de mise dans la société démocratique que nous souhaitons et que nous voulons continuer à créer.

Sarthe

Contribution n° 1

La liberté du libéralisme intégral, c'est l'écrasement de tous ceux qui ne possèdent pas : les sans-droits ; les sans-garanties ; les sans-protections. Pour impressionnante qu'elle soit, l'œuvre accomplie par les gouvernements de gauche depuis 1981 ne constitue qu'une étape vers l'objectif ultime du socialisme : libérer l'homme.

La libération de l'homme, c'est d'abord le respect des autres, l'absence de toute forme de discrimination, par l'âge, par le sexe, par la couleur de la peau, par la croyance. A quel endroit les Français peuvent-ils le mieux faire l'apprentissage du respect des autres sinon à l'école, à l'école de tous, c'est-à-dire à l'école publique, à l'école de la République. Dans la situation présente, le Parti Socialiste réaffirme sa conviction que l'école est une priorité de politique de gauche.

La situation présente aussi, en raison du chômage – mais pas seulement – c'est que dans certaines familles, on est arrivé à un niveau de revenu particulièrement réduit voire inexistant. Le Parti Socialiste réaffirme qu'un revenu minimum doit être garanti à tous. Si l'on veut préciser les choses, pourquoi ne pas avancer l'idée que ce revenu minimum pourrait représenter au moins 30 % du S.M.I.C. ? Pourquoi ne pas imaginer qu'une partie du financement de ce revenu minimum pourrait être assuré par les collectivités locales ? Pourquoi ne pas souhaiter qu'en retour une façon de réinsertion sociale, à l'image de ce qui se fait du côté des jeunes sur les Travaux d'Utilité Collective, puisse être pratiquée sans nuire aux impératifs de la création d'emploi ? La libération de l'homme ne peut se faire s'il reste en marge du système économique.

Une des actions caractéristiques de la gauche dans ce pays est l'élargissement sensible du secteur public dans l'industrie et dans les banques. La domination par quelques grands groupes industriels et bancaires privés n'est pas une bonne chose pour la liberté de tous. Ainsi, les nationalisations intervenues en 1981 s'inscrivent très justement dans une perspective de rupture, que l'application des lois sur les droits des travailleurs, dites lois Auroux, doit permettre de conforter.

Le Parti Socialiste reste profondément attaché à l'existence d'un puissant secteur économique public à côté d'un secteur privé qui conserve, en définitive, sa prépondérance. Moteur de l'économie, avions-nous dit, le redressement global des entreprises nationalisées depuis 1981 en témoigne, dans une période de compétition internationale acharnée et de profonde mutation technologique.

►►►



►►►

Le Parti Socialiste réaffirme clairement qu'il ne peut se satisfaire, comme le fait la droite, d'une réforme de fatalisme qui consisterait à accepter la situation présente de l'emploi.

Décidé à œuvrer pour un système scolaire de qualité, soucieux de garantir à chacun une vie décente, résolument engagé aux côtés de ceux qui travaillent pour la modernisation du pays, le Parti Socialiste doit rester dans l'intérêt de la France, fidèle à lui-même, le point d'ancrage à gauche par où passe toute perspective de progrès vers la libération de l'homme.

Contribution n° 2

Après quatre ans de pouvoir de gauche, au moment où la population française s'interroge sur son avenir, le Parti Socialiste est amené, à l'heure des échéances électorales, à faire son bilan, à se situer en perspective de son action future.

A l'analyse de « la vaste inculture économique et philosophique des milieux dirigeants publics français actuels », décrite par Serge Christophe Kolm, dans son livre « Sortir de la crise », le Parti Socialiste doit opposer son « identité socialiste » resituée dans le cadre de la France de 1985.

L'enjeu exceptionnel du défi lancé à la gauche, d'être capable de dominer la crise, crise de plus en plus profonde du système capitaliste, a été relevé... pour autant avons-nous réussi ?

S'il n'est pas question ici de rappeler l'ensemble du bilan de la gauche socialiste au pouvoir, les attaques menées durant ces quatre dernières années par la droite contre les acquis sociaux nouveaux, sa hargne devant toute évolution plus juste de la société française, démontrent bien que ce bilan constitue pour les travailleurs que nous représentons des avancées démocratiques considérables.

L'effort systématique qu'elle entreprend et a réussi en partie, pour reconquérir les pouvoirs locaux, départementaux et régionaux, souligne l'ampleur du chemin parcouru.

Maquillant son discours des thèmes de la liberté individuelle et des libertés fondamentales, elle annonce pour demain la destruction systématique de nos garanties sociales (Sécurité sociale, retraites, mutuelles, assurances chômage, droits du travail). Elle se prononce pour le démantèlement des services publics et parmi ceux-ci du plus grand acquis démocratique des 100 dernières années : le service public de l'Éducation nationale.

Demain, alliée aux sbires de Le Pen, elle se montrera telle qu'elle a toujours été, raciste et profondément répressive.

Pour toute la période que couvriront les cinq ans de la nouvelle législature, le Parti Socialiste doit ouvrir de nouvelles voies, approfondir ce que François Mitterrand a souhaité être l'œuvre de son septennat, l'instauration d'une « **société d'économie mixte** ».

L'offensive idéologique actuelle de la droite est telle que la gauche ne gagnera pas les batailles politiques à venir si elle ne les fait pas dans la clarté, sur ses valeurs.

INSTITUTIONNELLEMENT, ÉCONOMIQUEMENT, POLITIQUEMENT, le débat avec les forces progressistes de ce pays doit être précis, référencé par rapport à notre bilan des quatre dernières années, et déboucher sur un **CONTRAT DE CROISSANCE PARTAGÉE** à proposer au pays.

Les institutions

Avec la première grande réforme du septennat, LA DÉCENTRALISATION, le pouvoir local tendra de plus en plus à être détenu par des exécutifs départementaux et régionaux exerçant pleinement leurs prérogatives.

Face à cela, l'État doit rester non une fédération de pouvoirs locaux mais le garant des institutions, l'arbitre suprême des intérêts particuliers, l'expression constante, nationalement et par l'intermédiaire de ses représentations locales, du plus grand dénominateur commun des Français.

Le président de la République, élu au suffrage universel, doit-il rester l'arbitre suprême ou doit-il devenir l'**UNIQUE CHEF** d'un gouvernement responsable devant lui, face à une **ASSEMBLÉE INDISSOLUBLE** dotée de pouvoirs législatifs et financiers accrus ?

Un État moderne doté d'une assise proportionnelle (après les municipales, les législatives, les régionales, il convient de poursuivre la tâche au niveau des conseils généraux et du Sénat dans sa totalité) doit-il être de **TYPE PRÉSIDENTIEL**, légalisant la pratique constante de la V^e République ?

Doit-on pour parvenir à mieux exprimer l'opinion majoritaire des Français établir le **SUFFRAGE UNIVERSEL OBLIGATOIRE AVEC SANCTIONS** ?

L'évolution des institutions justifierait, pour ce seul sujet, une réflexion approfondie, susceptible de faire l'objet d'une Convention nationale ou d'un Congrès extraordinaire.

L'économie

Le débat déjà ancien du partage de la valeur ajoutée entre le profit capitaliste et les travailleurs prendra une ampleur encore plus grande dans la phase actuelle (et certainement à venir) d'une croissance modérée des économies occidentales, donc de celle de la France.

Les travailleurs de ce pays ont beaucoup donné pour que réussisse l'assainissement des comptes de la nation. La droite encore détentrice du pouvoir économique n'a rien donné ! A nous de lui imposer un compromis sur ce sujet.

L'extension par les nationalisations du domaine public a clairement montré nos capacités à gérer mieux que la droite. Nous devons, dans le cadre du partage du profit tiré d'une nouvelle croissance, apporter à notre base sociale et notamment à ceux qui subissent les effets de la crise, l'assurance que seront accomplis conjointement progrès économique et progrès social.

C'est pourquoi nous devons affirmer (**ET TROUVER LES MOYENS FINANCIERS ADÉQUATS**) que personne ne doit être exclu de la société faute de moyens financiers. A la société « **DUALE** » que la droite met en œuvre ailleurs dans le monde – U.S.A., Angleterre – nous devons opposer l'**INTÉGRATION** économique, sociale, culturelle de ceux qui sont sur les « marges » : chômeurs, agriculteurs en difficulté, exclus du commerce ou de l'artisanat, **AU NOYAU CENTRAL DU SALARIAT ÉCONOMIQUEMENT DÉVELOPPÉ**. A cette seule condition, nous élargirons notre assise politique.

Quelle stratégie politique ?

Nul ne doute que la phase actuelle de divisions des forces politiquement organisées à gauche ne se prolonge encore longtemps. S'il en était besoin la répétition quotidienne des attaques du Parti Communiste contre l'action menée par le gouvernement à direction socialiste serait là pour le rappeler.

Devons-nous pour autant renoncer à unir ces forces ? Bien évidemment non ! Le Parti Socialiste persiste à considérer que l'affrontement économique, social, culturel, entre la droite et la gauche reste une composante et une constante de la vie politique française.

Il nous faut donc rassembler autour de nous tous ceux qui, au Parti Communiste et dans d'autres organisations politiques ou clubs ou comités divers, ne voient aucun débouché possible à leur engagement militant.

Faire du Parti Socialiste un axe autour duquel politiquement et gouvernementalement s'organisera la vie française, est nécessaire pour la France. Construire ce grand parti de masse tolérant, ouvert, pluraliste, mais ancré à gauche, telle doit être notre ambition pour les deux ans à venir.

Si nous avons eu tant de mal à faire passer quelques grandes réformes de structures, c'est faute d'un appui populaire massif, mobilisateur de l'opinion des indécis. A nous de le susciter par des réformes quotidiennes entraînant l'adhésion du plus grand nombre.

Dans une France sur la voie d'une « **ÉCONOMIE MIXTE** », le contrôle de l'État demeure un enjeu considérable. Doit-on pour conserver ce contrôle, renier nos valeurs ? En un mot, doit-on faire une alliance au centre alors que nous savons que, même cette troisième voie de l'économie mixte, la droite ne l'acceptera pas ?

Comme le président de la République l'a affirmé plusieurs fois, « je suis socialiste, je le reste ».

« RESTONS NOUS MÊMES ».

Contribution n° 3

Le chômage de longue durée constitue un risque de société en voie de modernisation qui, comme tout risque, justifie la création d'une couverture sociale.

Hier, la pauvreté naissait de la vieillesse, de l'invalidité ou de la maladie. La prise en charge de ces risques par la Sécurité sociale a fait reculer et même disparaître ces sources de pauvreté.

Le risque social majeur d'aujourd'hui, c'est le chômage prolongé. Il faut couvrir ce nouveau risque. C'est ainsi que l'on passe de la charité à la solidarité.

Ce choix a été fait par le Parti Socialiste lors de sa convention « Modernisation et Progrès social ».

La résolution alors adoptée affirmant : « un revenu minimum doit être garanti à tous et, de ce point de vue, une solution doit être apportée dans les plus brefs



délais pour prévenir les situations inacceptables auxquelles se trouvent réduits les chômeurs en fin de droits ».

Le président de la République et le Premier ministre ont souligné dans de récentes déclarations leur volonté de mettre en place un système de garantie de revenus en faveur des personnes dépourvues de ressources.

C'est pourquoi les signataires de cette contribution souhaitent la mise en place

très rapide, sous condition de ressources d'un droit à l'allocation qui ne saurait être inférieur à 30 % du S.M.I.C., ce qui représente en mai 1985, 43,00 F par jour.

Le financement de ce minimum doit pouvoir faire appel pour partie à la contribution des collectivités locales.

En mettant en place un tel système, le gouvernement montrera sa volonté d'accompagner l'effort engagé pour favoriser la modernisation industrielle de la France, d'un effort de solidarité.

Haute-Vienne

La fédération de la Haute-Vienne du P.S. voudrait contribuer au débat préparatoire à notre congrès de Toulouse en apportant son témoignage et en exprimant les principales préoccupations de ses militants.

Notre témoignage est celui d'une Fédération discrète, dont les résultats électoraux ont été plutôt bons depuis 1982. C'est à Limoges qu'en 1981 François Mitterrand a obtenu le meilleur résultat de toutes les villes de plus de 100 000 habitants ; en 1982, nous avons consolidé les positions socialistes aux élections cantonales ; en mars 1983, nous avons gagné de nouvelles mairies ; en 1984, nous avons maintenu aux élections européennes les positions de l'élection présidentielle ; en 1985, nous avons conquis la majorité absolue au Conseil général. Ces résultats tiennent certes à l'enracinement de la gauche dans notre département. Il y a lieu de craindre, avec la montée de la droite, les difficultés du moment et les modifications du mode de scrutin, qu'il soit difficile de les maintenir en sièges dans le proche avenir. Ils n'ont été possibles cependant que par l'image que le P.S. a su donner de lui-même, celle d'un parti assuré de son identité, proche de sa base sociale, et ferme dans sa ligne politique.

Le P.S., en Haute-Vienne, a su rester un parti populaire où salariés, agents publics, agriculteurs et petits travailleurs indépendants se retrouvent naturellement : il ne s'est pas coupé de la base sociale dont il veut être la principale expression politique. Sa pratique de l'union de la gauche a été sans complaisance, mais toujours loyale. Elle ne l'a pas empêché de s'ouvrir à d'autres sensibilités de la gauche (notamment le P.S.U.) et, dans beaucoup d'assemblées locales, à des personnalités indépendantes des partis. Son ancrage à gauche a permis au P.S. de rassembler autour de lui.

Les socialistes de la Haute-Vienne, à partir de cette expérience, tiennent à exprimer les préoccupations qui, pour les mois à venir, leur paraissent essentielles.

Ils ressentent certains aspects du traitement par les pouvoirs publics des conséquences de la crise comme l'annonce d'une discrimination entre les travailleurs et entre les régions. La protection contre la perte d'emploi est souvent plus complète pour les salariés des grands groupes industriels des régions de vieille industrie que dans les petites et moyennes entreprises qui constituent le tissu industriel de notre région. Les moyens d'un renouveau industriel sont concentrés dans quelques pôles de conversion délaissant une nouvelle fois les régions oubliées des révolutions industrielles précédentes. Certes des mesures positives ont été prises depuis 1981 pour la Haute-Vienne, notamment en matière de désenclavement routier. Mais toute référence à l'aménagement du territoire a disparu de nos discours, et l'apparition d'une France « à deux vitesses » dans l'industrie comme dans l'agriculture, si elle se confirmait, serait ici douloureusement ressentie par tous ceux qui constituent la base sociale naturelle du Parti Socialiste.

Les socialistes de la Haute-Vienne savent que c'est en s'affirmant comme le grand parti de la gauche que le P.S. a retrouvé sa force et son influence. Pour eux, la question des alliances futures ne se pose pas car leur seule famille est la gauche. La détermination du Président de la République d'assumer pleinement le mandat que le peuple lui a donné en 1981 nous indique clairement le sens de notre combat.

C'est pourquoi le P.S. sera, dans les mois à venir, le point d'appui indispensable pour la remobilisation de la gauche. Il s'est un peu assoupi, en Haute-Vienne comme ailleurs, et il nous reste peu de temps pour motiver les militants dont le travail a fait gagner F. Mitterrand en 1981. Encore faut-il enfin que les militants du Parti soient mieux formés et informés pour diffuser autour d'eux les acquis des quatre dernières années, et les véritables données des choix nationaux et locaux. Encore faut-il aussi qu'ils se reconnaissent dans le Parti et ses élus. Or la cooptation de fait des dirigeants, surtout si elle se trouvait aggravée par une éventuelle cooptation – dont on parle – des futurs candidats, éloignerait les militants de leur Parti et compromettrait la mobilisation indispensable. Les socialistes de la Haute-Vienne

considèrent que les procédures de désignation de nos candidats actuellement préparées par la direction nationale devront permettre l'expression effective des vœux des militants, dont le rôle ne saurait être limité à l'approbation de listes établies en dehors d'eux, et souhaitent que les mesures de limitation du cumul des mandats prévues par le rapport Debarge soient rapidement mises en œuvre.

Sur un plan plus général, les socialistes considèrent en Haute-Vienne qu'ils seront jugés sur leur capacité à freiner le chômage, ainsi que sur leur aptitude à répondre aux situations de précarité les plus graves. Ils considèrent que le débat doit rester ouvert, dans la perspective de la prochaine législature, sur la réduction des inégalités, la réforme de la fiscalité et en particulier de la fiscalité locale, la réduction de la durée du travail en vue de créations d'emplois, et la limitation des cumuls d'emplois et de retraites. Ils estiment que des mesures doivent être prises d'urgence pour les chômeurs en fin de droits.

Tarn

Interdiction des cumuls d'emplois et des cumuls emploi/pension

Alors qu'il est prévu une forte augmentation du chômage dans notre pays en 1985, les cumuls sont toujours autorisés sans aucune limitation : **c'est un véritable cancer pour notre jeunesse.**

Avant 1981, le P.S. avait pris l'engagement, devant le pays, de supprimer cette **injustice sociale** et de mieux répartir le travail. Nous sommes aujourd'hui au pouvoir depuis 4 ans et la masse ouvrière constate notre inertie... qui, si elle est maintenue, aura des retombées électorales en 1986 (comme elle en a eu en mars 1985).

Les cumuls sont estimés à 800 000 aujourd'hui, citoyens qui continuent de travailler au-delà de l'âge **légal** de la retraite dans leur profession. Est-ce l'insuffisance du montant des pensions ? ... retraites trop précoces dans certaines professions ? ... Inactivité trop pesante ? ...

Une forte majorité de l'opinion publique a peur de la montée du chômage, et est donc très favorable à la suppression des cumuls.

Si cette mesure était appliquée demain, des centaines de milliers de Français retrouveraient leur dignité et le goût à la vie. Le choc créé dans l'opinion publique serait immense en faveur du gouvernement.

Le P.S. s'est toujours prononcé pour une limitation sévère des **cumuls abusifs** mais au pouvoir nous n'avons pas tenu nos engagements.

Il faut y remédier avant qu'il ne soit trop tard.

Propositions

1^{re} Solution – Interdiction d'occuper un emploi pour le titulaire d'une pension supérieure à 2 fois le S.M.I.C. (dérogation à étudier pour les chargés de famille, établir un quotient familial).

2^e Solution – Appliquer une charge sociale supplémentaire de 30 à 50 % à l'employeur pour l'emploi d'un retraité (moyen de dissuasion) versée aux A.S.S.E.D.I.C.



Tarn-et-Garonne

Contribution n° 1

Alliances électorales pour les élections législatives et régionales à venir

Les fédérations départementales seront libres de contracter, dans le respect des principes du Parti, des alliances électorales avec les différentes composantes politiques locales, qui s'engageraient à respecter les règles démocratiques.

Ceci serait de nature à éviter le renouvellement de la situation que vient de connaître le Tarn-et-Garonne dans lequel un candidat M.R.G., membre du gouvernement, a été élu à la présidence du Conseil général, avec le consensus des voix de droite, contre le candidat socialiste issu du groupe le plus nombreux.

Contribution n° 2

La fédération du Tarn-et-Garonne demande :

- Que soit activée l'intégration au régime général des retraites des commerçants, artisans et agriculteurs ;
- Que, rapidement, la possibilité soit offerte aux agriculteurs de prendre la retraite à 60 ans ;
- Qu'il y ait une certaine évolution des prix agricoles au regard des charges qui incombent aux agriculteurs ;
- Qu'une réforme des statuts des apprentis soit envisagée afin de permettre une réelle qualification.

Contribution n° 3

La fédération de Tarn-et-Garonne s'indigne du peu de temps matériel laissé aux militants pour la préparation des différentes étapes du congrès.

Cette pratique (la même chose ayant été constatée pour la préparation de la Convention « modernisation et progrès social ») nous paraît traduire une réelle déconsidération des militants et une atteinte à une véritable démocratie au sein de notre Parti.

La fédération demande qu'à l'avenir les sections aient la possibilité de participer réellement au débat.

Haute-Savoie

Contribution n° 1

Position vis-à-vis du Conseil de l'Ordre des médecins

Depuis sa création, le Conseil de l'Ordre des médecins s'est donné un certain nombre de vocations et a été légitimé dans un type de fonction. Il s'agit d'un regroupement corporatif de l'ensemble des titulaires du Doctorat en médecine.

Le Conseil de l'Ordre a reçu le fondement juridique de veiller au respect de la pratique médicale contenue dans le code de déontologie, et ceci vis-à-vis de chacun de ses membres.

Il devient donc nécessaire, pour exercer la profession de médecin, de faire partie du Conseil de l'Ordre. Cette appartenance est entérinée par une cotisation annuelle.

Cependant, le Conseil de l'Ordre représente également d'autres orientations dans son organisation.

Outre l'aspect de solidarité d'une corporation professionnelle, le Conseil de l'Ordre des médecins, comme tout regroupement professionnel pourrait être un lieu de réflexion et d'élaboration sur la pratique médicale.

C'est dans ce domaine que la position du Conseil de l'Ordre devient totalement contestable.

Les différents responsables (départementaux, nationaux) sont élus selon les méthodes démocratiques habituellement pratiquées en France.

Néanmoins, depuis très longtemps les responsables du Conseil de l'Ordre des médecins n'ont cessé d'outrepasser leurs prérogatives pour finalement se déjuger aux yeux d'un certain nombre de praticiens dont je fais partie.

En effet, à chaque moment où des mutations importantes se sont fait jour en France, au niveau de la pratique médicale, les responsables du Conseil de l'Ordre se sont érigés en censeurs de l'opinion publique.

Ils n'ont jamais offert la moindre plate-forme de concertation réelle au sein du corps médical.

Pour chaque situation nouvelle, les responsables du Conseil de l'Ordre se sont efforcés, mais en vain de s'opposer à ce qui, maintenant, constitue la part nouvelle et intéressante de notre pratique.

Les responsables du Conseil de l'Ordre ont, notamment, émis un avis défavorable vis-à-vis :

- de l'exercice de la médecine de groupe ;
- de tout ce qui se rapportait à la contraception ;
- de la loi sur l'avortement.

Mais, il y a pour moi beaucoup plus grave encore :

- les responsables du Conseil de l'Ordre se sont opposés à la mise en place du secteur psychiatrique.
- Après la circulaire de 1960 et à partir de 1970, la mise en place du secteur psychiatrique a complètement bouleversé le fonctionnement du service public.
- Il s'agissait enfin de donner la possibilité aux malades mentaux de sortir de l'isolement asilaire.
- Une nouvelle fois, les responsables du Conseil de l'Ordre se sont opposés aux progrès possibles du service public, arguant que cela allait nuire à la pratique libérale.
- Il y avait là une attaque caractérisée contre la force vive de notre pratique de psychiatres des hôpitaux.

Depuis le Conseil de l'Ordre apparaît de plus en plus comme une structure vide, totalement déjugée et inadaptée.

Il est impossible d'adhérer à une caisse enregistreuse qui n'a jamais su que s'opposer à des éléments nouveaux qui constituent à l'heure actuelle une part de la conscience morale de notre pratique. Il devient alors très difficile de dissocier le fondement juridique nécessaire, de ce fonctionnement honteux.

Actuellement la seule manière de pouvoir refuser ce qui va contre notre conscience professionnelle est de ne pas s'acquitter de la cotisation au Conseil de l'Ordre des médecins.

En conclusion : Nous demandons, en accord avec la Cour européenne des droits de l'homme, la possibilité de se refuser à agir contrairement à des principes moraux sur lesquels reposent en partie notre pratique même et la dignité de notre profession, et cela contre la volonté du Conseil de l'Ordre des médecins.

Contribution n° 2

Depuis 1981, des avancées décisives ont été mises en œuvre : nationalisations - décentralisation - planification - suppression de la peine de mort, etc. Ces avancées vers le socialisme ont été permises par l'accession de la gauche au pouvoir, cette accession au pouvoir n'ayant été possible elle-même que par l'union des forces politiques représentatives du monde du travail.

Aujourd'hui les données ont changé, l'union des forces politiques de gauche est en partie détruite. Cependant dans l'électorat, les dernières cantonales montrent que l'attachement à l'union demeure et il faut s'en réjouir. D'autre part, l'analyse des dernières élections montre que c'est principalement dans les quartiers populaires que l'on constate une portée importante de voix à gauche.

Le Parti Socialiste doit avoir une perspective de pouvoir et pour ce faire devenir le Parti du Rassemblement de toutes les forces de gauche. Ne pouvant rassembler par accord politique avec ses partenaires naturels, le P.S. doit le faire par une orientation nettement affirmée à gauche et un refus d'alliance avec les partis de l'opposition actuelle.

Nous devons maintenir le cap.



Essonne

L'avenir éclate sous les yeux du présent

Vers le Parti de toute la Gauche

Parce que seule la gauche peut opposer une ligne de résistance aux ravages de la crise.

Parce que dans les faits, après la désertion du P.C.F., le P.S. assure seul les responsabilités de toute la gauche, et d'abord celle d'assurer la victoire en 1986, **une période est ouverte qui nous impose l'ambition d'être le Parti de toute la gauche.**

En élaborant un **nouveau contrat de gouvernement** avec la participation des acteurs des changements à réaliser, le P.S. confronte ses interlocuteurs à la nécessité d'agir pour permettre l'application du contrat.

Il sera ainsi conduit à conclure **des pactes d'actions communes** avec ses interlocuteurs ou à placer les autres formations de gauche face à leurs responsabilités.

C'est dire qu'il doit s'imposer lui-même comme **instrument du rapport de force** avec la droite. Il doit s'appuyer pour cela sur une mise en perspective « culturelle » de son action liant la lutte pour les objectifs socialistes aux **valeurs républicaines**.

De nouvelles responsabilités

Paradoxe : tandis que par sa durée, la crise prononce la sentence du monde d'économie de marché, c'est le procès du socialisme qui fait le plus souvent l'actualité. Les libéraux proclament une nouvelle fois la « mort des idéologies » et glorifient le « chacun pour soi » comme une loi naturelle. En écho, les aigris du socialisme exigent une remise en cause de l'identité de leur Parti sous prétexte de dépoussiérage. Les uns et les autres partagent une obsession : nier que la logique qui a fait la victoire de la gauche en 1981 soit toujours à l'œuvre et demeure le fil conducteur de la période en cours.

Comprendre cette continuité, pour la maîtriser, telle qu'elle se manifeste dans les changements intervenus dans la société française tant par notre propre activité que sous les coups de la crise, c'est comprendre aussi quelles ambitions nous sont assignées.

De ce point de vue, le caractère positif de notre bilan est indiscutable s'il est mesuré à l'accroissement de notre capacité de résistance à la crise dans sa dimension mondiale.

Et puisque nous avons dans l'immédiat à présenter un programme de nouvelles avancées vers le socialisme, disons en même temps quels moyens nous proposons à ceux que nous voulons représenter, pour conquérir le pouvoir d'appliquer ce programme.

Ainsi la mise en perspective du bilan de quatre ans de pouvoir ne peut être dissociée de la réponse à faire à deux questions étroitement liées. Si nous estimons que notre bilan s'inscrit bien dans le projet historique du socialisme et que nous constatons que notre allié à gauche s'est retiré de ce combat, alors **comment et avec qui** construire une majorité de gauche pour appliquer un **nouveau contrat de gouvernement** ?

Le Parti de toute la Gauche

Si cette question se pose, c'est d'abord en raison du choix fait par la direction du P.C.F. avec le départ des ministres communistes et les orientations de leur congrès confirmant peu après une volonté de désertir le combat collectif de la gauche. Après avoir été sanctionné le 26 avril 1981, le Parti Communiste a été franchement disqualifié par ses propres bases en tant qu'instrument crédible de transformation de la société.

Certains parmi nous s'accommodent de ce choix. D'autres, conscients des risques que court la gauche ainsi diminuée, pensent répondre au problème posé en prenant en charge une partie des critiques que les communistes nous adressent. Ils ignorent ainsi que ce n'est jamais le contenu de la politique des socialistes qui a déterminé dans le passé le comportement unitaire ou non de la direction du P.C.F. L'une et l'autre attitude aggravent la difficulté qu'il faut surmonter.

Reconquérir à la lutte la part considérable de l'électorat communiste qui se réfugie dans l'abstention, rassembler autour et dans notre parti les sympathisants communistes que l'attitude de la direction du P.C.F. désespère, telle est la traduc-

tion aujourd'hui de notre stratégie d'Union de la gauche définie à Épinay en 1971.

Une responsabilité nouvelle incombe donc aux socialistes, présents au nom de toute la gauche à l'Élysée jusqu'en 1988 quoi qu'il arrive. Une situation est ainsi créée qui nous place dans le rôle du **Parti de toute la gauche**. Savoir comment assurer cette responsabilité est l'enjeu de notre congrès.

Le P.S. se doit d'agir, d'étape en étape, pour que sa situation de fait comme **parti de toute la gauche**, soit perçue comme telle par l'ensemble des bases sociales de la gauche.

Vers un nouveau contrat de gouvernement

L'objectif des socialistes est de permettre à la **majorité sociologique** que forme le salariat dans notre pays de devenir une **majorité politique**. Dans cette démarche, l'Union de la gauche est un moyen et non une fin.

L'**union des forces populaires** demeure notre stratégie de conquête et d'exercice du pouvoir. La diversité et l'histoire des bases sociales du socialisme sont la source de ses contradictions et de ses divisions. Le débat idéologique, à lui seul, ne permet pas de les surmonter. La méthode adoptée en 1972 pour rassembler demeure la mieux adaptée à ces réalités. C'est autour d'un **nouveau contrat de gouvernement** que peut se reconstituer une **majorité de gauche**.

La classe ouvrière : levier des sociétés avancées

Dans cette démarche, l'exigence première est que les socialistes donnent d'eux-mêmes une image clairement identifiable par ceux qu'ils prétendent représenter. Il est donc nécessaire qu'une majorité s'affirme pour marquer les distances qui séparent le Parti des thèses que défend une partie des siens sur le « libéralisme de gauche ».

Dans moins d'un an, le pays désignera ses représentants politiques. La crise, par sa durée et sa profondeur, réduit le choix à une alternative simple qui mettra hors jeu tous ceux qui voudraient s'y soustraire : ou bien **la politique de la gauche** qui s'appuie sur les **mécanismes collectifs** de défense contre les destructions engendrées par la crise ou **celle de la droite** qui choisit le « **chacun pour soi** » libéral, c'est-à-dire le droit pour les plus forts de survivre aux dépens de tous les autres.

Certes, le Parti Socialiste mène son action aujourd'hui dans le cadre d'une économie mixte. Mais pourquoi devrait-il, comme le demande la droite moderniste de notre Parti, réhabiliter en son sein l'entreprise au nom des valeurs qu'elle lui attribue, telles que « l'initiative et la liberté. »

La majorité de notre Parti sait, comme l'a rappelé le Président Mitterrand que « la classe ouvrière demeure le levier des sociétés avancées. » Pour celle-ci, la réalité de l'entreprise demeure celle de l'exploitation et de l'arbitraire disciplinaire. Plus d'un million et demi de smicards, les 50 % de salariés qui gagnent moins de 5 500 F, 344 000 licenciés pour motif disciplinaire, s'ajoutent aux 366 000 licenciés économiques annuels – pour ne parler que d'eux – ne peuvent fonder leur ancrage à gauche que sur le rejet des « valeurs » qui règnent dans l'entreprise. 20 millions de Français rattachés selon l'I.N.S.E.E. à un ménage ouvrier, 64 % des 23 millions d'actifs sont bel et bien là pour rappeler qu'il n'y a pas, dans ce pays, de classe sociale dont l'importance numérique soit comparable. Elle forme le socle de toute avancée socialiste. C'est à elle que doit être proposée la **préparation et la mise en œuvre du nouveau contrat de gouvernement**.

Associer les acteurs du changement à la préparation du nouveau contrat de gouvernement

Comme en 1972, la mise au point de ce nouveau contrat de gouvernement sera en même temps :

- un acte de réflexion sur l'**état de la société** française telle que nous l'aurons déjà profondément modifiée ;
- une évaluation de l'**état social et culturel** du front de classe que nous prétendons représenter ;
- la définition d'un **nouveau seuil de rupture** avec le capitalisme et donc la délimitation d'un **nouveau compromis** avec celui-ci.

La méthode, ici, est déterminante pour le résultat que nous voulons obtenir. Elle doit permettre d'affirmer les liens nouveaux qu'il nous faut nécessairement établir avec nos bases dans les responsabilités nouvelles qui sont les nôtres. La dynamique de notre campagne pour 1986 doit prendre appui sur la **participation populaire à la préparation du nouveau contrat de gouvernement**.



Dans cet esprit, partant des travaux du congrès, notre parti engagerait un dialogue avec la population qui mettrait à contribution l'ensemble de nos structures.

- **Le congrès** définirait les domaines essentiels sur lesquels devraient se faire les avancées de la prochaine législature.

- **Le comité directeur** serait chargé de préparer sur ces bases un projet de contrat de gouvernement soumis à la discussion du Parti.

- **Le Parti** organiserait à chaque échelon de responsabilité une consultation auprès des organisations représentatives du Front de classe et auprès de la population que les sections du Parti appelleraient à débattre du projet.

- **Une convention nationale** en janvier, sur le modèle de celle tenue pour arrêter les 110 propositions, opérerait la synthèse des conclusions de cette consultation et adopterait le nouveau contrat de gouvernement.

- Après quoi, comme l'a précisé Lionel Jospin devant l'Assemblée nationale, le 25 avril dernier : le Parti Socialiste sera **l'axe d'une majorité de gauche** sur ses valeurs ou si le suffrage universel en décidait autrement, il restera le garant de ces valeurs dans l'opposition. Ainsi, à la question : avec qui gouvernez-vous ? Nous répondons : avec tous ceux qui seront d'accord pour appliquer ce contrat de gouvernement.

Créer une dynamique pour gagner

Pour qu'une telle dynamique puisse être amorcée, quatre conditions supplémentaires sont requises.

Rupture

Le projet de contrat de gouvernement doit ouvrir des perspectives aux salariés et aux jeunes sur les questions clefs de leur existence, là où se noue la contradiction absolue de logique entre la gauche et la droite. Sous cet angle, notre principe doit demeurer que plus la crise du capitalisme s'approfondit, plus il est nécessaire de prendre des mesures de rupture avec le système capitaliste qui l'engendre.

Pacte d'actions communes

La démarche de consultation doit aboutir secteur par secteur dans des **pactes d'actions communes** entre le Parti Socialiste et ses interlocuteurs. Ainsi tirerons-nous pour la suite de notre action au gouvernement la leçon de la principale carence de la période écoulée en reprenant auprès de nos interlocuteurs ce message du Président Mitterrand au congrès de la Ligue des droits de l'homme à propos du vote des immigrés : « Ne dites pas à l'État faites !... ce que vous ne seriez pas capables de faire vous-mêmes. »

Responsabilité

Le Parti Communiste et les autres formations de gauche doivent être confrontés à leurs responsabilités tout au long de notre campagne de préparation et de présentation du nouveau contrat de gouvernement. Chaque citoyen doit pouvoir savoir quel choix feront les députés de ces partis : assurer l'investiture d'un gouvernement de gauche qui prendra en charge le contrat ou permettre le retour de la droite au pouvoir.

Parti et gouvernement

Bâtir cette démarche qui vise à conquérir le rôle de rassembleur de toute la gauche exige de nous une réévaluation des méthodes de travail et des objectifs du Parti Socialiste.

- il doit **anticiper** l'action gouvernementale en traçant les grandes orientations dans lesquelles celle-ci doit s'inscrire et en préparant l'adhésion de l'opinion aux réformes avant que celles-ci ne soient mises en œuvre par le gouvernement ;

- il doit être lui-même acteur des transformations sociales et culturelles que l'action de son gouvernement déclenche : soit dans le cadre des pactes d'actions communes avec des partenaires, soit en suscitant des lieux de rencontre pour intervenir et rassembler là où il n'a pas de partenaire ;

- parti de toute la gauche, il doit être plus que jamais le **lieu du débat**, en particulier sur les contradictions qui la traversent. Faut-il rappeler que la victoire de 1981 n'a pas été fondée sur l'unanimité, mais sur le choix majoritaire d'une ligne claire par les militants.

- Il doit convaincre et pour cela replacer ses explications dans un cadre cohérent : le seul qui vaille est celui de ses objectifs socialistes.

Les valeurs républicaines

Lorsque résonnent les trompettes libérales de chacun pour soi, l'identité socialiste ne peut s'affirmer que par référence aux seules valeurs qui peuvent cimenter un avenir collectif pour une société qui refuse de s'abandonner aux lois de la jungle

capitaliste. Ce sont celles de la République : liberté - égalité - fraternité et leur corollaire : laïcité de l'État et solidarité.

Les mots ne valent que par les combats qu'on mène en leur nom ! Certes, la devise républicaine est revendiquée bien au-delà de nos rangs, mais comme elle entre en contradiction complète avec l'idéologie et les programmes de la droite, celle-ci en a travesti le contenu (liberté de licenciement, liberté pour l'école partisane...). Faire éclater cette contradiction en menant notre action par référence aux valeurs républicaines est une démarche qui place notre combat politique dans la perspective qui peut être la mieux comprise et partagée.

De ce point de vue, l'axe de notre contrat de gouvernement doit être « pour la justice sociale, lutte contre les inégalités. »

Cette politique est celle qui rend accessible à tous le seul débat qui vaille à propos du libéralisme puisqu'elle confronte chacun à la question des objectifs que doit se donner la société.

Elle fournit aussi une grille de lecture sur les réalités mondiales que la droite propose en modèle. Dans l'inspiration républicaine, nous ne voudrions pas pour nous-mêmes d'une « réussite » à la Reagan qui produit aux U.S.A. 34 millions de pauvres, 2 millions de sans-abri, où dans le moment où le pouvoir d'achat des revenus les plus élevés progresse de 8,7 % en 4 ans, celui des plus défavorisés baisse de 7,6 %.

Pour l'Europe politique

Cette réalité est étendue aux rapports que les U.S.A. imposent à tous dans le monde d'économie de marché. L'accumulation de richesse d'une fraction de la population U.S. se fait au moyen d'un formidable endettement payé par le reste du monde, d'une série ininterrompue de conflits armés régionaux, d'une course aux armements effrénée qui fonctionne comme un moteur toujours plus important de l'activité économique, de la ruine des pays à la recherche de leur développement, de la condamnation à mort de plusieurs millions d'êtres humains en proie à la faim et à la soif.

La profondeur de la crise et la fragilisation des États-Unis est telle qu'ils sont inéluctablement conduits à mener une guerre économique sans merci, y compris contre leurs alliés.

La réponse au défi des États-Unis ne peut se faire qu'à leur échelle de puissance, c'est-à-dire celle de l'Europe.

Cette donnée objective crée les conditions d'un front européen. Soyons clairs : il n'y a pas de **solution nationale** aux revendications actuelles les plus fondamentales du mouvement ouvrier. Plutôt qu'un handicap, cette réalité doit servir de levier à la construction de l'Europe politique. Cette Europe politique a d'autant plus de chance d'être plus vite l'Europe des travailleurs que cette initiative aura été la leur. La convergence des luttes communes pour l'emploi, pour les 35 heures et l'harmonisation des droits des travailleurs, par exemple, fournit les bases de cette construction. Ce doit être l'objectif prioritaire de notre parti, au sein du mouvement socialiste européen.

La construction d'une Europe plus forte et plus démocratique pourra approfondir son dialogue avec les pays en voie de développement en leur proposant un autre mode de développement et une réelle possibilité d'indépendance. C'est aussi l'une des conditions pour enfin sortir de Yalta.

« L'Avenir éclate sous les yeux du présent »

Aujourd'hui plus qu'hier, notre pays est placé devant un choix :

- Ou la soumission à la crise qui le conduira non seulement à la dislocation économique, mais à la perte de son identité culturelle.

- Ou la résistance avec l'ambition d'être une référence au plan mondial pour tous les peuples en lutte pour leur survie et leur liberté.

Quand F. Mitterrand au sommet de Bonn oppose un double refus, au plan économique et militaire aux prétentions inouïes de l'impérialisme américain, il est de fait le porte-parole de dizaines de peuples qui n'entendent pas disparaître.

Dans l'affrontement des intérêts en cause au sein de la crise, les salariés, par leur position, forment le cœur de la base de résistance à la crise.

Le Parti Socialiste, dans ses nouvelles responsabilités, peut seul prendre en charge leur rassemblement.

Affirmer cette volonté de rassemblement du salariat et plus largement du « Front de classe » est un des enjeux majeur de ce congrès, puisque c'est la seule voie pour la victoire.

PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

PROPOSITIONS PRÉSENTÉES PAR MARTINE BURON

Première proposition

L'alinéa 1 de l'article 6 des statuts nationaux est modifié comme suit :
« Les élus de toutes les listes doivent obligatoirement comprendre un minimum de 30 % de femmes à tous les degrés de l'organisation. Le respect de cette règle est une condition de la validité de ces listes. » (La suite sans changement.)

Deuxième proposition

L'alinéa 5 de l'article 49 est modifié comme suit :
« Pour les élections au scrutin proportionnel, les listes de candidats doivent comprendre un minimum de 30 % de femmes, régulièrement placées dans la liste. »

Exposé des motifs

L'exigence d'un pourcentage minimum (ou « quota ») de femmes tant dans les instances de direction du parti, à tous les niveaux, que parmi les candidats aux diverses élections, est une caractéristique du Parti Socialiste. Cette disposition, parfois mal comprise et ressentie comme antidémocratique, traduit en réalité une **volonté politique** : la prise en charge par tous les socialistes, comme élément essentiel de leur projet et de leur action, de la longue lutte des femmes pour accéder à l'égalité des droits et des chances dans tous les domaines – et en particulier celui de la vie politique.

Ni recette-miracle, ni fin en soi, le recours au quota permet un « rattrapage » des inégalités criantes existant actuellement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès aux responsabilités politiques.

Il permet au parti de mieux connaître et de mieux prendre en compte les problèmes et les aspirations de plus de la moitié de la population – et de présenter une image plus conforme à la société de justice qu'il veut construire.

La règle du quota, qui peut apparaître comme une contrainte, est en réalité une incitation et un « plus » pour le parti ; utilisons-la pleinement.

La première proposition concerne le pourcentage de femmes dans les organes de direction du parti.

Les femmes représentent aujourd'hui 23 % des militants : le quota actuel – qui est de 20 % – ne présente plus donc de caractère incitatif, ce qui était son rôle.

Il nous semble donc normal – et conforme à l'article lui-même (qui prévoit qu'à chaque congrès le pourcentage sera révisé pour tenir compte de la proportion des femmes au sein du parti) – **de porter ce pourcentage à 30 %.**

Nous soulignons qu'une fois adoptée au Congrès de Toulouse, cette disposition sera applicable aux listes de candidats au C.E. de section ou fédérales, ainsi qu'au Comité directeur, à l'occasion du **Congrès suivant** : chaque organe du parti disposera donc d'un délai de deux ans pour intensifier les interventions en direction des femmes, susciter leur adhésion, et encourager des camarades femmes à s'investir dans tous les secteurs d'activités – rendant ainsi possible l'application du quota de 30 %.

La deuxième proposition porte de 20 % à 30 % le pourcentage de femmes parmi les candidats du parti aux élections au scrutin proportionnel, et précise que ces candidatures féminines doivent faire l'objet d'une répartition régulière sur les listes.

Cette disposition ne fait qu'inscrire dans les statuts du parti la 47^e proposition du candidat François Mitterrand qui prévoyait, en même temps que l'instauration du scrutin proportionnel pour les élections municipales, législatives et régionales, la présence de 30 % au moins de femmes sur les listes de candidats.

Bien que le Conseil constitutionnel n'ait pas permis d'inclure une telle disposition dans la loi, le Parti Socialiste l'a appliquée pour lui-même et a assuré, à chaque élection au scrutin proportionnel la présence de 30 % de femmes sur ses listes : lors des deux élections européennes de 1979 et de 1984, et lors des municipales de 1983 (disposition adoptée à la convention de Cachan en 1982). Il est donc normal de conformer les statuts à ce qui a été notre pratique.

Qu'il s'agisse d'élaborer les lois de la nation, ou de gérer des régions dotées par la décentralisation de pouvoirs accrus, les décisions prises concernent une population en majorité composée de femmes : il faut des femmes pour les prendre, et le Parti Socialiste se doit d'être exemplaire dans ce domaine.

PROPOSITION PRÉSENTÉE PAR GUY ALLOUCHE, MARTINE BURON, GENEVIÈVE DOMENACH-CHICH ET BERNARD ROMAN

Des dispositions doivent être intégrées aux statuts de notre Parti au titre IX : élections politiques : désignation des candidats et groupe socialiste au Parlement.

Tout membre du Parti Socialiste ne peut assumer en règle générale que deux mandats électifs locaux et un mandat électif national.

Le Parti Socialiste adopte pour lui-même les règles suivantes :

1) les règles sur le cumul des mandats s'appliquent limitativement aux mandats suivants : parlementaire européen, sénateur, député, conseiller régional, conseiller général, maire de commune de plus de 9 000 habitants, conseiller de Paris, adjoint au maire d'une commune de plus de 30 000 habitants.

2) Les autres mandats électifs publics ne font pas l'objet d'une limitation réglementaire, mais les fédérations veillent à réduire leur cumul, notamment à l'occasion des ratifications de désignation des candidats.

3) Aucun élu socialiste ne devra solliciter un mandat au-delà de deux des mandats locaux et d'un des mandats nationaux énumérés ci-dessus au paragraphe 1.

4) Lorsqu'un élu socialiste détient déjà le nombre maximum de mandats, il ne peut être valablement désigné, sauf dérogation prévue ci-dessous, comme candidat du Parti à un mandat supplémentaire parmi ceux énoncés au paragraphe 1.

Les suffrages en sa faveur lors du scrutin de désignation sont nuls. Il peut toutefois participer valablement au vote de désignation s'il a pris l'engagement de donner auprès de sa fédération sa démission d'un des mandats qu'il détient déjà, au cas où il serait élu à un mandat supplémentaire.

5) Dans les cas d'inéligibilité fixés au point 4 ci-dessus, une dérogation motivée peut toutefois être accordée par les 4/5^e des votants de la circonscription concernée votant à bulletin secret. La commission exécutive fédérale est appelée à ratifier cette décision pour les élections locales. La Convention nationale de ratification statuera dans le cas d'élections nationales.

PROPOSITION PRÉSENTÉE PAR PATRICE FINEL ET PATRICK RIVIÈRE

– Nouvelle rédaction de l'Article 15

« Une section doit être divisée en plusieurs sections dès qu'elle atteint un effectif de 250 adhérents ».

La suite de l'Article restant identique.

– Article 27

Ajout à cet Article pour préciser le mode de calcul des mandats dans les Fédérations :

« Les votes sur les motions d'orientation du Congrès national se font de façon identique dans l'ensemble des Fédérations du Parti.

Chaque section a autant de mandats fédéraux qu'elle a de cotisants. La somme de l'ensemble des mandats fédéraux obtenus par chaque motion est rapportée dans chaque Fédération en mandats nationaux selon la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne ».

– Article 31

Ajout au 1^{er} paragraphe :

« La Convention nationale statutaire est préparée par des Conventions départementales où chaque section est représentée par un délégué ».

– Article 43

Suppression de l'article et nouvelle rédaction :

« Les responsables du M.J.S. sont élus par l'ensemble des adhérents du M.J.S. selon les mêmes règles statutaires qui président à la désignation des responsables du Parti Socialiste ».

– Création d'un nouvel Article des statuts

Nouvel Article N° 31 bis

« Institution d'une procédure de référendum d'initiative militante ».

« Toute proposition signée par un minimum de 5 000 camarades issus d'au moins 20 Fédérations devra être soumise à l'ensemble des militants du Parti dans le cadre d'une Convention nationale statutaire ».

PROPOSITION PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DES ALPES-MARITIMES

Nous proposons que les statuts du Parti interdisent le cumul de deux et plus des mandats de Conseiller régional, Conseiller général, Député, Sénateur ou Député au Parlement européen.